Conseil du Contentieux des Etrangers

Sélection d'arrêts
de 01/02/2024 à 29/02/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Décision de refus de séjour RF art. 40ter – Père d’un enfant mineur belge - AA droit de séjour refusé car regroupé sous IE – PR reproche que l’AA ne procède pas à l’examen de la relation de dépendance entre sa fille et lui au sens de l’art. 20 TFUE – Le Conseil rappelle l’arrêt CJUE KA dont il ressort qu’il revient à l’autorité compétente de vérifier l’existence d’un lien de dépendance entre la personne rejointe et le ressortissant d’un pays tiers faisant l’objet d’une IE + intérêt supérieur de l’enfant – Conseil constate que PD n’a pas procédé à cette vérification – Réponse NO : PD relève que PR n’avait invoqué ni art. 20 TFUE, ni la jurisprudence KA, ni démontré l’existence d’un lien de dépendance *in concreto* ; Conseil renvoie enseignements KA + arrêt AG 299 033 du 20 décembre 2023 qui rappelle à la PD son devoir de minutie qui lui impose un examen complet et détaille des circonstances de la cause (récolter et prendre en considération tous les éléments du dossier) + PR avait indiqué que l’actualisation de sa demande, devait permettre à la PD d’apprécier la relation de dépendance existante (revenu issu de son travail indispensable dans la contribution des frais du ménage) – Conseil relève que même si KA apporte des nuances sur l’octroi d’un droit de séjour dérivé en cas d’atteinte à l’ordre public, cette nuance ne dispense la PD ni de l’obligation de vérifier l’existence un tel lien, ni de se fonder sur l’ensemble des éléments pertinents de la cause (dont la vie familiale et l’intérêt supérieur de l’enfant) – Violation motivation formelle et art. 20 TFUE – Annulation.

« 3.1. Sur le second moyen, la partie défenderesse soutient dans sa note d’observations qu’elle n’était nullement tenue de motiver l’acte attaqué quant à l’existence ou non d’un lien de dépendance particulier entre elle et son enfant, en premier lieu parce qu’elle ne s’est pas prévalu à l’appui de sa demande de l’article 20 du TFUE, ni de la jurisprudence citée en termes de requête, ni d’un lien de dépendance particulier avec son enfant qui justifierait l’octroi d’un droit dérivé en application de l’article 20 du TFUE. La partie requérante se fonde à cet égard sur la jurisprudence administrative constante selon laquelle les éléments dont la partie défenderesse n’avait pas connaissance au moment où elle a statué n’ont pas d’incidence sur la légalité de l’acte administratif litigieux.

Elle ajoute que, par ailleurs, la partie requérante n’expose pas en termes de requête en quoi il existerait un lien de dépendance entre elle et son enfant et quels sont les éléments qui auraient été portés à la connaissance de la partie défenderesse et omis par cette dernière.

Elle soutient qu’en tout état de cause, la partie requérante « se prévaut sans aucune pertinence de l’article 20 TFUE » en raison des considérants nos 70 à 75 de l’arrêt KA susmentionné, dès lors que la partie requérante ne démontre nullement qu’il existe un lien de dépendance avec son enfant tel qu’il justifierait que lui soit octroyé un droit de séjour dérivé au titre de l’article 20 du TFUE.

Elle cite enfin un arrêt du Conseil qui, à son estime, considère qu’une argumentation telle que développée par la partie requérante n’est pas conforme à la jurisprudence de la CJUE dès lors que l’acte litigieux est fondé sur des motifs d’ordre public.

3.2. Ainsi que l’a déjà indiqué le Conseil dans son arrêt n° 271 661 du 22 avril 2022, qui annulait la décision par laquelle la partie défenderesse statuait précédemment sur la demande qui a donné lieu, suite à cette annulation à l’acte attaqué, le Conseil rappelle que la CJUE a notamment indiqué ceci dans son arrêt K.A: « Il est vrai que, en vertu de l’article 11, paragraphe 3, premier alinéa, de la directive 2008/115, les États membres peuvent examiner la possibilité de lever ou de suspendre une interdiction d’entrée accompagnant une décision de retour, octroyant un délai pour le départ volontaire, lorsque le ressortissant d’un pays tiers a quitté le territoire en conformité avec ladite décision. Toutefois, il convient de relever que, aux troisième et quatrième alinéas de ce même article 11, paragraphe 3, le législateur de l’Union a prévu la possibilité pour les États membres de lever ou de suspendre une telle interdiction, dans des cas particuliers, pour d’autres raisons que celle visée au premier alinéa de cette disposition, sans qu’il soit précisé dans lesdits alinéas que le ressortissant d’un pays tiers qui fait l’objet d’une décision d’interdiction d’entrée doit avoir quitté le territoire de l’État membre concerné. » et ensuite : « Partant, l’article 3, point 6, et l’article 11, paragraphe 3, de la directive 2008/115 n’interdisent pas aux États membres, contrairement à ce que soutient le gouvernement belge, de lever ou de suspendre une interdiction d’entrée sur le territoire, lorsque la décision de retour n’a pas été exécutée et que le ressortissant d’un pays tiers se trouve sur leur territoire » (CJUE, arrêt du 8 mai 2018, K.A. e.a., C-82/16, considérants 60 et 61).

Cette précision vient à la suite notamment des considérations suivantes : « [...] Partant, s'il est vrai que le refus d'un ressortissant d'un pays tiers d'obtempérer à l'obligation de retour et de coopérer dans le cadre d'une procédure d'éloignement ne saurait lui permettre de se soustraire, entièrement ou partiellement, aux effets juridiques d'une décision d'interdiction d'entrée (voir, en ce sens, arrêt du 26 juillet 2017, *Ouhrami*, C-225/16, EU:C:2017:590, point 52), il n'en demeure pas moins que, lorsque l'autorité nationale compétente est saisie, par un ressortissant d'un pays tiers, d'une demande d'octroi d'un droit de séjour aux fins d'un regroupement familial avec un citoyen de l'Union, ressortissant de l'État membre concerné, cette autorité ne saurait refuser de prendre en considération cette demande au seul motif que ce ressortissant d'un pays tiers fait l'objet d'une interdiction d'entrée sur le territoire de cet État membre. Il lui incombe, au contraire, d'examiner ladite demande et d'apprécier s'il existe, entre le ressortissant d'un pays tiers et le citoyen de l'Union concernés, une relation de dépendance telle qu'un droit de séjour dérivé doit, en principe, être accordé à ce ressortissant, au titre de l'article 20 TFUE, sous peine de contraindre, de fait, ledit citoyen à quitter le territoire de l'Union dans son ensemble et, partant, de le priver de la jouissance effective de l'essentiel des droits que lui confère son statut. Si tel est le cas, l'État membre concerné doit alors lever ou, à tout le moins, suspendre la décision de retour et l'interdiction d'entrée sur le territoire dont fait l'objet ledit ressortissant » et « En effet, il serait contraire à l'objectif poursuivi par l'article 20 TFUE de contraindre le ressortissant d'un pays tiers à quitter, pour une durée indéterminée, le territoire de l'Union afin d'obtenir la levée ou la suspension de l'interdiction d'entrée sur ce territoire dont il fait l'objet sans qu'il ait été vérifié, au préalable, s'il n'existe pas, entre ledit ressortissant d'un pays tiers et le citoyen de l'Union, membre de sa famille, une relation de dépendance telle qu'elle contraindrait ce dernier d'accompagner le ressortissant d'un pays tiers dans son pays d'origine, alors même que, précisément en raison de cette relation de dépendance, un droit de séjour dérivé devrait, en principe, être reconnu audit ressortissant d'un pays tiers en vertu de l'article 20 TFUE » (considérants 57 et 58). Enfin, la CJUE a précisé « qu'il est indifférent que la décision d'interdiction d'entrée sur le territoire dont le ressortissant d'un pays tiers fait l'objet soit devenue définitive au moment où celui-ci introduit sa demande de séjour aux fins d'un regroupement familial, » (considérant 84) et « qu'il est indifférent que la décision d'interdiction d'entrée dont fait l'objet le ressortissant d'un pays tiers ayant introduit une demande de séjour aux fins d'un regroupement familial, soit justifiée par le non-respect d'une obligation de retour » ;

Dans cet arrêt, la CJUE a également eu l'occasion d'apporter des précisions lorsque des motifs d'ordre public sont opposés par l'autorité au demandeur.

La CJUE a ainsi indiqué que, « dès lors que le refus du droit de séjour est fondé sur l'existence d'une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour l'ordre public ou la sécurité publique, compte tenu, notamment, des infractions pénales commises par un ressortissant d'un État tiers, un tel refus serait conforme au droit de l'Union même s'il entraînait l'obligation pour le citoyen de l'Union, membre de sa famille, de quitter le territoire de l'Union (voir, en ce sens, arrêts du 13 septembre 2016, *Rendón Marín*, C 165/14, EU:C:2016:675, point 84, et du 13 septembre 2016, *CS, C 304/14*, EU:C:2016:674, point 40) (considérant 92) ; « En revanche, cette conclusion ne saurait être tirée de manière automatique sur la seule base des antécédents pénaux de l'intéressé. Elle ne saurait découler, le cas échéant, que d'une appréciation concrète de l'ensemble des circonstances actuelles et pertinentes de l'espèce, à la lumière du principe de proportionnalité, de l'intérêt supérieur de l'enfant et des droits fondamentaux dont la Cour assure le respect (arrêts du 13 septembre 2016, *Rendón Marín*, C 165/14, EU:C:2016:675, point 85, et du 13 septembre 2016, *CS, C 304/14*, EU:C:2016:674, point 41) » (considérant 93, le Conseil souligne), indiquant ensuite « Cette appréciation doit ainsi notamment prendre en considération le comportement personnel de l'individu concerné, la durée et le caractère légal du séjour de l'intéressé sur le territoire de l'État membre concerné, la nature et la gravité de l'infraction commise, le degré de dangerosité actuel de l'intéressé pour la société, l'âge des enfants éventuellement en cause et leur état de santé, ainsi que leur situation familiale et économique (arrêts du 13 septembre 2016, *Rendón Marín*, C 165/14, EU:C:2016:675, point 86, et du 13 septembre 2016, *CS, C 304/14*, EU:C:2016:674, point 42) (considérant 94). Après avoir relevé « qu'il ne ressort pas des décisions attaquées devant elle qu'une telle appréciation concrète ait été réalisée à l'occasion de l'adoption de la décision de retour, assortie d'une interdiction d'entrée, dont a fait l'objet chacun des requérants au principal », la CJUE a clairement indiqué que « à supposer même que tel soit le cas, l'autorité nationale compétente n'en serait pas moins tenue d'examiner, au moment où elle envisage de rejeter la demande de séjour aux fins d'un regroupement familial introduite par le ressortissant d'un pays tiers, si, depuis l'adoption de la décision de retour, les circonstances factuelles n'ont pas évolué d'une telle manière qu'un droit de séjour ne peut plus désormais lui être refusé (voir, par analogie, arrêts du 29 avril 2004, *Orfanopoulos et Oliveri*, C 482/01 et C 493/01, EU:C:2004:262, points 79 et 82, ainsi que du 11 novembre 2004, *Cetinkaya*, C 467/02, EU:C:2004:708, points 45 et 47) » (considérant 96, le Conseil souligne).

La CJUE a ensuite conclu que « lorsque des raisons d'ordre public ont justifié une telle décision, ces dernières ne peuvent conduire au refus d'octroi à ce ressortissant d'un pays tiers d'un droit de séjour dérivé au titre de cet article que s'il ressort d'une appréciation concrète de l'ensemble des circonstances de l'espèce, à la lumière du principe de proportionnalité, de l'intérêt supérieur du ou des éventuels enfants concernés et des droits fondamentaux, que l'intéressé représente une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour l'ordre public » (considérant 97).

Il résulte notamment de ce qui précède qu'il revient à l'autorité compétente saisie d'une demande de regroupement familial, introduite par le ressortissant d'un pays tiers faisant l'objet d'une interdiction d'entrée, sur le territoire d'un État membre dont la personne rejointe est ressortissante, de procéder à un examen destiné à vérifier « s'il existe une relation

de dépendance entre ce citoyen de l'Union et ce ressortissant d'un pays tiers d'une nature telle que, en cas de refus d'octroi d'un droit de séjour dérivé à ce dernier, ledit citoyen de l'Union serait, dans les faits, contraint de quitter le territoire de l'Union pris dans son ensemble et serait ainsi privé de la jouissance effective de l'essentiel des droits conférés par son statut » et « [si] tel est le cas, l'État membre concerné doit alors lever ou, à tout le moins, suspendre la décision de retour et l'interdiction d'entrée sur le territoire dont fait l'objet ledit ressortissant ».

Lorsque le citoyen de l'Union européenne est un enfant mineur, la Cour a précisé que « l'appréciation de l'existence d'une telle relation de dépendance doit être fondée sur la prise en compte, dans l'intérêt supérieur de l'enfant, de l'ensemble des circonstances de l'espèce, notamment, de son âge, de son développement physique et émotionnel, du degré de sa relation affective avec chacun de ses parents, ainsi que du risque que la séparation d'avec le parent ressortissant d'un pays tiers engendrerait pour son équilibre. L'existence d'un lien familial avec ce ressortissant, qu'il soit de nature biologique ou juridique, n'est pas suffisante et une cohabitation avec ce dernier n'est pas nécessaire aux fins d'établir pareille relation de dépendance » (point 76).

La jurisprudence susmentionnée a été rappelée par la CJUE plus récemment, à plusieurs reprises, ainsi le 27 avril 2023, dans son arrêt M.D. contre Országos Idegenrendészeti Főigazgatóság Budapesti és Pest Megyei Regionális Igazgatósága (affaire C-528/21).

3.3. En l'espèce, le Conseil observe que la partie défenderesse n'a pas procédé, lorsqu'elle a statué sur la demande de regroupement familial de la partie requérante, à cette vérification d'une relation de dépendance entre la partie requérante et, notamment, son enfant à propos duquel la demande était formée.

L'objection tenue par la partie défenderesse dans sa note d'observations, selon laquelle la partie requérante ne pourrait se prévaloir de l'enseignement de l'arrêt K.A. e.a du 8 mai 2018, aux motifs qu'elle n'aurait pas invoqué l'article 20 du TFUE, ni la jurisprudence européenne invoquée en termes de recours, n'aurait pas démontré de lien de dépendance entre son enfant mineur et elle-même, ne peut pas être suivie en l'espèce, dès lors qu'il revient en tout état de cause à la partie défenderesse de se prononcer à cet égard, ainsi qu'il a été rappelé ci-dessus. Il en va de même de la considération selon laquelle la partie requérante ne se serait même pas prévalu dans le cadre de sa demande, actualisée en mai 2023, d'un « lien de dépendance particulier avec son enfant, tel qu'il justifierait l'octroi d'un droit dérivé en application de l'article 20 TFUE ».

En effet, et ainsi qu'il a déjà été précisé en assemblée générale par le Conseil dans son arrêt n° 299 033 du 20 décembre 2023, l'article 20 du TFUE ne s'oppose pas à ce qu'il soit attendu du ressortissant d'un pays tiers, qu'il fournisse les éléments permettant d'établir qu'une décision lui refusant le droit de séjour entraînerait une telle conséquence pour le membre de famille, citoyen de l'Union européenne, qui lui ouvre le droit au séjour, et ce, afin de mettre l'autorité compétente en mesure de vérifier si tel est bien le cas, et il importe de relever que le devoir de minutie qui s'impose à la partie défenderesse commande qu'aucune décision administrative ne peut être régulièrement prise sans que son auteur ait, au préalable, procédé à un examen complet et détaillé des circonstances de l'affaire sur laquelle elle entend se prononcer. Ce principe oblige la partie défenderesse à récolter tous les renseignements nécessaires et à prendre en considération tous les éléments du dossier, afin de pouvoir prendre la décision en pleine connaissance de cause, après avoir raisonnablement apprécié tous les éléments utiles à la résolution du cas d'espèce.

Le Conseil observe qu'en outre, la partie requérante avait indiqué que l'actualisation de sa demande, devait permettre à la partie défenderesse d'apprécier sa situation notamment au regard des principes applicables au cas d'espèce et évoqué à cet égard expressément la relation de dépendance existant entre sa fille née en 2011 et elle-même. De surcroît, la partie requérante ajoutait qu'elle perçoit un revenu issu de son travail, revenu qui est à son estime « indispensable dans la contribution des frais du ménage qu'[elle] forme avec l'enfant précitée et la mère de celle-ci », notamment.

Le Conseil rappelle qu'il ne lui appartient pas de subsister sa propre appréciation des éléments de la cause à celle de la partie défenderesse.

S'agissant des considérants jurisprudentiels cités par la partie défenderesse dans sa note d'observations, force est de constater qu'ils reprennent pour l'essentiel les différentes catégories d'éléments et circonstances à prendre en considération, dans le cadre de l'examen requis, tels que « la garde de l'enfant », ou encore la « charge légale, financière ou affective de cet enfant », et ne sont pas de nature à énerver le raisonnement qui précède.

S'agissant de l'arrêt du Conseil cité par la partie défenderesse dans sa note d'observations, soit l'arrêt n° 271 280 du 13 avril 2022, sa conclusion - selon laquelle l'argumentation de la partie requérante concernée relative au lien de dépendance n'est pas conforme à la jurisprudence européenne invoquée parce que la « décision de refus de séjour [est] fondée sur l'existence d'une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour l'ordre public » - ne peut être lue ni comprise indépendamment des développements qui la précèdent.

Or, ces développements consistent essentiellement dans la citation des considérants 90 à 94 de l'arrêt K.A. dont il ressort qu'un refus de séjour ne peut être fondé sur des raisons d'ordre public que s'il a pu être conclu à l'existence d'une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour l'ordre public ou la sécurité publique à la suite d'une

appréciation concrète de l'ensemble des « circonstances actuelles et pertinentes de l'espèce, à la lumière du principe de proportionnalité, de l'intérêt supérieur de l'enfant et des droits fondamentaux [...]» (le Conseil souligne), étant précisé que le Conseil avait au préalable jugé que le moyen ne pouvait être accueilli à cet égard. Le Conseil avait à cette occasion confirmé que la partie défenderesse avait bien tenu compte de la situation familiale. Le Conseil avait en outre indiqué ne pas comprendre les critiques formulées par la partie requérante selon lesquelles la partie défenderesse aurait dépassé ses compétences « en examinant l'intérêt supérieur de l'enfant ».

La partie défenderesse présente dès lors dans sa note d'observations une lecture orientée et erronée dudit arrêt.

Ensuite, le Conseil observe que si la CJUE a apporté dans ce même arrêt K.A. e. a. une nuance dans l'hypothèse où la décision litigieuse se fonde sur des motifs d'ordre public, s'agissant du lien de dépendance tel que le citoyen de l'Union se verrait contraint de quitter le territoire des Etats membres, en ce sens que la reconnaissance d'un tel lien n'impliquera pas nécessairement l'octroi d'un droit de séjour dérivé dans certaines conditions, il n'en demeure pas moins que, non seulement elle ne dispense pas pour autant de l'obligation de vérifier l'existence d'un tel lien, mais en outre exige notamment que la décision se fonde sur l'ensemble des éléments pertinents de la cause, en ce compris les droits fondamentaux liés à la vie familiale et l'intérêt supérieur de l'enfant.

Le second moyen est dès lors fondé, dans les limites exposées ci-dessus, en ce qu'il est pris de la violation de l'article 20 du TFUE et de la violation de l'article 3 de la loi relative à la motivation formelle des actes administratifs.

3.4. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres aspects des moyens qui, à les supposer fondés, ne pourraient conduire à une annulation aux effets plus étendus ».

procédure CCE

Annulation

nationalité

Mauritanie

dictum arrêt

Rejet

pays Dublin

France

acte attaqué

ANNEXE 26quater

composition du siège

1 juge

dictum arrêt

Annulation

26quater – France – Le Conseil observe que le dernier rapport AIDA 2022 mis à jour mai 2023, sur lequel la PD s'est fondée, renseigne que la situation en France pour les « Dublinés » reste compliquée – Malgré ces défaillances, relatées dans l'AA, le Conseil constate que la PD a estimé qu'il n'est pas établi que le requérant sera exposé de manière systématique et automatique à un traitement inhumain ou dégradant – Le Conseil rappelle que la CJUE impose de vérifier l'existence d'un risque réel et observe qu'elle n'a pas circonscrit cette analyse à la vérification d'une violation certaine de droits fondamentaux – Le Conseil observe que la PD a ajouté un critère d'automatisme à la jurisprudence CJUE – Le Conseil relève que l'AA ne reprend pas les informations contenues dans le rapport AIDA selon laquelle il est compliqué pour des femmes et des hommes seuls d'être hébergés contrairement aux familles et aux couples – Violation motivation formelle – Annulation.

« 4.2. En l'espèce, le Conseil observe que le dernier rapport AIDA, soit celui de 2022 mis à jour au mois de mai 2023, sur lequel la partie défenderesse s'est essentiellement fondée pour prendre sa décision, renseigne que la situation en France des « Dublinés » reste compliquée, notamment en raison du manque général et persistant de places d'accueil disponibles, et qui est de l'ordre de 50 pourcents (voir notamment la page 61).

La partie défenderesse a au demeurant notamment relevé, que « *qu'en 2022, le nombre de demandeurs de protection internationale hébergés est resté bien inférieur au nombre de personnes déposant une demande. En fin d'année, le ministère de l'Intérieur indiquait que 62 % des demandeurs de protection internationale éligibles aux conditions matérielles d'accueil – soit 100 598 personnes au total à fin décembre 2022 selon l'OFII – étaient effectivement hébergés contre 58 % fin décembre 2021. Si l'on y ajoute les demandeurs de protection qui ne bénéficient pas des conditions d'accueil, on peut considérer qu'au moins 80 000 demandeurs de protection internationale n'étaient pas hébergés en France à fin 2022* » ou encore que « *la France a constamment manqué à ses obligations d'héberger tous les demandeurs de protection internationale sur son territoire, malgré une expansion considérable de ses infrastructures d'accueil et une multiplication des types d'hébergement (p.103) ; La mise en œuvre du dispositif national d'accueil vise à éviter autant que possible les cas où les demandeurs de protection internationale sont sans abri ou doivent recourir à un hébergement d'urgence à long terme, mais des lacunes de capacité persistent (p.103) » (le Conseil souligne).*

Le Conseil observe que la partie défenderesse a conclu son analyse de la cause, laquelle comprend notamment de nombreux constats de défaillances, en ces termes : « *Dès lors, il n'est pas établi, après analyse des rapports précités et du dossier de l'intéressé, que ce dernier sera exposé de manière systématique et automatique à un traitement inhumain ou dégradant en France, au sens de l'article 3 de la CEDH et l'article 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne* » (le Conseil souligne).

Le Conseil rappelle que la CJUE a indiqué qu'il importe de vérifier s'il existe un risque réel que des demandeurs d'une protection internationale soient, en cas de transfert vers l'État membre responsable, traités d'une manière incompatible avec leurs droits fondamentaux, et observe qu'elle n'a pas circonscrit cette analyse à la vérification d'une violation certaine de droits fondamentaux en cas de transfert.

A la suite de la partie requérante, le Conseil observe que la partie défenderesse a, à cet égard, ajouté un critère d'automatisme à la jurisprudence de la CJUE, en méconnaissance de cette dernière.

Par ailleurs, le Conseil observe que si la décision est très longuement motivée, elle ne reprend toutefois pas l'information contenue dans le rapport AIDA selon laquelle il est particulièrement compliqué pour des femmes et des hommes seuls d'être hébergés dès lors que certains centres se sont, dans la pratique, organisés pour accueillir les familles et les couples, soit une information qui apparaît pertinente dans le cadre d'une analyse individuelle des éléments de la cause.

4.3. Il résulte de ce qui précède que le moyen unique est fondé en ce qu'il est pris de la violation de l'article 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, l'article 4 de la Charte, ainsi que le devoir de minutie.

4.4. Il n'y a plus lieu d'examiner les autres aspects du moyen unique qui, à les supposer fondés, ne pourraient conduire à une annulation aux effets plus étendus ».

CCE arrê^t 302605 du 29/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Nigeria

dictum arrê^t

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Het **Hof van Justitie** heeft er recent opnieuw op gewezen dat in het kader van de **samenwerkingsverplichting** die rust op de autoriteiten krachtens artikel 4 van de Kwalificatierichtlijn, deze autoriteiten actief met de verzoeker moeten samenwerken om de relevante elementen van het verzoek te bepalen en aan te vullen, dat de beslissingsautoriteit de verzoeken naar behoren dient te behandelen alvorens hierover een beslissing te nemen en dat de beoordeling van de nood aan internationale bescherming *"in alle gevallen met oplettendheid en voorzichtigheid worden uitgevoerd, aangezien de integriteit van de mens en de individuele vrijheden – fundamentele waarden van de Unie – in het geding zijn"*. Het Hof heeft daarbij opnieuw benadrukt dat de samenwerkingsplicht *"inhoudt dat de beslissingsautoriteit, in casu het IPO, de verzoeken niet naar behoren kan behandelen en bijgevolg een verzoek niet ongegrond kan verklaren zonder op het tijdstip waarop een beslissing inzake het verzoek wordt genomen rekening te houden met, ten eerste, alle relevante feiten betreffende de algemene situatie in het land van herkomst en, ten tweede, alle relevante elementen die verband houden met de individuele status en de persoonlijke situatie van de verzoeker."* Het Hof preciseerde dat wat de relevante feiten betreffende de algemene situatie in het land van herkomst betreft, de lidstaten *"ervoor moeten zorgen dat er nauwkeurige en actuele informatie wordt verzameld over de algemene situatie in de landen van herkomst van asielzoekers en, waar nodig, in de landen van doorreis (arrest van 22 november 2012, M., C-277/11, EU:C:2012:744, punt 67)"* (**HvJ, C-756/21**, X tegen International Protection Appeals Tribunal, Minister for Justice and Equality, Ireland, Attorney General, **29 juni 2023**, punten 48-50 en 54-55).

Verzoeker merkt terecht op dat de map landeninformatie in het administratief dossier weliswaar rapporten van 2015 en 2017 bevat over het fenomeen van *"brown envelope journalism"* in Nigeria en een specifieke COI Focus over homoseksualiteit in Ghana van 1 juli 2019, maar **geen objectieve landeninformatie** over de **positie van LGBTQI+personen in Nigeria** en de wijze waarop deze personen in de Nigeriaanse samenleving worden gepercipieerd en de bestaande wetgeving hierrond. [...]

De **beoordeling** van verzoeken om internationale bescherming moet grondig en met **grote voorzichtigheid** gebeuren. Dit is ook en des te meer het geval bij de behandeling verzoeken van Nigeriaanse onderdanen die gebaseerd zijn op hun seksuele oriëntatie, gelet op de zeer kwetsbare positie van deze groep in de Nigeriaanse samenleving en de vervolging waaraan deze groep volgens de EASO *"Guidance Note"* over het algemeen is onderworpen. Het is daarbij van belang, bij de beoordeling van de geloofwaardigheid van de beweerde seksuele oriëntatie, rekening te houden met het geheel van verzoekers verklaringen en de door hem neergelegde documenten en deze te toetsen aan de hand van voldoende nauwkeurige en actuele landeninformatie.

Er dient te worden vastgesteld dat in de bestreden beslissing bij de **beoordeling van de geloofwaardigheid van verzoekers seksuele gerichtheid** in essentie wordt verwezen naar zijn **onaannemelijke verklaringen** over hoe hij wist dat de Nigeriaanse maatschappij negatief stond tegenover homoseksualiteit en wanneer hij ontdekte dat het illegaal was en zijn gebrek aan interesse over de straffen die op homoseksualiteit staan, maar dat uit de beslissing **niet** kan blijken dat zijn verklaringen hierover werden **getoetst aan objectieve landeninformatie over homoseksualiteit in Nigeria**, maar vreemd genoeg wel aan de COI Focus over homoseksualiteit in Ghana.

[Uitgebreide uiteenzetting i.v.m. redenen waarom de motieven van de bestreden beslissing niet volstaan om te besluiten tot de ongeloofwaardigheid van verzoekers beweerde seksuele gerichtheid voor zijn vertrek uit Nigeria]

Bovendien stelt de Raad vast dat in de bestreden beslissing met betrekking tot het door verzoeker neergelegde artikel in een Nigeriaanse krant enerzijds wordt gemotiveerd dat documenten slechts ondersteunende bewijswaarde hebben, dat zijn relaas ongeloofwaardig is bevonden en dat het stuk dus geen bewijswaarde heeft en dat een krantenartikel bovendien slechts een bewijs is dat een artikel gepubliceerd is, maar geen bewijs van de erin vermelde feiten omdat het geen officieel document is en bijgevolg niet voldoende om de geloofwaardigheid van het asielrelaas te herstellen. Evenwel kan hieruit **niet blijken**, zoals aangestipt in het verzoekschrift dat het **bestaan van de krant** waarin het artikel werd gepubliceerd **werd geverifieerd of in twijfel getrokken, noch werd geverifieerd of het artikel daadwerkelijk werd gepubliceerd en of het actueel nog kan geraadpleegd worden**. Uit de aan het administratief dossier toegevoegde landeninformatie blijkt dat in Nigeria *"brown envelope"* journalistiek voorkomt waarbij journalisten smeergeld krijgen in ruil voor krantenartikels door politici of bedrijven. Ook omkoping door gewone burgers komt voor

maar de landeninformatie is niet eenduidig over hoe frequent dit voorkomt. Zelfs indien geen geloof zou worden gehecht aan verzoekers voorgehouden seksuele oriëntatie kan, gelet op de beschikbare landeninformatie waaruit blijkt dat de LGBTQI+-gemeenschap en personen die ermee geassocieerd worden gestigmatiseerd, gediscrimineerd en vervolgd worden, **niet zonder meer bewijswaarde worden ontegd aan het door verzoeker neergelegde krantenartikel**, waarin hij bij naam genoemd wordt, **zonder de authenticiteit en de actuele implicaties ervan** op verzoekers vrees voor vervolging in geval van terugkeer naar Nigeria **verder te onderzoeken**.

De Raad neemt akte van verzoekers verklaring ter terechtzitting dat hij **in België een relatie heeft met een vrouw, dat zij in verwachting is van een kind**, maar dat zij een slechte relatie hebben ondermeer omwille van zijn homoseksualiteit. Hij verklaart tegelijk dat hij zich nog steeds als homoseksueel identificeert. In zoverre verzoekers verklaringen ter terechtzitting onduidelijkheid creëren met betrekking tot zijn actuele seksuele oriëntatie, doet dit in de huidige stand van zaken **geen afbreuk aan het voorgaande** waarbij werd vastgesteld dat de motieven van de bestreden beslissing niet volstaan om te besluiten tot de ongeloofwaardigheid van verzoekers beweerde seksuele gerichtheid voor zijn vertrek uit Nigeria en dat niet zonder meer bewijswaarde kan worden ontegd aan het door verzoeker neergelegde krantenartikel zonder dit verder te onderzoeken.

De beoordeling van de nood aan internationale bescherming zich niet kan beperken tot een loutere evaluatie van elementen en feiten uit het verleden, maar tevens een toekomstgerichte beoordeling van het risico op vervolging of ernstige schade vereist in het licht van actuele landeninformatie en de individuele omstandigheden van de verzoeker. In dit verband stelt de Raad bijkomend vast dat de meest recente beschikbare landeninformatie met betrekking tot de situatie en behandeling van homoseksuelen in Nigeria dateert van 2018, aangezien het meest recente rapport, de EASO "Guidance Note" van oktober 2021 wat het profiel van LGBTQI+-personen betreft, gebaseerd is op EASO, "Country of Origin Information Report Nigeria, Targeting of individuals", November 2018. De Raad beschikt bijgevolg **niet over actuele landeninformatie** inzake de situatie van LGBTQI+-personen of personen die als zodanig kunnen worden gepercipieerd en eventuele evoluties op dit vlak in Nigeria.

Essentiële elementen ontbreken. Vernietiging.

CCE arrê^t 302530 du 29/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Liberia

dictum arrê^t

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Kern vluchtrelaas, voorgehouden biseksuele geaardheid, werd niet beoordeeld.

Los van de – door de commissaris-generaal ongeloofwaardig geachte – concrete problemen die verzoeker stelt te hebben gekend naar aanleiding van zijn biseksuele geaardheid, dient immers ook te worden beoordeeld of deze **geaardheid op zich** in zijn hoofde al dan niet een nood aan internationale bescherming doet ontstaan.

In zoverre de door verzoeker voorgelegde **medische attesten** melding maken van deze geaardheid, dient vooreerst gewezen op de relatieve bewijswaarde van medische attesten in het kader van een onderzoek naar de door een verzoeker om internationale bescherming voorgehouden nood aan internationale bescherming.

(...)

Een integrale geloofwaardigheidsbeoordeling dringt zich op, waarbij moet worden nagegaan of de aangehaalde nood aan internationale bescherming door middel van geloofwaardige verklaringen in samenhang met het voorgelegde medisch attest voldoende aannemelijk wordt gemaakt. *In casu* werd verzoeker, behalve een kort interview op de Dienst Vreemdelingenzaken, echter **niet gehoord** inzake zijn voorgehouden biseksuele geaardheid. De verschillende pogingen van de commissaris-generaal om verzoeker hierover te horen, mislukten aangezien verzoekers psychiater en psycholoog telkens te kennen gaven dat verzoeker omwille van zijn mentale gezondheidstoestand **niet in staat was om een persoonlijk onderhoud te ondergaan en zelfs geen vragenlijst kon invullen**. En dit ondanks de vele steunmaatregelen die de commissaris-generaal had voorzien om het persoonlijk onderhoud voor verzoeker op een zo comfortabel en veilig mogelijke manier te laten plaatsvinden (...). In contrast hiermee dient evenwel te worden vastgesteld dat verzoeker klaarblijkelijk wél in staat was om de **terecht^zitting** op de Raad bij te wonen en dit op aanraden van zijn psycholoog-**vertrouwenspersoon** die verzoeker had aangemaand om op de terechtzitting aanwezig te zijn omdat dit volgens hem "symbolisch belangrijk" is.

De Raad heeft echter amper mogelijkheden om verzoeker enige steunmaatregelen te verlenen, behalve het houden van de terechtzitting achter gesloten deuren. Ter terechtzitting bleek verzoeker ook erg nerveus, verklaarden zijn advocaat en psycholoog-vertrouwenspersoon dat verzoeker in de gang buiten de zittingszaal al reeds geagiteerd was geraakt en kon verzoeker zelf uiteindelijk geen verklaringen afleggen. Waar kan worden aangenomen dat de door verzoeker aangehaalde aanval op zijn persoon, die blijkens de bijgebrachte medische attesten de oorzaak zou vormen van verzoekers mentale gezondheidsproblemen, een onderwerp is dat in het licht van verzoekers mentale ziektebeeld erg moeilijk ligt om in het kader van een persoonlijk onderhoud aan bod te laten komen, ziet de Raad niet in dat het voor verzoeker onmogelijk zou zijn om tijdens een persoonlijk onderhoud met een geheel aan aangepaste steunmaatregelen over zijn voorgehouden biseksuele geaardheid te worden gehoord, los van voormelde aanval op zijn persoon, onder meer over de ontdekking en beleving van zijn biseksuele geaardheid in de context van de Liberiaanse samenleving. Verzoeker is immers reeds meerdere jaren in behandeling voor zijn mentale gezondheidsproblemen en uit de voorgelegde medische attesten blijkt niet dat er tijdens deze periode sprake is geweest van een merkelijke verbetering van deze problemen. Dat verzoeker in deze omstandigheden wél naar de terechtzitting op de Raad kan komen waar er, zoals gesteld, slechts een minimum aan steunmaatregelen kan worden voorzien, maakt het niet aannemelijk dat het voor hem geheel onmogelijk zou zijn om op de zetel van het CGVS te worden gehoord waar hem uitgebreide steunmaatregelen kunnen worden verleend. De vertegenwoordigster van het CGVS verklaart ter terechtzitting dat het Commissariaat-Generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen bereid is om opnieuw een poging te doen om verzoeker te horen en hierbij alle mogelijke steunmaatregelen te voorzien opdat dit op een voor verzoeker zo comfortabel en veilig mogelijke wijze kan gebeuren, onder meer in samenspraak met verzoekers psycholoog, psychiater en advocaat.

Gezien het geheel van wat voorafgaat, stelt de Raad vast dat verzoeker niet werd gehoord over een kernelement van zijn verzoek om internationale bescherming, met name zijn voorgehouden biseksuele geaardheid. Waar kan worden aangenomen dat verzoekers mentale gezondheidstoestand hem voorheen verhinderde om op de zetel van het CGVS een persoonlijk onderhoud te ondergaan, dient vastgesteld dat verzoeker wel degelijk in staat bleek om de terechtzitting bij de Raad bij te wonen. Gelet op de mogelijkheid voor het CGVS om verzoeker veel uitgebreidere steunmaatregelen te verlenen dan hetgeen hieromtrent mogelijk is op de Raad, kan redelijkerwijze worden aangenomen dat het voor verzoeker niet onmogelijk is om in het kader van zijn verzoek om internationale bescherming verklaringen af te leggen inzake zijn voorgehouden biseksuele geaardheid, weze het dat hierbij het onderwerp van de aanval op zijn persoon zo veel als mogelijk wordt vermeden.

De beoordeling van de geloofwaardigheid van verzoekers voorgehouden biseksuele geaardheid is immers een cruciaal

element teneinde op een correcte, volledige en alomvattende wijze te kunnen uitmaken of verzoeker al dan niet nood heeft aan internationale bescherming.

Volledigheidshalve wijst de Raad er tevens op dat, in zoverre verzoekers biseksuele geaardheid aannemelijk wordt geacht, ook rekening moet worden gehouden met de **situatie van biseksuelen in Liberia**. Immers, ingevolge het arrest van 7 november 2013 van het Hof van Justitie van de Europese Unie aangaande de gevoegde zaken C-199/12 tot en met C-201/12, vormt de enkele **strafbaarstelling** van homoseksuele handelingen als zodanig geen daad van vervolging. Daarentegen moet een gevangenisstraf voor homoseksuele handelingen die daadwerkelijk wordt toegepast in het land van herkomst dat deze strafbepaling heeft vastgesteld, worden geacht een onevenredige of discriminerende bestraffing en dus een daad van vervolging te vormen (zie ook EHRM 17 november 2020, B. en C. tegen Zwitserland, par. 59). Noch het administratief dossier, noch het verzoekschrift en de bijgevoegde stukken bevatten informatie waaruit de Raad kan afleiden dat de strafbaarstelling van homoseksuele handelingen in Liberia daadwerkelijk wordt uitgevoerd.

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Guinée

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus Genève + exclusion protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Examen 48/3 - groupe social des personnes souffrant de troubles mentaux - argument non étayé

La partie requérante "invoque tout d'abord l'état psychologique du requérant et estime qu'il fait naître une crainte de persécution dans son chef en raison de son appartenance à un certain groupe social. Elle considère que les troubles du requérant sont attestés à suffisance (...). Elle poursuit en affirmant que les personnes souffrant de troubles mentaux font l'objet de discriminations fréquentes en Guinée et produit un rapport de l'organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) quant aux possibilités de prises en charge psychiatriques en Guinée[...].

(...)

Le Conseil se rallie, pour sa part, aux observations pertinentes de la partie défenderesse. Il constate en effet que la partie requérante, dans sa requête, se contente de citer les éléments du profil psychologique du requérant tel qu'ils ressortent de l'expertise psychiatrique effectuée dans le cadre du procès pénal, de reproduire la définition du groupe social prévue à l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 et de citer des rapports faisant état de difficultés pour les personnes victimes de troubles mentaux en Guinée. Le Conseil relève que la partie requérante n'étaye toutefois pas davantage son profil psychologique particulier. Elle n'expose ainsi aucun élément supplémentaire de nature à établir ses symptômes psychologiques autrement que par l'expertise se trouvant déjà dans le jugement pénal et faisant état d'une personnalité « sensible, fragile et anxieuse, de type borderline voire psychotique »[...]. Elle ne développe pas davantage en quoi les symptômes susmentionnés, à les supposer actuels, permettent d'établir concrètement son appartenance à un certain groupe social. A cet égard, les développements généraux de la requête relatifs aux aspects définitionnels des troubles mentionnés[...] ne suffisent pas : ils ne permettent nullement d'étayer de manière valable et concrète la situation individuelle du requérant. Enfin, la partie requérante n'établit nullement que l'état psychologique dans lequel elle prétend se trouver entraîne une crainte de persécution en cas de retour dans son pays d'origine. La seule mention de difficultés ou de discriminations à l'encontre de personnes atteintes de troubles mentaux, non autrement précisés, ne suffit en effet pas à établir que le requérant se trouverait dans une situation de persécution en cas de retour du fait de son état particulier, lequel n'est, du reste, pas suffisamment étayé. Si la partie requérante reproche à la partie défenderesse de n'avoir pas instruit davantage cet aspect de son récit, le Conseil considère au contraire qu'il revenait au requérant de faire le nécessaire afin d'étayer de manière précise et consistante son état psychologique, en particulier dans la mesure où, bien qu'il affirme ne pas disposer de documents en ce sens, il déclare cependant avoir pu bénéficier d'un certain suivi psychologique lorsqu'il se trouvait en prison[...].

Par conséquent, le Conseil estime que le requérant n'établit nullement qu'il souffre de pathologies psychologiques de nature à d'une part, considérer qu'il appartient de ce fait à un certain groupe social au sens de la Convention de Genève et, d'autre part, à entraîner dans son chef une crainte de persécution en cas de retour dans son pays d'origine."

Examen 48/4 - exclusion pour crime grave de droit commun

"Le Conseil constate que la partie requérante se méprend à plusieurs reprises, dans sa requête, quant au fondement de la décision entreprise et développe, ce faisant, des arguments qui manquent de toute pertinence.

Ainsi, elle fonde un certain nombre de ses arguments sur des considérations théoriques relatives à l'exclusion de la qualité de réfugié pour « crime grave de droit commun commis en dehors du pays d'accueil ». (...) Le Conseil constate que la décision entreprise est une décision d'exclusion de la protection subsidiaire, fondée sur l'article 55/4, §1^{er}, c, de la loi du 15 décembre 1980, lequel n'exige, pour toute condition, que la commission d'un « crime grave » ainsi que l'a adéquatement exposé la partie défenderesse dans la décision entreprise. Les considérations susmentionnées de la requête renvoient erronément à des critères qui ne s'appliquent que dans le cadre d'une exclusion de la qualité de réfugié et manquent dès lors, au mieux, de toute pertinence.

La partie requérante expose ensuite son « étonnement » quant à la qualification de crime « grave » retenue par la partie défenderesse et semble ne pas comprendre pourquoi celle-ci qualifie le viol commis de crime grave alors qu'elle ne l'exclut pourtant pas, par ailleurs, du statut de réfugié au motif qu'il constituerait une « réelle menace pour la société »[...]. (...) L'exclusion de la protection subsidiaire en cause en l'espèce, dont le fondement légal a été rappelé à suffisance dans le présent arrêt, n'exige nullement que le requérant concerné constitue, par ailleurs, une « menace pour la société ». La Cour de justice a établi, de longue date, que l'exclusion de la qualité de réfugié fondée sur l'article 12, §2, b et c, de la directive 2011/95/UE[...] – enseignement qui s'applique, d'évidence, *mutatis mutandis* à l'exclusion de la protection subsidiaire fondée sur l'article 17, §1, b, de la même directive[...], qui en est le parallèle – « n'est pas subordonnée au fait que la personne concernée représente un danger actuel pour l'État membre d'accueil »[...]. (...)

(...)

Le Conseil (...) estime (...), à la suite de la partie défenderesse, que la responsabilité individuelle du requérant est établie à suffisance en l'espèce. Ainsi, le requérant a été reconnu coupable – et donc pénalement responsable – de viol par une juridiction pénale belge. Il ressort de ce jugement que divers éléments ont été examinés à cet égard – l'âge du requérant, son parcours de vie, son profil psychologique notamment – et que, malgré tout, la responsabilité du requérant pour le crime commis a été retenue. Le Conseil estime donc, à la suite de la partie défenderesse, que ces éléments constituent – à tout le moins - des motifs sérieux de considérer que la responsabilité individuelle du requérant est établie. Les dénégations du requérant quant à l'absence de consentement de sa victime ne convainquent nullement le Conseil, qui relève qu'elles n'avaient déjà pas été jugées convaincantes par la juridiction pénale ayant condamné le requérant. Quant à sa « maladie » qui expliquerait, selon la requête, le comportement du requérant, ce dernier ne développe pas utilement son propos de sorte que le Conseil n'aperçoit pas en quoi son profil psychologique, tel qu'il ressort du jugement pénal, atténuerait d'une quelconque manière sa responsabilité dans le viol commis. Le Conseil rappelle, en tout état de cause, que les éléments du profil psychologique du requérant tels qu'ils ressortent de l'expertise réalisée dans le cadre de son procès pénal ont été pris en compte dans l'établissement de sa responsabilité pénale et n'ont pas permis de conclure à son irresponsabilité. La circonstance que le requérant n'a pas été condamné à une peine particulièrement élevée à la lumière de celle encourue ne modifie en rien ces constats. La partie requérante n'apporte du reste aucun autre élément concret ou pertinent de nature à indiquer que l'établissement de sa responsabilité n'a pas été effectué valablement ou que des motifs d'exonération de ladite responsabilité doivent être retenus.

En conclusion, le Conseil se rallie pleinement aux motifs de la décision entreprise quant à l'exclusion du requérant de la protection subsidiaire. Il ressort à suffisance du dossier administratif que ce dernier s'est rendu coupable d'un crime grave au sens de l'article 55/4, §1^{er}, c, de la loi du 15 décembre 1980. Il a en effet été reconnu coupable de viol. Nul ne saurait contester qu'un viol est, par essence et irrévocablement, un crime qu'il faut qualifier de grave. Le Conseil se rallie, sur ce point, aux diverses considérations théoriques de la décision entreprise et les fait siennes. La partie requérante, ainsi que le Conseil vient de le constater *supra*, ne conteste pas utilement la décision entreprise."

Avis quant à la compatibilité de mesures d'éloignement

"le Conseil rappelle qu'il est sans compétence pour se prononcer sur cet avis, lequel ne constitue ni un point de la décision relative à la demande de protection internationale dont le requérant est exclu ni une décision d'éloignement mais une formalité préalable obligatoire à un éventuel éloignement ; il ne modifie pas la situation juridique de la personne concernée et ne constitue donc pas un acte susceptible de recours devant le Conseil du contentieux des étrangers (dans ce sens, voy. C.E., 3 décembre 2020, n° 249.122). Il n'y a dès lors pas lieu de se pencher sur les moyens de la requête qui visent, en réalité, à contester l'avis du Commissaire général quant à la compatibilité d'une mesure d'éloignement avec les articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980."

procédure CCE

Annulation

nationalité

Sri Lanka

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Weigering afgifte visum gezinshereniging - verwerping - het in Sri Lanka voltrokken huwelijk tussen VP en Belgische referentiepersoon kan niet worden erkend - artikelen 21 en 27 WIPR - schijnhuwelijk - VP stelt dat in bb niet wordt vermeld welke bepaling van het Sri Lankaans recht onverenigbaar zou zijn met de Belgische rechtsorde - VP is kunnen trouwen - er kan redelijkerwijs worden besloten dat het Sri Lankaans recht niet sanctionerend optreedt tegen geveinsde huwelijken - artikel 146bis BW - artikel 46 WIPR - miskenning van het huwelijksinstituut maakt een schending uit van de Belgische openbare orde en geeft aanleiding tot de toepassing van artikel 21 WIPR

2.3. In casu is de bestreden beslissing voorzien van een juridische en feitelijke motivering. Zo wordt in de motivering verwezen naar rechtsgronden, waarvan de relevante gelet op de feitelijke motieven, de artikelen 21 en 27 van het Wetboek van Internationaal privaatrecht (hierna: het WIPR) juncto artikel 146bis van het Burgerlijk Wetboek betreffen. Er wordt in feite geduid dat het in Sri Lanka voltrokken huwelijk tussen verzoekster en de Belgische referentiepersoon niet kan worden erkend en er bijgevolg geen visum gezinshereniging kan worden afgeleverd. De erkenning van het door verzoekster afgesloten huwelijk zou immers leiden tot een resultaat dat kennelijk onverenigbaar is met de Belgische internationale openbare orde, waarbij verweerder benadrukt dat het huwelijksinstituut een wezenlijk bestanddeel uitmaakt van het Belgische rechtsbestel. Verweerder wijst hierbij op een door hem gevraagd advies van het parket inzake de erkenning van de betrokken buitenlandse huwelijksakte in België. In zijn advies van 6 september 2023 adviseerde het parket negatief voor wat betreft de erkenning van deze akte en de aflevering van het visum gezinshereniging. Dit omdat het huwelijk in kwestie er kennelijk op is gericht om uitsluitend een verblijfsrechtelijk voordeel te verwerven voor verzoekster. Verweerder somt de concrete elementen die tot dit advies hebben geleid vervolgens uitgebreid op.

[...].

2.12. De bestreden beslissing stelt inderdaad niet welke toepassing van een bepaling van Sri Lankaans recht wordt geweigerd omdat ze kennelijk onverenigbaar is met de Belgische internationale openbare orde. De verwachting van verzoekster dat dit wel zou worden vermeld in de bestreden beslissing is echter irrelevant. Immers is verzoekster erin geslaagd te huwen, ondanks de in de bestreden beslissing opgesomde concrete vaststellingen, waar zij overigens niet op ingaat. Er kan dus redelijkerwijs worden besloten dat het Sri Lankaans recht niet sanctionerend optreedt tegen geveinsde huwelijken.

Elke Belgische overheid kan op grond van de Belgische internationaal-privaatrechtelijke openbare orde weigeren een huwelijk te erkennen wanneer het er in hoofde van beide partners of één van hen enkel op is gericht een verblijfsrechtelijk voordeel te verkrijgen voor één van de echtgenoten (artikel 146bis van de Vreemdelingenwet). Het huwelijksinstituut is immers een wezenlijk bestanddeel van het Belgisch rechtsbestel zoals de bestreden beslissing stelt en een miskenning van dat instituut maakt een schending uit van de Belgische openbare orde en geeft aanleiding tot de toepassing van art. 21 WIPR (cf. familierechtbank Antwerpen (afd. Antwerpen), vonnis 20 april 2018, https://lex.igo-ifj.be/sites/2122/files/articles/tijdschrift_2019_4.pdf).

2.13. Verzoekster kan dan ook niet worden gevolgd waar ze opwerpt dat verweerder "*onterecht de de toepassing van artikel 21 WIPR heeft ingeroepen om de afgifte van het visum te weigeren. De bestreden beslissing is manifest onwettig gemotiveerd*".

2.14. Ten overvloede, in het geval dat een erkenning van een huwelijk voltrokken in het buitenland toch eerst de uitdrukkelijke controle inhoudt van het door de buitenlandse overheid toegepaste recht, in casu Sri Lankaans recht, er dus niet onmiddellijk kan worden teruggegrepen naar artikel 146bis van het Burgerlijk Wetboek zonder identificatie van de buitenlandse rechtsregel, biedt artikel 46 van het WIPR nog soelaas, dat eveneens in de bestreden beslissing wordt vermeld. Immers op grond van deze laatste bepaling kan verweerder de instemming van de Belgische echtgenoot toetsen aan de vereisten van het Belgisch recht, en meer bepaald aan artikel 146bis Burgerlijk Wetboek waarnaar de bestreden

beslissing zoals gezegd verwijst.

CCE arrêt 302591 du 29/02/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Pakistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Visa court séjour en tant qu'autre membre de la famille à charge citoyen UE – AA: objet et condition du séjour non justifiés : « la déclaration de revenu du 30/09/2022 ne mentionne plus du tout de revenus salariaux, alors que c'était le cas dans les anciennes déclarations de revenu. Or la requérante n'apporte aucune information sur les raisons pour lesquelles elle n'aurait plus de revenus salariaux » - Le Conseil estime que cette motivation est erronée car : dans sa 1^{ère} demande de visa, la PR avait déposé deux déclarations de revenus, la première pour année fiscale 2020 où elle n'avait aucun revenu, la seconde pour année fiscale 2021 où elle avait un revenu salarial ; dans la décision de refus de cette 1^{ère} demande, la PD estime que la PR n'établit pas que ce revenu salarial est suffisant pour ses besoins ; dans une actualisation lors de la révision de cette décision de refus, présent au DA, la PR fournit une déclaration de revenus révisée (car erreur de l'administration du PO) pour l'année fiscale 2021 qui atteste qu'elle n'avait aucun revenu salarial et qu'elle a perçu 400 roupies de transfert de fond étranger – Le Conseil estime qu'il ressort du DA que PD avait ou devait avoir connaissance de cette déclaration révisée + PR n'avait pas d'obligation d'exposer pourquoi elle n'avait plus de revenu – Réponse NO : Le Conseil estime que si la PD n'est pas tenue de parcourir le DA à la recherche de document, force est de constater qu'elle motive elle-même sa décision sur les documents déposés dans la demande de visa antérieure + courriers récents entre les deux parties sur ce document – Violation motivation formelle - Annulation.

« 4.2 En l'espèce, la décision attaquée est fondée sur le constat que « [l]'objet et les conditions du séjour envisagé n'ont pas été justifiés », la partie défenderesse estimant que « [s]ur base des éléments produits au dossier, l'administration n'est pas en mesure de se prononcer sur la question de savoir si la dépendance est réelle et stable et si elle n'a pas été provoquée dans le seul but d'obtenir le visa puis le séjour dans l'Etat membre d'accueil (cfr [a]rrêt de la CJUE C-83/11 du 05/09/2012). Par conséquent, au vu de ces éléments, l'Office des étrangers refuse de reconnaître la qualité de membre de famille à charge d'un citoyen de l'Union à [la partie requérante] et [son enfant mineure], et le visa est refusé ».

En vue d'établir sa qualité de membre de la famille « à charge » de sa sœur, la partie requérante a produit différents éléments dans le cadre de sa demande de visa visée au point 1.2. S'agissant en particulier de la déclaration de revenus du « Federal Board of Revenue » datée du 30 septembre 2022, la partie défenderesse a estimé que « la déclaration de revenu du 30/09/2022 ne mentionne plus du tout de revenus salariaux, alors que c'était le cas dans les anciennes déclarations de revenu. Or la requérante n'apporte aucune information sur les raisons pour lesquelles elle n'aurait plus de revenus salariaux selon cette déclaration de revenus qu'elle a rempli [sic] (volontairement) postérieurement à la décision de refus de reconnaître sa qualité de membre de famille à charge d'un citoyen de l'Union. Sur base des éléments produits au dossier, l'administration n'est pas en mesure de se prononcer sur la question de savoir si la dépendance est réelle et stable et si elle n'a pas été provoquée dans le seul but d'obtenir le visa puis le séjour dans l'Etat membre d'accueil (cfr [a]rrêt de la CJUE C-83/11 du 05/09/2012) ».

Or, le Conseil estime, à l'instar de la partie requérante, que cette motivation procède d'une analyse erronée des documents présents au dossier administratif.

En effet, il observe qu'à l'appui de sa première demande de visa visée au point 1.1, la partie requérante a déposé deux déclarations de revenus. La première, datée du 28 avril 2021, concernant les revenus pour l'année fiscale 2020, de laquelle il ressort que la partie requérante n'avait aucun revenu, et la seconde, datée du 30 septembre 2021, visant l'année fiscale 2021, de laquelle il ressort que la partie requérante a bénéficié d'un revenu salarial de 400 roupies pakistanaïses. Le 6 janvier 2022, la partie défenderesse a pris une décision de refus de visa, précisant notamment que « l'intéressée n'établit pas de manière suffisante qu'elle est démunie ou que ses ressources sont insuffisantes pour subvenir à ses besoins essentiels au Pakistan. Elle présente la preuve de revenus professionnels au Pakistan mais elle n'établit pas que ce revenu ne lui permet pas de subvenir à ses besoins essentiels ».

Or, dans le cadre d'une demande de révision de cette décision de refus de visa, et par un courriel du 2 mai 2022, repris au dossier administratif, la partie requérante a transmis à la partie défenderesse une déclaration de revenus révisée pour l'année fiscale 2021, établie le 19 avril 2022. En effet, postérieurement à la prise de la première décision de refus de visa, la partie requérante, ayant constaté un erreur, a demandé une révision de la déclaration de ses revenus pour

l'année fiscale 2021, laquelle a été acceptée par l'administration fiscale pakistanaise. Ainsi, la déclaration révisée atteste que la partie requérante n'a perçu aucun revenu salarial pour l'année fiscale 2021 et qu'elle a perçu 400 roupies pakistanais de transfert de fonds de l'étranger.

Ainsi, il ressort de l'examen du dossier administratif que la partie défenderesse avait ou devait avoir connaissance de la déclaration révisée de revenus pour l'année fiscale 2021 et ne pouvait donc valablement considérer que « *la déclaration de revenu du 30/09/2022 ne mentionne plus du tout de revenus salariaux, alors que c'était le cas dans les anciennes déclarations de revenu. Or la requérante n'apporte aucune information sur les raisons pour lesquelles elle n'aurait plus de revenus salariaux selon cette déclaration de revenus qu'elle a rempli [sic] (volontairement) postérieurement à la décision de refus de reconnaître sa qualité de membre de famille à charge d'un citoyen de l'Union* » (le Conseil souligne). En effet, la partie requérante, établissant trois années successives d'absence de revenus professionnels dans son chef, n'avait nulle obligation d'informer la partie défenderesse des « *raisons pour lesquelles elle n'aurait plus de revenus salariaux selon [la déclaration de revenus pour l'année fiscale 2022]* ». De même, l'appréciation de la partie défenderesse selon laquelle la partie requérante aurait « *rempli (volontairement)* » ce document « *postérieurement à la décision de refus de reconnaître sa qualité de membre de famille à charge d'un citoyen de l'Union* », est caractérisée par une subjectivité non fondée en l'occurrence.

Au vu de ce qui précède, le Conseil estime, au vu des principes rappelés au point 4.1 du présent arrêt, qu'en ne rencontrant pas valablement tous les éléments invoqués par la partie requérante dans sa demande de visa, la partie défenderesse n'a pas suffisamment et adéquatement motivé la décision attaquée.

4.3 Au vu de ce qui précède, l'argumentation tenue par la partie défenderesse, en termes de note d'observations, n'est pas de nature à énerver les constats susmentionnés. En effet, elle soutient que « [l]a partie adverse estime ensuite qu'en ce que la partie requérante soutient que les documents fournis démontrent qu'elle ne dispose d'aucun revenu professionnel puisque les seuls revenus renseignés provenaient des aides financières procurées par sa famille résidant en Belgique, soit les regroupants, elle se borne à prendre le contrepied de l'acte attaqué sans démontrer qu'une erreur manifeste d'appréciation aurait été commise lors de celle-ci. Elle considère que ce faisant, la partie adverse tente d'amener [le] Conseil à substituer son appréciation à la sienne alors que ceci excède sa compétence. [...] Elle entend en outre souligner que le mail du 24 janvier 2022 figurant au dossier administratif ne permet aucunement de constater que l'administration fiscale aurait rectifié les revenus de la partie requérante et qu'il ressort d'un mail adressé le 9 août 2022 par l'Office des étrangers au conseil de la partie requérante qu'il lui a indiqué que les documents qu'elle avait fournis ne permettaient pas de revoir la décision prise le 6 janvier 2022. La partie adverse estime par conséquent que la partie requérante lui reproche en vain d'avoir perdu de vue les éléments qu'elle avait fait valoir. Elle considère en outre qu'il appartenait à la partie requérante, si elle estimait disposer de documents démontrant qu'une décision favorable devrait être prise nonobstant le fait que sa demande précédente avait été rejetée tout comme la demande en révision du refus précédent de fournir de sa propre initiative dans le cadre de sa nouvelle demande des explications et documents de nature à le démontrer. Elle estime à cet égard qu'en soutenant que la partie adverse aurait pu la convoquer pour lui demander des explications quant à une différence de revenus éventuelle, elle tente de renverser la charge de la preuve qui selon un principe général de droit incombe au demandeur ».

Or, le Conseil relève que s'il n'incombe pas à la partie défenderesse de parcourir le dossier administratif à la recherche des documents qui auraient été déposés à l'appui d'une procédure antérieure, force est de constater qu'en l'espèce, la partie défenderesse motive elle-même sa décision en se fondant sur des documents déposés dans une demande de visa antérieure. Partant, elle n'est pas fondée à reprocher à la partie requérante de vouloir renverser la charge de la preuve lorsque cette dernière estime que « si [la partie défenderesse] avait perdu de vue ces éléments, l'administration aurait pu convoquer [la partie requérante] pour lui demander les explications quant à une différence de revenu éventuel [sic] ». En outre, si la partie défenderesse a répondu, dans un courriel du 9 août 2022, au conseil de la partie requérante que « [m]alheureusement, les documents que vous produisez ne permettent pas de revoir la décision prise le 06/01/2022 », il n'en demeure pas moins que, dans son courriel du 2 mai 2022, le conseil de la partie requérante a bien annexé un document officiel attestant la rectification de la déclaration de revenus pour l'année fiscale 2021.

4.4 Il résulte de ce qui précède que le moyen unique, ainsi circonscrit, est fondé et justifie l'annulation de la décision attaquée. Il n'y a dès lors pas lieu d'examiner les autres développements du moyen unique qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus ».

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Indéfini

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

UNRWA - nationalité jordanienne

"il n'est pas contesté que le requérant est d'origine palestinienne, qu'il a vécu avec sa famille dans un camp pour réfugiés palestiniens en Jordanie et que l'intéressé a bénéficié de l'assistance de l'UNRWA. (...).

Toutefois, il demeure constant que d'autres éléments versés au dossier établissent que le requérant est par ailleurs détenteur de la nationalité jordanienne (...).

Partant, en tant que ressortissant jordanien, force est de conclure que le requérant ne relève plus du champ d'application personnel de l'article 1D de la Convention de Genève et que sa demande doit en conséquence être examinée par rapport à la Jordanie, pays dont il a la nationalité, selon l'article 1 A (2) de la Convention de Genève.

A cet égard, la note du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (ci-après dénommé « UNHCR ») sur l'applicabilité de l'article 1D de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés aux réfugiés palestiniens précisait, dans sa version de 2002 :

« [...], beaucoup de Palestiniens ont adopté la nationalité d'un pays tiers et toute demande quant à une reconnaissance du statut de réfugié devrait être examinée selon l'article 1A(2) de la Convention de 1951 en relation avec le pays de leur nouvelle nationalité. Dans certains cas, les origines palestiniennes de telles personnes peuvent être pertinentes pour évaluer si à l'extérieur du pays de leur nouvelle nationalité, elles se trouvent en position de craindre avec raison d'être persécutés du fait de leur race, leur religion, leur nationalité, leur appartenance à un certain groupe social ou leur opinion politique » (UNHCR, Note sur l'applicabilité de l'article 1D de la Convention de 1951 relative au Statut des réfugiés aux réfugiés palestiniens, 2002, p. 5, note de bas de page n°6) .

Ainsi, contrairement à ce qu'avance la requête introductive d'instance, la partie défenderesse a pu, sans commettre d'erreur, analyser la demande de protection internationale du requérant par rapport à la Jordanie sur la base des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980."

Origine palestinienne - pas de persécution de groupe

"S'agissant de la situation des personnes détentrices d'une pleine nationalité jordanienne mais d'origine palestinienne, le Conseil relève des informations présentes au dossier que, si cette partie de la population bénéficie des mêmes droits que les jordaniens de souche, en pratique elle est néanmoins concernée par une sous-représentation en matière d'accès aux emplois ou à des fonctions publiques. Ces informations mentionnent par ailleurs que certaines tranches de cette population jordanienne d'origine palestinienne sont susceptibles de présenter une certaine vulnérabilité, dont notamment celles qui résident dans des camps. En conséquence, le Conseil estime que, s'il ne saurait être déduit de ces informations qu'il existe une forme de persécution de groupe à l'encontre des Jordaniens d'origine palestinienne, une certaine prudence s'impose néanmoins pour l'analyse de la situation des demandeurs présentant ce profil. Ce faisant, il revenait au requérant d'établir que, pour des raisons qui lui sont propres, il entretient effectivement une crainte de persécution en cas de retour en Jordanie en raison de ses origines palestiniennes et ce bien qu'il détient la nationalité de cet Etat, ce à quoi il ne procède toutefois aucunement."

CCE arrêt 302421 du 28/02/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

Fin de séjour

composition du siège

1 juge

MUST READ - Intrekking van machtiging tot verblijf - vernietiging - verzoekster heeft een gecombineerde vergunning aangevraagd - op 9 januari 2023 verleent de Dienst Economische Migratie van het Vlaams Gewest een toelating tot arbeid t.e.m. 8 januari 2024 - op 15 januari 2023 neemt DVZ een beslissing tot toekenning van een gecombineerde vergunning (bijlage 46) - op 8 juni 2023 neemt DVZ een beslissing tot intrekking van de machtiging tot verblijf die in de gecombineerde vergunning vervat zit - grondslag is artikel 74/20, §2 VW - fraus omnia corrumpit - bewijslast ligt bij verweerder - verzoekster zou gaan werken bij een banketbakkerij, maar legt een arbeidsovereenkomst voor bedienden voor - bovendien krijgt zij woonst en een wagen ter beschikking - DVZ stelt dat dit raar is en dat er eerder verwacht kan worden dat er een arbeidsovereenkomst voor arbeiders op basis van handenarbeid zou worden voorgelegd, waarbij dergelijke extralegale voordelen niet vaak voorkomen - deze stukken lagen echter al voor op moment van het afgeven van de gecombineerde vergunning - verzoekster zou bij hetzelfde bedrijf gaan werken als waar haar zus reeds tewerkgesteld is - DVZ stelt dat er sprake is van een mogelijke vervoeging van de zus in België - geen daadwerkelijk bewijs van fraude, van valse/misleidende informatie of valse/vervalste documenten - verzoekster betoogt ook terecht dat de toelating tot arbeid buiten de bevoegdheid van DVZ valt - Samenwerkingsakkoord - genoemde elementen in bb hebben betrekking op het al dan niet verlenen van een toelating tot arbeid, hetgeen tot de bevoegdheden van de Gewesten behoort - Vlaams Gewest is niet overgegaan tot intrekking van de toelating tot arbeid - er werd in de bb geen duidelijk intentioneel element aangeduid, evenmin zijn er uitdrukkelijke objectieve vaststellingen van vals of leugenachtige verklaringen - schending formele motiveringsplicht juncto artikel 74/20 VW

Uit het administratief dossier blijkt dat de verzoekster bij haar aanvraag een "*arbeidsovereenkomst voor bedienden voor onbepaalde duur – voltijds*" heeft voorgelegd waarin wordt vermeld dat zij zal worden tewerkgesteld als "*(banket)bakker*". Deze informatie lag dus inderdaad reeds voor op het ogenblik dat de Dienst Economische Migratie van het Vlaams Gewest op 9 januari 2023 een toelating tot arbeid afleverde met een geldigheidsduur van 9 januari 2023 tot en met 8 januari 2024 alsook op het ogenblik dat de gemachtigde op 15 januari 2023 een beslissing tot toekenning van een gecombineerde vergunning (bijlage 46) nam. De verzoekster kan worden gevolgd waar zij aangeeft dat in deze omstandigheden niet

afdoende wordt gemotiveerd wat precies de bedrieglijke informatie of handelingen zijn waarmee zij opzettelijk poogde de verweerder te misleiden. De Dienst Vreemdelingenzaken is immers steeds op de hoogte geweest van het gegeven dat "*een arbeidsovereenkomst voor bedienden wordt voorgelegd die afwijkt van wat normaal voorzien is voor de beoogde functie; d.w.z. handenarbeid in plaats van intellectuele taken*". Er wordt niet gemotiveerd dat de verzoekster de arbeidsovereenkomst initieel slechts gedeeltelijk zou hebben voorgelegd of dat de voorgelegde arbeidsovereenkomst, op grond waarvan de beide bevoegde overheden overgingen tot een toelating tot arbeid en een machtiging tot verblijf, zou afwijken van de reële arbeidsovereenkomst waarmee de verzoekster zal worden tewerkgesteld. Evenmin wordt gesteld dat het om een valse of vervalste arbeidsovereenkomst zou gaan. Op grond van een volledige kennis van de voorgelegde arbeidsovereenkomst voor bedienden, met de daarin uitdrukkelijk vermelde functie van banketbakker, trof de gemachtigde op 15 januari 2023 een beslissing tot toekenning van een gecombineerde vergunning (bijlage 46) in hoofde van de verzoekster. De gemachtigde stelt thans "*dat er sprake is van misleidende informatie, aangezien een arbeidsovereenkomst voor bedienden wordt voorgelegd die afwijkt van wat normaal voorzien is voor de beoogde functie; d.w.z. handenarbeid in plaats van intellectuele taken*" doch motiveert hiermee, gelet op hetgeen voorafgaat, niet hoe de verzoekster de overheid, bevoegd voor de machtiging tot verblijf, opzettelijk trachtte te misleiden.

[...]

De verzoekster kan worden gevolgd dat de verweerder niet tegemoet komt aan de bewijslast en de motiveringsplicht die ter zake op hem rust. Door louter te motiveren dat het "*niet realistisch lijkt*" dat de verzoekster een wagen en een flat ter beschikking zal worden gesteld door haar werkgever gelet op haar functie van banketbakker, voorziet de gemachtigde niet in een afdoende motivering waarmee wordt aangetoond dat de verzoekster de intentie had om fraude te plegen of de verweerder opzettelijk te misleiden met het voorgelegde arbeidsovereenkomst voor bedienden, noch blijkt hieruit dat de gemachtigde van oordeel zou zijn dat het om een valse of vervalste arbeidsovereenkomst

gaat.

De Raad herinnert er nogmaals aan dat het, in het licht van artikel 74/20, §2, van de Vreemdelingenwet, de gemachtigde toekomt om zelf het bewijs te leveren van het bedrieglijk handelen van de vreemdeling. Dit houdt ook in dat hieromtrent een duidelijke motivering moet worden voorzien die toelaat te kennen welke de bedrieglijke gedragingen zijn die de vreemdeling heeft gesteld en die hebben geleid tot het verlenen van de verblijfsmachtiging. De gemachtigde is hierin echter te kort geschoten..

[...]

De verzoekster kan worden bijgetreden dat uit het loutere gegeven dat een aanvraag om machtiging tot verblijf werd ingediend om in hetzelfde bedrijf als haar zus aan de slag te gaan, nog niet blijkt dat zij fraude trachtte te plegen of de verweerder trachtte opzettelijk te misleiden en het niet om een reële tewerkstelling zou gaan. Een door de verweerder op vage motieven naar voor gebrachte "*ernstige twijfel*" over de bedoelingen van de verzoekster, houdt niet het bewijs is van een daadwerkelijk bedrieglijk opzet, zoals nochtans vereist krachtens artikel 74/20, §2, van de Vreemdelingenwet. In tegendeel duidt het gegeven dat de gemachtigde louter "*twijfelt*" aan de bedoelingen van de verzoekster erop dat hij ook geen zekerheid heeft dat de verzoekster de aanvraag heeft afgewend van het werkelijke doel, met name een tewerkstelling in België.

Bovendien moet nog worden opgemerkt dat artikel 74/20, §2, van de Vreemdelingenwet de gemachtigde slechts toelaat de verblijfsmachtiging in te trekken wanneer hij aantoont dat de betrokken vreemdeling "*voor het verkrijgen van deze machtiging of voor de erkenning van deze toelating, valse of misleidende informatie of valse of vervalste documenten heeft gebruikt, of fraude heeft gepleegd of andere onwettige middelen heeft gebruikt die hebben bijgedragen tot het verkrijgen van het verblijf*". Verweerders twijfel of de verzoekster de hereniging met haar zus in België heeft beoogd, sluit geenszins uit dat zij tevens of in de eerste plaats een tewerkstelling in België heeft beoogd. De door de gemachtigde geponeerde ernstige twijfel betreft ook geen afdoende motivering die toelaat vast te stellen welke valse of misleidende informatie, of valse of vervalste documenten, of fraude, de verzoekster bij haar aanvraag zou hebben aangewend en die heeft bijgedragen tot het verkrijgen van de verblijfsmachtiging in het kader van de gecombineerde vergunning. Het duidt eerder op een welbewuste keuze van de verzoekster om precies in België een tewerkstelling aan te vragen, doch dit volstaat geenszins om een bedrieglijk handelen te verantwoorden. Voorts valt in het licht van de duidelijke bepalingen van artikel 74/20, §2, van de Vreemdelingenwet (zoals hoger besproken) op geen enkele wijze in te zien hoe een ernstige twijfel aan "*de gegrondheid van de aanvraag*" op zich reeds zou kunnen verantwoorden dat de verzoekster voor het verkrijgen van de gecombineerde vergunning, valse of misleidende informatie of valse of vervalste documenten heeft gebruikt, of fraude heeft gepleegd of andere onwettige middelen heeft gebruikt die hebben bijgedragen tot het verkrijgen van de verblijfsmachtiging.

[...]

De verzoekster betoogt in haar enig middel ook terecht dat de toelating tot arbeid buiten de bevoegdheid van de Dienst Vreemdelingenzaken valt en zij geeft ook op goede gronden mee dat deze toelating haar wel degelijke werd verstrekt door het daartoe bevoegde orgaan. [...]

Uit de elementen van de zaak en uit de motieven van de bestreden beslissing komt naar voren dat de gemachtigde er thans, na het verlenen van de verblijfsmachtiging middels de gecombineerde vergunning, aan twijfelt of de verzoekster daadwerkelijk zal tewerkgesteld worden als banketbakker aangezien zij een arbeidsovereenkomst voor bedienden heeft voorgelegd met aanzienlijke extra legale voordelen en nu haar zus in hetzelfde bedrijf werkt, doch dit betreffen geen elementen die op zich bepalend zijn voor de beoordeling die de gemachtigde toekomt in het kader van het al dan niet verlenen van de verblijfsmachtiging krachtens artikel 61/25-5, §1, van de Vreemdelingenwet. Het betreffen in tegendeel elementen die eerder slaan op de beoordeling voor het al dan niet verlenen van een toelating tot arbeid, hetgeen tot de bevoegdheden van de Gewesten behoort.

Het blijkt uit het administratief dossier evenwel niet dat de bevoegde Dienst van het Vlaamse Gewest ooit zou zijn overgegaan tot de intrekking van de toelating tot arbeid krachtens artikel 13 van het Besluit van de Vlaamse Regering houdende uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers.

Uit hetgeen voorafgaat blijkt dat de bestreden intrekkingbeslissing niet steunt op een vastgestelde valsheid met betrekking tot de bij de aanvraag voor de gecombineerde vergunning voorgelegde stukken, maar op een achteraf geuite twijfel over de werkelijke tewerkstelling van de verzoekster als banketbakker. De Dienst Economische Migratie van het Vlaams Gewest besliste, wat zijn bevoegdheid betreft, evenwel reeds tot het verlenen van de toelating tot arbeid, en dit na een bijkomende controle waarbij aan de werkgever een aantal verduidelikheden werden opgevraagd. Deze toelating tot arbeid werd verleend voor de functie van banketbakker bij de in de voorgelegde arbeidsovereenkomst (voor bedienden) vermelde werkgever en in de categorie van de knelpuntberoepen. Er blijkt uit het administratief dossier niet dat de voormelde Dienst Economische Migratie zou zijn overgegaan tot de intrekking van de toelating tot arbeid. Het feit dat de gemachtigde achteraf twijfels heeft over de door de verzoekster beoogde

tewerkstelling in België, volstaat, nog los van de vraag of de gemachtigde bevoegd is om de beoogde tewerkstelling in België te betwisten wanneer een vigerende toelating tot arbeid voorligt die werd verleend door het bevoegde Gewet, hoe dan ook niet om vast te stellen dat er in hoofde van de verzoekster sprake zou zijn van een bedrieglijk opzet of van het gebruik van misleidende informatie om de verblijfsmachtiging (in het kader van de gecombineerde vergunning) te bekomen.

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Mali

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

3 juges

Le requérant est de nationalité malienne, il a vécu à Bamako, il souffre de sérieux troubles mentaux (schizophrénie).

Le Conseil rappelle que les principes énoncés par les recommandations du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés concernant les demandeurs d'asile atteints de troubles mentaux impliquent une atténuation de la charge de la preuve incombant au demandeur d'asile souffrant de troubles psychiques. Sous cette réserve, il n'en demeure pas moins que la crainte de tout demandeur d'asile doit s'appuyer sur un socle minimum de raisons objectives.

En effet, aux termes de la définition énoncée à l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève, le réfugié est une personne craignant « avec raison » d'être persécutée, et pas seulement une personne qui éprouve une crainte, quelle que soit l'intensité ou la sincérité de cette crainte.

Dans un premier temps, le Conseil examine la situation des ressortissants maliens souffrant de troubles mentaux.

Il considère qu'il ne peut pas déduire des informations fournies par les deux parties que le seul fait d'être atteint de troubles psychiques au Mali suffit pour justifier l'octroi d'une protection internationale. Cependant, il estime que ce constat n'implique nullement qu'aucun Malien souffrant de tels troubles ne pourrait établir qu'il a des raisons personnelles de craindre d'être exposé à des persécutions au sens de l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève pour cette raison. Il ressort au contraire des informations fournies par les parties que des personnes souffrant de troubles mentaux sont susceptibles d'être victimes de mauvais traitements suffisamment graves pour constituer des persécutions au sens de la Convention de Genève.

Par conséquent, le Conseil estime qu'il appartient aux instances d'asile de faire preuve d'une prudence particulière lorsqu'elles analysent le bienfondé d'une crainte liée aux troubles psychiques dont souffre un demandeur protection internationale malien.

Dans un deuxième temps, le Conseil examine les éléments individuels invoqués par le requérant pour démontrer qu'il craint avec raison d'être exposé à des mesures qui atteignent une gravité suffisante pour constituer dans son chef une persécution au sens de la Convention de Genève.

Le Conseil rappelle le paragraphe 42 du Guide des procédures (...). Il ressort de ce paragraphe que la crainte invoquée doit être considérée comme fondée si le requérant établit que la vie dans son pays d'origine lui serait intolérable. Pour apprécier si le requérant répond à cette condition, il y a lieu de tenir compte de son profil, et en particulier des problèmes de santé mentale dont il souffre, mais également du contexte général prévalant dans le pays d'origine. Sur ce dernier point, il n'est pas déraisonnable de penser que la situation sécuritaire particulièrement instable dans laquelle se trouve le Mali peut se révéler particulièrement anxiogène, en particulier pour le requérant qui souffre de schizophrénie, et peut, de ce fait, avoir pour conséquence d'exacerber les symptômes de sa maladie.

Le Conseil estime que la gravité des troubles mentaux dont souffre le requérant, la perception souvent négative de ce type de pathologie par la population locale, le conflit armé prévalant au Mali, les difficultés d'accès aux soins médicaux liées à ce conflit et l'aggravation annoncée, en cas de rupture de la continuité de sa thérapie, de ses symptômes et par conséquent de la visibilité de la maladie dont il souffre, constituent des indications sérieuses et convergentes qu'un retour au Mali rendra la vie du requérant à ce point intolérable qu'elles justifient dans son chef une crainte fondée de subir des persécutions au regard de la Convention de Genève. Ces facteurs, analysés dans leur ensemble, constituent également de sérieuses indications que le requérant ne pourra pas trouver une protection effective auprès de ses autorités.

Dans un troisième temps, le Conseil examine si la crainte du requérant ressortit au champ d'application de la Convention de Genève. A cette fin, il examine s'il existe, au Mali, un groupe social constitué des personnes souffrant de troubles mentaux.

Il rappelle tout d'abord l'article 48/3, § 4, d, de la loi du 15 décembre 1980 qui transpose l'ancien article 10, 1°, d) de la directive 2004/83/CE du Conseil du 29 avril 2004 (...); lequel est identique à l'actuel article 10, 1°, d) de la directive 2011/95/UE du 13 décembre 2011.

Il se réfère ensuite au paragraphe 40 de l'arrêt du 16 janvier 2024 de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE arrêt C-621/21) qui a interprété la notion de groupe social;

A cet égard, dans la mesure où la maladie mentale du requérant s'est déclarée alors qu'il était adulte, le Conseil estime qu'il ne dispose pas d'élément de nature à démontrer que celle-ci serait innée. Il constate que cette maladie ne résulte pas non plus de racines communes, ne semble pas liée à l'orientation sexuelle qu'il revendique et ne constitue pas non plus un élément fondateur d'une identité propre.

Il s'interroge enfin sur le caractère exhaustif ou non des groupes sociaux énumérés par le législateur dans l'article 48/3, § 4, d, de la loi du 15 décembre 1980.

Conformément à l'arrêt CJUE C-621/21, le Conseil estime qu'il peut être déduit de la conjonction « et » précédant les mots « *ce groupe a une identité propre dans le pays en question (...)* » repris par cet article 48/3, § 4, d, que pour être considérées comme appartenant à un groupe social, les personnes considérées doivent, de manière cumulative, être perçues différemment et partager « *une caractéristique innée ou des racines communes qui ne peuvent être modifiées, ou encore une caractéristique ou croyance à ce point essentielle pour l'identité ou la conscience qu'il ne devrait pas être exigé d'une personne qu'elle y renonce* ».

Cependant, il estime que les termes « entre autres » de la loi - auxquels le Conseil associe les termes « en particulier » de la directive - invitent les praticiens à interpréter les catégories énoncées par cette disposition comme une liste non limitative d'exemples de groupes sociaux qui, d'une part, partagent des caractéristiques ou une histoire commune et qui, d'autre part, sont perçues différemment par la société.

Le Conseil rappelle encore le considérant 4 de la directive 2011/95/UE du 13 décembre 2011 ainsi que le paragraphe 77 du Guide des procédures du HCR.

En l'espèce, le Conseil observe que les pathologies dont souffre le requérant constituent une caractéristique inhérente dont il ne peut pas se défaire et estime pour cette raison que ce dernier partage avec les autres personnes atteintes des mêmes troubles une « *histoire commune qui ne peut être modifiée* ». A la lecture des documents généraux produits par les parties au sujet des personnes atteintes de troubles mentaux au Mali, le Conseil tient par ailleurs pour acquis que les personnes qui en souffrent sont perçues comme différentes par la société malienne.

Au vu de ces éléments, le Conseil estime que les personnes atteintes troubles mentaux constituent, au Mali, un groupe social.

Au vu de ce qui précède, le Conseil considère qu'il existe suffisamment d'indices du bienfondé de la crainte du requérant pour que le doute lui profite. Il constate que cette crainte ressortit au champ d'application de la Convention de Genève dès lors qu'elle peut s'analyser comme une crainte liée à son appartenance au groupe social des personnes souffrant de troubles mentaux, au sens de l'article 48/3, § 4, d, de la loi du 15 décembre 1980.

Le statut de réfugié est accordé au requérant.

CCE arrêt 302356 du 27/02/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA ETUDIANT

composition du siège

1 juge

Refus visa étudiant – AA : solvabilité garant insuffisante – garant a déjà tenté de prendre en charge 14 visas – CCE : seule condition posée par la loi aux moyens de subsistance du garant est celle qu’il dispose de ces ressources « suffisantes » pour lui-même et pour toute personne à sa charge, sans qu’aucune limitation du nombre d’engagement de prise en charge dans le chef du garant ne soit exigée => PR a déposé engagement de prise en charge de son garant + CDI + fiches de paie - termes « tenté de prendre en charge 14 visas D depuis 2019 dont 3 en 2023 » très vagues ne permettent pas de déterminer si ces tentatives ont abouti – PD s’abstient d’analyse concrètement le caractère suffisant des ressources garant => ajoute condition à la loi qui ne prévoit aucune limitation du nombre d’engagement de prise en charge dans le chef du garant – ANNULATION

« 3.3. Il ressort de la lecture de ces différents textes que la condition financière posée à un étudiant étranger sollicitant de venir étudier en Belgique est celle de disposer de « moyens de subsistance suffisants » dont la preuve peut notamment être apportée par un engagement de prise en charge souscrit par un garant disposant de moyens de subsistance « au moins égaux à cent vingt pour cent du montant visé à l'article 14, § 1er, 3°, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, tel qu'indexé conformément à l'article 15 de ladite loi » et disposant, en outre, pour chaque ressortissant de pays tiers qu'il prend ou prendra en charge « du montant indexé prévu par l'arrêté royal du 8 juin 1983 fixant le montant minimum des moyens de subsistance dont doit disposer l'étranger qui désire faire des études en Belgique ».

Il s'ensuit que la seule condition posée par la loi aux moyens de subsistance du garant est celle qu'il dispose de ces ressources « suffisantes » pour lui-même et pour toute personne à sa charge, sans qu'aucune limitation du nombre d'engagement de prise en charge dans le chef du garant ne soit exigée par lesdits textes.

3.4. En l'espèce, il ressort de l'examen du dossier administratif que la requérante a déposé à l'appui de sa demande de visa, l'engagement de prise en charge de son garant appuyé tant par son contrat de travail à durée indéterminée que par plusieurs fiches de paie.

Cependant, la partie défenderesse a considéré, dans l'acte attaqué, que la « solvabilité du garant qui a souscrit un engagement de prise en charge conforme à l'annexe 32 en faveur de l'intéressée est insuffisante pour assurer la couverture financière du séjour pour études ». Après avoir rappelé les exigences financières à remplir afin de solliciter une demande de visa pour études, la partie défenderesse a motivé sa décision en soutenant qu'« il ressort de l'analyse du dossier que le garant qui signe la prise en charge, Mme [P. N. J. S.], ne répond pas à ces exigences. En effet, cette dernière a tenté de prendre en charge 14 visas D depuis 2019 dont 3 en 2023 ».

3.5. Le Conseil observe tout d'abord que les termes « tenté de prendre en charge 14 visas D depuis 2019 dont 3 en 2023 » sont très vagues et ne permettent pas de déterminer si ces tentatives ont abouti et si, le cas échéant, elles ont permis la souscription d'un ou de plusieurs engagements de prise en charge, conformes à l'annexe 32 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 et en cours de validité au moment de la prise de l'acte attaqué.

Cela étant, même à considérer que le garant de la requérante était, effectivement, soumis à d'autres engagements de prise en charge au moment de la prise de l'acte attaqué, ce que la partie défenderesse ne démontre pas et que le dossier administratif ne permet pas de vérifier, le Conseil estime qu'en se limitant au motif selon lequel le garant de la requérante « a tenté de prendre en charge 14 visas D depuis 2019 dont 3 en 2013 » et en s'abstenant d'analyser in concreto le caractère suffisant des ressources de celui-ci, la partie défenderesse ajoute une condition que la loi ne prévoit pas, aucune limitation du nombre d'engagement de prise en charge dans le chef du garant n'étant exigée par les textes précités, et manque à son obligation de motivation formelle ».

procédure CCE

Annulation

nationalité

Arménie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

AUTRE

composition du siège

1 juge

Refus protection temporaire Ukrainien – Conjoint d’un ressortissant ukrainien – Le Conseil rappelle que le conjoint d’un ressortissant ukrainien peut prétendre à la protection temporaire lorsque ce dernier remplit deux conditions suivante : résider en Ukraine avant le 24 février 2022 et avoir été déplacé d’Ukraine le 24 février 2024 ou après cette date - Le Conseil constate que la PR ne conteste pas que son époux réside toujours en Ukraine et n’est donc pas une personne déplacée au sens de l’art. 2 de la décision d’exécution 2022/382/UE --> la PD n’ajoute aucune condition à la loi – Le Conseil estime qu’étant donné ce constat il est inutile d’analyser les arguments relatifs à la preuve du lien familial et au fait qu’il vivait en Ukraine avant le 24 février 2022 – Le Conseil considère que le grief exposant que la protection offerte par la directive ne nécessite pas la présence du conjoint sur le territoire de l’EM manque en droit - Rejet.

« 3.3.2. Au vu de ces dispositions, le conjoint d’un ressortissant ukrainien peut uniquement prétendre à la protection temporaire lorsque ce dernier remplit les deux conditions suivantes :

- résider en Ukraine avant le 24 février 2022,
- et avoir été déplacé d’Ukraine le 24 février 2022 ou après cette date.

3.4. L’acte attaqué est, notamment, motivé comme suit :

« Etant donné que le ressortissant ukrainien avec lequel vous vous êtes marié et dont vous déclarez toujours maintenir le lien de mariage, ne vous a pas accompagné en Belgique et réside actuellement toujours en Ukraine, vous ne pouvez pas bénéficier d’un statut dérivé de protection temporaire en tant que membre de famille d’un ressortissant déplacé au sens de l’article 2, alinéa 1er, de la décision d’exécution (UE) 2022/382. Votre épouse ne peut pas être considérée comme une personne déplacée au sens de cette disposition. En outre, il ressort clairement du considérant 1 de la décision d’exécution (UE) 2022/382 que l’élargissement de la protection aux membres de la famille a pour but de préserver l’unité familiale et d’éviter que les membres d’une même famille ne bénéficient de statuts différents. Il s’agit donc d’un statut de protection dérivé qui est indissociable du statut de protection du membre de la famille qui se trouve sur le territoire en tant que déplacé et bénéficiaire au sens de l’article 2, alinéa 1er, points a) et b), de la décision d’exécution (UE) 2022/382. Par conséquent, compte tenu du fait que le ressortissant ukrainien avec lequel vous vous êtes marié réside toujours en Ukraine, le bénéfice du statut dérivé de protection temporaire ne peut vous être accordé ».

Cette motivation n’est pas valablement contestée.

En effet, la partie requérante ne remet nullement en cause la circonstance que l’épouse du requérant réside toujours en Ukraine et n’est donc pas « une personne déplacée », au sens de l’article 2 de la décision d’exécution 2022/382/UE. Dès lors, c’est à bon droit que la partie défenderesse a considéré que le requérant ne remplissait pas les conditions prévues par l’article 2, §1er, c) de la même décision. Elle n’a ajouté aucune condition à la loi, à cet égard.

Etant donné ce constat, il est inutile d’analyser l’argumentaire relatif à la preuve du lien familial entre le requérant et son épouse, et au fait qu’il vivait en Ukraine avant le 24 février 2022.

L’allégation selon laquelle « Ni la Directive Protection Temporaire ni la décision d’exécution ne permettent de conclure à l’existence d’une « protection temporaire dérivée » nécessitant la présence du conjoint sur le territoire de l’État membre », manque en droit, au vu de ce qui précède.

Enfin, la partie requérante ne démontre pas la comparabilité du cas d’espèce et de celui concerné par l’arrêt du Conseil cité, notamment en ce qui concerne la motivation de l’acte attaqué.

3.5. Le grief fait à la partie défenderesse d’avoir également analysé la demande d’autorisation de séjour du requérant, sur la base de l’article 2, § 2, de la décision d’exécution 2022/382/ UE, n’est pas pertinent. La partie requérante n’a pas intérêt à reprocher l’analyse de la situation du requérant sous deux angles différents, chacun susceptible de lui octroyer une protection temporaire.

4. Le moyen unique ne semble pas fondé ».

CCE arrêt 302284 du 27/02/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 33bis

composition du siège

1 juge

OQT (annexe 33bis) – AA : « l'intéressé n'a validé qu'un total de 36 crédits au lieu du seuil des 60 crédits suggéré à l'art. 104 §1er 7° » - PR fait valoir qu'elle avait invoqué dans son droit d'être entendu des difficultés d'intégration académiques, sociales et le décès successif de son frère et de sa mère – PD renvoie dans l'AA aux « confortables délais de réussite » suggérés par l'art. 104 de l'AR – Conseil rappelle le rapport du Roi de l'AR du 23 avril 2018 modifiant les articles 101 et 103/2 et remplaçant l'annexe 29 de l'AR du 8 octobre 1981 « cette disposition (ancien art. 103/2) permet au ministre de tenir compte de la situation personnelle de l'étudiant » + cité comme difficulté pour justifier les plus larges délais prévus à cet article pour les étudiants étrangers vs. nationaux : celle d'une autre langue maternelle que celle utilisée dans l'enseignement supérieur – Le Conseil estime que ce commentaire de l'ancien art. 103/2 de l'AR vaut par analogie pour l'art. 104 – Le Conseil souligne que le Roi a uniquement fait référence à une difficulté linguistique et non à « tous les aléas du parcours » et a entendu rappeler à la PD qu'elle peut tenir compte de la situation personnelle de l'étudiant – Pas d'examen de proportionnalité – Adoption par la PD d'une position générale – Le motif concernant l'impossibilité pour l'étudiant d'acquiescer son diplôme de master est surabondant – Annulation.

« 4.1. En ce qu'il met fin au séjour de la partie requérante, l'acte attaqué est fondé, notamment, sur le constat selon lequel :

« Après 2 années de master en sciences de gestion à HEC Liège durant lesquelles elle a successivement validé 12 et 24 crédits, l'intéressée n'a validé qu'un total de 36 crédits au lieu du seuil des 60 crédits suggéré à l'article 104 §1er, 7°».

Ce constat se vérifie à l'examen du dossier administratif.

4.2. Toutefois, la partie requérante invoque les difficultés rencontrées durant son parcours académique afin d'expliquer les circonstances susmentionnées, à savoir des difficultés d'intégration académiques et sociale, ainsi que les décès successifs de son frère et de sa mère.

Elle avait fait valoir ces éléments lors de l'exercice de son droit d'être entendue, par courriel daté du 22 février 2021.

Sur ce point, la partie défenderesse a estimé que « Dans son droit d'être entendue, l'intéressée fait valoir le fait qu'elle n'a débuté les cours qu'un mois après son arrivée et que son frère puis sa maman sont décédés respectivement en 2019 et 2020. Rappelons que l'article 104 §1er, comme l'art. 103.2 auparavant, suggère de confortables délais de réussite qui tiennent compte de tous les aléas du parcours d'une étudiante non UE, tels que les difficultés d'adaptation, faiblesses ponctuelles, accidents, décès de proches, problèmes de santé, etc. Comme l'a souligné le Conseil d'Etat dans son arrêt n°236.993 du 10 janvier 2017, le requérant [Etat belge] ne peut donc avoir égard à des considérations étrangères aux résultats (...). Le requérant [Etat belge] n'était donc pas tenu de les prendre en compte et de répondre à ces arguments qui étaient soulevés par la partie adverse dès lors qu'ils étaient étrangers au seul critère précité à l'aune duquel le législateur autorise le Ministre à apprécier si l'étudiant étranger prolonge ses études de manière excessive. Si le devoir de minutie impose à l'autorité administrative de prendre en compte l'ensemble des éléments auxquels elle doit avoir égard pour statuer, il ne lui permet pas de tenir compte d'autres critères que ceux que la loi lui assigne. En décidant que le « principe général de bonne administration » imposait au requérant d'avoir égard aux arguments que la partie adverse avait invoqués (1) (...), le premier juge a méconnu la portée de ce principe général ainsi que l'article 61, §1er, alinéa 1er, 1°, de la loi du 15 décembre 1960 ».

Or, cette motivation ne peut permettre de comprendre de quelle façon les circonstances invoquées ont été prises en compte par la partie défenderesse.

Le simple renvoi aux « confortables délais de réussite » suggérés par l'article 104, § 1er, comme l'ancien article 103/2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, ne peut, à lui seul, suffire à cet égard.

En effet, le rapport au Roi de l'arrêté royal du 23 avril 2018 modifiant les articles 101 et 103/2 et remplaçant l'annexe 29 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, précisait ce qui suit:

- « Il convient de souligner que ce projet d'arrêté, tout comme l'actuel article 103/2 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 donnent au ministre la possibilité de délivrer un ordre de quitter le territoire à un étudiant étranger qui progresse insuffisamment, mais ne le contraint pas de le faire. Cette disposition permet au ministre de tenir compte de la situation personnelle de l'étudiant étranger» [le Conseil du Contentieux des Etrangers (ci-après : le Conseil) souligne],

- « En Belgique, les formations de master comportent 60, 120 ou, à titre exceptionnel, 180 crédits. Un parcours type suppose qu'un étudiant obtienne son diplôme en un, deux ou trois ans respectivement. A cet égard également, il est fait preuve d'une certaine souplesse en ce qui concerne les étudiants étrangers. Ils disposent de deux ans pour obtenir 60 crédits, de trois ans pour obtenir 120 crédits et le cas échéant, de quatre ans pour obtenir 180 crédits. Si l'étudiant étranger suit une formation de master parallèlement à un programme de transition ou préparatoire ou d'au moins 30 crédits, un délai supplémentaire d'un an est toléré pour terminer la formation de master, y compris le programme de transition ou préparatoire.

Par conséquent, une certaine marge est laissée à l'étranger qui est autorisé à séjourner sur le territoire en qualité d'étudiant, s'il ne parvient pas à totaliser 60 crédits durant la première année. Il serait en effet déraisonnable qu'un étudiant en master, qui bien souvent possède une autre langue maternelle que la langue dans laquelle il suit l'enseignement supérieur, puisse recevoir un ordre de quitter le territoire parce qu'il ne réussit pas certaines matières » [le Conseil souligne].

Ce commentaire de l'ancien article 103/2 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 vaut par analogie en ce qui concerne l'article 104 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981.

Au vu de ce qui précède, la partie défenderesse ne peut être suivie en ce qu'elle qualifie la « souplesse » et la « marge » visées de « confortables délais de réussite qui tiennent compte de tous les aléas du parcours d'une étudiante non UE, tels que les difficultés d'adaptation, faiblesses ponctuelles, accidents, décès de proches, problèmes de santé, etc. [...] ».

Le Roi a, en effet, uniquement fait référence à une difficulté linguistique, à cet égard, et n'a aucunement fait mention de « tous les aléas du parcours » qu'elle cite. Plus encore, le Roi a entendu rappeler que la partie défenderesse, peut « tenir compte de la situation personnelle de l'étudiant étranger ».

Il résulte de ce qui précède que la partie requérante peut valablement reprocher à la partie défenderesse de ne pas avoir procédé à un examen de proportionnalité au regard des éléments invoqués lors de l'exercice de son droit d'être entendue.

En se référant à une interprétation de l'article 104, § 1er, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, elle a adopté une position générale, par laquelle elle s'est dispensée d'examiner les circonstances particulières invoquées.

Sa référence à un arrêt du Conseil d'Etat n'est pas plus pertinente, puisqu'elle n'explique en rien pourquoi son enseignement, relatif à une réglementation antérieure à celle concernée par le Rapport au Roi, susmentionné, était encore applicable lors de la prise de l'acte attaqué.

Au vu de ce qui précède, la motivation de l'acte attaqué en ce qu'il met fin au séjour de la partie requérante, est donc insuffisante, sur ce point.

4.3. Etant donné les lacunes relevées, le constat accessoire, posé dans la motivation de l'acte attaqué, ne peut suffire à la fonder.

Pour rappel, il s'agit du constat suivant :

- « l'intéressée ne pourra pas acquérir son diplôme de master après 3 ans d'études étant donné d'une part qu'elle ne peut pas s'inscrire à 84 crédits résiduels (120 moins 36) rassemblés en une seule année et d'autre part que [l'établissement évoquait parmi les pièces composant la demande de visa un programme de master individualisé oscillant entre « 165 et 180 crédits maximum », « au vu du dossier » de candidature à l'inscription. Indépendamment du volume du programme proposé, il s'avère donc que l'intéressée ne peut pas valider 60, 120 ou 180 crédits après respectivement 2, 3 et 4 ans. En effet, en validant la moyenne actuelle des 18 crédits annuels et même en doublant cette moyenne à l'avenir, le cheminement vers le diplôme ne s'inscrit et ne s'inscrira pas dans les délais suggérés à l'article 104 §1er, 8° ou 9° ».

En effet, ce motif n'est pas pertinent, puisque la partie défenderesse n'a pas valablement tenu compte des éléments explicatifs produits.

En tout état de cause, la partie défenderesse admet elle-même que ce motif est surabondant, dans sa note d'observations ».

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Iran

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Onderzoek geloofwaardigheid **bekering tot het baha'isme**:

De Raad verwijst naar artikel 48/3, §4, b) van de Vreemdelingenwet, dat een omzetting vormt van artikel 10, lid 1, b) van de RL 2011/95/EU + de relevante rechtspraak omtrent het begrip 'godsdienst' van het Hof van Justitie en de voorwaarden om te besluiten tot een 'oprechte persoonlijke geloofsovertuiging' van het EHRM.

Om de geloofwaardigheid van een bekering in het kader van een verzoek om internationale bescherming te beoordelen, dienen onderstaande **drie elementen** te worden beoordeeld. De Raad bespreekt en onderzoekt elk van de elementen in het kader van een integrale geloofwaardigheidsbeoordeling.

- de omstandigheden waarin de godsdienstige overtuiging werd verworven; dit zijn de **motieven** voor en het **proces** van bekering;
- de verhouding tot de dogmatische aspecten, rituelen of voorschriften van de godsdienst waartoe de verzoeker volgens zijn verklaringen behoort; dit is zijn **kennis** van het nieuwe geloof;
- de wijze waarop de verzoeker het geloof opvat en beleeft, zoals **activiteiten** die hij onderneemt binnen de nieuwe geloofsovertuiging en het effect van de veranderingen.

Er kan worden aangenomen dat aan een bekering tot een andere geloofsovertuiging steeds een welbewuste en weloverwogen keuze ten grondslag moet liggen. Dit geldt te meer wanneer de betrokken vreemdeling afkomstig is uit een land waar bekering tot een andere dan de in het land algemeen gangbare geloofsovertuiging strafbaar en maatschappelijk niet aanvaardbaar is, daar een bekering in die omstandigheden ingrijpende en verstrekkende gevolgen kan hebben. Het is aan een verzoeker om inzichtelijk te maken waarom hij tot die bekering is gekomen en hoe hij de bekering heeft ervaren. Het uitgangspunt in deze is niet dat er in alle gevallen van bekering een interne worsteling moet hebben plaatsgevonden voor verzoeker een nieuwe godsdienst heeft geaccepteerd. Er mag echter wel verwacht worden dat er bij de verzoeker, in de voormelde omstandigheden, sprake is van een (denk)proces waarbij hij heeft nagedacht over zijn beslissing tot bekering en de eventuele consequenties ervan, zodat hij helder kan uiteenzetten om welke reden en op welke wijze het proces van bekering is geschied, alsook wat de persoonlijke betekenis van de bekering of van de nieuwe geloofsovertuiging inhoudt, hoe de eerste kennismaking is verlopen, hoe de verzoeker zich in de nieuwe geloofsovertuiging heeft verdiept, waarom de nieuwe religie hem persoonlijk heeft geraakt en wat het hem heeft gebracht, wat het betekent om een ander geloof te hebben dan hetgeen de maatschappij (en de wet) verwacht/verlangt en op welke wijze hij daaraan invulling wil en kan geven. Van een verzoeker mag redelijkerwijs worden verwacht dat hij op een coherente en geloofwaardige wijze de daadwerkelijkheid en oprechtheid van zijn beweerde bekering en van zijn geloofsbeleving aannemelijk kan maken.

Wat betreft zijn beweerde bekering in België:

'**Réfugié sur place**' - De Raad wijst erop dat, ook in die gevallen waar er geen sprake is van een daadwerkelijke en oprechte en dus geloofwaardige bekering, doch enkel van **geloofsactiviteiten** die **in het gastland** werden ontwikkeld uitsluitend met het doel om de nodige voorwaarden te scheppen om aldaar internationale bescherming te kunnen bekomen, een onderzoek naar een gegronde vrees voor vervolging zich opdringt.

Dit houdt in dat wordt nagegaan welke geloofsactiviteiten in het gastland daadwerkelijk worden uitgeoefend, ongeacht de persoonlijke motieven achter deze geloofsactiviteiten, of deze activiteiten ter kennis zijn gekomen of kunnen komen van de mogelijke actoren van vervolging, zoals de overheden van het land van herkomst, hoe deze geloofsactiviteiten waarschijnlijk door de overheden van het land van herkomst zullen worden gezien en opgevat, alsook hoe het gedrag en de motieven erachter zullen worden gepercipieerd, met name of de aangehaalde geloofsactiviteiten zouden kunnen leiden tot de toeschrijving van een geloofsovertuiging die negatief zou kunnen worden beoordeeld door de nationale overheden en aanleiding zou kunnen geven tot vervolging.

Geloofsactiviteiten die in het gastland werden ontwikkeld uitsluitend met het doel om de nodige voorwaarden te scheppen om internationale bescherming te kunnen bekomen, zullen in beginsel geen aanleiding geven tot een gegronde vervolgingsvrees indien het opportunistische of onoprechte karakter van deze geloofsactiviteiten duidelijk is voor de overheden van het land van herkomst én er zich geen ernstige nadelige gevolgen zullen voordoen bij terugkeer naar het land van herkomst. Er kan immers niet worden uitgesloten dat actoren van vervolging geen rekening zullen houden met het opportunistisch dan wel onoprechte karakter van de geloofsactiviteiten in het gastland.

De Raad stipt aan dat nu aan de **daadwerkelijkheid en oprechtheid** van verzoekers beweerde **bekering** tot het baha'isme **geen geloof** kan worden gehecht, hij derhalve niet aannemelijk maakt dat hij bij terugkeer naar het land van herkomst, Iran, dit geloof zal aanhangen en zich daar als bahai zal manifesteren, noch dat hij bij terugkeer naar zijn land van herkomst godsdienstige handelingen zal verrichten die hem blootstellen aan een werkelijk gevaar voor vervolging. Waar verzoeker geen daadwerkelijke en oprechte bekering tot het baha'isme aannemelijk heeft gemaakt, wordt bijgevolg *in casu* ook geen gegronde vrees voor vervolging op grond hiervan aannemelijk gemaakt.

Wat betreft het **risico in geval van terugkeer naar Iran**:

Nu verzoeker niet aannemelijk maakt dat zijn beweerde bekering daadwerkelijk en oprecht is zodat niet kan uitgegaan worden van een geloofwaardige bekering, maakt hij ook niet aannemelijk dat hij daardoor *in concreto* in de negatieve aandacht van zijn nationale autoriteiten zou staan. Er is *in casu* geen sprake van een oprechte en ernstige innerlijke geloofsovertuiging en geloofspraktijk die verzoeker verder zal zetten in zijn land van herkomst. [...]

Uit het geheel van de voorliggende landeninformatie (COI Focus maart 2020, DFAT-rapport april 2020, nieuwe COI Focus mei 2023) kan niet worden afgeleid dat een loutere **terugkeer vanuit het buitenland** naar en aanwezigheid op het Iraanse grondgebied zouden kunnen volstaan om te besluiten tot het bestaan van een gegronde vrees voor vervolging, in de vluchtelingenrechtelijke zin, of tot een reëel risico op ernstige schade, in de zin van de subsidiaire beschermingsstatus. Verzoeker legt geen andere informatie neer waaruit het tegendeel blijkt. [...] Tenzij zij voor hun vertrek uit Iran al in de negatieve aandacht stonden van de Iraanse overheden, kan worden aangenomen dat terugkeerders in het algemeen de aandacht van de Iraanse overheden waarschijnlijk niet zullen trekken en een laag risico lopen op monitoring, mishandeling of discriminatie.

Daargelaten het gebrek aan geloofwaardigheid aangaande verzoekers beweerde bekering, moet erop gewezen worden dat er **geen concrete en objectieve gegevens voorhanden** zijn of aannemelijk worden gemaakt dat de **Iraanse autoriteiten op de hoogte zijn** van verzoekers beweerde bekering of dat verzoeker in Iran als bekeerling gepercipieerd zou worden. Zo brengt hij geen concrete, objectieve en geloofwaardige aanwijzingen aan waaruit kan blijken dat de Iraanse autoriteiten op de hoogte zouden zijn of zouden kunnen komen van zijn religieuze activiteiten in België en hij maakt hoe dan ook niet aannemelijk dat hij daardoor, mede gelet op zijn onoprechte bekering, *in concreto* in de negatieve aandacht van zijn autoriteiten zou komen te staan. Waar verzoeker niet kan overtuigen tot het baha'isme bekeerd te zijn vanuit een oprechte en ernstige innerlijke geloofsovertuiging, kunnen zijn **activiteiten op sociale media** en zijn activiteiten binnen de lokale geestelijke baha'i raad in dit kader evenmin overtuigen van een daadwerkelijke en oprechte en dus geloofwaardige bekering, noch van een risico dat de Iraanse autoriteiten kennis hebben of zouden kunnen hebben van zijn activiteiten. De Raad herhaalt hierbij dat het vluchtrelaas van verzoeker ongeloofwaardig werd bevonden en hij niet heeft aangetoond dat hij vóór zijn vertrek uit Iran reeds in het vizier stond van de Iraanse autoriteiten. Verzoeker blijft in gebreke aan de hand van concrete, aannemelijke elementen aan te tonen dat de Iraanse autoriteiten van zijn activiteiten in België op de hoogte zouden zijn (of kunnen komen) of dat zij hem hier online zouden monitoren. [...]

Gelet op het onoprechte en dus ongeloofwaardig karakter van zijn beweerde bekering die wijzen in de richting van opportunistische kan voorts van verzoeker worden verwacht dat hij voorafgaand aan een terugkeer naar Iran, inclusief voorafgaand aan het aanvragen van een laissez-passer, de betreffende activiteiten (al dan niet op sociale media) staakt, alsook zijn berichten op sociale media en zelfs zijn volledig account verwijdt. Uit de landeninformatie blijkt dus dat de Iraanse autoriteiten vooral personen monitoren die zij als een bedreiging zien, bijvoorbeeld omdat zij reeds eerder in de verhoogde aandacht van de Iraanse autoriteiten stonden, omdat zij bekendheid genieten of politieke activisten zijn, *quod non in casu*.

Het loutere gegeven dat verzoeker bij binnenkomst in Iran mogelijks onderworpen zal worden aan **veiligheidscontroles** en ondervraagd zal worden omtrent de redenen van zijn vertrek en zijn asielrelaas, betekent niet zonder meer dat hij bij terugkeer een reëel risico loopt op mishandeling.

CCE arrêt 302195 du 26/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

Medewerkingsplicht verzoeker: van verzoeker mocht aldus in principe worden verwacht dat hij een dermate essentieel element als zijn op heden voorgehouden **biseksuele geaardheid** eerder gedurende zijn verzoek om internationale bescherming zou hebben gemeld. Voorgaande heeft echter niet automatisch tot gevolg dat elke **nieuwe vervolgingsgrond** in een te late fase van de beroepsprocedure wordt aangevoerd.

Inzake een verklaarde homoseksuele of biseksuele geaardheid is het namelijk zo dat er begrip kan worden opgebracht voor het feit dat deze niet wordt aangebracht bij de eerste gelegenheid die wordt geboden om de vervolgingsgronden toe te lichten (cf. Hof van Justitie, 2 december 2014, C-148/13 - C-150/13, A, B en C tegen Staatssecretaris van Veiligheid en Justitie, § 72).

Verzoeker geeft in dit verband aan in zijn verzoekschrift dat hij bang was dat de Afghaanse gemeenschap iets te weten zou komen over zijn geaardheid en heeft hij deze grond daarom nu pas opgeworpen, na aansporing van zijn raadsman. Dat de homoseksuele geaardheid aldus in een te late fase zou zijn ingeroepen, kan niet worden aangenomen.

Om de vraag te beantwoorden of de nieuwe vervolgingsgrond op voldoende concrete wijze is ingediend om naar behoren te kunnen worden onderzocht, dienen alle neergelegde documenten en verklaringen mee te worden genomen bij de beoordeling.

Hierbij dient te worden benadrukt dat verzoeker, die zijn nieuwe vervolgingsgrond pas in het kader van zijn beroepsprocedure bij de Raad inroept, zicht dient te bieden op onder meer zijn eigen homo- of biseksuele bewustwording, ervaringen en relaties en de eigenheid van zijn homoseksualiteit, wat dit voor hem en zijn omgeving heeft betekend, wat de situatie is voor homoseksuelen in zijn land van herkomst of over hoe zijn ervaringen in het algemene beeld zouden passen. Van verzoeker mag aldus een omstandig, gedetailleerd en coherent relaas worden verwacht (UNHCR, Claims to Refugee Status based on Sexual Orientation and/or Gender Identity within the context of Article 1A(2) of the 1951 Convention and/or its 1967 Protocol relating to the Status of Refugees, Genève, 2012, nr. 62-66 en UNHCR, Guidance Note on Refugee Claims relating to sexual orientation and gender identity, Genève, 2008, nr. 35-36; HvJ 25 januari 2018, C-473/16, pt. 28; HvJ 2 december 2014, gevoegde zaken C148/13 tot en met C-150/13, pt. 49, 62).

Een aangevoerde homoseksuele geaardheid kan slechts aannemelijk worden geacht wanneer de verzoeker om internationale bescherming blijkt geeft van een diepgaande emotionele, affectieve en seksuele aantrekking tot personen van hetzelfde geslacht (UNHCR, Claims to Refugee Status based on Sexual Orientation and/or Gender Identity within the context of Article 1A(2) of the 1951 Convention and/or its 1967 Protocol relating to the Status of Refugees, Genève, 2012, nr. 8).

In casu legt verzoeker verschillende **foto's** neer waarop hij met zijn vriend N.A. te zien zou zijn en enkele **screenshots** van gesprekken gevoerd op sociale media.

Verzoeker wordt ter terechtzitting **achter gesloten deuren** en bijgestaan door zijn raadsman de kans geboden zijn **nieuwe vervolgingsgrond toe te lichten**. Gelet op de grenzen van de ondervraging ter terechtzitting, verkeert de Raad niet in de mogelijkheid om verzoekers ingeroepen geaardheid op gedegen wijze te onderzoeken en om na te gaan of de stukken en verklaringen die verzoeker bijbrengt nieuwe elementen uitmaken in de zin van artikel 57/6/2 van de Vreemdelingenwet.

CCE arrêt 302159 du 23/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Burundi

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"le Conseil ne peut faire sienne l'argumentation de la partie défenderesse en ce qu'elle considère que le seul séjour ou passage en Belgique pour un ressortissant burundais, et spécifiquement en qualité de demandeur de protection internationale, n'est pas de nature à faire naître une crainte fondée de persécution dans son chef en cas de retour au Burundi.

La partie défenderesse renvoie dans la décision à un *COI Focus* daté du 28 février 2022 qui s'intitule « BURUNDI - Le traitement réservé par les autorités nationales à leurs ressortissants de retour dans le pays » et conclut sur la base des informations reprises dans ce document « [...] qu'aucune information en sa possession ne permet d'affirmer que n'importe quel ressortissant burundais, du seul fait de son passage ou séjour en Belgique, puisse être suspecté de sympathie pour l'opposition aux yeux des autorités burundaises, et que, dès lors, ce seul séjour ou passage ne fait pas courir à tout ressortissant burundais un risque sérieux d'être persécuté du fait de ses opinions politiques ou des opinions politiques qui lui seraient imputées ».

Le Conseil rappelle que, dans un arrêt rendu à trois juges n° 282 473 du 22 décembre 2022, arrêt que le requérant cite dans son recours, il a considéré, après avoir analysé le contenu du *COI Focus* précité, que :

« [...] si les sources consultées pour la rédaction du COI Focus du 28 février 2022 n'ont relevé jusqu'à présent aucun cas documenté de ressortissants burundais, demandeurs de protection internationale ou non retournés au Burundi en provenance de la Belgique et ayant été persécutés de ce seul fait, il n'en apparaît pas moins clairement que les sources, s'étant prononcées plus spécifiquement sur les Burundais ayant introduit une demande de protection internationale en Belgique, considèrent que le seul fait d'avoir séjourné en Belgique en qualité de demandeur d'asile est de nature à rendre une personne suspecte de sympathies pour l'opposition, aux yeux des autorités burundaises. Il ressort tout aussi clairement des informations résumées plus haut que le fait d'être suspect de sympathie pour l'opposition au régime en place à Bujumbura suffit à faire courir à l'intéressé un risque sérieux d'être persécuté du fait de ses opinions politiques ou des opinions politiques qui lui sont imputées. Il s'ensuit que, dans le contexte qui prévaut actuellement au Burundi, la seule circonstance que la requérante a séjourné en Belgique où elle a demandé à bénéficier de la protection internationale, suffit à justifier dans son chef une crainte avec raison d'être persécutée du fait des opinions politiques qui lui seraient imputées.

[...]

En conclusion, compte tenu des informations relatives à la situation au Burundi à l'heure actuelle et compte tenu des informations reprises dans le COI Focus du 28 février 2022 « BURUNDI - Le traitement réservé par les autorités nationales à leurs ressortissants de retour dans le pays », le Conseil n'aperçoit aucune raison justifiant une appréciation différente de celle posée par lui dans son arrêt n° 195 323 du 23 novembre 2017 rendu à trois juges.

Pour rappel, dans cet arrêt il concluait que « au vu de la radicalisation du régime burundais, de son isolement international, de sa paranoïa croissante, du climat de terreur régnant au Burundi où sont perpétrées de graves violations des droits de l'homme, des accusations portées par Bujumbura à l'encontre de la Belgique, accusée de soutenir la rébellion, de l'exil et de l'hébergement en Belgique de nombreux membres de l'opposition et de la société civile ainsi que de la surveillance accrue par les autorités burundaises des entrées et des sorties de leurs citoyens du territoire, le Conseil estime que le seul fait pour le requérant d'avoir quitté son pays pour la Belgique, où il a introduit une demande d'asile, suffit pour établir dans son chef l'existence d'une crainte de persécution au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ».

Dans sa note complémentaire du 21 novembre 2023, la partie défenderesse renvoie à un *COI Focus* intitulé « BURUNDI - Le traitement réservé par les autorités nationales à leurs ressortissants de retour dans le pays » daté du 15 mai 2023. Le Conseil se doit dès lors d'analyser si ce document permet de tirer une autre conclusion que celle à laquelle est arrivé le Conseil à propos du *COI Focus* traitant de la même question daté du 28 février 2022.

Le Conseil observe à la lecture du *COI Focus* du 15 mai 2023 que différentes personnes interrogées répondent par la négative à la question de savoir si le seul passage par ou le séjour en Belgique peut exposer un Burundais à des problèmes avec les autorités burundaises lorsqu'il retourne au Burundi.

Par contre, il constate que ce document précise bien que plusieurs sources estiment que les personnes qui ont introduit une demande de protection internationale en Belgique risquent d'être perçues comme des opposants politiques par les autorités burundaises (v. *COI Focus* précité du 15 mai 2023, p. 28).

Une de ces sources précise ainsi que « [...] lorsqu'un individu se rend sur le territoire belge pour introduire une demande de protection internationale, les risques qui pesaient déjà sur ses épaules causant sa fuite s'aggravent en raison de l'introduction d'une telle demande. Outre le fait que les risques de persécutions s'aggravent après une demande d'asile, le simple fait d'en avoir introduit une demande d'asile crée également le risque d'être perçu comme un opposant politique pour cette raison et peut donc suffire à subir des persécutions » (v. *COI Focus* précité du 15 mai 2023, p. 29).

S'agissant de l'arrestation présumée d'un demandeur de protection internationale en Belgique rapatrié au Burundi, le Conseil relève que, selon le *COI Focus* du 15 mai 2023, plusieurs sources ont confirmé cette information (v. *COI Focus* précité du 15 mai 2023, pp. 31, 32 et 33).

Le fait que les recherches ultérieures du CGRA n'aient produit aucun résultat comme le mentionne le document ne peut en aucun cas suffire à rassurer le Conseil et encore moins permettre de conclure à l'absence de poursuites dirigées contre les Burundais rapatriés après avoir sollicité la protection internationale en Belgique.

Par ailleurs, le *COI Focus* du 15 mai 2023 précise encore que « [...] dans les sources consultées, le Cedoca a trouvé un certain nombre d'exemples de personnes rapatriées volontairement ou de force vers le Burundi depuis les pays voisins qui ont eu des problèmes avec les autorités » (*COI Focus* du 15 mai 2023, p. 33). Le fait que le Cedoca n'a pas trouvé d'informations sur de telles violations à l'égard de personnes rapatriées depuis des pays occidentaux, en particulier la Belgique, au cours de la période couverte par cette recherche comme le mentionne le document (v. *COI Focus* précité du 15 mai 2023, p. 34) n'appelle pas une autre conclusion que celle tirée ci-dessus à propos de l'arrestation présumée du rapatrié burundais.

Au vu de ces observations, le Conseil considère que le *COI Focus* du 15 mai 2023 ne contient pas d'informations de nature à justifier une appréciation différente de celle posée par lui dans son arrêt n° 282 473 du 22 décembre 2022 rendu à trois juges.

Toutefois, ledit arrêt poursuivait en constatant qu'il « ne ressort, par ailleurs, ni de la décision attaquée ni d'aucun élément du dossier, qu'il existerait des raisons de penser que la requérante pourrait échapper pour un motif quelconque au climat de suspicion évoqué plus haut et au risque qui en découle ».

Le Conseil estime qu'en l'espèce, la question qu'il reste à trancher est d'examiner s'il existe des éléments permettant de penser que le requérant échappe au climat de suspicion évoqué dans cet arrêt et au risque qui en découle.

À cet égard, le Conseil constate que la partie défenderesse, tant dans ses écrits qu'à l'audience, ne met en avant aucun élément du profil personnel ou familial du requérant qui permettrait de tirer une telle conclusion".

CCE arrê 302134 du 23/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Bolivië

dictum arrê

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siége

1 juge

Het beschermingsverzoek is gebaseerd op verzoeksters vrees om slachtoffer te worden van **geweldpleging** door haar **voormalige echtgenoot L. en haar voormalige partner J.** in geval van terugkeer naar Bolivië. [...]

Het **belang van objectieve landeninformatie** bij de beoordeling van verzoeken om internationale bescherming gebaseerd op **geweld tegen vrouwen** werd in het recente **arrest** van het **Hof van Justitie** van **16 januari 2024** nogmaals benadrukt. Het Hof oordeelde dat vrouwen *"als geheel kunnen worden geacht te behoren tot een „bepaalde sociale groep" in de zin van artikel 10, lid 1, onder d), van richtlijn 2011/95, wanneer vaststaat dat zij in hun land van herkomst op grond van hun geslacht blootgesteld zijn aan lichamelijk of geestelijk geweld, daaronder begrepen seksueel geweld en huiselijk geweld"*. Het Hof wijst erop dat het aan de betrokken lidstaat toekomt om na te gaan of de persoon die zich op deze vervolgingsgrond beroept gegronde vrees heeft om haar land van herkomst te worden vervolgd omdat zij tot een bepaalde sociale groep behoort in de zin van artikel 2, onder d) van de Kwalificatierichtlijn. Het Hof herinnert er aan dat deze beoordeling volgens artikel 4, lid 3 van deze richtlijn moet plaatsvinden *"op individuele basis en per geval met waakzaamheid en voorzichtigheid worden verricht, uitsluitend op basis van een concrete beoordeling van de feiten en omstandigheden, overeenkomstig de regels die niet alleen in lid 3 maar ook in lid 4 van dat artikel zijn neergelegd, teneinde uit te maken of de vastgestelde feiten en omstandigheden een zodanige bedreiging vormen dat de betrokkene, gezien zijn individuele situatie, goede gronden heeft om te vrezen daadwerkelijk te zullen worden vervolgd wanneer hij terugkeert naar zijn land van herkomst"*. Het Hof wijst vervolgens uitdrukkelijk op het volgende: *"Zoals staat te lezen in punt 36, onder x), van de UNHCR-richtsnoeren inzake internationale bescherming nr. 1, moet daartoe informatie worden verzameld over het land van herkomst die relevant is voor de behandeling van verzoeken tot toekenning van de vluchtelingenstatus die zijn ingediend door vrouwen, zoals de rechtspositie van vrouwen, hun politieke, economische en sociale rechten, de culturele en sociale gewoonten van het land en de gevolgen van niet-naleving ervan door die vrouwen, de frequentie van de schadelijke traditionele praktijken, de impact en de vormen van geweld tegen vrouwen die zijn gemeld, de bescherming die zij genieten, de straffen die de daders van dergelijk geweld worden opgelegd en de risico's die een vrouw loopt als zij terugkeert naar haar land van herkomst nadat zij een dergelijk verzoek heeft ingediend"* (HvJ, C-621/21, WS tegen Intervjuirasht organ na Darzhavna agentsia za bezhantsite pri Ministerskia savet, in tegenwoordigheid van: Predstavitelstvo na Varhovnia komisar na Organizatsiyata na obedinenite natsii za bezhantsite v Bulgaria (Grote Kamer), 16 januari 2024, punten 59, 60 en 61). In het zelfde arrest wees het Hof er ook op dat *"Aangezien de regels van hoofdstuk II, die van toepassing zijn op de beoordeling van een verzoek om subsidiaire bescherming, dezelfde zijn als die welke gelden voor de beoordeling van een verzoek tot verlening van de vluchtelingenstatus, moet worden verwezen naar de in de punten 60 en 61 van dit arrest gegeven uitlegging van deze regels"* (idem, punt 79).

[...]

In de bestreden beslissing wordt **niet** naar **objectieve bronnen** inzake het bestaan en mate van toegankelijkheid en doeltreffendheid van deze **beschermingsmechanismen** verwezen en het administratief dossier bevat geen informatie over de specifieke situatie van vrouwen die slachtoffer zijn (geweest) van geweld.

Noch uit de bestreden beslissing, **noch** uit het administratief dossier **kan** bijgevolg **blijken dat** in het kader van het onderzoek en beoordeling van huidig verzoek om internationale bescherming dat is gebaseerd is op verzoeksters vrees om slachtoffer te worden van gendergerelateerd geweld door haar voormalige partner en waarvan blijkens de bestreden beslissing door de commissaris-generaal minstens voor mogelijk wordt gehouden dat zij eind de jaren negentig/begin 2000 het slachtoffer werd van intrafamiliaal geweld, **werd getoetst aan objectieve landeninformatie** met betrekking tot de huidige situatie voor vrouwen in een dergelijke situatie in Bolivië en de **mate van toegankelijkheid en doeltreffendheid van beschermingsmechanismen voor vrouwen**.

In zijn **tussenarrest** van 16 februari 2024 wees de Raad op bovenvermelde rechtspraak en heeft hij de debatten heropend met de **vraag aan beide partijen om actuele landeninformatie bij te brengen** met betrekking tot overheidsbescherming voor vrouwen in Bolivië die het slachtoffer zijn geweest van familiaal geweld. Verzoekster legt op de zitting van 20 februari 2024 twee internetartikels [...] De voorgelegde artikelen bevatten geen informatie over de mogelijkheden voor vrouwen om een beroep te doen op overheidsbescherming.

De commissaris-generaal verschijnt, in tegenstelling tot de terechtzitting van 13 februari 2024, wel ter terechtzitting van 20 februari 2024. Haar vertegenwoordigster licht toe dat de **commissaris-generaal niet tegemoet komt** aan de **vraag van de Raad om actuele landeninformatie bij te brengen** omdat het relaas van verzoekster ongeloofwaardig is bevonden en volgens haar het door de Raad geciteerde arrest van het Hof van Justitie de situatie betreft waarin huiselijk geweld reeds werd vastgesteld.

De Raad herhaalt vooreerst dat in de bestreden beslissing het uitdrukkelijk voor mogelijk wordt gehouden dat verzoekster in het verleden het slachtoffer is geweest van familiaal geweld, maar dat de commissaris-generaal deze vrees niet actueel acht. Er wordt door de commissaris-generaal dus wel degelijk geloof gehecht aan verzoeksters verklaringen over het familiaal geweld vanwege haar nog in leven zijnde ex-echtgenoot L. waarvan zij eind de jaren negentig het slachtoffer zou zijn geweest. Hierop gewezen betoogt de vertegenwoordigster van de commissaris-generaal dat het een "twee stappen" redenering betreft, waarbij enerzijds wordt vastgesteld dat de aangevoerde problemen met haar ex-partners niet geloofwaardig zijn en anderzijds, voor zover ze wel geloofwaardig zijn, deze problemen niet langer actueel zijn. De Raad kan slechts vaststellen dat dit betoog geen afbreuk doet aan de vaststelling dat in de bestreden beslissing de mogelijkheid wordt weerhouden dat verzoeksters verklaringen over de mishandeling door L. eind de jaren negentig hebben plaatsgevonden en dus geloofwaardig zijn. Daaruit volgt dat de bestreden beslissing, met betrekking tot de aangevoerde vrees voor vervolging door haar ex-echtgenoot L. uitgaat van de situatie waartoe het arrest van het Hof van Justitie volgens de lezing van de commissaris-generaal zelf beperkt zou zijn.

Voorts kan de Raad de **commissaris-generaal niet bijtreden** in zoverre zij stelt dat het **arrest** van het **Hof van Justitie enkel een uitlegging** geeft van de **samenwerkingsplicht** onder artikel 4 van de Kwalificatierichtlijn tot het verzamelen van objectieve landeninformatie inzake het land van herkomst **indien** het aangevoerde **huiselijk geweld reeds is vastgesteld en geloofwaardig** is geacht. Gevraagd nader toe te lichten uit welke passage in het arrest van het Hof van Justitie de commissaris-generaal afleidt dat objectieve landeninformatie enkel vereist is wanneer het relaas van de verzoek(st)er geloofwaardig wordt geacht, verwijst de vertegenwoordigster van de commissaris-generaal naar paragraaf 59 van dit arrest, dat ook werd aangehaald in het tussenarrest van de Raad.

Deze paragraaf luidt als volgt: *"In de vijfde plaats staat het aan de betrokken lidstaat om bij de beoordeling van een verzoek om internationale bescherming dat gebaseerd is op het behoren tot een bepaalde sociale groep, na te gaan of de persoon die zich op deze vervolgingsgrond beroept „gegronde vrees" heeft om in zijn land van herkomst te worden vervolgd omdat hij tot een bepaalde sociale groep behoort in de zin van artikel 2, onder d), van richtlijn 2011/95."*

Deze paragraaf, die samen moet worden gelezen met de hoger geciteerde paragrafen 60 en 61 van het hoger geciteerde arrest van 16 januari 2024, verwijst enkel naar een verzoek om internationale bescherming "dat gebaseerd is op" het behoren tot een bepaalde sociale groep maar maakt geen enkel voorbehoud met betrekking tot de geloofwaardigheid of ongeloofwaardigheid van het relaas en de aangevoerde feiten die aan een dergelijk verzoek ten grondslag ligt. Integendeel wordt in de daaropvolgende paragrafen door het Hof van Justitie uiteengezet dat "in dit verband" de beoordeling of de vrees van een verzoekster voor vervolging gegrond is, volgens artikel 4, lid 3, van deze richtlijn [moet] plaatsvinden op individuele basis en per geval met waakzaamheid en voorzichtigheid [moet] worden verricht en dit "uitsluitend op basis van een concrete beoordeling van de feiten en omstandigheden, overeenkomstig de regels die niet alleen in lid 3 maar ook in lid 4 van dat artikel zijn neergelegd". Zoals reeds aangehaald verwijst het Hof van Justitie vervolgens op de richtsnoeren van het UNHCR inzake de objectieve landeninformatie die moet worden verzameld over het land van herkomst die relevant is voor de behandeling van verzoeken tot toekenning van de vluchtelingenstatus die zijn ingediend door vrouwen. Hieruit blijkt in elk geval niet dat het Hof van Justitie bij de uitlegging van artikel 4, leden 3 en 4 van de Kwalificatierichtlijn rekening heeft gehouden met het al dan niet geloofwaardig karakter van de door een verzoekster aangehaalde vrees voor vervolging omwille van het behoren tot een bepaalde sociale groep. Bovendien heeft, zoals aangehaald, het Hof uitdrukkelijk gesteld dat de overwegingen in paragrafen 60 en 61 van het arrest met betrekking van overeenkomstige toepassing zijn op de beoordeling van een verzoek om subsidiaire bescherming, zodat ook indien de commissaris-generaal van oordeel zou zijn dat het verzoek niet onder het toepassingsgebied van het Vluchtelingenverdrag zou vallen, hieraan moet voldaan zijn in het kader van de beoordeling van het verzoek in het licht van artikel 48/4 van de Vreemdelingenwet.

Waar de vertegenwoordigster van de commissaris-generaal nog stelt dat de vrees van verzoekster niet meer actueel is bevonden en informatie inzake toegang tot overheidsbescherming voor vrouwen in Bolivia niet relevant zou zijn, kan **uit de rechtspraak van het Hof van Justitie evenmin blijken** dat de **verplichting** die op de beslissingsinstantie rust om in het kader van de samenwerkingsplicht voldoende objectieve, nauwkeurige en actuele landeninformatie te verzamelen bij de beoordeling van een verzoek om internationale bescherming **afhankelijk wordt gesteld van de actualiteit van de aangevoerde vrees**.

Noch de bewoordingen van artikel 4 van de Kwalificatierichtlijn en artikel 48/6 § 5 van de Vreemdelingenwet, noch de rechtspraak van het Hof van Justitie, bevatten uitzonderingen op de verplichting van de asielinstanties om actuele en nauwkeurige informatie over het land van herkomst van de verzoekster om internationale bescherming te verzamelen ter ondersteuning van de behandeling en beoordeling van verzoeken om internationale bescherming. Precies omdat

individuele vrijheden in het geding zijn is bij de behandeling van elk verzoek om internationale bescherming voorzichtigheid geboden en kan een behoorlijk onderzoek en beoordeling niet gebeuren zonder rekening te houden met alle relevante feiten betreffende de algemene situatie in het land van herkomst.

Gelet op de hoger aangehaalde rechtspraak van het Hof van Justitie en de noodzaak van een toekomstgerichte beoordeling van het beschermingsverzoek **kan niet blijken dat het onderzoek** naar en beoordeling van verzoeksters vrees voor vervolging of reëel risico op het lopen van ernstige schade in de zin van de artikelen 48/3 en 48/4 van de Vreemdelingenwet **met de vereiste zorgvuldigheid is gebeurd** en dat de commissaris-generaal daarbij heeft voldaan aan haar samenwerkingsplicht zoals uitgelegd door het Hof van Justitie.

Tenslotte wijst de Raad op de inhoud van artikel 10, lid 4 van de Asielprocedurerichtlijn dat bepaalt: “[D]e in hoofdstuk V bedoelde instanties hebben via de beslissingsautoriteit of de verzoeker dan wel anderszins toegang tot de in lid 3, onder b), bedoelde algemene informatie die zij nodig hebben om hun taak uit te oefenen”.

De Raad heeft in zijn tussenarrest aan beide partijen gevraagd om actuele landeninformatie bij te brengen met betrekking tot overheidsbescherming voor vrouwen in Bolivia die het slachtoffer zijn geweest van familiaal geweld en daarmee aangegeven dat hij deze informatie nodig heeft om zijn taak uit te oefenen. Het **komt noch verzoekster, noch de commissaris-generaal toe om voor de Raad te beslissen welke informatie hij nodig heeft** om zich uit te spreken over het beroep dat hem wordt voorgelegd. De Raad van State wees er reeds op dat de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen soeverein oordeelt over de vraag of hij voldoende is voorgelicht, en of het al dan niet is vereist het debat te heropenen om een partij de mogelijkheid te geven bijkomende stukken aan te brengen (RvS, nr. 235.343 van 5 juli 2016).

De Raad herinnert eraan dat hij geen enkele onderzoeksbevoegdheid heeft en volledig op de loyale samenwerking van beide partijen is aangewezen wat betreft het verzamelen van objectieve, nauwkeurige en actuele landeninformatie waarmee ook de Raad in het kader van zijn *ex nunc* beoordeling dient rekening te houden bij de behandeling van beroepen tegen beslissingen van de commissaris-generaal inzake verzoeken om internationale bescherming. Er kan in dit verband slechts vastgesteld worden dat de landeninformatie waarnaar de dossierbehandelaar van de commissaris-generaal in deze zaak in beide persoonlijke onderhouds uitdrukkelijk verwees niet aan het administratief dossier werd toegevoegd en dat de commissaris-generaal aan de vraag van de Raad om actuele informatie bij te brengen niet wenst tegemoet te komen.

Essentiële elementen ontbreken. Vernietiging.

CCE arrêt 302108 du 22/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-P.I. autre état membre UE

composition du siège

1 juge

Gelet op het geheel van de voorliggende elementen – met name (i) de **landeninformatie** waaruit onder meer blijkt dat de **situatie voor statushouders** in en bij terugkeer naar **Griekenland** is verslechterd en **erg precair kan zijn**, waardoor zij kunnen terechtkomen in moeilijke en schrijnende levensomstandigheden met belemmeringen inzake de toegang tot onder andere socio-economische en medische hulp alsook (ii) de **bijzondere kwetsbaarheid** als gevolg van de geattesteerde **psychische problemen** van verzoeker die verdere psychologische psychiatrische opvolging alsook medicatie behoeven en (iii) het **hoger belang** en de **kwetsbaarheid** van de **minderjarige kinderen** –, acht de Raad een **verder en gedegen onderzoek** naar **verzoekers' individuele situatie** als begunstigden van internationale bescherming bij terugkeer naar Griekenland aangewezen, waarbij de verhoogde/bijzondere kwetsbaarheid van verzoekers in het licht van de beschikbare objectieve landeninformatie over de zeer precaire situatie van statushouders in Griekenland wordt afgewogen samen genomen met verzoekers verklaringen omtrent zijn moeilijkheden om huisvesting en tewerkstelling te vinden.

Daarbij moet worden nagegaan of verzoekers, gelet op de bijzondere kwetsbaarheid die cumulatief voortvloeit uit verzoekers psychische problemen en de minderjarigheid van hun kinderen, in staat zullen zijn om bij terugkeer naar en in Griekenland te voorzien in hun meest **elementaire behoeften** alsook een beroep zullen kunnen doen op de noodzakelijk geachte **psychologische en psychiatrische behandeling** alsook **medicatie** voor verzoeker om zo te vermijden dat zij een reëel risico lopen te worden onderworpen aan onmenselijke of vernederende behandelingen in de zin van artikel 4 van het Handvest, met name om terecht te komen in een situatie van zeer verregaande materiële deprivatie die hen niet in staat stelt om te voorzien in hun meest elementaire behoeften en negatieve gevolgen zou hebben voor de reeds precaire mentale gezondheid van verzoeker of die hen als gezin in een toestand van achterstelling zou brengen die onverenigbaar is met de menselijke waardigheid.

Tevens moet worden nagegaan of een **terugkeer** van verzoeker naar Griekenland, gelet op zijn geattesteerde psychische problemen, **op zich niet reeds een reëel risico op onmenselijke of vernederende behandeling** in de zin van artikel 4 van het Handvest **kan inhouden** (zie naar analogie HvJ 16 februari 2017, C.K. e.a. t. Slovenië, C-578/16).

Er kan in deze stand van zaken bijgevolg niet worden uitgesloten dat verzoekers, die gezien de psychische problemen van verzoeker en de minderjarigheid van de kinderen blijik geven van een bijzondere kwetsbaarheid, bij terugkeer naar Griekenland, buiten hun wil en persoonlijke keuzes om, kunnen terechtkomen in een toestand van die onverenigbaar is met de menselijke waardigheid in het licht van artikel 4 van het Handvest.

CCE arrê^t 302109 du 22/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrê^t

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siê^ge

1 juge

Afghanistan verlaten begin 2019, op 15 à 16- jarige leeftijd. Verblijf van meer dan 4 jaar in België. Heden 20 jaar oud.
[...]

Ook al liggen er momenteel weinig stukken voor ter ondersteuning van verzoekers beweerde 'verwesterd' profiel, kan er *in casu* echter niet worden voorbijgegaan aan een aantal objectieve elementen die zijn zaak kenmerken, met name **verzoekers jonge en minderjarige leeftijd bij vertrek**, zijn **afwezigheid van meer dan 4,5 jaar uit Afghanistan** en **zijn verblijf van meer dan 4 jaar in België**. Er kan redelijkerwijze worden aangenomen dat verzoeker tijdens zijn langdurig verblijf en traject in België in contact is gekomen met waarden, gebruiken en opvattingen, zoals de gelijke behandeling van mannen en vrouwen en het recht op vrije meningsuiting en godsdienstvrijheid, die haaks staan op het gedachtegoed van de taliban en dit tijdens zijn ontwikkeling als adolescent, een cruciale levensfase waarin jonge mensen vatbaar zijn voor externe invloeden en die essentieel is in het vormen van een wereldbeeld en het aannemen van waarden en opvattingen. Verzoeker is aldus **in een identiteitsvormende fase van zijn leven blootgesteld aan gedragingen, waarden en opvattingen die strijdig** (kunnen) zijn met deze die heden gelden in de **Afghaanse samenleving onder het talibanregime**.

[...]

Zoals reeds aangehaald, werd verzoeker **gehoord** op het CGVS op 30 september 2020, 9 november 2020 en 25 januari 2021, m.a.w. ruim 6 maanden **voor de machtsovername door de taliban**. Uit de notities van het persoonlijk onderhoud blijkt dat op **geen enkele wijze werd gepeild** naar **wijze waarop verzoeker invulling geeft aan zijn leven hier** en de **mogelijke impact van zijn verblijf en activiteiten in België** op zijn handelingen, gedragingen en overtuigingen alsook de mate waarin zijn activiteiten in België ertoe zouden kunnen leiden dat hij door de de facto-overheid in Afghanistan dan wel de lokale gemeenschap als verwesterd zal worden beschouwd of als iemand die de sociale, morele of religieuze normen heeft overschreden.

Verzoeker werd niet meer uitgenodigd voor een persoonlijk onderhoud na de machtsovername door de taliban, hetgeen een fundamenteel nieuw feit is. Hij werd door de commissaris-generaal hierover dus tot nu toe niet gehoord in het licht van de beschikbare landeninformatie.

Uit het voorgaande is gebleken dat er voor verzoeker een aantal concrete elementen voorliggen die, hoe summier ook, niettemin minstens een ernstig begin van aanwijzing bevatten dat hij mogelijk onder hogergenoemde risicoprofielen zou kunnen vallen en dat de machtsovername door de taliban een impact zou kunnen hebben op zijn persoonlijke situatie die relevant is voor het onderzoek naar zijn nood aan internationale bescherming. De Raad is dan ook van oordeel dat een verder onderzoek zich opdringt.

[...]

Verzoeker moet daarbij de mogelijkheid krijgen om op passende wijze, in het licht van de huidige situatie in Afghanistan waarbij de taliban functioneren als een de facto-regering, deze relevante elementen aan te brengen zodat een zorgvuldige, correcte alsook volledige en ex nunc-beoordeling van risicobepalende factoren en een eventuele nood aan internationale bescherming kan plaatshebben, met inachtneming van actuele en objectieve landeninformatie. Het lijkt **aangewezen verzoeker hierover meer uitgebreid te horen**. Verzoeker is immers tot nu toe niet bevraagd over de omstandigheden en invulling van zijn leven en verblijf in België, zijn houding ten aanzien van het taliban-regime en hun waarden en ideeën in het kader van de machtsovername en de eventuele impact hiervan op een terugkeer naar Afghanistan in het licht van de voormelde actuele objectieve landeninformatie en de daarin geschetste risicoprofielen. Indien nodig kan dit middels een nieuw persoonlijk onderhoud gebeuren nu de terechtzitting van de Raad daarvoor *in casu* niet geschikt is.

[...]

Essentiële elementen ontbreken. Vernietiging.

CCE arrêt 302117 du 22/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Syrie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"Le Conseil estime qu'en l'espèce le fait que les parents de la partie requérante disposent d'un statut de protection internationale en Espagne ne pouvait autoriser la partie défenderesse à faire fi de l'obligation qui lui incombe d'examiner le risque de persécution ou d'atteintes graves auquel elle pourrait être exposée en cas de retour en Syrie. A cet égard, la partie défenderesse ne pouvait, sans commettre d'erreur d'appréciation, se prévaloir du caractère hypothétique du retour de la partie requérante en Syrie pour estimer non fondées les craintes et risques qu'elle invoque vis-à-vis de ce pays. En effet, le Conseil rappelle que c'est bien le risque de persécution ou d'atteintes graves dans le pays d'origine qui doit être examiné et non le risque de retour dans ce pays ; autrement dit, ce sont les conséquences de l'hypothèse d'un retour dans le pays d'origine, et non l'hypothèse elle-même, qui doivent être examinées. Seules des exceptions limitativement énumérées et d'interprétation stricte, prévues à l'article 57/6, § 3, de la loi du 15 décembre 1980, dispensent la partie défenderesse d'une telle analyse (v. arrêt CJUE C-720/20 du 1^{er} août 2022, §§ 48-49). Or, la seule perspective que le demandeur puisse obtenir un titre de séjour ou qu'il puisse bénéficier d'une protection internationale dans un autre Etat membre de l'Union européenne ne figure pas au nombre de ces exceptions. D'ailleurs, le fait qu'un étranger dispose d'un titre de séjour en Belgique ne fait nullement obstacle à ce qu'il y introduise ou y poursuive une demande de protection internationale et, le cas échéant, à ce qu'il obtienne une telle protection."

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Documents déposés par la partie requérante non-traduits - article 48/6, § 3, de la loi du 15 décembre 1980

"le Conseil observe que le requérant a produit plusieurs documents à l'appui de sa demande de protection internationale - une lettre de témoignage d'un Imam, la taskara du requérant et celle de son père (...) -.

Or, le Conseil constate qu'aucun de ces trois documents n'a fait l'objet de la moindre traduction, même partielle.

(...) le Conseil rappelle que l'article 48/6, § 3, de la loi du 15 décembre 1980 indique en son alinéa premier qu'il revient au requérant de produire une traduction des documents qu'il produit « S'ils sont rédigés dans une autre langue qu'une des trois langues nationales ou l'anglais », l'alinéa 5 dudit article précisant que « En l'absence de toute traduction fournie par le demandeur, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides n'est pas tenu de traduire intégralement vers l'une des trois langues nationales ou vers l'anglais chaque document présenté par le demandeur. Il suffit de traduire les informations pertinentes que le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides aura relevées dans les documents présentés ». A ce stade, le Conseil estime dès lors que, s'il revient à la partie requérante de fournir au plus vite une traduction desdits documents, la partie défenderesse est toutefois tenue, en cas de nouveau manquement du requérant à cet égard, de faire apparaître au Conseil les informations pertinentes, relevées dans ces documents, qui ont pu amener la partie défenderesse à ne pas accorder de force probante à ces documents, ce qu'elle n'a pas fait en l'espèce.

Partant, il apparaît essentiel, dans le cadre d'un examen adéquat et complet de la demande de protection internationale du requérant, que le requérant fournisse une traduction de l'ensemble des documents produits par ses soins et qu'ils soient pris en compte par la partie défenderesse dans l'analyse du bien-fondé des craintes invoquées par le requérant."

Occidentalisation - instruction insuffisante

"le Conseil observe que le requérant invoque à l'appui de sa demande de protection internationale une crainte liée à son séjour en Europe depuis plusieurs années et à son occidentalisation consécutive."

Le Conseil souligne l'analyse stéréotypée de la partie défenderesse à cet égard "qui ne tient dès lors aucunement compte des éléments individuels du requérant – à défaut de toute instruction sur ce point - alors qu'elle indique expressément que, sur la base des informations en sa possession, il y a lieu de tenir compte « *des circonstances déterminant le risque, telles que : le sexe du demandeur, son comportement, sa région d'origine, son environnement conservateur, la perception familiale des rôles traditionnels des sexes, son âge, la durée de son séjour dans un pays occidental et sa visibilité* » (...).

Pour sa part, au regard des informations en sa possession au stade actuel de la procédure, le Conseil estime que si les instances d'asile se doivent d'apprécier avec une grande prudence l'analyse des craintes invoquées par un ressortissant afghan de retour d'Occident, notamment dans la mesure où des imprécisions subsistent quant à la perception et au traitement potentiel réservé aux personnes qui ont quitté l'Afghanistan, il ne peut toutefois pas être affirmé de manière générale qu'une crainte fondée de persécution peut être présumée pour chaque Afghan revenant d'Europe uniquement en raison de son séjour dans cette région (voir en ce sens, Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (chambre à 3 juges), arrêt n° 278 653 du 12 octobre 2022, point 4.3.9).

Toutefois, il ressort des informations versées au dossier par les parties aux différents stades de la procédure que les profils à risque suivants peuvent être identifiés :

- les personnes qui ont transgressé les normes religieuses, morales et/ou sociales, ou qui sont perçues comme telles, que ces actes ou comportements aient eu lieu en Afghanistan ou à l'étranger ; et
- les personnes "occidentalisées" ou perçues comme telles en raison, par exemple, de leurs activités, de leur comportement, de leur apparence et des opinions qu'elles expriment, qui peuvent être perçues comme non afghanes ou non musulmanes, ce qui s'applique également aux personnes qui rentrent en Afghanistan après avoir séjourné dans des pays occidentaux.

(...)

en l'espèce, force est de relever que l'instruction réalisée de la demande de protection internationale du requérant ne permet pas de se prononcer sur la crainte en lien avec son occidentalisation alléguée, en particulier en raison de l'incapacité du Conseil à appréhender les éléments individuels du profil du requérant.

(...)

Partant, le Conseil estime qu'il y a lieu d'instruire plus avant les craintes invoquées par le requérant en raison de son occidentalisation alléguée, en tenant compte de tous les facteurs mentionnés ci-avant et, le cas échéant, en l'invitant à

s'exprimer sur son mode de vie depuis qu'il a quitté l'Afghanistan en 2017, afin de pouvoir, ensuite, apprécier ses craintes de persécution alléguées en cas de retour à Nangarhar au regard d'informations actualisées et spécifiques au profil particulier du requérant."

CCE arrê^t 301914 du 20/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Somalie

dictum arrê^t

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siê^ge

1 juge

De Raad merkt verder nog op dat verzoekster naar aanleiding van haar verzoek om internationale bescherming bij het CGVS een **medisch attest** dd. 19 november 2022 heeft neergelegd, waaruit blijkt dat verzoekster een **VGV type III – een infibulatie** – heeft ondergaan en vervolgens een **volledige desinfibulatie** heeft ondergaan.

De Raad stipt aan dat VGV, van welke aard dan ook, een ernstige en onomkeerbare aantasting vormt van de lichamelijke integriteit van de vrouwen die het ondergaan. Dergelijke handelingen vallen onder de noemer "*daden van lichamelijk of geestelijk geweld, inclusief seksueel geweld*" en "*daden van genderspecifieke of kindspecifieke aard*", in de zin van artikel 48/3, § 2, tweede lid, a) en f) van de Vreemdelingenwet en deze handelingen zijn gericht tegen **vrouwen als leden van een sociale groep** in de zin van artikel 48/3, § 4, d) van de Vreemdelingenwet (zie arrest van de Raad, gewezen in een kamer van drie rechters, met nummer 122.669 van 17 april 2014). *In casu* kan de **VGV**, waarvan verzoekster het slachtoffer is, dus als **vervolging** worden gekwalificeerd.

[...]

De Raad merkt op dat de **protection officer** tijdens het persoonlijk onderhoud **slechts zeer beperkt is ingegaan op** het door verzoekster neergelegde **medisch attest**. Verzoekster werd enkel gevraagd of zij een document heeft van haar eigen besnijdenis en wat haar standpunt ten aanzien van besnijdenissen is. Verzoekster gaf aan een attest te kunnen neerleggen van haar eigen besnijdenis, dat zij besnijdenissen slecht vindt en dat zij erg heeft afgezien van haar besnijdenis. De Raad erkent dat verzoekster evenmin uit eigen initiatief verdere verklaringen heeft afgelegd omtrent haar VGV, doch dienaangaande wijst de Raad erop dat – zoals verzoekster in haar verzoekschrift ook aangeeft – VGV bij Somalische vrouwen een wijdverspreide traditie is. Ook uit de **landeninformatie**, zoals deze zich in het rechtsplegingsdossier bevindt, blijkt dat 98 % van de Somalische vrouwen een vorm van VGV hebben ondergaan. Rekening houdend met de zeer hoge prevalentiegraad van VGV in Somalië en de omstandigheid dat dergelijke praktijken dermate cultureel zijn ingeburgerd, is de Raad van oordeel dat het verzoekster niet ten kwade kan worden genomen dat zij – ondanks dat zij wel de nodige stukken inzake de door haar ondergane VGV had overgemaakt – niet op eigen initiatief verdere verklaringen hierover heeft afgelegd.

Niettegenstaande dat verzoekster de feitelijke elementen van haar ondergane VGV type III en daaropvolgende desinfibulatie kenbaar heeft gemaakt aan de commissaris-generaal, dient de Raad vast te stellen dat er zich in het rechtsplegingsdossier **geen informatie** bevindt die toelaat te beoordelen wat de gevolgen zijn van deze door verzoekster kenbaar gemaakte elementen en of deze daadwerkelijk kunnen voldoen aan de voorwaarden voor de toekenning van internationale bescherming. Er bevindt zich in het dossier enkel objectieve landeninformatie waaruit blijkt dat er een zeer hoge prevalentiegraad van VGV in Somalië is, doch geen informatie die toelaat een beeld te vormen van de **risico's die gepaard gaan met de ondergane desinfibulatie en de eventuele risico's om opnieuw te worden blootgesteld aan een vorm van VGV bij een terugkeer**. De bestreden beslissing gaat hier ook niet op in, alwaar enkel wordt gesteld dat "*Wat uw eigen genitale verminking betreft, wordt dit element niet in vraag gesteld. Deze beslissing is echter niet gebaseerd op de realiteit van de verminking die u hebt ondergaan*".

Aangezien aldus uit het neergelegde medisch attest blijkt dat verzoekster op heden gedesinfibuleerd is en er onvoldoende informatie voorligt om de gevolgen van deze gebeurtenis op de eventuele risico's bij een terugkeer in kaart te brengen, dringt er *in casu* een **nader onderzoek** op naar de concrete omstandigheden van verzoekster, zoals onder meer het tijdstip en de reden van de desinfibulatie, en de impact hiervan op het risico op een herhaalde vervolging bij een terugkeer naar Somalië.

Vernietiging.

CCE arrêt 301825 du 20/02/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Russie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

9ter non fondé

composition du siège

1 juge

Demande 9ter non fondée - CCE: 1) le médecin-conseil a examiné la disponibilité des médicaments et soins requis dans 3 villes russes différentes ; l'ensemble des soins et suivis nécessaires ne sont pas tous disponibles dans une seule et même ville, mais bien dans 2 à 3 villes différentes ; or ces villes sont éloignées l'une de l'autre de plusieurs milliers de km; manifestement déraisonnable d'exiger de la PR qu'elle parcourt de telles distances pour bénéficier de son traitement complet; 2) la PR invoquait, dans sa demande, les discriminations vécues par les Tchétchènes en Russie; or la motivation de l'avis médical ("*les soins nécessaires sont disponibles et accessibles en Tchétchénie, région d'origine [de la partie requérante]*") est insuffisante dès lors que, pour bénéficier de son traitement complet, se déplacer dans une ou plusieurs villes à travers la Russie apparaît contre-indiqué en raison des origines tchétchènes et des discriminations que la PR pourrait subir; 3) à titre surabondant: le lien de causalité entre l'état actuel de la PR et les soins ou l'absence de soins au PO ressortait du dossier dans son ensemble ; or la PD ne les a pas pris en compte - Violation art 9ter, art 2 et 3 loi 29 juillet 1991 et devoir de minutie => Annulation

"2.2.2. En l'espèce, le Conseil observe que l'acte attaqué est fondé sur un avis du fonctionnaire médecin, daté du 22 mars 2023 et joint à cette décision. Celui-ci indique que la partie requérante a, comme antécédents médicaux, de « Multiple interventions chirurgicales depuis 2000 post trauma ballistique : colostomie post-amputation du haut rectum (blessure par balle) 2000, colostomie terminale gauche, déplacement de la colostomie terminale g à dr pour éventration parastomiale en Allemagne 2010, éventration parastomiale 2019, éventration péristomiale et éventration médiane 2021, fistule neovesivcale colique vers l'anus 2021, neovessie : cystoplastie d'agrandissement et réimplantation des uretères (2005). Calculs urinaires, fasciite plantaire » nécessitant un traitement médicamenteux de « Tradonal (tramadol), (paracetamol) », un « Suivi urologue, gastro-entérologue, chirurgie digestive/ (chirurgie générale), généraliste », un « Scanner abdominale, colonoscopie » et des « Sacs/poches de colostomies ». La partie défenderesse affirme que ces traitements et suivis sont disponibles et accessibles au pays d'origine. Le fonctionnaire médecin a conclu son avis médical en considérant que « son traitement est disponible au pays d'origine, la Russie (l'entité Tchétchène comprise) » et que « d'un point de vue médical, il n'y a pas de contre-indication pour un retour au pays d'origine, la Russie, car il n'y a pas un risque réel de traitement inhumain ou dégradant ni un risque réel pour sa vie ou son intégrité physique vu que la prise en charge requise est disponible et accessible en Russie ».

2.2.3. A la lecture de l'avis médical du 22 mars 2023, le Conseil relève que le médecin-conseil a examiné la disponibilité des médicaments et soins requis dans trois villes russes différentes.

- En ce qui concerne la ville de Moscou, le Conseil observe que l'avis médical démontre la disponibilité de l'ensemble du traitement et des soins requis à l'exception de la colonoscopie. En effet, les extraits de la base de données MedCOI ou les sites Internet concernant la ville de Moscou ne reprennent aucune information quant à cet examen. Les examens cités dans l'avis médical via les extraits MedCOI tels que le « MRI Scan », le « Computed tomography (CT scan) », les « Laboratory test : kidney function overall index : glomerular Filtration rate », l' « Ultrasound imaging of the abdomen », le « Laboratory test : liver function », le « Laboratory test : renal/kidney function » et le « Laboratory test : monitoring full blood count » n'apparaissent nullement correspondre à l'examen spécifique de colonoscopie. Le dossier administratif ne démontre pas davantage la disponibilité de cet examen à Moscou.

- Concernant la ville de Yakutsk, l'avis médical souligne que la colonoscopie et le doppler y sont disponibles mais n'aborde nullement la question des médicaments et autres soins requis.

- Enfin, concernant la ville tchétchène de Grozny, d'où la partie requérante est originaire, si le Conseil relève que l'avis médical démontre bien la disponibilité d'un urologue, d'un gastro-entérologue, d'un chirurgien général et d'un médecin généraliste, il constate que la disponibilité des médicaments et autres soins requis n'est pas démontrée. En effet, pour ce qui est du chirurgien digestif, du scanner abdominal et de la colonoscopie, le Conseil observe que le médecin-conseil se réfère au site Internet <https://rkgvv.org/>. Si une capture d'écran de la page d'accueil de ce site Internet figure bien au dossier administratif, le Conseil observe que les soins requis n'y sont nullement mentionnés. La consultation du site Internet en question ne permet pas davantage de s'assurer de la disponibilité de ces soins.

Pour ce qui est des médicaments prescrits, le Conseil relève que le médecin-conseil semble renvoyer au site Internet <https://stolichki.ru>. Le dossier administratif ne contient cependant aucun élément relatif à cette source et démontrant la disponibilité du Paracétamol et du Tradonal. De même, une consultation de ce site Internet ne permet pas de s'assurer de la disponibilité de ces médicaments à Grozny.

Il ressort de ce qui précède que l'ensemble des soins et suivis nécessaires à la partie requérante ne sont pas tous disponibles dans une seule et même ville, mais bien dans 2 à 3 villes différentes et qu'elle doit par conséquent se déplacer de l'une à l'autre afin de pouvoir être soignée adéquatement. Si, comme le rappelle la partie défenderesse dans sa note d'observations, la jurisprudence constante estime que la partie requérante peut s'installer partout dans son pays d'origine afin de recevoir ses soins et que des déplacements ne sont pas interdits, le Conseil relève, à l'instar de la partie requérante, que ces villes sont éloignées l'une de l'autre de plusieurs milliers de kilomètres. En effet, Moscou se situe à près de 2.000 kilomètres de la ville de Grozny et à environ 8.200 kilomètres de Yakutsk. Grozny se situe également à plus de 8.500 kilomètres de la ville de Yakutsk. Au vu de l'état de santé de la partie requérante, il apparaît manifestement déraisonnable d'exiger d'elle qu'elle parcourt de telles distances pour bénéficier de son traitement complet, sachant notamment qu'un des examens indispensables à sa situation de santé, à savoir la colonoscopie, ne serait en réalité disponible, au regard des informations transmises, qu'à Yakutsk.

2.2.4. En outre, en ce que la partie requérante invoquait dans sa demande, les discriminations vécues par les Tchétchènes en Russie et, plus précisément le rapport OSAR de 2011 lequel stipulait que « les patients originaires de TCHETCHENIE ne sont pas transférés dans d'autres villes et ce, même lorsque leur état de santé est très grave »¹, le Conseil estime que la motivation de l'avis médical est insuffisante à cet égard. En effet, l'affirmation selon laquelle « Le conseil [de la partie requérante] apporte différents rapports en vue de démontrer des difficultés d'accès aux soins et de la discrimination envers les tchétchènes. Soulignons que nous avons démontré plus haut que les soins nécessaires sont disponibles et accessibles en Tchétchénie, région d'origine [de la partie requérante] » ne peut être considérée comme suffisante. Comme énoncé au point précédent, la partie défenderesse n'a nullement démontré la disponibilité de l'ensemble du traitement requis dans la ville tchétchène de Grozny, d'où la partie requérante est originaire. Partant, celle-ci devrait, pour bénéficier de son traitement complet, se déplacer dans une ou plusieurs villes à travers la Russie alors que cela apparaît contre-indiqué en raison de ses origines tchétchènes et des discriminations qu'elle pourrait subir.

2.2.5. A titre surabondant, en ce que la partie requérante a insisté, tant dans sa demande d'autorisation de séjour que dans sa requête introductive d'instance, sur le lien de causalité entre son état de santé actuel et « les soins » reçus au pays d'origine, le Conseil observe que le médecin-conseil ne répond nullement à cet élément dans son avis médical.

Dans sa note d'observations, la partie défenderesse affirme que cet élément ne ressort pas des derniers certificats médicaux produits en sorte qu'il ne peut lui être reproché de ne pas y avoir répondu. Or, le Conseil relève que les différents certificats médicaux transmis précisent notamment qu'il s'agit de « Fistule recto-néovessie dans le cadre d'un patient multi-opéré pour blessure par balle » et que la demande d'autorisation de séjour expliquait bien les circonstances de son arrivée en Belgique. La partie requérante y indiquait notamment « Qu'en 2 ans seulement de présence sur le territoire du Royaume, [la partie requérante] a du être hospitalisé[e] une dizaine de fois et opéré[e] à de très nombreuses reprises [...] » et « [qu'elle] a été contraint[e] de quitter la TCHETCHENIE afin de pouvoir être soigné[e]. Que les médecine [qu'elle] a pu consulter sur place ont tous [refusé] de l'opérer ou bien même de [la] prendre en charge ». Partant, le lien de causalité entre l'état actuel et les soins ou l'absence de soins au pays d'origine ressortait du dossier dans son ensemble et il appartenait à la partie défenderesse de les prendre en compte.

L'argumentation de la partie défenderesse selon laquelle « la seule évocation d'un traumatisme qui aurait été causé dans le pays d'origine ne peut suffire à considérer que tout traitement qui serait reçu dans ce pays ne serait pas adapté à ce traumatisme » ne peut renverser les constats qui précèdent. En effet, le Conseil observe qu'il s'agit d'une motivation a posteriori et que cela ne répond nullement à l'argument selon lequel les médecins au pays d'origine ont refusé de la soigner."

procédure CCE

Annulation

nationalité

Côte d'Ivoire

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 21

composition du siège

1 juge

Décision mettant fin au droit de séjour - Article 42quater - Motifs de l'AA : absence de preuve de cellule familiale entre l'intéressé et son enfant -

Le CCE constate que:

- la PR n'a communiqué aucun élément à la PD permettant de considérer qu'il y aurait bel et bien une cellule familiale entre eux (le requérant est séparé de la mère de l'enfant + il ne cohabite pas avec l'enfant) ;
- la PD n'avait pas connaissance de l'existence d'un droit d'hébergement du requérant à l'égard de son enfant, du fait qu'il participe à ses frais d'éducation, et du suivi du SPJ;
- la PD a bien adressé un courrier à la PR afin de lui demander de l'informer des éléments susceptibles de maintenir son séjour, courrier resté sans réponse;

Mais le CCE estime que la PD n'a pas été en mesure de prendre une décision éclairée quant à l'existence ou non d'une cellule familiale:

- il y a eu un concours de circonstances (radiation d'office de la PR le 9 juin 2022 / envoi du courrier recommandé le 10 juin 2022 / courrier retourné à la PD avec la mention « ne reçoit plus le courrier à l'adresse indiquée ») qui n'est pas dû à la PR et sur lequel elle s'explique dans sa requête;
- la PR fait valoir des éléments re. à l'article 8 de la CEDH qu'elle aurait vraisemblablement fait valoir auprès de la PD si le courrier précité lui était parvenu -

Violation de l'obligation de motivation => Annulation

"3.2. En l'espèce, la décision attaquée :

- ne remet pas en cause le fait que la partie requérante est le père de l'enfant [T. C.]
- mais constate qu'il n'y a pas de preuve de l'existence d'une « cellule familiale » entre les deux intéressés.

Le motif de l'acte attaqué est que « en l'absence de preuve de cellule familiale entre l'intéressé et son enfant, les conditions de séjour de l'article 42 ter de la loi du 15.12.1980 ne sont plus remplies » (le Conseil souligne).

Le fondement même de l'acte attaqué résulte de ce qu'aucun élément n'a été communiqué à la partie défenderesse permettant de considérer qu'il y aurait bel et bien une cellule familiale entre la partie requérante et l'enfant [T.C.] malgré le fait que :

- la partie requérante est séparée de la maman de l'enfant [T.C.], ce que la partie requérante ne conteste pas puisqu'elle indique être séparée de celle-ci depuis « avril 2021 » (exposé des faits de la requête, page 2)
- la partie requérante ne cohabite pas avec l'enfant [T.C.], ce qui n'est pas non plus contesté.

La partie requérante estime que la partie défenderesse aurait dû prendre en considération :

- l'existence « d'un droit d'hébergement secondaire à l'égard de son enfant » qui « s'exerçait avant son incarcération tous les jeudis de 14h à 18h, et ensuite, par le biais de l'Espace-Rencontre de Neufchâteau »,
- l'existence dans son chef d'une participation financière effective de 100 € par mois dans les frais d'éducation de l'enfant,
- l'organisation d'une réunion du SPJ de Neufchâteau prévue le 7 juillet 2022 « afin de discuter des modalités de contact qui pourraient être mises en place pour maintenir le lien entre le requérant et son enfant ».

Au vu du dossier administratif, la partie défenderesse n'avait cependant pas connaissance de ces éléments au moment de prendre sa décision.

Il convient de noter que la partie défenderesse a adressé le 10 juin 2022 un courrier recommandé à la partie requérante (à l'adresse « [...] 13/1, 6840 Neufchâteau ») afin de lui demander de l'informer des éléments susceptibles de maintenir son séjour sous deux angles : celui de l'article 42quater, § 1er, 1^{er} alinéa de la loi du 15 décembre 1980 et celui de l'article 42quater, § 1er, 3^{ème} alinéa (cf. ci-dessus). La partie requérante n'a pas répondu à ce courrier. Il a été retourné à la partie défenderesse avec la mention « ne reçoit plus le courrier à l'adresse indiquée ». La partie requérante ne conteste pas l'affirmation figurant dans l'acte attaqué de ce que « l'intéressé étant radié d'office depuis le 09.06.2022, il ne nous est pas possible de connaître sa résidence actuelle, si ce n'est plus à l'adresse où le recommandé lui a été

envoyé ». Dans l'exposé des faits de sa requête (page 2), la partie requérante indique que « Le requérant déménage à plusieurs reprises, une première fois le 04.11.2021 vers Bastogne, une seconde fois vers Neufchâteau le 07.03.2022 et une troisième fois début juin 2022. Il sollicite que son adresse soit inscrite au CPAS de Bastogne le temps de retrouver un logement sur le territoire de cette commune. Raison pour laquelle le requérant n'a pas pris connaissance du courrier lui adressé en date du 10.06.2022 et n'a pu y réserver suite ». Ces indications ne constituent pas une contestation effective de ce que la partie défenderesse a mis en oeuvre pour tenter d'obtenir, avant adoption de la décision attaquée, le point de vue de la partie requérante.

3.3. Il ne peut donc être fait aucun reproche à la partie défenderesse quant à sa demande de renseignements et quant aux conclusions qu'elle a tirées de l'absence de réponse de la partie défenderesse. Il ne peut pas non plus lui être reproché, en tant que tel, de ne pas avoir tenu compte d'éléments qui ne lui ont pas été communiqués en temps utiles.

3.4. Cela étant, il n'en demeure pas moins que la partie défenderesse n'a pas été en mesure de prendre une décision en étant parfaitement éclairée sur la situation de fait et, en premier lieu, sur les éléments à prendre en compte pour constater l'existence ou non d'une cellule familiale, ce sur quoi le Conseil ne se prononce pas ici.

Ce constat ne peut avoir un impact, dans le cadre de l'examen du recours, que s'il est pris en considération :

- qu'il y a eu en l'espèce un concours de circonstances (radiation d'office de la partie requérante le 9 juin 2022 / envoi du courrier recommandé précité le 10 juin 2022 / courrier retourné à la partie défenderesse avec la mention « ne reçoit plus le courrier à l'adresse indiquée ») pour lequel il ne peut pas être conclu de manière certaine, au vu du dossier administratif, à un manquement de la partie requérante qui pourrait lui être opposé dans le cadre de la problématique ici en cause ; la partie requérante s'explique du reste dans sa requête, fut-ce de manière peu précise, sur ses changements d'adresse (elle argue notamment avoir « sollicit[é] que son adresse soit inscrite au CPAS de Bastogne le temps de retrouver un logement sur le territoire de cette commune ») et
- que, dans sa requête, la partie requérante fait valoir en substance, de manière argumentée, des éléments qui lui semblent, à tort ou à raison, pouvoir révéler l'existence d'une cellule familiale entre elle et l'enfant [T.C.], ou en tout cas d'une vie familiale au sens de l'article 8 de la CEDH, et qu'elle aurait vraisemblablement fait valoir auprès de la partie défenderesse si le courrier précité lui était parvenu.

Dans ce contexte particulier, la décision attaquée doit donc être considérée comme inadéquatement motivée. Le moyen, en ses deux branches réunies, est dès lors fondé dans cette mesure.

Il n'y a pas lieu d'examiner la troisième branche du moyen, qui ne pourrait mener à une annulation aux effets plus étendus.

3.5. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse indique notamment que : « L'acte attaqué est motivé par le défaut de cohabitation de la partie requérante avec la personne rejointe, défaut de cohabitation qu'elle ne conteste pas. Par conséquent, et si la partie requérante s'est vu opposée une décision de fin de séjour, c'est en raison de sa propre situation et non d'une erreur manifeste d'appréciation de la partie défenderesse qui a légalement pu prendre sa décision, et vu qu'il n'y a plus d'installation commune avec la personne rejointe. Dès lors que la partie requérante et le regroupant ne vivaient plus ensemble, ils ne répondaient plus aux conditions exigées par l'article 40 de la loi précitée. Par conséquent, il ne peut nullement être reproché à la partie défenderesse sa décision de mettre fin le droit de séjour. La décision est motivée en fait et en droit ».

Or il a été exposé ci-dessus au point 3.1. que le défaut de cohabitation ne suffit pas à fonder à lui seul une décision mettant fin au droit de séjour prise sur la base de l'article 42quater, § 1er, 1er alinéa de la loi du 15 décembre 1980.

Il ressort par ailleurs de ce qui a été exposé ci-dessus au point 3.2. que, dans les circonstances particulières de l'espèce, il ne peut être reproché à la partie requérante de faire état pour la première fois dans sa requête des éléments cités ci-dessus relatifs à sa relation alléguée avec son enfant [T.C.]. Il convient de relever par ailleurs que la décision attaquée a été prise à l'initiative de la partie défenderesse et non à la suite d'une demande de la partie requérante que celle-ci aurait dû étayer et, au besoin, actualiser."

procédure CCE

Annulation

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Refus Visa RF art.10 – Epouse d’un étranger admis au séjour – AA est motivé sur refus de reconnaissance du mariage – 1) Recevabilité : PD soulève exception d’irrecevabilité pour incompétence du Conseil en matière de non reconnaissance du mariage – PR invoque qu’elle conteste la motivation matérielle de l’acte et non la décision de non reconnaissance de la validité de son mariage – Conseil estime que la requête porte sur d’autres aspects que la légalité du refus de reconnaissance donc compétent – 2) Fond : Conseil relève que PR soulève l’absence de motivation pertinente – Conseil relève que postérieurement à l’AA, le TPI a reconnu la validité du mariage contracté par le requérante et son époux – A l’audience, la PR souligne que même si ce jugement est postérieur, il est déclaratif et contredit la motivation de l’AA ; PD demande d’écarte ce nouveau élément – Conseil relève que le caractère et l’effet déclaratif de ce document ne sont pas contestés => Conseil ne peut ignorer ni la décision judiciaire de reconnaissance du mariage, ni ses conséquences sur la présente cause – Conseil conclut que compte tenu du fait que le refus de reconnaissance par la PD, sur lequel repose la motivation de l’AA, est contredit par une décision judiciaire, il s’impose d’annuler l’AA - Annulation.

« 2.2. Compétence du Conseil :

2.2.1. a) Dans la note d’observations, la partie défenderesse invoque l’irrecevabilité du recours, « à défaut de compétence » du Conseil.

Elle fait valoir ce qui suit:

« La partie requérante critique l’acte attaqué en ce qu’il refuse de reconnaître l’acte de mariage contracté avec [le regroupant], de nationalité afghane, reconnu réfugié.

Or, il ne peut qu’être constaté que Votre Conseil n’est pas compétent pour connaître du présent recours en ce qu’il conduit à soumettre à Votre appréciation des précisions et explications factuelles en vue de contester les motifs de la décision de non-reconnaissance du mariage de la partie requérante et à Vous amener à se prononcer sur cette question ».

b) Dans son mémoire de synthèse, la partie requérante réplique notamment ce qui suit:

« la partie requérante conteste, en substance, la motivation matérielle de l’acte entrepris et non la décision de ne pas reconnaître la validité de son mariage. Le Conseil ne peut dès lors que constater qu’il est de sa juridiction de connaître du recours de la partie requérante. [...] ».

2.2.2. En l’espèce, le moyen développé par la partie requérante porte sur d’autres aspects que la légalité du refus de reconnaissance du mariage. Le Conseil s’estime dès lors compétent.

2.2.3. L’exception d’irrecevabilité ne peut être admise.

[...]

4. Examen du moyen d’annulation.

4.1. La partie requérante prend un premier, en réalité unique moyen de la violation, notamment, de l’article 62 de la loi du 15 décembre 1980, et des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

Dans une troisième branche, intitulée « absence de motivation pertinente », elle fait valoir notamment ce qui suit:

« Le mariage conclu par la partie requérante et [son] épouse constitue ne constitue pas un mariage qui lui serait opposable [sic] et viole son obligation de correctement motiv[er] ses obligation[s] en droit et en fait et justifie l’annulation de la décision entreprise [sic]».

4.2. Le Conseil est saisi d’un recours en annulation d’un refus de visa de regroupement familial, pris en application de l’article 10 de la loi du 15 décembre 1980.

4.3. Opérant une analyse d'un document, intitulé « mariage certificate », produit à l'appui de la demande, la partie défenderesse a estimé que ce document « ne peut être considéré comme un acte de mariage ni comme un enregistrement officiel par les autorités nationales. [...] ».

Il s'en déduit que la partie défenderesse a, préalablement au refus de visa, refusé de reconnaître le document susmentionné produit.

4.4. Toutefois, le 22 décembre 2023, soit postérieurement à l'acte attaqué, le Tribunal de première instance de Liège a reconnu la validité du mariage contracté entre la requérante et son époux.

Lors de l'audience, interrogées sur l'incidence de ce jugement,

- la partie requérante souligne que, même s'il est postérieur à l'acte attaqué, ce jugement présente un effet déclaratif, et contredit donc la motivation de l'acte attaqué;

- et la partie défenderesse demande d'écarter cet élément nouveau.

4.5. Bien que le jugement de reconnaissance de mariage, susmentionné, soit postérieur à l'acte attaqué, son caractère définitif et son effet déclaratif ne sont pas contestés.

En conséquence, le Conseil ne peut ignorer

- cette décision judiciaire, par laquelle le mariage contracté par la requérante et son époux est reconnu en Belgique,

- ni ses conséquences sur la présente cause.

La demande de la partie défenderesse de l'écarter des débats, ne peut donc être suivie.

Compte tenu du fait que le refus de reconnaissance du mariage par la partie défenderesse, sur lequel repose la motivation de l'acte attaqué, est contredit par une décision judiciaire, il s'impose d'annuler l'acte attaqué.

Il appartiendra à la partie défenderesse d'examiner la demande de visa de la requérante, au regard de ce nouvel élément ».

CCE arrêt 301922 du 20/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Syrie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

À première vue, le Conseil tient pour établie la nationalité syrienne de la requérante mais considère que le flou subsiste en ce qui concerne l'obtention ou pas de la nationalité turque par la requérante suite à son mariage à un ressortissant turc ou pour d'autres motifs.

"En conséquence, le Conseil considère que, dans l'état actuel, l'instruction de l'affaire est insuffisante et que les pièces du dossier administratif et du dossier de la procédure ne lui permettent pas de se forger une conviction quant à l'identité de la requérante et la preuve de sa ou ses nationalités.

Au vu de ce qui précède, le Conseil considère qu'il manque au présent dossier des éléments essentiels qui impliquent qu'il ne peut pas conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires. (...)

Ces mesures d'instruction complémentaires devront au minimum porter sur les points soulevés dans le présent arrêt (identité et la ou les nationalité(s) de la requérante), étant entendu qu'il appartient aux deux parties de mettre tous les moyens utiles en œuvre afin de contribuer à l'établissement des faits. [le Conseil souligne]

Le Conseil insiste particulièrement sur la nécessité que la requérante fasse – conformément à l'article 48/6, § 1^{er}, al. 1^{er}-2, de la loi du 15 décembre 1980 – toute la transparence sur son identité et sa ou ses nationalités, qu'elle présente tous les documents (originaux) dont elle dispose qui permettent d'établir son identité et sa ou ses nationalités et qu'elle tente de rassembler d'autres documents probants à cet égard, le cas échéant en contactant les autorités des pays vis-à-vis desquels elle n'invoque pas de crainte personnelle."

CCE arrêt 301826 du 20/02/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Royaume-Uni

composition du siège

1 juge

acte attaqué

ANNEXE 20

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Annulation

Décision de refus de séjour (annexe 20) -

Faits: le 1er décembre 2020, la PR introduit, au nom de sa belle-sœur, mineure, une demande de visa court séjour pour RF avec un ressortissant de l'UE (britannique), en l'occurrence, la PR - Visa délivré le 14 décembre 2021 et arrivée de la belle-sœur en Belgique le 2 janvier 2022 - Le 3 novembre 2022, après différents errements de la commune, la PR introduit, toujours au nom de sa belle-sœur, une demande de carte de séjour en qualité d'autre MF (art 47/1) de la PR -

OE: la PR a introduit sa demande le 3 novembre 2022; or la période transitoire prévue par l'accord de retrait (Brexit) a pris fin le 1er janvier 2021 -

CCE:

- la PR (britannique) a obtenu le maintien de son séjour en tant que bénéficiaire de l'accord de retrait;
- peu importe que le visa octroyé le 14 décembre 2021 soit un visa « court séjour », l'objet de la demande et d'octroi du visa étant manifestement et clairement le RF de la belle-sœur mineure de la PR avec celle-ci; c'est lors de l'examen de la demande de visa que l'Etat belge a examiné si les conditions du RF étaient remplies; en constatant, le 14 décembre 2021, que tel était le cas, la PD s'est déjà prononcée sur le droit de séjour de la belle-sœur en la considérant comme une « autre membre de la famille » d'un citoyen de l'Union au sens de l'article 47/1;
- le fait que la commune n'ait acté la demande de RF que très tardivement et suite à de multiples errements, le 3 novembre 2022, n'a pas d'incidence;
- référence à la note d'orientation de la Commission européenne -
- > **Violation des articles 47/1, 47/3, § 2, et 47/5 de la loi, de l'article 10, paragraphes 2 et 3, de l'Accord Brexit, et de la note d'orientation de la Commission européenne relative à l'accord sur le retrait + violation de l'obligation de motivation => annulation**

[Rappel des articles 47/1, 47/3, § 2, et 47/5 de la loi, de l'article 10, paragraphes 2 et 3, de l'Accord Brexit, et de la note d'orientation de la Commission européenne relative à l'accord sur le retrait + obligation de motivation]

3.2.1. En l'espèce, le Conseil observe que la décision de refus de séjour est fondée sur le constat selon lequel au vu de l'introduction de la demande de regroupement familial de la belle-sœur de la partie requérante, actée au 3 novembre 2022 par les parties défenderesses, venant rejoindre la partie requérante de nationalité britannique, « ne peut prétendre au regroupement familial avec un citoyen de l'Union sur base de l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980. En effet, le 1er janvier 2021, la période transitoire prévue par l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique 2019/C 384 I/01a pris fin. Les ressortissants du Royaume-Uni et les membres de leur famille ne bénéficient plus du droit à la libre circulation des personnes », pour en conclure que « les conditions de l'article 47/1 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne sont pas remplies, la demande est donc refusée ».

3.2.2. A titre liminaire, il n'est pas contesté que la partie requérante, est un ressortissant britannique ayant exercé son droit à la libre circulation et résidant en Belgique, en possession d'une carte E qui a sollicité et obtenu le maintien de son séjour en tant que bénéficiaire de l'Accord de retrait en application de l'article 47/5 de la loi du 15 décembre 1980.

3.2.3. Il ressort ensuite du dossier administratif et de procédure que la partie requérante a sollicité le 1er décembre 2020, au nom de sa belle-sœur, mineure, une demande de visa court séjour (type C) pour regroupement familial avec un ressortissant de l'Union européenne, en l'occurrence, elle-même. Il ressort en effet de la demande de visa que le motif de séjour est « Regroupement familial LUX avec ressort. UE ».

La décision de refus de visa prise par la première partie défenderesse le 15 janvier 2021 a été annulée par un arrêt du Conseil n° 260 642 du 14 septembre 2021 qui a notamment constaté que « l'affirmation de la partie défenderesse selon laquelle « Quant à l'application de l'article 47/1 de la Loi du 15 décembre 1980, la demande de la partie requérante portait sur un visa court séjour et non un visa long séjour regroupement familial. Cet article de la loi n'est pas pertinent en l'espèce. [...] », ne peut être suivie, au vu de la motivation de l'acte attaqué, qui montre que la partie défenderesse a

également examiné la situation de fait des intéressés, au regard de l'article 47/1, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 15 décembre 1980 ».

Suite à l'annulation susvisée, la partie requérante a complété son dossier par le biais d'un courrier de son conseil et la première partie défenderesse a pris une nouvelle décision d'octroi du visa susvisé, le 14 décembre 2021, à la belle-sœur de la partie requérante, valable jusqu'au 1^{er} avril 2022. Il ressort à cet égard de la décision d'octroi du visa ce qui suit : « Type de visa: Visa Court séjour (type C) Durée en jours: 90 Nombre d'entrées: M Commentaire: accord suite annulation décision par le Conseil du Contentieux des étrangers BNL 11 : Membre de la famille d'un ressortissant de l'UE/de l'EEE/de la Suisse (directive 2004/38/CE) ou d'un ressortissant du RU (Accord de retrait) »(le Conseil souligne).

L'acte attaqué est également une décision prise dans le cadre d'une demande de regroupement familial fondée sur l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980.

Il s'ensuit qu'il importe peu que le visa octroyé soit un visa « court séjour », l'objet de la demande et d'octroi du visa étant manifestement et clairement le regroupement familial de la belle-sœur mineure de la partie requérante avec celle-ci. Il s'ensuit que c'est lors de l'examen de la demande de visa que la première partie défenderesse a examiné si les conditions du regroupement familial étaient remplies et qu'en constatant, par sa décision du 14 décembre 2021, que c'était bien le cas en l'espèce, elle s'est donc d'ores et déjà prononcée sur le droit de séjour de la belle-sœur de la partie requérante en la considérant comme une « autre membre de la famille » d'un citoyen de l'Union conformément à l'article 3.2. de la Directive 2004/38/CE, transposé par l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980. Le fait que la seconde partie défenderesse n'ait acté une demande de regroupement familial que très tardivement et suite à de multiples errements, le 3 novembre 2022, n'a pas d'incidence en l'espèce, la première partie défenderesse s'étant déjà prononcée sur les conditions d'octroi du regroupement familial en octroyant le visa, ce qui aurait du être constaté par la seconde partie défenderesse.

La première partie défenderesse ne pouvait dès lors, sans violer les dispositions visées au moyen, décider ensuite de refuser le séjour à la belle-sœur de la partie requérante par le biais de l'acte attaqué, sous prétexte et au motif que la demande de regroupement familial aurait été introduite le 3 novembre 2022 soit en dehors de la période transitoire prévue par l'accord Brexit qui a pris fin le 1^{er} janvier 2021. En effet, conformément à la note d'orientation de la Commission européenne en sollicitant sa demande de visa le 1^{er} décembre 2020, soit avant la fin de la période de transition et bien que sa demande soit toujours « en instance à la fin de la période de transition » elle « bénéficie [...] de la même protection que celle assurée par les règles de l'Union en matière de libre circulation » et doit voir sa demande « examinée[...] conformément à la procédure prévue à l'article 3, paragraphe 2, de la directive 2004/38/CE », ce qui a bien été le cas en l'espèce, la première partie défenderesse lui ayant octroyé un visa court séjour pour motif d'un regroupement familial. Or, il ressort également de la note d'orientation susvisée qu' « En cas de décision positive concernant leur demande, ces personnes doivent être considérées comme relevant de l'article 10, paragraphe 2, de l'accord » soit comme un autre membre de la famille « dont le séjour a été favorisé par l'État d'accueil conformément à sa législation nationale avant la fin de la période de transition conformément à l'Article 3, paragraphe 2, de ladite directive » et qui dès lors conserve son « droit de séjour dans l'État d'accueil conformément à la présente partie, pour autant qu'elle [...] continue[...] de résider dans l'État d'accueil par la suite ».

3.2.4. En ce que la première partie défenderesse fait valoir dans sa note d'observations que « la partie requérante affirme erronément que sa demande de regroupement familial a été introduite le 1^{er} décembre 2020. À cette date, la partie requérante a introduit un visa court séjour, et non un visa long séjour en vue d'un regroupement familial. D'ailleurs, le visa qui lui a été octroyé le 17 décembre 2021 est un visa C, soit un visa court séjour », elle ne peut être suivie au vu des développements qui précèdent."

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Bijlage 20 zonder BGV - vernietiging - gezinshereniging met Nederlands minderjarig kind - VP heeft geen eigen bestaansmiddelen - legt loonfiches van haar echtgenoot voor - enkel financiële invulling van het begrip "ten laste" - HvJ Zhu en Chen - richtlijnconforme interpretatie - herkomst bestaansmiddelen - DVZ vult "ten laste" op kennelijk onredelijke wijze in - schending materiële motiveringsplicht en zorgvuldigheidsplicht in het licht van artikel 40bis, §2, 5° VW

De Raad stelt vast dat de bestreden beslissing inderdaad volledig is opgehangen aan het motief dat er geen bewijs voorligt dat verzoekster zelf een inkomen genereert waardoor zij over voldoende bestaansmiddelen beschikt om in haar eigen levensonderhoud en dat van haar kind te voorzien. Vervolgens concludeert verweerder hieruit dat verzoekster haar kind, de referentiepersoon, dan ook niet financieel ten laste heeft. Verder motiveert hij nog dat "voorev zover" eveneens de affectieve band met de moeder van het kind in overweging moet worden genomen, niet wordt betwist dat er een emotionele band tussen moeder en kind bestaat, doch dat dit onvoldoende is om het verblijfsrecht toe te kennen.

[...]

De Raad kan verzoekster volgen dat in casu uitvoering wordt gegeven aan het Unierecht, aangezien duidelijk door een derdelander als ouder gezinshereniging wordt beoogd met haar minderjarig kind dat unieburger is en dit kind zich in een ander unieland bevindt dan zijn eigen nationaliteit. De Nederlandse nationaliteit van het kind wordt niet betwist zodat de Raad ertoe gehouden is aan de desbetreffende nationaalrechtelijke bepalingen en dus aan het begrip 'ten laste' een uitlegging te geven die richtlijnconform is en compatibel met de uitlegging die het Hof van Justitie eraan heeft gegeven.

[...]

Hieruit blijkt dat het de bedoeling is van de wetgever om de situatie te regelen van de vader of de moeder van een minderjarige burger van de Unie, zoals die in de zaak Zhu en Chen. In de voormelde zaak bepaalt het Hof dat artikel 1, eerste lid van de richtlijn 90/364 geen eisen stelt ten aanzien van de herkomst van de middelen (punt 30). Het toevoegen van een vereiste met betrekking tot de herkomst van de bestaansmiddelen zou een onevenredige inmenging vormen in de uitoefening van het door artikel 18 EG gewaarborgde fundamentele recht van vrij verkeer en verblijf, aangezien deze niet noodzakelijk is voor de verwezenlijking van het beoogde doel, te weten de bescherming van de overheidsfinanciën van de lidstaten (punt 33). Het kind hoeft daarom niet zelfstandig of persoonlijk over de bestaansmiddelen te beschikken. Vervolgens overweegt het Hof dat ook de ouder die daadwerkelijk de zorg draagt voor het kind een verblijfsrecht aan het Gemeenschapsrecht kan ontnemen. Zou dit anders zijn, dan zou het verblijfsrecht van het kind, dat unieburger is, ieder nuttig effect worden ontnomen.

[...]

De Raad bemerkt dat zowel artikel 40bis van de Vreemdelingenwet als artikel 7 van de Burgerschapsrichtlijn vereisen dat de aanvrager over voldoende bestaansmiddelen moet "beschikken", alleen blijkt uit het arrest Zhu en Chen, waarnaar de wetgever heeft verwezen in zijn voorbereidende werken, dat het Hof van Justitie duidelijk stelt dat de herkomst van die bestaansmiddelen aan geen enkele vereiste is onderworpen. Hieruit leidt de Raad af dat de bestaansmiddelen niet zelf door de aanvrager moeten gegenereerd worden, doch wel dat hij er moet over beschikken.

In casu werd het onderzoek naar de aanvraag gezinshereniging aldus niet op zorgvuldige of afdoende wijze gedaan. Aan verzoekster wordt het verblijfsrecht immers geweigerd op grond van het hoofdmotief dat niet is aangetoond dat haar minderjarig kind te haren laste is omdat ze enkel inkomsten van haar echtgenoot voorlegt, doch geen eigen inkomsten genereert. Aldus wordt het verblijfsrecht in hooforde geweigerd omdat niet is aangetoond dat verzoekster zelf financieel instaat voor haar minderjarig kind, hetgeen echter het begrip 'ten laste' op kennelijk onredelijke wijze en

in strijd met de hoger besproken rechtspraak van het Hof van Justitie invult. Immers wordt er hierdoor ten onrechte een bijkomende vereiste gesteld aan de herkomst van de bestaansmiddelen. De gemachtigde heeft de bestaansmiddelen van de echtgenoot, tevens vader van het kind, terzijde geschoven en heeft niet onderzocht of deze bestaansmiddelen de verwezenlijking van het beoogde doel kunnen waarmaken, met name de bescherming van de Belgische overheidsfinanciën (arrest Zhu en Chen punt 33).

CCE arrêt 301964 du 20/02/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

MUST READ - Bijlage 20 zonder BGV - vernietiging - gezinshereniging met Nederlandse echtgenoot - referentiepersoon verblijft in België als werknemer (Unieburger) - artikel 40, §4, eerste lid, 1° VW - slachtoffer van ernstig arbeidsongeval - meer dan 66% arbeidsongeschikt - Sinds 18 mei 2022 wordt de arbeidsongeschiktheid van de referentiepersoon voor meer dan 66% niet meer weerhouden door diens ziekenfonds en wordt hem een werkloosheidsuitkering toegekend - beroepsprocedure lopende bij Arbeidshof tegen ziekenfonds - Volgens verweerder dient referentiepersoon niet langer te worden beschouwd als werknemer doch wel als beschikker van voldoende bestaansmiddelen in de zin van artikel 40, §4, eerste lid, 2° VW - beslissing wegens onvoldoende BSM - werkloosheidsuitkering heeft volgens verweerder degressief karakter - instabiele BSM - verweerder houdt geen rekening met persoonlijke situatie - vrijgesteld van verplichting om werk te zoeken - voorlopig behoud van statuut als invalide - schending artikel 40bis, §4, tweede lid VW

Verzoeksters echtgenoot, de referentiepersoon, geniet verblijfsrecht in België in de hoedanigheid van werknemer op grond van artikel 40, §4, eerste lid, 1° van de Vreemdelingenwet. Blijkens de stukken van het administratief dossier, is de referentiepersoon op 5 november 2019 het slachtoffer geworden van een ernstig arbeidsongeval waardoor hij sindsdien tot en met 18 mei 2022 voor meer dan 66% als arbeidsongeschikt werd beschouwd. Hij ontving hiervoor steeds een arbeidsongeschiktheidsuitkering. Dit wordt niet betwist door verweerder. Sinds 18 mei 2022 wordt de arbeidsongeschiktheid van de referentiepersoon voor meer dan 66% niet meer weerhouden door diens ziekenfonds en wordt hem een werkloosheidsuitkering toegekend. Tegen deze beslissing heeft de referentiepersoon een beroepsprocedure ingesteld, die op het moment van het nemen van de bestreden beslissing nog hangende is bij het arbeidshof.

In de bestreden beslissing wordt gemotiveerd dat de referentiepersoon niet langer tewerkgesteld is in België, maar begunstigde is van een werkloosheidsuitkering terwijl hij is vrijgesteld van het zoeken naar werk. Volgens verweerder dient de referentiepersoon dan ook niet langer te worden beschouwd als werknemer doch wel als beschikker van voldoende bestaansmiddelen in de zin van artikel 40, §4, eerste lid, 2° van de Vreemdelingenwet. In dat geval is artikel 40bis, §4, tweede lid van de Vreemdelingenwet eveneens van toepassing, [...]

In casu wordt de aanvraag gezinshereniging van verzoekster geweigerd omdat volgens verweerder niet is aangetoond dat de referentiepersoon over voldoende bestaansmiddelen beschikt om te voorkomen dat verzoekster tijdens haar verblijf ten laste zou vallen van het sociale zekerheidsstelsel van het Rijk, zoals bepaald in artikel 40bis, §4, tweede lid van de Vreemdelingenwet. Verweerder motiveert dat de referentiepersoon momenteel een werkloosheidsuitkering geniet, hetgeen een degressief karakter heeft. Daarom kan de werkloosheidsuitkering in geen geval worden aanvaard als een stabiel en regelmatig bestaansmiddel. Op basis van onstabiele bestaansmiddelen kan volgens verweerder geen verblijfsrecht worden toegekend.

[...]

Uit de bewoordingen van de bestreden beslissing blijkt inderdaad dat de referentiepersoon begunstigde is van een werkloosheidsuitkering doch weliswaar is vrijgesteld van de verplichting om werk te zoeken gelet op de hangende beroepsprocedure. Dit is minstens een indicatie, zoals in de bestreden beslissing zelf wordt gesteld, dat de referentiepersoon in de loop van de procedure alsnog zijn statuut van invalide behoudt. Immers liggen er stukken voor van de VDAB waaruit blijkt dat verzoeker niet beschikbaar dient te zijn voor de Belgische arbeidsmarkt.

[...]

Nog daargelaten het feit dat de Raad zich ernstige vragen stelt bij de kwalificatie van een werkloosheidsuitkering als een bestaansmiddel dat door zijn degressief karakter op geen enkele wijze in aanmerking kan worden genomen als regelmatig en stabiel bestaansmiddel, waardoor elke werkloosheidsuitkering inherent zou zijn

uitgesloten van het voldoen aan de voorwaarden van de artikelen 40bis en 40ter van de Vreemdelingenwet, merkt de Raad het volgende. In zoverre verweerder zou kunnen worden gevolgd in zijn ambtshalve herkwalificatie van het statuut van de referentiepersoon van 'werknemer' naar 'beschikker van voldoende bestaansmiddelen', dient alsnog te worden opgemerkt dat artikel 40bis, §4, tweede lid van de Vreemdelingenwet bepaalt dat bij de evaluatie van de bestaansmiddelen van de referentiepersoon rekening dient te worden gehouden met de persoonlijke situatie van de Unieburger, waarbij specifiek rekening moet worden gehouden met de aard en de regelmaat van diens inkomsten en met het aantal familieleden dat hij ten laste heeft.

Verzoekster kan worden gevolgd in haar betoog waar ze stelt dat in casu geen rekening is gehouden met de persoonlijke situatie van haar echtgenoot. Uit de bestreden beslissing blijkt duidelijk dat verweerder op de hoogte is van de persoonlijke situatie van de referentiepersoon. Verweerder benoemt immers verschillende stukken die door verzoekster werden overgemaakt en waarin de persoonlijke situatie van de referentiepersoon wordt belicht. Verweerder is weldegelijk op de hoogte van het feit dat de echtgenoot gedurende verschillende jaren als arbeidsongeschikt werd erkend; dat zijn arbeidsongeschiktheid voor meer dan 66% sinds mei 2022 niet langer wordt weerhouden doch dat hiertegen een beroepsprocedure hangende is en de referentiepersoon gedurende die periode is vrijgesteld van de verplichting om te zoeken naar werk.

Het is dan ook opmerkelijk dat verweerder niet verder komt dan het enkele motief dat de actuele bestaansmiddelen van de referentiepersoon uit een werkloosheidsuitkering bestaan, hetgeen slechts een degressief karakter heeft en daardoor uitgesloten is als stabiel en regelmatig bestaansmiddel zoals vereist door artikel 40bis, §4 van de Vreemdelingenwet. Samen met verzoekster merkt de Raad dat er verder niet wordt ingegaan op het feit dat de referentiepersoon een beroepsprocedure heeft ingesteld bij het arbeidshof en hij, gedurende de loop van de procedure en op het moment van het nemen van de bestreden beslissing, niet beschikbaar dient te zijn voor de arbeidsmarkt. Uit de bestreden beslissing blijkt niet dat verweerder met dit gegeven rekening heeft gehouden, hetgeen wel is vereist krachtens artikel 40bis, §4 tweede lid van de Vreemdelingenwet.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Albanie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

9bis irrecevable

composition du siège

1 juge

9bis onontvankelijk - verwerping - intern document werd voorgelegd aan directeur-generaal van DVZ met keuze tussen tijdelijke regularisatie en onontvankelijke aanvraag - 'bindend' advies - geen verdere motivering in advies - geen nood aan verdere motivering - geen schending formele motivering

2.2 Verzoeker voert de schending aan van de formele motiveringsverplichting.

Hij verwijst vooreerst naar een intern document van de Dienst Vreemdelingenzaken waaruit blijkt dat zijn dossier aan de directeur-generaal van de Dienst Vreemdelingenzaken werd voorgelegd waarbij de dossierbehandelaar voorstelde om de verzoeker tijdelijk te regulariseren dan wel een onontvankelijkheidsbeslissing te nemen. De directeur-generaal gaf de voorkeur aan deze laatste optie. Evenwel zonder enige vorm van motivering waarom hij de voorkeur geeft aan deze laatste optie.

[...]

Waar verzoeker zijn grief richt tegen de interne nota voor de directeur-generaal richt hij zijn kritiek tegen een voorbereidend document, dat niet de eigenlijke bestreden beslissing betreft. Verder bevat de bestreden beslissing zoals hoger werd uiteengezet wel degelijk een motivering in rechte en in feite waarom de machtigingsaanvraag van 6 december 2021 onontvankelijk wordt verklaard. De motieven die de bestreden beslissing onderbouwen kunnen op eenvoudige wijze in die beslissing worden gelezen zodat de verzoeker er kennis van heeft kunnen nemen en hierdoor tevens heeft kunnen nagaan of het zin heeft hiertegen de beroepsmogelijkheden aan te wenden waarover hij in rechte beschikt. Hiermee is

reeds voldaan aan de formele motiveringsplicht zoals vervat in de artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991. Het volstaat immers dat uit de motivering van de bestreden beslissing blijkt dat de aangevoerde argumenten in de besluitvorming werden betrokken en dat uit de motivering kan worden afgeleid waarom deze argumenten in het algemeen niet worden aangenomen (vaste rechtspraak van de Raad van State, zie onder meer RvS 23 juni 2016, nr. 235.192; RvS 3 december 2015, nr. 233.122; RvS 26 mei 2014, nr. 227.537; RvS 15 juli 2011, nr. 214.653). De plicht tot uitdrukkelijke motivering houdt niet in dat voor elke overweging in de beslissing tevens "het waarom" of "uitleg" moet worden vermeld. De formele motiveringsplicht legt voorts slechts een positieve motivering op. Er moet dus enkel worden weergegeven waarom een bepaalde beslissing wordt genomen en er moet niet, op negatieve wijze, worden gemotiveerd waarom er geen andere beslissing wordt genomen. Er diende dan ook niet te worden gemotiveerd waarom er niet werd geopteerd voor een tijdelijke verblijfsmachtiging.

De verweerder kan zodoende worden bijgetreden waar hij in de nota met opmerkingen opwerpt: "*Het loutere feit dat het vermeende "bindend advies" van de Directeur-Generaal van de Dienst Vreemdelingenzaken geen motivering bevat, volstaat allerm minst om afbreuk te doen aan de deugdelijkheid van de bestreden beslissing. Er kan immers geen abstractie gemaakt worden van het feit dat de bestreden beslissing wel degelijk uitgebreid gemotiveerd is door de gemachtigde van de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, zodat de verzoekende partij niet dienstig kan voorhouden dat een schijn van willekeur zou zijn gewekt.*" Samen met de verweerder dient tevens te worden vastgesteld dat nergens uit de toepasselijke wetgeving blijkt dat de gemachtigde bij het nemen van een beslissing in het kader van verblijfsaanvraag op grond van artikel 9bis van de Vreemdelingenwet geen advies zou mogen inwinnen bij zijn hiërarchische meerdere, de directeur-generaal van de Dienst Vreemdelingenzaken.

De verweerder kan verder ook worden gevolgd waar hij in zijn nota met opmerkingen verwijst naar artikel 6 van het ministerieel besluit van 18 maart 2009 houdende delegatie van bepaalde bevoegdheden van de Minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en tot opheffing van het ministerieel besluit van 17 mei 1995 houdende delegatie van bevoegdheid van de Minister inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna: het Delegatiebesluit).

[...]

De heer Freddy Roosemont werd bij koninklijk besluit van 27 september 2020 ingevolge de hernieuwing van zijn mandaat aangesteld als houder van de managementfunctie directeur-generaal bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, Dienst Vreemdelingenzaken, met ingang van 15 januari 2021.

[...]

De directeur-generaal wordt aldus geïnformeerd over het feit dat hij voetbalt in een sportvereniging, dat hij school loopt in de richting Elektrische installaties en een stage/werk heeft in een elektrische zaak. Dat verzoeker een sociaal netwerk heeft opgebouwd in België en kennis heeft van het Nederlands, kan worden verondersteld, nu duidelijk is vermeld dat verzoeker sinds 2017 onafgebroken in België verblijft en hij 12 jaar was bij aankomst in België. Er blijkt bijgevolg niet dat de nota slechts een beperkte weergave van de feitelijke aangehaalde elementen door verzoeker bevat. Bovendien wordt in de bestreden beslissing uitdrukkelijk rekening gehouden met de aanvullingen van 25 en 26 september 2023 en wordt er dienaangaande uitdrukkelijk gemotiveerd waarom deze elementen niet kunnen worden aanvaard als buitengewone omstandigheden waarom de aanvraag niet kan worden ingediend via de gewone procedure, namelijk via de diplomatieke of consulaire post bevoegd voor de verblijfplaats in het buitenland.

De schending van de formele motiveringsplicht wordt niet aangetoond.

CCE arrêt 301724 du 19/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Afghanistan verlaten op 15-jarige leeftijd, in mei 2020. Heden 19 jaar oud.

De verzoekende partij was bijgevolg **minderjarig** gedurende een **aanzienlijk gedeelte van de procedure**; tot het ogenblik van haar verworven meerderjarigheid was derhalve het principe van het **hoger belang van het kind** een element dat mede in rekening diende te worden genomen, ook tijdens het **persoonlijk onderhoud** dat plaatsvond op 14 februari 2022. De graad van medewerking, bewijslast en verantwoordelijkheid in hoofde van de verzoekende partij moet worden beoordeeld in het licht van haar individuele situatie. De verzoekende partij was zoals reeds hierboven gesteld minderjarig tijdens haar persoonlijk onderhoud. Van een minderjarige verzoeker om internationale bescherming kan niet dezelfde graad van medewerking en verantwoordelijkheid worden verwacht als van een meerderjarige verzoeker om internationale bescherming. De UNHCR "*Guidelines on international protection no. 8: Child Asylum Claims under Articles 1(A)2 and 1(F) of the 1951 Convention and/or 1967 Protocol relating to the Status of Refugees*", paragraaf 73, wijzen er terecht op dat voor **beschermingsverzoeken van kinderen** het nodig kan zijn dat een **asielautoriteit** een **grotere bewijslast** op zich neemt, vooral wanneer het een niet-begeleide minderjarige betreft. Dit is dus eveneens van toepassing op de verzoekende partij.

Na een grondige lezing van het **persoonlijk onderhoud** blijkt dat de *protection officer* de verzoekende partij uitgebreid heeft bevestigd over haar vluchtrelaas en gedetailleerde vragen heeft gesteld over de elementen die aanleiding hebben gegeven om haar regio en land van herkomst te verlaten. Tijdens deze ondervraging bleek echter reeds dat verzoekende partij op meerdere momenten **moelijkheden** had **om de vragen te begrijpen**. De *protection officer* trachtte hier rekening te houden met haar kwetsbaar profiel als minderjarige verzoeker door vragen meerder keren te stellen of ze op een andere manier te formuleren (bijvoorbeeld notities persoonlijk onderhoud, p. 4,5,8). Naar het einde van het persoonlijk onderhoud toe, geeft de advocaat van verzoekende partij aan dat verzoekende partij verwesterd is en hierdoor problemen zou ondervinden bij een terugkeer naar Afghanistan. De *protection officer* stelt verzoekende partij hier vervolgens terecht enkele vragen over, maar uit haar antwoorden blijkt duidelijk dat zij de vragen opnieuw niet begrepen heeft (notities persoonlijk onderhoud, p. 10-11). Wanneer de advocaat van verzoekende partij suggereert dat het nuttig zou kunnen zijn om gebruik te maken van een andere vraagstelling aangezien verzoekende partij het niet begrijpt, stelt de *protection officer* de vraag of verzoekende partij '*bepaalde zaken in België gewoon is die zij zou missen bij een terugkeer naar Afghanistan*'. Verzoekende partij geeft hierop het antwoord dat zij bijvoorbeeld meer mogelijkheden heeft zoals bijvoorbeeld onderwijs. Hier wordt echter niet dieper op ingegaan. Bovendien werden er geen afrondende vragen gesteld aan verzoekende partij om na te gaan zij zelf nog iets wenste toe te voegen.

De Raad is van oordeel dat de *protection officer* de verzoekende partij **meer gedetailleerde en diepgaandere vragen had moeten stellen** over haar verblijf in België, de invloed van haar verblijf in België op haar persoon en mentaliteit en de mogelijke gevolgen hiervan bij een mogelijke terugkeer naar Afghanistan, rekening houdend met haar kwetsbaar profiel als minderjarige. Bovendien maakt de *protection officer* in zijn vraagstelling gebruik van vragen zoals '*ben je veranderd als persoon?*'. Uit het geheel van het persoonlijk onderhoud lijkt het erop dat de verzoekende partij dergelijke vragen *in casu* moeilijk begrijpt of moeilijk kan aanvullen. Gelet op haar jonge leeftijd zijn **dergelijke vragen** in hoofde van de verzoekende partij **te abstract**. Verzoekende partij stelt daarnaast terecht in het verzoekschrift dat zowel de verzoekende partij zelf als haar advocaat aangaven dat zij **vreest** om bij een terugkeer naar Afghanistan door de taliban **als ongelovige beschouwd te worden** en dat zij enkele concrete elementen aanhaalde zoals het feit dat verzoekende partij hier schoolloopt en in contact komt met westerse normen en waarden waar door de *protection officer* **weinig of geen concrete vragen** over gesteld zijn.

In casu **getuigt** het **niet van een zorgvuldige besluitvorming** waar de verzoekende partij tijdens het persoonlijk onderhoud niet afdoende werd bevestigd over hoe zij haar leven in België invult, maar de verwerende partij niettemin alsnog overgaat tot een beoordeling. Daarenboven worden door de verzoekende partij in het verzoekschrift en aanvullende nota alsook ter terechtzitting **elementen** aangebracht **die een grondig onderzoek rechtvaardigen** gelet op de machtsovername door de taliban sinds augustus 2021, zoals het hier relaties aangaan met meisjes en het stellen dat religie niet in de eerste plaats komt voor haar. Bovendien verklaart zij dat zij regelmatig het ochtendgebed overslaat en dat zij op vrijdag niet langer naar de moskee gaat. Verzoekende partij gaat uit en speelde volleybal in een gemengd

team. In de aanvullende nota wijst zij er bijkomend nog op dat zij ondertussen reeds drie jaar in België verblijft, zij in een paardenfokkerij werkt waarvan zij de arbeidsovereenkomst neerlegt alsook een aanbevelingsbrief van haar werkgever.

In het licht hiervan is het relevant om de verzoekende partij **omstandig te horen** omtrent de omstandigheden en invulling van haar leven tijdens haar verblijf in België, elementen van **(toegeschreven) verwestering**, waarvan ze reeds een begin van bewijs levert in haar verzoekschrift en aanvullende nota, en de eventuele impact van dit alles op een terugkeer naar Afghanistan in het kader van de voormelde actuele objectieve landeninformatie, en de daarin geschetste risicoprofielen. De heersende regels en normen binnen de huidige Afghaanse samenleving, zoals vormgegeven door de taliban na hun machtsovername in augustus 2021, weerspiegelen immers niet meer volledig de Afghaanse gebruiken, waarden en normen waarin verzoeker is opgegroeid maar werden door de taliban, de huidige de facto-overheid, over het gehele Afghaanse grondgebied aanzienlijk verstrengd. Er dient dan ook rekening te worden gehouden met de huidige context van de strenge sociaal-religieuze richtlijnen die door de taliban zijn uitgevaardigd. De verzoekende partij is immers op minderjarige leeftijd uit Afghanistan vertrokken, en dit voor de machtsovername van de taliban. [...]

Essentiële elementen ontbreken. Vernietiging.

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Serbie

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Demande manifestement infondée

composition du siège

1 juge

Recevabilité du recours

"La partie défenderesse fait valoir que le recours est irrecevable, faute d'avoir été introduit dans le délai de 10 jours prescrit par la loi pour les recours introduits contre des décisions prise en application de l'article 57/6/1 de la loi du 15 décembre 1980.

[A titre liminaire, le Conseil estime utile de rappeler le contenu des dispositions pertinentes suivantes de la loi du 15 décembre 1980:

- article 57/6/1 de la loi du 15 décembre 1980
- article 39/57 de la loi du 15 décembre 1980]

A la lecture de ces dispositions, le Conseil estime pour sa part que le recours est recevable. Il constate en effet que la partie défenderesse n'a pas pris l'acte attaqué dans le délai de quinze jours ouvrables après la réception de la demande de protection internationale du requérant que lui a transmise l'Office des étrangers, contrairement au prescrit du § 1, l'alinéa 3 de la disposition précitée. Si cette disposition ne prévoit pas de sanction au non-respect du délai de 15 jours ainsi imposé à la partie défenderesse, le délai de dix jours, fixé par l'article 39/57, § 1er, alinéa 2, 2°, de la loi du 15 décembre 1980 pour introduire un recours au Conseil « contre une décision visée à l'article 57/6/1, § 1er, alinéas 2 et 3 », ne peut cependant plus être appliqué lorsque le délai de quinze jours ouvrables précité a été dépassé. En effet, la décision prise hors de ce délai de 15 jours n'est pas une décision visée par les alinéas 2 et 3 de l'article 57/6/1, §1 de la loi du 15 décembre 1980. Dans cette hypothèse, le délai général de trente jours imparti par l'article 39/57, § 1er, alinéa 1er, de la même loi pour l'introduction des recours devant le Conseil trouve dès lors à s'appliquer (dans le même sens, voir arrêt n° 237 169 du 18 juin 2020)."

Examen de la demande

"En l'espèce, le Conseil ne peut pas faire siens les motifs de l'acte attaqué.

(...)

Le Conseil estime (...) utile (...) de rappeler les recommandations (...) du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés concernant les demandeurs d'asile atteints de troubles mentaux (Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés HCR/1P/4/FRE/REV.1 UNHCR Réédité, Genève, décembre 2011).

(...)

Le rappel de ces principes implique par conséquent une atténuation de la charge de la preuve incombant au demandeur d'asile souffrant de troubles psychiques. Sous cette réserve, il n'en demeure pas moins que la crainte de tout demandeur d'asile doit s'appuyer sur un socle minimum de raisons objectives. En effet, aux termes de la définition énoncée à l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève, le réfugié est une personne craignant « avec raison » d'être persécutée, et pas seulement une personne qui éprouve une crainte, quelle que soit l'intensité ou la sincérité de cette crainte.

(...)

Dans le cadre du présent recours, le Conseil examine, dans un premier temps, **la situation des ressortissants de Serbie présentant un profil similaire au requérant, à savoir un jeune homme (20 ans) souffrant de troubles psychiatriques sévères et d'origine rom.**

En l'espèce, le Conseil n'aperçoit, ni dans les motifs de l'acte attaqué, ni dans le dossier administratif, d'éléments démontrant que la partie défenderesse a pris en considération le cumul de ces deux facteurs susceptibles d'avoir un impact sur la crainte du requérant.

Concernant la situation de Roms de Serbie, le Conseil observe que des sources fiables citées par les deux parties font cependant état d'une situation générale préoccupante pour cette minorité, dont de nombreux membres sont victimes de discriminations ou de conditions d'existence précaires. Certes, à l'instar de la partie défenderesse, le Conseil estime que cette situation générale n'est pas telle que tout membre de la minorité rom peut valablement se prévaloir de raisons de craindre d'être persécuté du seul fait de cette appartenance ethnique. Il s'ensuit que le seul fait d'appartenir

à la minorité rom de Serbie ne suffit pas actuellement pour justifier l'octroi d'une protection internationale. Toutefois, ces constatations ne font pas obstacle à ce qu'un membre de cette communauté puisse établir qu'il a des raisons personnelles de craindre d'être exposé à des persécutions au sens de l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève. Dans l'acte attaqué, la partie défenderesse se dit au contraire consciente que « À ce sujet, les informations disponibles au Commissariat général (voir le COI Focus: Servië Algemene Situatie du 15 décembre 2022, disponible sur https://www.cgra.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_servie_algemene_situatie_20221215.pdf ou <https://www.cgra.be/fr>) démontrent que de nombreux Roms en Serbie se trouvent dans une situation socio-économique difficile et qu'ils peuvent subir une discrimination à plusieurs égards. ».

(...)

Si le Conseil ne peut pas déduire de ce qui précède que le seul fait de souffrir de troubles psychiques en Serbie suffit pour justifier l'octroi d'une protection internationale, il estime que ce constat n'implique nullement qu'aucun Serbe ne pourrait établir qu'il a des raisons personnelles de craindre d'être exposé à des persécutions au sens de l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève, en particulier s'il cumule ce facteur de vulnérabilité avec d'autres caractéristiques susceptibles de l'exposer à des persécutions au sens de cette Convention. Il ressort au contraire des informations précitées que des personnes souffrant de troubles psychiatriques sont susceptibles d'être victimes de mauvais traitements.

Le Conseil déduit de ce qui précède qu'il appartient aux instances d'asile de faire preuve d'une prudence particulière lorsqu'elles analysent le bienfondé d'une crainte liée à la fois à l'origine rom et aux troubles psychiatriques d'un demandeur protection internationale serbe.

Le Conseil examine ensuite les éléments individuels invoqués par le requérant pour démontrer qu'il craint avec raison d'être exposé à des mesures qui atteignent une gravité suffisante pour constituer une persécution au sens de la Convention de Genève.

A titre liminaire, le Conseil souligne que le requérant a quitté son pays lorsqu'il était encore très jeune, probablement avant que sa maladie ne se soit déclarée, et qu'il ne peut dès lors pas être attendu de lui qu'il étaye sa crainte par le récit de faits de persécutions rencontrés dans le passé. Le Conseil rappelle également (...) le paragraphe 42 du Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (...)

Il s'ensuit que la crainte invoquée doit être considérée comme fondée si le requérant établit que la vie dans son pays d'origine lui serait intolérable. Pour apprécier si le requérant répond à cette condition, il y a lieu de tenir compte de son profil particulier.

En l'espèce, si l'existence d'un groupe social des personnes souffrant de troubles psychiatriques en Serbie n'a pas été analysée et si le dossier administratif ne contient en tout état de cause pas d'élément de nature à établir que la seule appartenance du requérant à un tel groupe social des personnes handicapées suffirait à justifier dans son chef une crainte fondée de persécution, il n'en demeure pas moins qu'en raison de ses souffrances psychiques, le requérant se trouve dans une situation de vulnérabilité extrême puisqu'il est privé d'une grande part d'autonomie. Or la motivation de l'acte attaqué ne révèle pas de prise en compte adéquate de cette vulnérabilité.

Pour sa part, le Conseil estime que l'appartenance du requérant à la communauté rom, la gravité des troubles psychiques dont il souffre, la circonstance qu'il a quitté la Serbie à l'âge de 9 ou 10 ans et qu'il a vécu toute sa vie d'adulte en Belgique constituent, aux regard des informations précitées dénonçant des discriminations dans l'accès aux soins de santé et de sa vulnérabilité extrême, des indications sérieuses et convergentes, qu'un retour en Serbie l'exposera à des mesures qui lui seront à ce point intolérables qu'elles constitueront, pour lui, des persécutions au regard de la Convention de Genève. Ces facteurs, analysés dans leur ensemble, constituent également de sérieuses indications qu'il ne pourra pas trouver une protection effective auprès de ses autorités.

Au vu de ce qui précède, il existe suffisamment d'indices du bienfondé de la crainte du requérant pour que le doute lui profite. Le Conseil estime que cette crainte ressortit au champ d'application de la Convention de Genève dès lors qu'elle peut s'analyser comme une crainte liée à son origine ethnique. »

CCE arrêt 301679 du 16/02/2024

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

acte attaqué

ANNEXE 13sexies

nationalité

Turquie

dictum arrêt

Rejet

Bijlage 13 + Bijlage 13sexies (IRV 3j) - verwerping - voorwaarden opgelegd door de Raadkamer - voorafgaandelijke toestemming nodig van een onderzoeksrechter - VP toont niet aan dat zij dit niet kan verkrijgen - voorwaarden Raadkamer gelden voor een termijn van drie maanden, die intussen verstreken is - VP toont niet aan dat zij het land niet kan verlaten - nergens in de VW is bepaald dat een beslissing van een onderzoeksrechter, de raadkamer of de kamer van inbeschuldigingstelling voorrang dient te krijgen op de toepassing van artikelen 7 en 74/11 VW - "le pénal tient le civil en état" - BB betreffen administratieve beslissingen die geen uitstaans hebben met een procedure voor een burgerlijke rechter

De Raad stelt wel vast dat een kopie van de tweede beslissing inzake voorlopige hechtenis van de raadkamer (27ste Kamer) van de Nederlandstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel van 29 juni 2023 (hierna: de beschikking van 29 juni 2023) zich in het administratief dossier bevindt. In deze beschikking wordt onder meer gesteld dat de verzoekende partij zich niet naar het buitenland mag begeven zonder voorafgaandelijke toestemming van de onderzoeksrechter. Aldus blijkt niet dat de beschikking van 29 juni 2023 de verzoekende partij verbiedt om het grondgebied te verlaten, doch slechts dat voorafgaandelijke toestemming van de onderzoeksrechter vereist is opdat de verzoekende partij zich naar het buitenland

mag begeven. Met voorgaand betoog maakt de verzoekende partij niet aannemelijk dat zij, door gevolg te geven aan de thans bestreden beslissingen, het risico loopt opnieuw in een penitentiaire inrichting in België te worden opgesloten. Zij levert immers geen (begin van) bewijs dat zij geen voorafgaandelijke toestemming van de onderzoeksrechter kan verkrijgen. Waar de verzoekende partij in dit verband wijst op de formele motiveringsplicht, kan de Raad slechts vaststellen dat zij met voorgaand betoog niet aantoont op grond waarvan de verwerende partij bij het nemen van de bestreden beslissingen gehouden was om over de beschikking van 29 juni 2023 te motiveren.

3.7. De verzoekende partij betoogt dat de beslissing van de raadkamer haar verplicht om op eerste verzoek te verschijnen en alle zittingen bij te wonen in het kader van haar dossier, wat steun vindt in het administratief dossier. Immers wordt in de beschikking van 29 juni 2023 gesteld dat de verzoekende partij ertoe gehouden is zich persoonlijk aan te bieden bij elke proceshandeling en zich dient aan te bieden "*bij elke oproeping van de politionele of gerechtelijke overheden gelast met het verder onderzoek, alsook van een gebeurlijk aangestelde deskundige, en onmiddellijk positief gevolg verlenen aan de uitnodigingen die deze hem zouden toezenden.*" De verzoekende partij kan echter niet worden gevolgd waar zij stelt dat zij bijgevolg het land niet kan verlaten. Immers blijkt uit de beschikking van 29 juni 2023 dat voornoemde voorwaarden gelden voor een termijn van drie maanden, die intussen verstreken is. De verzoekende partij heeft geen stukken neergelegd waaruit blijkt dat voornoemde voorwaarden alsnog werden verlengd. Zelfs indien voornoemde voorwaarden thans nog zouden gelden, hetgeen de verzoekende partij geenszins aannemelijk maakt, kan de verzoekende partij zich ook – mits voorafgaande toestemming van de onderzoeksrechter – vanuit het buitenland ter beschikking houden van het lopende onderzoek en, indien zij zou worden opgeroepen door een politionele overheid of persoonlijke verschijning vereist zou zijn, toestemming vragen om het Belgisch grondgebied te betreden ten einde te voldoen aan een eventuele oproeping of vraag tot persoonlijke verschijning, minstens maakt zij het tegendeel niet concreet aannemelijk.

[...]

De Raad wijst er verder ook op dat nergens in de Vreemdelingenwet is bepaald dat een beslissing van de onderzoeksrechter, van de raadkamer of van de kamer van inbeschuldigingstelling voorrang dient te krijgen op de toepassing van artikel 7 of 74/11 van de Vreemdelingenwet indien de gemachtigde van de bevoegde staatssecretaris vaststelt dat aan de toepassingsvoorwaarden ervan is voldaan. Een beslissing van de onderzoeksrechter, van de raadkamer of van de kamer van inbeschuldigingstelling doet geen uitspraak over het verblijfsrechtelijk statuut van de verzoekende partij in het Rijk. Dat is het prerogatief van de verwerende partij. De verzoekende partij kan zich bezwaarlijk beroepen op het feit dat zij ervan verdacht wordt strafrechtelijke feiten te hebben gepleegd om daaruit een verder verblijf op het grondgebied af te dwingen. Daar waar de verzoekende partij benadrukt dat alle zaken van het strafrecht van openbare orde zijn, wijst de Raad erop dat de handhaving van de verblijfsreglementering door de overheid evenzeer een middel ter vrijwaring van de openbare orde betreft.

Waar de verzoekende partij de schending van het adagium "*le pénal tient le civil en état*" aanvoert, wijst de Raad erop dat dit beginsel van toepassing is indien omtrent dezelfde feiten als waarvoor een strafonderzoek lopende is, een burgerlijke vordering voor de burgerlijke rechter volgens de regels van het privaatrechtelijk procesrecht wordt ingesteld, of wanneer deze burgerlijke vordering samen met de strafvordering voor het strafgerecht wordt ingesteld (cf. RVS 27 september 2001, nr. 99.205). De bestreden beslissingen, die getroffen werden door de Dienst Vreemdelingenzaken, betreffen administratieve beslissingen die geen uitstaans hebben met een procedure voor een burgerlijke rechter en de procedure bij de Raad kan evenmin vergeleken worden met een procedure voor een burgerlijke rechter. In deze dient de uitkomst van de strafrechtelijke procedure op grond van het adagium "*le pénal tient le civil en état*" dus niet afgewacht te worden.

De Raad merkt verder ook op dat de verzoekende partij ter gelegenheid van haar verzoekschrift en mede gelet op hetgeen uiteengezet wordt in punten 3.6., 3.7. en 3.10., niet aannemelijk maakt dat zij, indien zij gevolg geeft aan de thans bestreden beslissingen, de voorwaarden schendt die haar door de rechterlijke macht zijn opgelegd of dat het bestreden bevel volledig in tegenspraak is met de voorwaarden die bij een beschikking van de rechterlijke macht aan haar zijn opgelegd. Gelet op deze vaststelling, ziet de Raad dan ook niet in, minstens licht de verzoekende partij onvoldoende toe, waarom de verwerende partij gehouden was om in het bestreden bevel rekening te houden met alle lopende onderzoeken en de beslissingen van de rechtbanken. De verzoekende partij licht verder ook niet toe met welke andere 'elementen van de zaak' de verwerende partij bij het nemen van het bestreden bevel ten onrechte geen rekening heeft gehouden. Zij toont dan ook niet aan dat de motivering van het bestreden bevel als ontoereikend en onbegrijpelijk kan worden beschouwd.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA ETUDIANT

composition du siège

1 juge

Refus visa étudiant – art. 9 et 13 L1980 – PR : ne comprend pas les raisons qui ont conduit la PD à écarter l'entretien Viabel, « sans doute favorable, lequel, selon lui, prime pourtant sur le questionnaire écrit », ainsi que de la lettre de motivation – CCE : la PD a principalement examiné les éléments contenus dans le questionnaire – rappel dépôt lettre motivation à l'appui demande – la PR a été entendue par un conseiller Viabel qui a rendu un avis favorable au sujet de son projet d'études – AA ne permet pas de comprendre les raisons pour lesquelles la PD a uniquement fondé l'AA sur le seul questionnaire, à l'exclusion de la lettre de motivation et de l'entretien Viabel – ANNULATION

« 3.2. Dans une lecture bienveillante de la requête, le Conseil observe que la partie requérante soutient ne pas comprendre les raisons qui ont conduit la partie défenderesse à écarter l'entretien Viabel, « sans doute favorable, lequel, selon lui, prime pourtant sur le questionnaire écrit », ainsi que de la lettre de motivation de la requérante. Elle prétend également que contrairement à ce qu'indique la partie défenderesse « le choix de [la requérante] pour des études en Belgique s'explique par l'absence d'équivalence camerounaise ».

3.3.1. A la lecture de la décision attaquée, le Conseil observe que la partie défenderesse s'est principalement attachée à examiner les éléments contenus dans le questionnaire daté du 10 avril 2023 que la requérante a complété à l'appui de sa demande et a estimé que « *les réponses fournies par l'intéressé contiennent des imprécisions, des manquements voire des contradictions (questionnaire peu convaincant ne répond pas à une grande partie du questionnaire, le projet global est flou et elle n'a aucune alternative en cas d'échec de sa formation.) telles qu'elles démontrent qu'il n'a pas recherché les informations concernant les études envisagées avec tout le sérieux requis par un étudiant étranger décidant d'entreprendre la démarche coûteuse d'études en Europe et résolu à s'impliquer dans un projet d'études sérieux; qu'en tant que telles ces réponses constituent un faisceau suffisant de preuves mettant en doute le bien-fondé de la demande et le but du séjour sollicité [...] qu'après analyse du dossier, le délégué du ministre estime que rien dans le parcours scolaire/académique de l'intéressé ne justifie la poursuite de la formation choisie en Belgique et dans un établissement privé; et ce alors même que des formations de même nature et dans le même domaine d'activité, publiques ou privées, non seulement existent au pays d'origine mais y sont de plus, mieux ancrées dans la réalité socio-économique locale* ».

3.3.2. Le Conseil relève, tout d'abord, qu'un examen des pièces versées au dossier administratif laisse apparaître qu'à l'appui de sa demande de visa pour études, la requérante a déposé une lettre de motivation datée du 17 juillet 2023, dans laquelle elle a, notamment, indiqué être titulaire d'une « licence Technologique Gestion Comptabilité et Finance obtenu en 2022 avec mention assez bien à l'Institut universitaire de Technologie de Douala » et être « également employé[e] en tant que secrétaire comptable dans une moyenne Entreprise de prestation de service [...] depuis 2021 ». Elle expose vouloir bénéficier « d'une meilleure formation de Master en Science de Gestion » et indique que « étudier en Belgique est une grande ambition [...] car ce pays offre l'un des meilleurs systèmes universitaires européens, le coût des études est moins coûteux, les diplômes obtenus sont fiables et plus reconnus par les grandes entreprises camerounaises et c'est un pays multiculturel de par ses langues ».

Le Conseil observe également que la requérante a été entendue en entretien individuel par un conseiller Viabel, le même jour que la rédaction des réponses au questionnaire, le 20 avril 2023, qui a ensuite réalisé un compte rendu le 24 avril 2023 émettant un avis favorable au projet d'études de la requérante. Ledit conseiller a posé les constats suivants : « La candidate aimerait obtenir un master en Sciences de gestion. Par la suite, elle compte effectuer un stage professionnel de six mois dans une entreprise commerciale en Belgique dans le département de comptabilité ou de gestion ou finance pour mettre en pratique les connaissances acquises. Après cela, elle souhaite postuler comme fiscaliste ou gestionnaire pendant deux ans. A long terme, elle ambitionne de retourner dans son pays d'origine pour créer sa propre entreprise de prestation de service ; Le choix de la Belgique est motivé par le coût abordable de la formation, la reconnaissance internationale des diplômes et le rapprochement linguistique. Ses études seront financées par son garant, résidant en Allemagne, marié et père d'un enfant. Elle logera dans un kot étudiant et a déjà entrepris les démarches. L'ensemble repose sur un assez bon parcours au supérieur en Comptabilité et gestion financière. Le projet est cohérent. » Il conclut des différentes questions posées lors de l'entretien que « La candidate a une bonne maîtrise de son projet dans sa globalité. On décèle une véritable passion pour la Gestion au cours de l'échange, elle est à l'aise,

ses réponses sont fluides, claires et précises. En cas d'échec de sa formation, elle compte se tourner vers le management. En cas de refus de visa, elle continuera de travailler et s'inscrira en Master de gestion. Le projet est cohérent » et émet donc un avis favorable au projet.

3.3.3. Il s'ensuit qu'au regard de ce qui précède, le Conseil se rallie à la partie requérante quand elle fait valoir que la motivation de l'acte attaqué ne lui permet pas de comprendre les raisons pour lesquelles la partie défenderesse a uniquement fondé son refus de visa sur le seul questionnaire, à l'exclusion de la lettre de motivation et de l'entretien Viabel.

3.3.4. Le Conseil doit toutefois relever qu'il ressort du questionnaire complété par la requérante que cette dernière indique que la formation envisagée en Belgique existe au Cameroun, contrairement à ce qui est allégué en termes de requête. Néanmoins, ce seul motif, au regard du constat fait *supra*, ne peut à lui seul motiver adéquatement la décision attaquée, dès lors que la motivation de la décision attaquée aux termes de laquelle « *des formations de même nature et dans le même domaine d'activité, publiques ou privées, non seulement existent au pays d'origine mais y sont de plus, mieux ancrées dans la réalité socio-économique locales* » consiste en une suite d'affirmations stéréotypées qui pourraient tout aussi bien servir pour n'importe quelle autre décision concernant une demande de visa étudiant.

3.4. Le Conseil estime par conséquent, sans se prononcer sur la volonté réelle de la requérante de poursuivre des études en Belgique, qu'*in casu*, la décision est, en l'espèce, insuffisamment motivée ».

CCE arrêt 301659 du 16/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Géorgie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Vrees gebaseerd op bi-seksuele geaardheid.

COI Focus januari 2023: geen veralgemeende vervolging van LGBTI- gemeenschap in Georgië > individuele beoordeling; onvoldoende persoonlijke vrees aangetoond volgens CGVS.

De Raad verwijst naar COI Focus december 2023 (update): kwetsbare groep op vlak van toegang gezondheidszorg (economische redenen + discriminatie door personeel).

Seksuele gerichtheid wordt niet betwist maar CGVS is van oordeel dat verzoeker enkel in algemene en abstracte termen heeft verwezen naar discriminatie ten aanzien van personen die tot de LGBTI+-gemeenschap behoren en hieruit niet kan besloten worden dat verzoeker een individuele vrees voor vervolging heeft omwille van zijn seksuele gerichtheid.

De Raad stelt vooreerst vast dat tijdens het persoonlijk onderhoud verzoeker geen vragen werden gesteld over verzoekers bewustwording van diens seksuele oriëntatie in de maatschappelijke context in Georgië waarin hij opgroeide en het innerlijk proces dat ermee gepaard ging en slechts enkele vragen werden gesteld over de relatie die hij met G.Z. beweert te hebben sinds 1995, maar dat in de bestreden beslissing zonder meer wordt aangenomen dat verzoeker homoseksueel is.

In zoverre de commissaris-generaal verzoekers voorgehouden seksuele oriëntatie voor waar aanneemt, kan uit het administratief dossier niet blijken dat hieraan een grondig onderzoek is voorafgegaan en is het de Raad niet duidelijk waarop dit gebaseerd is. Dit is echter van belang gelet op het feit dat verzoeker zowel bij de DVZ als bij het CGVS gewag maakte van **ernstige medische problemen**. Hij verklaarde bij de DVZ teelbalkanker te hebben gehad, nog steeds medische problemen te hebben en dat hij medische onderzoeken heeft moeten ondergaan en in afwachting is van de resultaten. Tijdens het persoonlijk onderhoud verklaart verzoeker dat hij toen hij gearresteerd werd in Georgië kanker had (...). De Raad stelt vast dat verzoeker, die niet is vertegenwoordigd door een advocaat ter terechtzitting, verschijnt met een brace rond zijn middel, en verklaart een probleem te hebben met zijn rug, methadon te gebruiken wegens een drugsverslaving en dat hij kanker heeft en behandeling nodig heeft. Hoewel hij melding maakte van ernstige medische problemen, werden hem daarover blijkens de notities van het persoonlijk onderhoud geen verdere vragen over gesteld door het CGVS in het licht van zijn verklaarde seksuele oriëntatie. Uit het voorgaande is reeds gebleken dat toegang tot gezondheidszorg voor LGBTI+-personen in Georgië belemmerd kan worden door discriminatoire behandeling en dat sommige dokters homoseksualiteit als een ziekte of zonde beschouwen. Hoewel de commissaris-generaal de door verzoeker voorgehouden seksuele oriëntatie aanvaardt, kan uit de bestreden beslissing geenszins blijken dat zij bij het onderzoek van de nood aan internationale bescherming rekening heeft gehouden met verzoekers verklaringen over zijn medische problemen en hem hierover op geen enkele wijze verder heeft ondervraagd in het licht van de beschikbare landeninformatie over de toegang tot gezondheidszorg voor LGBTI+-personen. Essentiële elementen ontbreken.

CCE arrêt 301551 du 15/02/2024

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 33bis

composition du siège

1 juge

acte attaqué

AUTRE

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Annulation

Refus prolongation séjour étudiant + (annexe 33bis) – Engagement de prise en charge – Revenus du garant insuffisants – Requérant a produit lors de sa demande de prolongation de séjour un avertissement extrait de rôle de sa garante + un contrat de bail et le paiement des loyers des locataires de la garante – AA « s’agissant de revenus locatifs, ceux-ci doivent apparaître dans l’avertissement extrait de rôle [sic] pour être dûment établis et pris en compte » - Conseil constate que le propriétaire d’un bien immobilier doit déclarer pour son impôt des personnes physique le revenu cadastral non indexé et non les revenus locatifs à la PD ne pouvait, pour déclarer les montants non établis, se baser uniquement sur l’absence de mention des montant desdits revenus locatifs dans l’avertissement extrait de rôle – Violation motivation formelle – Annulation.

« 3.2 En l’espèce, la décision attaquée est fondée sur le constat selon lequel '[à] l’appui de cette demande elle produit un engagement de prise en charge ([a]nnexe 32) complétée [sic] par un avertissement extrait de rôle des revenus de 2021 de sa garante. Or, l’avertissement extrait de rôle [sic] mentionne des revenus insuffisants pour prendre l’intéressée en charge. Considérant que le calcul de cette estimation consiste à vérifier que le salaire mensuel moyen du garant [sic] est au moins équivalent au seuil de pauvreté en Belgique (soit 1969 euros nets/mois), augmenté du montant minimum dont doit disposer un étudiant étranger tel que défini par l’[a]rrêté [r]oyal du 8 juin 1983 (soit 730 euros nets/mois pour l’année académique 2022-2023 par étudiant à charge), et en tenant compte et [sic] de ses revenus complémentaires éventuels dûment prouvés. S’agissant de revenus locatifs, ceux-ci doivent apparaître dans l’avertissement extrait de rôle [sic] pour être dûment établis et pris en compte. [...] La couverture financière du séjour de l’étudiante n’est donc pas assurée'.

Il ressort du dossier administratif que la partie requérante a produit, suite au courrier de la partie défenderesse visé au point 1.4, l’avertissement – extrait de rôle des revenus 2021 (exercice d’imposition 2022), de la garante qui a signé un engagement de prise en charge le 10 novembre 2022, Madame [T.B.].

Il ressort également du dossier administratif que la partie requérante a notamment produit, en vue d’établir les moyens de subsistance suffisants de Madame [T.B.], un contrat de bail de colocation signé le 16 juillet 2022 entre elle et un ensemble de colocataires, ainsi qu’un relevé de transactions bancaires mentionnant uniquement le montant de loyers reçus par celle-ci pour le mois d’octobre 2022.

À cet égard, la partie défenderesse a estimé, après avoir précisé qu’elle tenait compte « [des] revenus complémentaires éventuels [de la garante] dûment prouvés », que « [s]’agissant de revenus locatifs, ceux ci doivent apparaître dans l’avertissement extrait de rôle [sic] pour être dûment établis et pris en compte » (le Conseil souligne).

Or, le Conseil rappelle qu’un propriétaire d’un bien immobilier situé en Belgique mis en location à un particulier qui y établit sa résidence principale, ce qui est le cas en l’espèce, doit déclarer, en vue d’établir son impôt des personnes physiques, le revenu cadastral non indexé de ce bien immobilier, et non le montant de ses revenus locatifs. La partie défenderesse ne pouvait donc, pour déclarer ces montants non établis, alors que la partie requérante avait déposé d’autres documents à ce sujet, se baser uniquement sur l’absence de mention du montant desdits revenus locatifs dans l’avertissement-extrait de rôle déposé.

Sans se prononcer sur ces éléments invoqués, le Conseil estime que cette motivation ne peut être considérée comme suffisante, dès lors qu’elle ne permet nullement de comprendre la raison pour laquelle, dans le cas d’espèce, la partie défenderesse estime que les revenus locatifs ne peuvent être établis et, par conséquent, pris en compte.

Au vu de ce qui précède, le Conseil estime, au vu des principes rappelés au point 3.1 du présent arrêt, qu’en ne rencontrant pas suffisamment tous les éléments invoqués par la partie requérante dans sa demande de renouvellement de son autorisation de séjour, la partie défenderesse n’a pas suffisamment et adéquatement motivé la première décision attaquée ».

CCE arrêt 301596 du 15/02/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Syrie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

dictum arrêt

Rejet

Décisions de refus de visa - Demande de RF de la PR en son nom et au nom de ses enfants, en vue de rejoindre leur conjoint/père, reconnu réfugié en Belgique -

OE: la requérante, née en 2006, n'a pas 18 ans + elle produit un acte de mariage syrien mentionnant un mariage célébré en 2017, alors qu'elle n'avait pas encore 11 ans -> mariage avec un enfant de 10 ans = contraire à l'ordre public belge -

PR:

- plusieurs éléments du DA auraient dû mener la PD à la considérer comme majeure : elle est enregistrée dans les registres syriens de la population comme étant née en 2006, mais il s'agirait en réalité de la date à laquelle son père, à sa sortie de prison, l'a inscrite aux registres + la problématique de l'enregistrement tardif des naissances en Syrie est de notoriété publique + ses jumeaux sont nés en 2018 donc "évident" qu'elle est plus âgée + la PD doit faciliter le RF des réfugiés + elle aurait dû être appelée pour un test d'âge + l'Ambassade de Belgique à Beyrouth avait relevé cette incohérence au niveau de son âge et a pourtant rendu un avis neutre + paiement de la redevance en tant que "conjoint reconnu réfugié";

- si elle est considérée comme mineure, alors l'AA viole l'intérêt supérieur de l'enfant : elle doit rester au Liban ou repartir en Syrie, dans une situation précaire, dans une région en guerre, seule avec ses jumeaux et sans le soutien de son époux, dans une société syrienne patriarcale;

- elle invoque la violation de l'intérêt supérieur de l'enfant et de l'article 21 du CODIP: le mariage a déjà eu lieu et 2 enfants sont nés de cette union; sous prétexte de la protéger d'un mariage en tant que mineure, ce qui n'est plus possible, l'AA restreint son droit au RF;

- pas de prise en compte de l'intérêt supérieur des enfants de la requérante, la décision concernant ces derniers étant uniquement fondée en référence à la sienne -

CCE:

- la PD s'est fondée sur l'acte de naissance et sur le passeport produits par la PR à l'appui de sa demande de visa, pour constater que, née en 2006, elle n'avait pas encore 18 ans à la date de l'AA + la PR ne peut être suivie dans ses critiques relatives à l'absence de prise en considération de certains éléments du DA: il n'appartient pas à l'ambassade (chargée de l'enregistrement de la demande de visa), mais bien à la PD, d'apprécier les éléments qui lui sont soumis par la PR; la PD n'est pas liée par un avis « neutre » de l'ambassade ni par l'exemption éventuelle du paiement de la redevance; la PR n'a pas fait valoir, à l'appui de sa demande, des éléments relatifs à son âge qui devrait être apprécié différemment que celui indiqué sur son acte de naissance et sur son passeport ; il n'appartient pas à la PD de « s'interroger sur l'âge véritable » de la PR et de procéder d'office un test d'âge; caractère de « notoriété publique » des informations sur l'enregistrement tardif des naissances en Syrie nullement démontré;

- le mariage de la PR à l'âge de 10 ans est manifestement contraire à l'ordre public, ce qui est suffisant à fonder l'AA, sans que la référence à l'application de l'article 21 du CODIP soit nécessaire;

- l'ordre public belge - en prohibant les mariages entre mineurs de moins de 18 ans - vise précisément à protéger par ce biais leur intérêt;

- la demande de visa RF a été introduit pour ses enfants mineurs en vue de rejoindre leur père, sur la base de l'article 10, §1er, 4°, 2ème tiret de la loi, dès lors que la demande était conjointement introduite par leur mère, la partie requérante, et non sur la base de l'article 10, §1er, 4°, 3ème tiret ; en se fondant sur le 1er AA, à savoir le refus de la demande de visa de la mère des enfants, pour ensuite en déduire « que le dossier ne contient pas une autorisation parentale de la mère pour le départ définitif de ses enfants en Belgique, condition nécessaire à l'art 10 », afin de refuser la demande de visas des enfants de la PR, la PD a violé le principe de précaution, l'intérêt supérieur des enfants et l'article 10, §1er, 4°, 2ème tiret de la loi, en ne permettant pas à la PR de compléter le dossier de ses enfants suite à la décision de refus de visa qui lui a été opposée dans son dossier -

=> Annulation de la décision de refus de visa visant les enfants de la PR

[Rappel article 4 de la Directive 2003/86/CE + article 10, §1er, alinéa 1er, 4° de loi du 15 décembre 1980 + travaux préparatoires re. à cet article]

"4.2.1. Le premier acte attaqué est fondé sur un premier motif relatif à la condition d'âge posée par l'article 10, §1er ,

alinéa 1er , 4° de la loi du 15 décembre 1980, soit 18 ans en l'espèce, et constatant que « la requérante née en date du 10/01/2006 n'a même pas encore atteint l'âge de 18 ans ! elle n'entre donc pas dans les conditions prévues par la loi ». La partie défenderesse prend un second motif relatif à la reconnaissance du mariage de la partie requérante avec le regroupant portant qu' « afin de prouver le lien matrimonial avec la personne à rejoindre, la requérante a produit un acte de mariage syrien mentionnant un mariage célébré en date du 05/01/2017. Or à ce moment la requérante n'avait même pas encore atteint l'âge de 11 ans (en effet elle s'est marié 5 jours avant ses 11 ans !!). Ce genre de mariages, avec un enfant de 10 ans, est contraire à l'ordre public belge ! Il ne peut en aucune fois être reconnu en Belgique tel quel ». Elle en conclut au rejet de la demande de visa en ce qui concerne la partie requérante.

Cette motivation n'est pas valablement contestée par la partie requérante en termes de requête qui ne démontre pas que la motivation de cet acte est insuffisante ou constitutive d'une erreur manifeste d'appréciation dans le chef de la partie défenderesse.

4.2.2. Concernant la première branche du moyen unique visant le premier motif du premier acte attaqué, le Conseil observe que la partie défenderesse s'est fondée sur l'acte de naissance et sur le passeport produits par la partie requérante à l'appui de sa demande de visa et dont elle ne conteste pas l'authenticité en termes de recours, pour constater que la partie requérante née le 10 janvier 2006 n'avait pas encore 18 ans à la date de la prise de l'acte attaqué.

A cet égard, la partie requérante ne peut être suivie dans ses critiques relatives à l'absence de prise en considération de certains éléments du dossier administratif qui « auraient dû mener la partie adverse à considérer la requérante comme majeure ». En effet, la partie requérante avance que la problématique de l'enregistrement tardif des naissances en Syrie est une information de notoriété publique, que le fait qu'elle est plus âgée aurait « dû sauter aux yeux » de la partie défenderesse dès lors qu'il est, selon elle, « évident [...] [qu'elle] était plus âgée que 11 ans lorsqu'elle est tombée enceinte des jumeaux », que la partie défenderesse aurait « dû s'interroger sur l'âge véritable » dans son chef et qu'un « test d'âge s'imposait », que son époux avait d'ailleurs déclaré lors de son audition au CGRA qu'elle était née en 2005 et enfin qu'elle a mentionné lors de sa demande de visa être « en réalité plus âgée que ne le laisse supposer son passeport » dès lors qu'elle a déclaré avoir l'autorité parentale dans le cadre des visas de ses enfants, ce qui selon elle n'a pas « échappé à l'ambassade » qui a relevé qu'elle avait eu ses enfants à 12 ans mais a rendu un avis neutre et l'a dispensée du paiement de la redevance car elle était reconnue comme conjoint de réfugié.

Le Conseil rappelle tout d'abord qu'il n'appartient pas à l'ambassade chargée de l'enregistrement de la demande de visa, mais bien à la partie défenderesse d'apprécier les éléments qui lui sont soumis par la partie requérante en se fondant notamment sur l'avis éventuel de l'ambassade. Toutefois, la partie défenderesse n'est pas liée par un avis « neutre » rendu par l'ambassade ni par l'exemption éventuelle du paiement de la redevance, l'ambassade procédant à l'enregistrement de la demande une fois que tous les documents nécessaires ont été déposés sans avoir aucune compétence pour préjuger du fond du dossier et de l'accomplissement des conditions requises par la loi pour obtenir le visa sollicité.

Ensuite, il ne ressort pas du dossier administratif que la partie requérante ait fait valoir à l'appui de sa demande des éléments relatifs à son âge qui devrait être apprécié différemment que celui indiqué sur son acte de naissance et sur son passeport. Le seul fait qu'elle ait déclaré comme ayant l'autorité parentale dans le cadre des demandes de visas de ses enfants ne permet pas d'inverser ce constat. Elle n'a pas non plus joint ou fait valoir que son époux avait déclaré l'année 2005 comme son année de naissance au CGRA et il ne saurait être exigé de la partie défenderesse de parcourir le dossier administratif à la recherche d'éventuels documents ou d'informations liés à des procédures antérieures et indépendantes qui seraient susceptibles d'étayer la présente demande. L'administration n'est en effet nullement tenue de rechercher les éventuels arguments que l'étranger aurait fait valoir à l'appui d'autres procédures (celle de son époux en l'espèce) dès lors qu'elle ne peut se substituer à cet égard à la partie requérante. C'est à la partie requérante, qui se prévaut d'une situation susceptible d'avoir une influence sur l'examen de sa situation administrative, qu'il incombe d'en informer l'administration qui, pour sa part, ne saurait être tenue de procéder à des investigations, sous peine de la placer dans l'impossibilité de donner suite dans un délai admissible aux nombreuses demandes dont elle est saisie (en ce sens, notamment : C.E., 7 août 2002, n° 109.684).

Il n'appartenait pas non plus à la partie défenderesse de « s'interroger sur l'âge véritable » de la partie requérante et de procéder d'office un test d'âge alors que la partie requérante a elle-même déposé à l'appui de sa demande des documents dont l'authenticité n'est pas contestée et n'a pas fait valoir à cette occasion de dissonance entre ces documents et son âge réel supposé. Quant au caractère de « notoriété publique » des informations sur l'enregistrement tardif des naissances en Syrie, il n'est nullement démontré. En effet, la notoriété publique, d'un fait ou d'un événement, se définit comme le fait d'être « connu d'une grande majorité de personnes », ce qui ne saurait être considéré d'une telle information.

Le premier motif de l'acte attaqué est donc valablement motivé par le constat selon lequel la partie requérante ne remplit pas la condition d'âge posée à l'article 10, §1er, alinéa 1er, 4° de la loi du 15 décembre 1980.

Il ressort de ce qui précède que la première branche du moyen unique n'est pas fondée.

4.2.3.1. Concernant les deuxième et troisième branches du moyen unique, la partie requérante estime tout d'abord que si la partie défenderesse la considère comme mineure d'âge, il lui appartenait de prendre en considération son intérêt supérieur, quod non en l'espèce. Elle fait valoir ensuite que la motivation du premier acte attaqué refusant de reconnaître son mariage pour des raisons d'ordre public a pour effet de restreindre son droit au regroupement familial sans prendre en compte son intérêt supérieur en que cette décision l'empêche de rejoindre son époux et le père de ses enfants et la maintient dans une zone de conflit. Elle estime enfin que cette motivation n'est fondée sur aucune base légale.

4.2.3.2. A titre liminaire, le Conseil rappelle qu'il est sans juridiction pour connaître des contestations qui portent sur des droits civils ou encore pour connaître des contestations qui portent sur des droits politiques que le Législateur ne lui a pas expressément attribués (...)

A l'audience, le conseil de la partie requérante déclare qu'une requête unilatérale a été introduite le 25 septembre 2023 devant le Tribunal de première instance de Bruxelles en vue de la reconnaissance du mariage de sa cliente avec son époux sans qu'une décision n'ait toutefois à ce jour été rendue.

4.2.3.3. Concernant, l'absence de base légale alléguée, le Conseil observe que la partie défenderesse refuse de reconnaître le mariage de la partie requérante et de son époux en invoquant la minorité de celle-ci lors de ce mariage en contrariété avec l'ordre public belge, ce qui suffit à fonder ce motif sans que la référence explicite à l'article 21 du CODIP doive être spécifiée. En effet, pour rappel, le Code civil prévoit sous son Titre V 'DU MARIAGE', Chapitre I « Des qualités et conditions pour pouvoir contracter mariage », un article 144 qui dispose que : « Nul ne peut contracter mariage avant dix-huit ans ». Le mariage de la partie requérante à l'âge de 10 ans est manifestement contraire à l'ordre public ce qui est suffisant à fonder le motif susmentionné sans que la référence à l'application de l'article 21 du CODIP soit nécessaire à la bonne compréhension de la décision litigieuse.

4.2.3.4. En ce que la partie requérante invoque la non prise en considération de son intérêt supérieur en tant que mineure, il apparaît également manifeste que l'ordre public belge - en prohibant les mariages entre mineurs de moins de dix-huit ans - vise précisément à protéger par ce biais leur intérêt. Il ne saurait, en outre, être reproché à la partie défenderesse d'avoir appliqué la loi belge en constatant d'une part que la partie requérante ne remplissait pas les conditions posées au regroupement familial en application de l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980 tiré de la directive 2003/86 et d'autre part en relevant que son mariage était contraire à l'ordre public.

A cet égard, et relativement à la violation de l'article 8 de la CEDH invoqué, le Conseil rappelle l'arrêt de la Cour Constitutionnelle 2008/95 du 26 juin 2008 concernant le refus d'un droit de séjour à autre conjoint d'un étranger polygame lorsqu'un conjoint séjourne déjà dans le Royaume, dans lequel il a notamment été jugé au point B.20.3. que « Le législateur belge a, par la disposition en cause, choisi de transposer l'article 4, paragraphe 4, de la directive 2003/86/CE en excluant de façon semblable les conjoints polygames et leurs enfants du droit au regroupement familial avec leur époux et avec leur parent. Le législateur peut limiter le regroupement familial des conjoints unis par une forme d'union conjugale qui est contraire non seulement à l'ordre public international belge, mais également à l'ordre public international des autres Etats membres de l'Union européenne, ce qui ressort de la genèse de la restriction contenue à l'article 4, paragraphe 4, de la directive précitée. Une telle restriction constitue une ingérence, admise par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, d'une autorité publique dans l'exercice du droit au respect à la vie familiale, qui est nécessaire, dans une société démocratique, à l'objectif de défense de l'ordre mentionné dans cette disposition » (le Conseil souligne).

Il ressort également de la jurisprudence de la Cour EDH dans l'affaire Z. H. et R. H. c. Suisse (n° 60119/12) du 8 décembre 2015 que dans une affaire similaire où les requérants, mariés religieusement en Iran à l'âge de 14 et 18 ans, dénonçaient le refus des autorités suisses de reconnaître leur mariage comme valable et d'en tenir compte dans le cadre de leur demande d'asile, la Cour a conclu à la non-violation de l'article 8 de la CEDH, jugeant en particulier que la Convention ne pouvait être interprétée comme imposant à un État de reconnaître un mariage contracté par un enfant de 14 ans.

Quant à la jurisprudence du Conseil citée par la partie requérante, outre que les circonstances factuelles de cette affaire diffèrent du présent dossier, dès lors qu'elle ne porte ni sur un arrêt rendu en AG ni sur un arrêt rendu en Chambres réunies, n'appelle pas d'autre développement, le Conseil rappelant que le système juridique belge ne relève pas du système jurisprudentiel (Common law).

4.2.3.5. Rien n'empêche la partie requérante de réintroduire une demande de visa sur pied de l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980 (cfr travaux préparatoires) en faisant valoir les circonstances humanitaires ad hoc ainsi que les éléments à prendre en considération autour de l'enregistrement de sa naissance, sans compter le cas échéant de l'éventuelle

décision de reconnaissance de mariage future.

4.2.3.6. Les deuxième et troisième branches du moyen unique ne sont pas fondées.

4.3.1. Sur le second acte attaqué et la quatrième branche du moyen unique, le Conseil observe avec la partie requérante que la demande de visa regroupement familial a été introduit pour ses enfants mineurs en vue de rejoindre leur père, sur la base de l'article 10, §1er, 4°, 2ème tiret de la loi du 15 décembre 1980 à savoir « leurs enfants, qui viennent vivre avec eux avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans et sont célibataires » dès lors que la demande était conjointement introduite par leur mère, la partie requérante, et non sur la base de l'article 10, §1er, 4°, 3ème tiret qui vise « les enfants de l'étranger rejoint, de son conjoint ou du partenaire enregistré visé au premier tiret, qui viennent vivre avec eux avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans et sont célibataires, pour autant que l'étranger rejoint, son conjoint ou ce partenaire enregistré en ait le droit de garde et la charge et, en cas de garde partagée, à la condition que l'autre titulaire du droit de garde ait donné son accord » tel qu'applicable à des enfants mineurs rejoignant seuls leur parent regroupant.

En se fondant sur le premier acte attaqué, à savoir le refus de la demande de visa de la mère des enfants pour ensuite en déduire « que le dossier ne contient pas une autorisation parentale de la mère pour le départ définitif de ses enfants en Belgique, condition nécessaire à l'art 10 » afin de refuser la demande de visas des enfants de la partie requérante, la partie défenderesse a violé le principe de précaution, l'intérêt supérieur des enfants et l'article 10, §1er, 4°, 2ème tiret de la loi susvisée en ne permettant pas à la partie requérante de compléter le dossier de ses enfants suite à la décision de refus de visa qui lui a été opposée dans son dossier. En effet, il ne pouvait être attendu de la partie requérante lors de l'introduction de sa demande de visa conjointement à celle de ses enfants, qu'elle joigne également une autorisation parentale en son nom alors que ce document n'était pas requis à ce stade, et ce en prévision d'un éventuel refus par la partie défenderesse de sa demande de visa.

Les observations de la partie défenderesse dans sa note ne permettent pas de renverser les constats qui précèdent en ce qu'elle se contente de constater qu' « une des conditions pour obtenir un regroupement familial en tant qu'enfant mineur d'un étranger autorisé à séjourner en Belgique n'était pas remplie puisque les dossiers de demande de visa des enfants ne contenaient pas une autorisation parentale de la mère pour un départ définitif de ses enfants en Belgique ».

4.3.2. La quatrième branche du moyen unique est fondée et suffit à l'annulation du second acte attaqué."

CCE arrêt 301540 du 15/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Serbie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-Mineur

composition du siège

1 juge

"Le Conseil observe que le débat entre les parties porte, dans un premier temps, sur l'application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1^{er}, 6° de la loi du 15 décembre 1980 (...).

(...) [L]a partie défenderesse considère que le requérant n'invoque pas de faits propres qui justifient une demande distincte de celles précédemment introduites par ses parents et dont il était présumé qu'elles étaient également introduites en son nom, conformément à l'article 57/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de la loi du 15 décembre 1980.

Le Conseil ne partage pas cette analyse. Il considère d'emblée qu'en vertu du principe selon lequel l'intérêt supérieur de l'enfant constitue une considération déterminante qui doit guider les instances d'asile dans l'examen des demandes de protection internationale impliquant des mineurs d'âge, le Conseil se doit d'analyser les déclarations du jeune requérant avec toute la prudence et la bienveillance requise en recherchant les éventuels éléments qui pourrait justifier, dans son chef, un besoin personnel et spécifique de protection internationale.

(...) [L]e Conseil constate que la situation spécifique du jeune requérant est différente de celle de ses parents puisque, contrairement à ceux-ci qui ont déjà séjourné pendant plusieurs années en Serbie avant de venir en Europe, le requérant, dont l'appartenance à l'ethnie rom n'est pas contestée, n'a jamais vécu dans ce pays dès lors qu'il est né en Allemagne, qu'il a ensuite vécu en France et aux Pays-Bas, avant de finalement venir s'installer en Belgique, avec ses parents, en 2021.

Si, au cours de son entretien personnel, il explique avoir rendu visite à sa famille résidant en Serbie au cours de l'année 2014 ou 2015, alors qu'il était âgé de deux ou trois ans, le requérant déclare ne plus être retourné dans ce pays depuis lors. De plus, il précise ne rien connaître de la Serbie et n'avoir, à ce jour, que quelques contacts téléphoniques sporadiques avec l'un ou l'autre membre de sa famille.

(...) [L]e fait que le requérant, âgé de neuf ans seulement au jour de son entretien personnel, n'ait pas explicitement invoqué le fait d'être un enfant rom, ayant toujours vécu à l'étranger et ne connaissant rien de la Serbie, comme un « fait propre qui justifie une demande distincte » n'empêche nullement que tel puisse être le cas.

Le Conseil observe en effet qu'il ressort à suffisance des déclarations du jeune requérant qu'il invoque, avec ses mots d'enfant et à plusieurs reprises, le fait qu'il n'a, en Serbie, aucune attache et qu'il n'y a jamais vécu. De ce point de vue, il invoque bien « des faits propres qui justifient une demande distincte », sachant qu'il n'est pas permis de déduire des éléments invoqués par ses parents dans le cadre de leurs propres demandes précédemment introduites pour eux-mêmes et au nom du requérant, que de tels faits, liés à la circonstance que le requérant est né en dehors de la Serbie et qu'il n'a jamais séjourné dans ce pays, auraient été spécifiquement abordés.

(...) [L]e Conseil estime que cette circonstance constitue bien, dans le chef du requérant mineur, un « fait propre qui justifie une demande distincte » de telle sorte que la demande de protection internationale qu'il a introduite ne pouvait pas être déclarée irrecevable en application de l'article 57/6, §3, alinéa 1^{er}, 6° de la loi du 15 décembre 1980.

Quant à l'examen des craintes personnelles du jeune requérant fondée sur le fait qu'il est mineur, rom et n'a jamais vécu en Serbie, après l'analyse du dossier administratif et des pièces de procédure, le Conseil estime qu'il ne détient pas tous les éléments lui permettant de statuer en connaissance de cause.

(...) [D]ans la décision entreprise, la partie défenderesse mentionne que la violence xénophobe et la violence policière à l'égard de la communauté rom en Serbie existent. Toutefois, elle se borne à faire référence à un rapport général sur la Serbie intitulé « COI Focus. Servie. Algemene Situatie » daté du 15 décembre 2022, disponible sur son site internet, dans lequel les informations relatives à la communauté rom en Serbie sont particulièrement succinctes[COI Focus. Servie. Algemene Situatie » daté du 15 décembre 2022, pp. 44 à 50].

Il ressort néanmoins des quelques informations consignées dans le rapport susmentionné que les Roms sont confrontés, en Serbie, à diverses formes de ségrégations et discriminations, notamment dans l'accès au marché de l'emploi, à la protection sociale et aux soins de santé. En ce qui concerne la protection contre ces discriminations, ce rapport relève l'absence de soutien systémique dans les administrations locales, ce qui a pour conséquence que l'accès

à la justice reste faible, en particulier dans les cas de discrimination, de discours de haine et de violations des droits de l'homme[5]. Ledit rapport rapporte également le manque de mise en œuvre des plans d'action locaux pour l'inclusion des Roms et l'absence d'assistance juridique adéquate pour ce groupe, ce qui laisse un certain nombre de problèmes socio-économiques non résolus.

Le Conseil déduit des informations versées par la partie défenderesse que la situation des Roms en Serbie demeure problématique, voire préoccupante et que, s'il ne ressort pas des éléments versés aux dossiers administratif et de la procédure que cette situation générale est telle que tout membre de cette minorité peut valablement se prévaloir de raisons de craindre d'être persécuté du seul fait de cette appartenance ethnique, elle impose toutefois une attention toute particulière à la situation personnelle et individuelle des demandeurs appartenant à la minorité rom de Serbie.

(...) [L]e Conseil constate que, dans le rapport précité, les informations relatives à la situation spécifique des mineurs appartenant à l'ethnie rom sont particulièrement succinctes, pour ne pas dire inexistantes, outre que la problématique des enfants rom ayant exclusivement vécu à l'étranger - comme c'est précisément le cas du requérant - n'a, quant à elle, pas fait l'objet d'une analyse particulière.

(...) [L]e Conseil rappelle que la Cour de Justice de l'Union européenne (ci-après « CJUE ») s'est récemment exprimée sur l'étendue du devoir de coopération auquel les autorités des Etats membres sont tenues en vertu de l'article 4 de la directive 2011/95/UE. Ainsi, dans un arrêt du 29 juin 2023 (CJUE, arrêt du 29 juin 2023, affaire C-756/21, X c. International Protection Appeals Tribunal, Minister for Justice and Equality, Ireland, Attorney General), la CJUE souligne que :

"54. Il résulte de la jurisprudence rappelée aux points 48 à 53 du présent arrêt que l'obligation de coopération prévue à l'article 4, paragraphe 1, de la directive 2004/83 implique que l'autorité responsable de la détermination, en l'occurrence l'IPO, ne peut procéder à un examen approprié des demandes ni, partant, déclarer une demande non fondée sans prendre en considération, au moment de statuer sur la demande, d'une part, tous les faits pertinents concernant la situation générale existant dans le pays d'origine ainsi que, d'autre part, l'ensemble des éléments pertinents liés au statut individuel et à la situation personnelle du demandeur.

55. S'agissant des faits pertinents concernant la situation générale existant dans le pays d'origine, il découle d'une lecture conjointe de l'article 4, paragraphe 1, de la directive 2004/83 et de l'article 8, paragraphe 2, sous b), de la directive 2005/85 que les Etats membres doivent veiller à ce que des informations précises et actualisées soient obtenues sur la situation générale existant dans les pays d'origine des demandeurs d'asile et, le cas échéant, dans les pays par lesquels ils ont transité (arrêt du 22 novembre 2012, M., C 277/11, EU:C:2012:744, point 67)"

Il résulte de la jurisprudence précitée de la CJUE que l'obligation de coopération prévue à l'article 4, paragraphe 1, de la directive 2004/83/CE impose à l'autorité responsable de la détermination de la protection internationale de se procurer des informations précises et actualisées portant sur tous les faits pertinents concernant la situation générale existant dans le pays d'origine.

Les instances d'asile sont donc tenues de coopérer activement avec le demandeur afin de déterminer et de compléter les éléments de nature à étayer sa demande de protection internationale.

Le Conseil invite dès lors la partie défenderesse à lui communiquer des informations actuelles sur la situation, à leur retour en Serbie, des enfants mineurs appartenant à l'ethnie rom qui ont exclusivement vécu à l'étranger et à examiner la crainte du requérant à l'aune de ces informations".

CCE arrêt 301516 du 15/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Arménie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"La troisième requérante reproche à la partie défenderesse d'avoir motivé la décision prise à son égard par référence aux décisions prises à l'égard de son fils et de sa belle-fille, les deux premiers requérants. Elle souligne que la décision prise à son égard est pourtant postérieure à celles prises à l'égard des deux premiers requérants et qu'elle n'a pas eu accès aux informations comprises dans le dossier administratif de ces derniers.

Le Conseil n'est pas convaincu par cette argumentation. Il souligne tout d'abord que, contrairement à ce qui est affirmé dans le recours, les décisions prises à l'égard des deux premiers requérants l'ont été le même jour que celle prise à l'égard de la troisième requérante, soit le 18 juillet 2023 (...). Le Conseil observe encore que la troisième requérante ne précise pas de manière claire sur quelle disposition légale elle s'appuie pour solliciter l'annulation de l'acte attaqué et il n'aperçoit pour sa part, à la lecture des dispositions dont elle invoque la violation, pas d'indication précise sur la sanction à réserver à un manquement aux obligations qu'ils imposent.

Certes, les actes attaqués ont été notifiés à des dates différentes, les décisions prises à l'égard des premiers requérants ayant été notifiées le 2 août 2023 (...) et celle prise à l'égard de la troisième requérante, le 20 juillet 2023 (...). Toutefois, le Conseil constate, d'une part, que les trois requérants sont défendus par le même avocat qui a sollicité la jonction de leurs recours en raison de leur connexité, d'autre part, que les trois recours ont été introduits simultanément, et enfin, que la décision prise à l'égard de la troisième requérante contient une reproduction des motifs de la décision prise à l'égard de son fils, premier requérant. Au vu de ce qui précède, le Conseil n'aperçoit pas en quoi les droits de la défense de la troisième requérante auraient été restreints par le retard de la notification des décisions prises à l'égard des premiers requérants.

Le Conseil observe encore que l'enseignement de l'arrêt du Conseil n°218 231 du 14 mars 2019 ne permet pas de conduire à une analyse différente. Les trois conditions requises par cet arrêt, dont le recours rappelle le contenu, sont en réalité remplies en l'espèce. Premièrement, il résulte de ce qui suit que la décision prise à l'égard du premier requérant est valablement motivée. Deuxièmement, cette décision était connue de la troisième requérante puisqu'elle est reproduite dans la décision prise à son égard. Troisièmement, il n'est pas contesté que l'auteur de la décision prise à l'égard de la requérante fait sienne la position adoptée dans la décision prise à l'égard du premier requérant puisqu'il s'agit du même auteur et que leurs demandes sont connexes."

CCE arrêt 301611 du 15/02/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Guinée

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

AUTRE

composition du siège

1 juge

Rejet demande de séjour illimité - OE : la PR "n'est pas en possession d'un passeport national valable" - CCE: les articles 9 et 13, sur lesquels la PD base l'AA, ne prévoient pas la production d'un « passeport national valable » à l'appui d'une demande de séjour illimité + la PR avait invoqué, dans sa demande, le fait 1) que l'ambassade de Guinée à Bruxelles ne délivre pas de passeports car ceux-ci sont maintenant biométriques et ne sont établis qu'en Guinée et 2) qu'elle était incapable de voyager -> informations non prises en compte - Violation de l'obligation de motivation => Annulation

[Rappel articles 9, 9bis et 13 de la Loi + obligation de motivation]

"3.2.2. En l'espèce, la partie défenderesse a pris une décision de rejet de la demande de séjour illimité au motif que la partie requérante « n'est pas en possession d'un passeport national valable, ce qui ne permet pas d'établir avec certitude l'identité de l'intéressée et accessoirement son pays d'origine » et en conclut que « L'une des conditions liées à l'examen d'une demande de séjour illimité est la production d'un passeport national valable ».

3.2.3. Or, à l'instar de la partie requérante, le Conseil constate que les articles 9 et 13, sur lesquels la partie défenderesse base l'acte attaqué, ne prévoient ni l'un ni l'autre, la production d'un « passeport national valable » à l'appui d'une demande de séjour illimité. Partant, l'acte attaqué ne peut être considéré comme étant motivé adéquatement en fait et en droit ;

3.2.4. En outre, le Conseil constate qu'à l'appui de sa demande visée au point 1.8. du présent arrêt, la partie requérante avait invoqué que « l'ambassade de la République de Guinée à Bruxelles ne délivre toujours pas de passeports à ses ressortissants, car ceux-ci sont maintenant biométriques et ne peuvent être établis qu'en Guinée par les services compétents en la matière ».

Elle avait également produit trois documents afin d'étayer son propos, à savoir un courrier du 20 janvier 2022 émanant du « Ministère des affaires étrangères, de la coopération internationale, de l'intégration africaine et des guinéens de l'étranger » adressé à l'Ambassadeur de la République de Guinée en Belgique, ayant pour objet « Interruption de la délivrance des passeports », une attestation du 10 septembre 2021 de l'ambassade de la République de Guinée auprès des pays du Benelux et de l'Union européenne stipulant que les passeports biométriques « ne sont établis qu'en Guinée par les services compétents en la matière » et un communiqué du 12 janvier 2022 de la même ambassade mentionnant que « les opérations d'enrôlement à la Chancellerie pour la délivrance de passeports biométriques sont momentanément suspendues ».

Par ailleurs, la partie requérante avait également produit à l'appui de la demande susvisée un rapport médical, dont la date n'est pas lisible au dossier administratif, en vertu duquel elle « est incapable de voyager et de vivre de façon autonome ».

Or, le Conseil constate qu'en se contentant d'affirmer que la partie requérante « n'est pas en possession d'un passeport national valable, ce qui ne permet pas d'établir avec certitude l'identité de l'intéressée et accessoirement son pays d'origine », la partie défenderesse n'a nullement pris en compte l'ensemble des informations et documents tendant à prouver des difficultés de la partie requérante à se procurer un passeport national valable et a, dès lors, manifestement violé son obligation de motivation et, partant, les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

3.3. L'argumentation développée par la partie défenderesse en termes de note d'observations n'est pas de nature à énerver les constats qui précèdent dans la mesure où elle se contente de réitérer la motivation de l'acte attaqué et d'affirmer que « tous les éléments connus par la partie défenderesse ont été effectivement appréciés », ce qui est manifestement contredit par les développements qui précèdent."

CCE arrêt 301614 du 15/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Syrie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

**CG Exclusion Genève et exclusion protection
subsidaire**

composition du siège

3 juges

Bestreden beslissing: **uitsluiting** vluchtelingenstatus - artikel 55/2 van de Vreemdelingenwet *juncto* artikel 1,F (b) van de Vluchtelingenconventie + uitsluiting subsidiaire beschermingsstatus - artikel 55/4 §1, eerste lid, c) Vreemdelingenwet.

In casu: **gedwongen kindhuwelijk** en **verkrachting**: Verzoeker huwde op zijn éénnentwintig met een meisje van slechts dertien jaar oud.

Uitzonderingsbepalingen > **restrictieve interpretatie** en **bewijslast** rust op verwerende partij.

Toepassing van deze uitsluitingsgronden vereist niet dat een verzoeker strafrechtelijk werd veroordeeld. Evenmin is vereist dat aan de strafrechtelijke bewijsstandaard, i.e. "*boven elke redelijke twijfel verheven*", wordt voldaan. De **bewijsstandaard** die in asielzaken wordt gehanteerd vereist niettemin dat er "ernstige redenen zijn om aan te nemen" dat de verzoeker individueel verantwoordelijk is voor misdrijven of daden bedoeld in artikel 1, F van het Vluchtelingenverdrag alsook dat er "ernstige redenen" aanwezig zijn om tot dezelfde conclusie te komen op basis van artikel 55/4 van de Vreemdelingenwet.

Wanneer is er sprake van een "**ernstig misdrijf**" in de zin van de artikelen 55/2 en 55/4 van de Vreemdelingenwet?

Bij de beoordeling van een mogelijke uitsluiting vanwege het plegen van een ernstig (niet-politiek) misdrijf, moet worden gekeken naar het strafrecht van het asieland, waarbij in gedachten gehouden moet worden dat internationale normen de reikwijdte van deze uitsluitingsgrond bepalen. Een persoon kan enkel van internationale bescherming uitgesloten worden voor een **gedraging die strafbaar is volgens het strafrecht van het land van asiel, in casu** België. De omstandigheid dat deze gedragingen in het land van herkomst van de verzoeker om internationale bescherming, *in casu* Syrië, niet strafbaar zouden zijn, sluit de toepassing van uitsluiting niet uit (EASO, *Practical Guide on Exclusion for Serious (Non-Political) Crimes*, december 2021, p. 12-13).

(...) Hoewel nationale strafrechtelijke concepten nuttig kunnen zijn bij de toepassing van uitsluitingsbepalingen, met name om te begrijpen welke elementen een strafbaar feit tot een "ernstig misdrijf" kunnen maken, verschilt het strafrecht fundamenteel van het asielrecht. (...) Het "ernstig (niet-politiek) misdrijf" bedoeld in de artikelen 55/2 en 55/4 van de Vreemdelingenwet dient aldus als een begrip '*sui generis*' te worden beschouwd. Daar het niet verder gedefinieerd wordt noch in het Vluchtelingenverdrag noch in de Vreemdelingenwet, dringt een richtlijnconforme uitlegging zich op, waarbij ook rekening gehouden moet worden met de uniforme interpretatie die het HvJ reeds aan bepalingen van het betrokken Unierecht heeft gegeven (...).

Gelet op de vaststelling dat een "ernstig niet-politiek misdrijf" een autonoom karakter heeft, komt het de Raad toe om, rekening houdend met de relevante rechtspraak van het Hof van Justitie, de contouren ervan vast te stellen.

De **criteria om de ernst van het misdrijf te beoordelen** worden besproken:

- De veroordeling en/of strafbaarstelling van het gepleegde feit in verschillende rechtssystemen en de voorziene straf.
- De aard van de gepleegde daad en de daadwerkelijk toegebrachte schade

Dat het gedwongen kindhuwelijk **zowel indirecte als directe schadelijke gevolgen** met zich meebrengt blijkt niet alleen uit verschillende gezaghebbende bronnen die zich in het rechtsplegingsdossier bevinden, uit het Verdrag van Istanbul en uit de rechtspraak van het Hof van Justitie, maar vindt ook weerslag in verzoekers verklaringen, zoals *infra* blijkt. (...)

Het betreft een vorm van gendergeweld en discriminatie die zich niet louter beperkt tot het psychologische effect van het niet mogen beslissen of, wanneer en met wie men trouwt. Het brengt ook met zich mee dat het meisje gevangen zit in een huwelijk met een oudere man en dient te leven als een echtgenote met alle bijhorende plichten terwijl ze nog een kind (of adolescent) is. (...)

De Raad is van oordeel dat verzoeker op de hoogte had moeten zijn van de schadelijke gevolgen die een huwelijk tussen een meerderjarige man en een meer dan zeven jaar jonger minderjarig meisje met zich teweeg brengt. In het geheel van de omstandigheden eigen aan verzoekers situatie, kan zelfs een eventueel gegeven instemming in hoofde van K. A.-J. niet beschouwd worden als een volwaardige en geïnformeerde instemming. Rekening houdend met verzoekers verklaringen, de landeninformatie en de overige stukken uit het rechtsplegingsdossier kan niet worden besloten dat K. A.-J. haar instemming gegeven heeft, vrij van fysieke, psychologische, seksuele, financiële of emotionele druk.

Dat er seksuele handelingen werden verricht op een moment dat K. A.-J. jonger was dan zestien jaar en verzoeker op dat moment reeds de leeftijd van éérentwintig jaar had bereikt, waardoor het verschil in leeftijd tussen beiden meer dan drie jaar bedraagt, wordt niet betwist. (...). Dat er sprake is van (herhaaldelijke) verkrachting volgens het Belgische strafrecht blijkt uit het onweerlegbaar vermoeden van gebrek aan instemming in hoofde van K. A.-J. gelet op haar leeftijd, die van verzoeker en het leeftijdsverschil (...). De vraag of K. A.-J. al dan niet zou hebben ingestemd met de seksuele betrekkingen met penetratie stelt zich omwille van het onweerlegbaar vermoeden van een gebrek aan instemming niet. Het toegebrachte lichamelijk letsel is inherent aan de aard van de daad, namelijk de herhaaldelijke verkrachtingen die verzoeker heeft gepleegd, waardoor niet verder moet worden ingegaan op de aard van de toegebrachte schade.

Gelet op de straffen die in België van toepassing zijn op de gepleegde handelingen, zijnde **verkrachting** en **gedwongen kindhuwelijk**, de aard van de misdrijven, de strafverzwarende omstandigheden en de aard en de ernst van de veroorzaakte schade, wordt geconcludeerd dat verzoeker ernstige misdrijven gepleegd heeft, die eveneens op Europees en internationaal niveau veroordeeld worden. Voormelde criteria zijn *in casu* afdoende determinerend om te oordelen dat er sprake is van ernstige misdrijven die, indien ook voldaan aan de overige voorwaarden omschreven in de artikelen 55/2 en 55/4 van de Vreemdelingenwet, kunnen leiden tot de uitsluiting van de internationale beschermingsstatus.

De **individuele verantwoordelijkheid** van verzoekende partij blijkt genoegzaam uit volgende vaststellingen:

(i) Verzoeker was op het moment van het huwelijk een meerderjarige man van eenentwintig jaar oud, die zelf het initiatief en de vrije en bewuste keuze nam om met K. A.-J. in het huwelijk te treden zonder zich terdege te vergewissen van haar leeftijd en zonder andere huwelijkskandidaten te overwegen; (ii) Verzoeker is niet opgegroeid in een omgeving waarin kindhuwelijken op dermate jonge leeftijd als norm of als niet uitzonderlijk werden beschouwd; (iii) Verzoeker was zich bewust of had zich bewust moeten zijn van de schadelijke gevolgen zowel van het kindhuwelijk als van de seksuele contacten met penetratie met K. A.-J.; en (iv) Verzoeker heeft met K. A.-J. veelvuldige seksuele betrekkingen met penetratie gehad ook nadat hij zich vergewist had van haar leeftijd.

Geen afzonderlijke evenredigheids- of proportionaliteitstoetsing (...). Dat verzoeker een **gezinsleven** heeft opgebouwd met K. A.-J. is aldus niet relevant in het kader van huidige beoordeling. Ook de getuigenissen die voorliggen zijn, omwille van de redenen *supra* uiteengezet, niet van die aard om afbreuk te doen aan verzoekers individuele verantwoordelijkheid.

Uit verzoekers verklaringen blijkt dat hij voormelde feiten niet met een politiek oogmerk heeft gepleegd en dat zij louter waren ingegeven door zijn wil om te huwen en dit huwelijk te consumeren. Het **niet-politiek karakter** van deze misdrijven wordt niet betwist.

Verzoeker en K. A.-J. traden in Libanon religieus in het huwelijk op 6 augustus 2015 (...). De herhaalde verkrachtingen, althans tot K. A.-J. de volle leeftijd van zestien jaar bereikte, vonden ook plaats in Libanon. Dat zij met elkaar in het huwelijk zijn getreden en seksuele betrekkingen met penetratie hebben gehad **buiten het land van toevlucht**, zijnde België, wordt niet betwist.

Dat het huwelijk en de eerste seksuele betrekkingen met penetratie **voorafgingen aan de komst van verzoeker naar België** in januari 2021, wordt evenmin betwist.

Besluit: er is voldaan aan de constitutieve elementen van artikel 1, F (b) van het Vluchtelingenverdrag, met name dat in verzoekers geval ernstige redenen voorhanden zijn om aan te nemen dat hij een misdrijf heeft gepleegd dat ernstig en niet-politiek van aard is, dat plaatsvond voordat verzoeker tot het land is toegelaten als vluchteling, en waarvoor hij individuele verantwoordelijkheid draagt.

CCE arrêt 301615 du 15/02/2024

procédure CCE
Plein contentieux

nationalité
Syrie
dictum arrêt
Rejet

acte attaqué
**CG Exclusion Genève et exclusion protection
subsidaire**
composition du siège
3 juges

Bestreden beslissing: **uitsluiting** vluchtelingenstatus - artikel 55/2 van de Vreemdelingenwet *juncto* artikel 1,F (b) van de Vluchtelingenconventie + uitsluiting subsidiaire beschermingsstatus - artikel 55/4 §1, eerste lid, c) Vreemdelingenwet.

In casu: **gedwongen kindhuwelijk** en **verkrachting**: Verzoeker huwde op zijn éénnentwintig met een meisje van slechts dertien jaar oud.

Uitzonderingsbepalingen > **restrictieve interpretatie** en **bewijslast** rust op verwerende partij.

Toepassing van deze uitsluitingsgronden vereist niet dat een verzoeker strafrechtelijk werd veroordeeld. Evenmin is vereist dat aan de strafrechtelijke bewijsstandaard, i.e. "*boven elke redelijke twijfel verheven*", wordt voldaan. De **bewijsstandaard** die in asielzaken wordt gehanteerd vereist niettemin dat er "ernstige redenen zijn om aan te nemen" dat de verzoeker individueel verantwoordelijk is voor misdrijven of daden bedoeld in artikel 1, F van het Vluchtelingenverdrag alsook dat er "ernstige redenen" aanwezig zijn om tot dezelfde conclusie te komen op basis van artikel 55/4 van de Vreemdelingenwet.

Wanneer is er sprake van een "**ernstig misdrijf**" in de zin van de artikelen 55/2 en 55/4 van de Vreemdelingenwet?

Bij de beoordeling van een mogelijke uitsluiting vanwege het plegen van een ernstig (niet-politiek) misdrijf, moet worden gekeken naar het strafrecht van het asieland, waarbij in gedachten gehouden moet worden dat internationale normen de reikwijdte van deze uitsluitingsgrond bepalen. Een persoon kan enkel van internationale bescherming uitgesloten worden voor een **gedraging die strafbaar is volgens het strafrecht van het land van asiel**, *in casu* België. De omstandigheid dat deze gedragingen in het land van herkomst van de verzoeker om internationale bescherming, *in casu* Syrië, niet strafbaar zouden zijn, sluit de toepassing van uitsluiting niet uit (EASO, *Practical Guide on Exclusion for Serious (Non-Political) Crimes*, december 2021, p. 12-13).

(...) Hoewel nationale strafrechtelijke concepten nuttig kunnen zijn bij de toepassing van uitsluitingsbepalingen, met name om te begrijpen welke elementen een strafbaar feit tot een "ernstig misdrijf" kunnen maken, verschilt het strafrecht fundamenteel van het asielrecht. (...) Het "ernstig (niet-politiek) misdrijf" bedoeld in de artikelen 55/2 en 55/4 van de Vreemdelingenwet dient aldus als een begrip '*sui generis*' te worden beschouwd. Daar het niet verder gedefinieerd wordt noch in het Vluchtelingenverdrag noch in de Vreemdelingenwet, dringt een richtlijnconforme uitlegging zich op, waarbij ook rekening gehouden moet worden met de uniforme interpretatie die het HvJ reeds aan bepalingen van het betrokken Unierecht heeft gegeven (...).

Gelet op de vaststelling dat een "ernstig niet-politiek misdrijf" een autonoom karakter heeft, komt het de Raad toe om, rekening houdend met de relevante rechtspraak van het Hof van Justitie, de contouren ervan vast te stellen.

De **criteria om de ernst van het misdrijf te beoordelen** worden besproken:

- De veroordeling en/of strafbaarstelling van het gepleegde feit in verschillende rechtssystemen en de voorziene straf.
- De aard van de gepleegde daad en de daadwerkelijk toegebrachte schade

De beschikbare landeninformatie beschrijft een gedwongen kindhuwelijk als een schending van fundamentele mensenrechten. Het betreft een vorm van gendergeweld en discriminatie die zich niet louter beperkt tot het psychologische effect van het niet mogen beslissen of, wanneer en met wie men trouwt. Het brengt ook met zich mee dat het meisje gevangen zit in een huwelijk met een oudere man en dient te leven als een echtgenote met alle bijhorende plichten terwijl ze nog een kind (of adolescent) is. (...)

De Raad is van oordeel dat verzoeker op de hoogte had moeten zijn van de **schadelijke gevolgen** die een huwelijk tussen een meerderjarige man en een meer dan zeven jaar jonger minderjarig meisje met zich teweeg brengt. In het geheel van de omstandigheden eigen aan verzoekers situatie, kan zelfs een eventueel gegeven instemming in hoofde van K. K. niet beschouwd worden als een volwaardige en geïnformeerde instemming. Rekening houdend met verzoekers verklaringen, de landeninformatie en de overige stukken uit het rechtsplegingsdossier kan niet worden besloten dat K. K. haar instemming gegeven heeft, vrij van fysieke, psychologische, seksuele, financiële of emotionele druk.

Waar verzoeker in zijn verzoekschrift opmerkt dat geen rekening werd gehouden met de mening van K. K., die volgens hem kan en wil verklaren dat zij bij hem wil blijven en dat hun relatie wel degelijk een liefdesrelatie en geen gedwongen huwelijk is (...), brengt hij geen argumenten of elementen bij die afbreuk kunnen doen aan de hoger gedane vaststellingen, waaruit het gedwongen karakter en de schadelijke gevolgen van zijn huwelijk met een dertienjarig meisje genoegzaam blijken. (...) Het betoog dat verzoeker en K. K. op heden een gelukkig huwelijk hebben waaruit (inmiddels) drie kinderen zijn geboren en dat zij hun leven in België hebben opgebouwd en verder samen willen delen, kan de kwalificatie van het huwelijk, in het licht van de omstandigheden van de zaak, als gedwongen kindhuwelijk en de schadelijke gevolgen hiervan voor K. K., minstens op het ogenblik dat het huwelijk werd gesloten, niet ongedaan maken

Dat er seksuele handelingen met penetratie werden verricht op een moment dat K. K. jonger was dan veertien jaar, wordt niet betwist. Ook na het huwelijk hadden verzoeker en K. K. nog geregeld seksueel contact, dat na één of meerdere miskramen resulteerde in de geboorte van hun eerste kind, toen K. K. vijftien jaar oud was (...). Dat er sprake is van (herhaaldelijke) verkrachting volgens het Belgische strafrecht blijkt uit het onweerlegbaar vermoeden van gebrek aan instemming in hoofde van K. K. gelet op haar leeftijd, die van verzoeker en het leeftijdsverschil (...). De vraag of K. K. al dan niet zou hebben ingestemd met de seksuele betrekkingen met penetratie stelt zich omwille van het onweerlegbaar vermoeden van een gebrek aan instemming niet. Het toegebrachte lichamelijk letsel is inherent aan de aard van de daad, namelijk de herhaaldelijke verkrachtingen die verzoeker heeft gepleegd, waardoor niet verder moet worden ingegaan op de aard van de toegebrachte schade.

Gelet op de straffen die in België van toepassing zijn op de gepleegde handelingen, zijnde **verkrachting** en **gedwongen kindhuwelijk**, de aard van de misdrijven, de strafverzwarende omstandigheden en de aard en de ernst van de veroorzaakte schade, wordt geconcludeerd dat verzoeker ernstige misdrijven gepleegd heeft, die eveneens op Europees en internationaal niveau veroordeeld worden. Voormelde criteria zijn *in casu* afdoende determinerend om te oordelen dat er sprake is van ernstige misdrijven die, indien ook voldaan aan de overige voorwaarden omschreven in de artikelen 55/2 en 55/4 van de Vreemdelingenwet, kunnen leiden tot de uitsluiting van de internationale beschermingsstatus.

De **individuele verantwoordelijkheid** van verzoekende partij blijkt genoegzaam uit volgende vaststellingen:

(i) Verzoeker was op het moment van het huwelijk een meerderjarige man van eenentwintig jaar oud en nam zelf het initiatief en de vrije en bewuste keuze om met K. K. te huwen zonder zich terdege te vergewissen van de vrije wil van K. K. om met hem te huwen, zoals hoger reeds aangestipt. (ii) Er zijn verder geen indicaties die wijzen op enige vorm van dwang of druk die op verzoeker zou zijn uitgeoefend of die hij zou hebben ondervonden om in het huwelijk te treden met een dermate jong minderjarig meisje, temeer daar uit zijn verklaringen blijkt dat er eerder nog geen andere huwelijkskandidaten aan hem werden voorgesteld die hij zou hebben geweigerd (...).

Wat de vermeende **invloed van de maatschappij** betreft, dient te worden gewezen op voorgaande vaststelling, op basis van de beschikbare landeninformatie, dat verzoeker niet is opgegroeid in een omgeving waarin kindhuwelijken op dermate jonge leeftijd als de norm of als niet-uitzonderlijk werden beschouwd. (...) Tijdens het tweede persoonlijk onderhoud geeft verzoeker aan dat K. K. zich tegen het huwelijk had kunnen verzetten indien zij dit wenste, waaruit blijkt dat hij in wezen nog steeds van mening is dat ook meisjes van dertien jaar bij machte zijn om een correcte inschatting te maken van de implicaties van een huwelijk of in de gegeven omstandigheden een huwelijk te weigeren. (...) (iii) Verzoeker was zich bewust of had zich bewust moeten zijn van de schadelijke gevolgen zowel van het kindhuwelijk als van de seksuele contacten met penetratie met K. K.

Geen afzonderlijke evenredigheids- of proportionaliteitstoetsing (...). Dat verzoeker in 2019 in België is aangekomen, hier sindsdien ononderbroken heeft verbleven, volledig ingeburgerd is en een vaste job heeft, is aldus niet relevant in het kader van huidige beoordeling. Ook het argument dat K. K. haar huwelijk met verzoeker, waaruit drie kinderen werden geboren, op heden zou willen verderzetten niet relevant voor de kwalificatie van het misdrijf en de gevolgen ervan op het ogenblik dat het misdrijf werd gepleegd. Dit argument en de stukken die verzoeker bijbrengt ter staving ervan doen verder op geen enkele wijze afbreuk aan zijn individuele verantwoordelijkheid in dezen.

Uit verzoekers verklaringen blijkt dat hij voormelde feiten niet met een politiek oogmerk heeft gepleegd en dat zij louter waren ingegeven door zijn wil om te huwen en dit huwelijk te consumeren. Het **niet-politiek karakter** van deze misdrijven wordt niet betwist.

Dat verzoeker en K.K. met elkaar in het huwelijk zijn getreden en seksuele betrekkingen met penetratie hebben gehad **buiten het land van toevlucht**, zijnde België, wordt niet betwist.

Dat het huwelijk en de eerste seksuele betrekkingen met penetratie **voorafgingen aan de komst van verzoeker naar België** in januari 2021, wordt evenmin betwist.

Besluit: er is voldaan aan de constitutieve elementen van artikel 1, F (b) van het Vluchtelingenverdrag, met name dat in verzoekers geval ernstige redenen voorhanden zijn om aan te nemen dat hij een misdrijf heeft gepleegd dat ernstig en

niet-politiek van aard is, dat plaatsvond voordat verzoeker tot het land is toegelaten als vluchteling, en waarvoor hij individuele verantwoordelijkheid draagt.

CCE arrêt 301649 du 15/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Burkina

dictum arrêt

Protection subsidiaire

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"Le Conseil (...) constate à la lecture du dernier rapport du centre de documentation de la partie défenderesse produit par note complémentaire que « *cette région est la plus touchée en termes d'attentats depuis janvier 2023* » (...). Ainsi, le Conseil estime qu'il ressort à suffisance des informations qui lui ont été communiquées et auxquelles il peut avoir égard, que la situation prévalant dans la région d'origine du requérant, soit la région du Centre-Est, peut être qualifiée de conflit armé interne au sens de l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980 dès lors qu'elle se caractérise par un grand nombre d'incidents violents.

Au vu de ce qui précède, le Conseil estime que les informations recueillies par les deux parties contiennent des indications convergentes que la violence aveugle qui existe la région du Centre-Est atteint désormais une intensité de nature exceptionnelle. Par conséquent, le Conseil estime qu'il existe des motifs sérieux et avérés de croire qu'un civil originaire de cette région du Burkina Faso encourt, du seul fait de sa présence sur le territoire de celle-ci, un risque réel de voir sa vie ou sa personne gravement menacée par la violence aveugle qui y sévit et ce, sans qu'il soit nécessaire de procéder, en outre, à l'examen d'autres circonstances qui lui seraient propres.

En l'espèce, il n'est pas contesté que le requérant est un civil au sens de l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980, qu'il est de nationalité burkinabé et qu'il est originaire du village Tenkodogo, chef-lieu de la Province de Boulgou, localité située dans la région du Centre-Est du Burkina Faso."

CCE arrêt 301599 du 15/02/2024

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

acte attaqué

9bis irrecevable

nationalité

Congo (RDC)

dictum arrêt

Annulation

9bis irrecevable - belge de statut congolais -

Faits: dans sa demande, la PR invoquait, au titre de circonstance exceptionnelle, la qualité particulière de belge de statut congolais de la 1ère PR, celle-ci étant née le 20 octobre 1955 à Kinshasa au Congo belge, et le fait qu'elle serait recevable à introduire une demande de recouvrement de la nationalité belge et une demande d'admission au séjour sur base de l'article 10, §1er, 2°, de la loi du 15 décembre 1980 + référence à l'arrêt n°2017/AR/701 de la Cour d'Appel de Bruxelles du 10 août 2018 (= "*Toute personne ayant été Belge, à quelque titre que ce soit, est concernée par la disposition de l'article 24 du Code de la nationalité. Il en va notamment ainsi d'un citoyen congolais, qui possédait la nationalité belge lorsque le Congo était belge, même s'il n'a pas fait usage des dispositions temporaires prévues par la loi du 22 décembre 1961 qui permettaient le recouvrement ou l'octroi de la nationalité belge aux étrangers nés ou domiciliés sur le territoire de la République du Congo et aux Congolais ayant eu leur résidence habituelle en Belgique*") -

OE: les Belges de statut congolais qui ont perdu ce statut lors de l'indépendance du Congo et qui n'ont pas fait usage de la possibilité d'opter pour la nationalité belge dans les deux années qui ont suivi l'indépendance, n'ont jamais été des citoyens belges au sens des lois belges sur la nationalité et, partant n'ont pu perdre cette qualité -

CCE: affirmation péremptoire étayée d'aucune base légale, doctrinale ou jurisprudentielle + *quid* de l'enseignement de l'arrêt de la Cour d'Appel? + la motivation de l'AA ne permet pas aux PR de comprendre en quoi l'élément invoqué (re. qualité de belge de statut congolais) ne serait pas une circonstance exceptionnelle + les arguments de la NO (à savoir: 1) si la PR a introduit une demande sur base de l'article 9bis, c'est qu'elle reconnaît explicitement qu'elle n'est pas autorisée à introduire une demande sur base de l'article 10, et 2) référence à l'arrêt C.10.0394 de la Cour de cassation du 21 avril 2011) arrivent *a posteriori* - Violation obligation de motivation formelle => **Annulation**

"3.2.3. En l'espèce, il ressort de la demande visée au point 1.3. du présent arrêt que la première partie requérante a fait valoir « sa qualité particulière de belge de statut congolais, recevable à introduire une demande de recouvrement de la nationalité belge et une demande d'admission au séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 10, § 1er, 2° de la loi du 15 décembre 1980 » au titre de circonstance exceptionnelle empêchant son retour en RDC. Elle a précisé à cet égard être née le 20 octobre 1955 à Kinshasa, au Congo belge et avoir disposé de la nationalité belge jusqu'au 30 juin 1960, date de l'indépendance du Congo (R.D.C.), après laquelle elle a perdu involontairement cette nationalité.

Les parties requérantes se réfèrent également à l'arrêt n° 2017/AR/701 de la Cour d'Appel de Bruxelles du 10 août 2018, produit à l'appui de leur demande susvisée, dans lequel il est stipulé que « Toute personne ayant été Belge, à quelque titre que ce soit, est concernée par la disposition de l'article 24 du Code de la nationalité. Il en va notamment ainsi d'un citoyen congolais, qui possédait la nationalité belge lorsque le Congo était belge, même s'il n'a pas fait usage des dispositions temporaires prévues par la loi du 22 décembre 1961 qui permettaient le recouvrement ou l'octroi de la nationalité belge aux étrangers nés ou domiciliés sur le territoire de la République du Congo et aux Congolais ayant eu leur résidence habituelle en Belgique (CLOSSET C.-L., "Traité de la nationalité en droit belge", Larcier, 2004, p. 423) » et concluent qu'en l'espèce, la première partie requérante a disposé de la qualité de belge de statut congolais, ce qui la rend « recevable à introduire une demande de recouvrement de la nationalité belge selon la jurisprudence précitée ».

Elles précisent enfin que dans leur demande elles ont entendu demander l'admission au séjour de plus de trois mois et/ou la régularisation de séjour en application ou à tout le moins selon l'esprit de l'article 10, § 1er, 2° de la loi du 15 décembre 1980 pour la première partie requérante et avoir déposé à l'appui de leur demande susvisée la copie du passeport national, de l'acte de naissance et l'attestation de nationalité mentionnant la date de naissance et la nationalité congolaise actuelle de la première partie requérante.

3.2.4. Dans le premier acte attaqué, la partie défenderesse a estimé à cet égard que la première partie requérante « invoque sa qualité de belge de statut congolais, recevable à introduire une demande de recouvrement de la nationalité belge et une demande d'admission au séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 10, §1er, 2° de la loi du 15 décembre 1980. En effet, né en 1955 à Kinshasa au Congo belge, il avait la nationalité belge à la date du 30.06.1960 de

l'indépendance du Congo belge qu'il a perdue involontairement du fait de l'indépendance du Congo. Il dépose son acte de naissance et une attestation de nationalité », mais que « Contrairement à ce que le requérant dit, les Belges de statut congolais qui ont perdu ce statut lors de l'indépendance du Congo et qui n'ont pas fait usage de la possibilité d'opter pour la nationalité belge dans les deux années qui ont suivi l'indépendance, n'ont jamais été des citoyens belges au sens des lois belges sur la nationalité et, partant n'ont pu perdre cette qualité. En effet, ils n'ont jamais possédé la nationalité belge et ne peuvent donc pas prétendre recouvrer une nationalité qu'ils n'ont pas pu perdre puisqu'ils ne l'ont jamais eue ».

3.2.5. Or, le Conseil, à l'instar des parties requérantes, constate que cette motivation de la partie défenderesse se limite à une affirmation péremptoire celle-ci n'étant étayée d'aucune base légale, doctrinale ou jurisprudentielle et ne permet donc pas de comprendre sur quels éléments pertinents elle se fonde ni si elle a pris en considération l'enseignement de l'arrêt de la Cour d'Appel déposé par les parties requérantes à l'appui de leur demande, la partie défenderesse n'énonçant pas les raisons pour lesquelles elle s'en écarte pour y substituer son appréciation personnelle.

En outre, la motivation susvisée ne permet pas aux parties requérantes de comprendre en quoi l'élément qu'elles ont invoqué ne constitue pas une circonstance exceptionnelle. Elle ne peut dès lors être considérée comme adéquate ou suffisante.

3.3. L'argumentation développée par la partie défenderesse en termes de note d'observations n'est pas de nature à énerver ce constat. En effet, les affirmations selon lesquelles l'introduction d'une demande de long séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 revient à admettre explicitement que la première partie requérante ne peut être autorisée au séjour sur la base de l'article 10 de la même loi et la référence à l'arrêt C.10.0394 de la Cour de cassation du 21 avril 2011, s'apparentent à une motivation a posteriori, ce qui ne saurait être admis."

CCE arrêt 301592 du 15/02/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Bijlage 20 zonder BGV - vernietiging - gezinshereniging met Nederlandse zoon - aantonen "ten laste" te zijn - VP is tevens getrouwd met Belgische echtgenoot - in bb wordt gesteld dat er "mag verwacht worden dat zij elkaar ten laste hebben" waarbij verwezen wordt naar de echtgenoten - geen aanvullende overtuigingstukken gevraagd om VP de mogelijkheid te bieden duidelijkheid te scheppen omtrent de inkomenssituatie van haar echtgenoot met wie zij schijnbaar niet meer samenwoont - er kan niet worden verwacht dat VP, die uitdrukkelijk gezinshereniging aanvraagt met haar zoon, uit zichzelf stukken zou voorleggen om aan te tonen dat zij niet ten laste is van haar Belgische echtgenoot - schending zorgvuldigheidsbeginsel

Het staat niet ter discussie dat verzoekster een attest van het OCMW, waaruit blijkt dat zij en haar zoon geen steun ontvangen, overmaakte aan verweerder, dat zij stukken aanbracht die toelaten vast te stellen dat zij in het verleden geldsommen ontving van haar zoon en dat zij documenten neerlegde om aan te tonen dat zij geen eigen vermogen of inkomen heeft in haar land van herkomst. Verzoekster heeft bijgevolg de overtuigingsstukken die verweerder expliciet heeft gevraagd om aan te tonen dat zij ten laste is van haar Nederlandse zoon bij haar verblijfsaanvraag gevoegd.

Verweerder heeft in de bestreden beslissing geduid van oordeel te zijn dat nog bijkomende overtuigingsstukken vereist zijn om te kunnen oordelen of verzoekster feitelijk afhankelijk is van haar Nederlandse zoon. Hij heeft er in dit verband op gewezen dat verzoekster een echtgenoot heeft die al in België woont en de Belgische nationaliteit heeft verkregen en er dus "*mag worden verwacht dat zij elkaar ten laste hebben*". Verweerder heeft evenwel nagelaten om, alvorens de bestreden beslissing te nemen, verzoekster te vragen om aanvullende overtuigingsstukken over te maken, om haar, op die wijze, de mogelijkheid te bieden duidelijkheid te scheppen omtrent de inkomenssituatie van haar echtgenoot met wie zij schijnbaar reeds lang niet meer samenwoont. Er kan niet worden verwacht van verzoekster, die stukken aanbracht om aan te tonen dat zij wordt gesteund door haar Nederlandse zoon, dat zij, uit eigen beweging, ook stukken zou aanbrengen waaruit kan worden afgeleid dat zij niet wordt gesteund door iemand anders. Indien verweerder het in casu vereist achtte dat de hypothese, dat verzoekster om in haar levensonderhoud te voorzien misschien een beroep kon doen op haar echtgenoot, zou worden ontkracht, dan kwam het hem toe om haar te verzoeken bijkomende bewijsstukken over te maken of zelf bijkomende verificaties te doen.

Het gegeven dat verweerder meent dat "*de kans*" bestaat dat verzoeksters echtgenoot een inkomen heeft en dat hij niet kan uitsluiten dat zij ten laste is van deze echtgenoot, laat slechts toe te besluiten dat hij zelf meende onvoldoende informatie te hebben om een beslissing te nemen en de beslissing dus niet voldoende en deugdelijk heeft voorbereid. Vermoedens volstaan niet om verblijfsrechtelijke aanspraken af te wijzen.

CCE arrêt 301560 du 15/02/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Guinée

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13quinquies

composition du siège

1 juge

13quinquies – Le Conseil observe, à la lecture du DA, que la PR avait, dans le cadre de sa demande de PI, fait valoir des éléments médicaux – Le Conseil considère que l'OQT faisant suite à cette demande, la PD ne pouvait se contenter de motiver 74/13 en estimant simplement qu'elle n'est actuellement pas en possession des documents médicaux fournis lors de son interview CGRA et au CCE à pas en possession d'information indiquant que la PR est en incapacité de voyager – Le Conseil relève que s'il n'appartient pas à la PD de parcourir le DA à la recherche de document produit à l'appui d'une procédure antérieure, il ne peut être soutenu que la PD ne saurait raisonnablement avoir accès aux documents produits devant le CGRA puis le CCE, dans le cadre de la demande de PI, lors de l'adoption de l'AA, lequel fait expressément référence à ladite demande et audit recours + aurait pu demander une copie de ces documents à la PR – Réponse NO : Conseil estime qu'il n'appartenait pas à la PR de porter à la connaissance de la PD les éléments produits dans sa demande de PI car la PD est restée à défaut de lui en demander la production, malgré son devoir de minutie – Violation motivation formelle et 74/13 – Annulation.

« 3.2 En l'espèce, le Conseil observe que le 15 février 2021, la partie requérante a introduit une demande de protection internationale auprès des autorités belges. Il ressort du dossier administratif que, dans le cadre de cette dernière, la partie requérante a fait valoir des éléments d'ordre médical, ce qui n'est au demeurant pas contesté par la partie défenderesse.

Par conséquent, dès lors que l'ordre de quitter le territoire attaqué fait suite à la demande de protection internationale introduite par la partie requérante, la partie défenderesse ne pouvait se contenter de motiver, dans le cadre de l'examen imposé par l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980, s'agissant de son état de santé, que « *[l]ors de son inscription à l'OE pour sa DPI, l'intéressé déclare avoir un handicap psychologique. Lors de son audition à l'OE pour sa DPI, l'intéressé déclare être en bonne santé. Il fournit [sic] au CGRA une évaluation de suivi psychologique du 28/06/2022, et au CCE il fournit 2 attestations de psychologue. Cependant, l'OE n'est actuellement pas en possession des documents médicaux fournis lors de son interview au CGRA et au CCE. Par conséquent, l'OE n'est pas en possession d'aucune information médicale indiquant que l'intéressé est actuellement dans l'incapacité de voyager et le dossier administratif ne contient aucune demande 9ter. Aucun élément ne l'empêcherait de voyager* » (le Conseil souligne).

En effet, en ne procédant pas à une recherche minutieuse des faits, la partie défenderesse n'a pas valablement et suffisamment pris en compte les éléments relatifs à l'état de santé de la partie requérante, et dont elle avait pourtant connaissance. S'il ne revient pas à cette dernière de parcourir le dossier administratif à la recherche de documents qui auraient été déposés à l'appui d'une procédure antérieure, il ne peut être soutenu que la partie défenderesse ne saurait raisonnablement avoir accès aux documents produits dans le cadre de la demande visée au point 1.1 et du recours introduit devant le Conseil concernant cette dernière décision pour l'adoption de l'ordre de quitter le territoire attaqué, qui fait expressément référence à ladite demande et audit recours, ne serait-ce qu'en demandant une copie de ces documents à la partie requérante elle-même.

Partant, sans se prononcer sur ces éléments, la partie défenderesse a méconnu l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980, les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et le devoir de minutie, principe général de bonne administration.

3.3 L'argumentation tenue par la partie défenderesse, en termes de **note d'observations**, selon laquelle « [c]oncernant son état de santé, [la partie requérante] reproche à tort à la partie adverse de ne pas l'avoir interpellé à cet égard. D'emblée, relevons que l'acte attaqué n'est pas pris d'initiative par la partie adverse mais qu'il résulte de l'introduction d'une demande de protection internationale, laquelle a été rejetée, ce qui a été confirmé par [le] Conseil. L'acte attaqué ne fait donc que tirer les conséquences de la clôture négative de sa demande de protection internationale. [La partie requérante] a introduit une demande de protection internationale qui a fait l'objet d'un examen par les instances d'asile et au cours desquelles [elle] a pu faire valoir l'ensemble des éléments relatifs à sa situation personnelle. [...] En ce qui concerne son état de santé, force est de constater, comme le relève la décision attaquée, que [la partie requérante] a déclaré lors de son audition [auprès de la partie défenderesse], être en bonne santé. [Si elle] a déposé, dans le cadre de l'examen au fond de sa demande d'asile devant le [CGRA] et [le] Conseil deux attestations de psychologue indiquant

qu'[elle] bénéficie d'un suivi psychologique, encore n'a-t-[elle] fait valoir aucun élément d'ordre médical indiquant qu'[elle] serait dans l'incapacité de voyager auprès des services de [la partie défenderesse]. [Le] Conseil a, en outre relevé : « 5.7. [...] Le Conseil constate également, ainsi que relevé dans l'acte attaqué, que la partie défenderesse ne remet pas en cause la vulnérabilité psychologique [de la partie requérante] et en a tenu compte lors de son audition. Les attestations datées du 20 octobre 2022 et du 22 mai 2023 déposée à l'audience du 30 mai 2023 ne fournissent pas d'information complémentaire à cet égard mais attestent uniquement de la poursuite du suivi psychologique [de la partie requérante] ». Il ressort en effet des documents produits que [la partie requérante] est suivi[e] psychologiquement. A aucun moment il n'est fait état d'une incapacité à voyager. Par ailleurs, [la partie requérante] reconnaît ne pas avoir porté à la connaissance de la partie adverse les éléments produits dans le cadre de la procédure de protection internationale, de sorte que la partie adverse n'a pas commis d'erreur manifeste d'appréciation en relevant qu'elle « *n'est actuellement pas en possession des documents médicaux fournis lors de son interview au CGRA et au CCE* » et que « *[a]ucun élément ne l'empêcherait de voyager* ». Au surplus, rappelons que la partie adverse n'avait pas à tenir compte des éléments produits dans le cadre d'une autre procédure : [...] En toute hypothèse, [la partie requérante] n'a aucun intérêt au grief, dans la mesure où les éléments qu'[elle] invoque ne sont pas de nature à emporter une violation de l'article 3 de la CEDH en raison de son état de santé et donc de nature à conduire à un résultat différent, [si elle] avait été entendu[e] par la partie adverse avant l'adoption de la décision querellée » n'est pas de nature à renverser les constats qui précèdent.

En effet, il appert en substance que la partie défenderesse, en analysant dans sa note d'observations la teneur des documents déposés par la partie requérante dans le cadre de sa demande de protection internationale visée au point 1.1, tente en réalité de motiver *a posteriori* la décision attaquée afin d'en pallier les lacunes, ce qui ne saurait être admis.

Il en va de même s'agissant de l'affirmation de la partie défenderesse selon laquelle « [si elle] a déposé, dans le cadre de l'examen au fond de sa demande d'asile devant le [CGRA] et [le] Conseil deux attestations de psychologue indiquant qu'[elle] bénéficie d'un suivi psychologique, encore n'a-t-[elle] fait valoir aucun élément d'ordre médical indiquant qu'[elle] serait dans l'incapacité de voyager auprès des services de [la partie défenderesse] ». À ce sujet, le Conseil constate que la décision attaquée arrivant à cette conclusion notamment parce que « *l'OE n'est actuellement pas en possession des documents médicaux fournis lors de son interview au CGRA et au CCE* » et non au terme d'une analyse desdits documents. Ce faisant, la partie défenderesse reste en défaut de prouver que la décision attaquée a valablement tenu compte des éléments relatifs à l'état de santé de la partie requérante que cette dernière avait pourtant fait valoir dans le cadre de sa procédure d'asile visée au point 1.1.

En ce que la partie défenderesse soutient qu'elle n'avait pas à tenir compte des éléments produits dans le cadre d'une autre procédure, le Conseil renvoie à qui a été rappelé ci-dessus au point 3.2 et rappelle qu'il n'appartenait pas à la partie requérante de « port[er] à la connaissance de la partie adverse les éléments produits dans le cadre de la procédure de protection internationale », dès lors que la partie défenderesse est restée en défaut de les lui demander, et ce, malgré le devoir de minutie qui lui incombe.

Enfin, le Conseil reste sans comprendre la raison pour laquelle la partie défenderesse prétend que la partie requérante n'aurait pas intérêt à ce grief dès lors que les éléments qu'elle fait valoir ne seraient pas de nature à emporter la violation de l'article 3 de la CEDH. En effet, la violation de son obligation de motivation concernant l'état de santé de la partie requérante, tel que prévu par l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980, suffit à lui seul à emporter l'annulation de la décision attaquée au vu de ce qui a été rappelé ci-dessus ».

CCE arrêt 301556 du 15/02/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Rwanda

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Visa humanitaire – AA « rien ne l'empêche de maintenir des contacts réguliers avec Madame via différents moyens de communication ainsi que par des visites à sa famille en Belgique via l'obtention d'un visa d'un autre type qu'humanitaire » - Rejet du Recours mais le Conseil relève qu' « en application du principe de légitime confiance, la partie défenderesse ne pourra pas arguer de l'existence d'une demande d'autorisation de séjour de longue durée en vue de décliner l'examen d'une demande éventuelle de visa de court séjour ».

« La partie requérante fait enfin valoir que « [l]a conclusion de la partie adverse selon laquelle la requérante pourrait maintenir des contacts à distance avec sa famille et effectuer des visites ponctuelles en Belgique ne peut être considérée comme suffisante au vu des éléments étayés ci-avant – d'autant plus qu'il est évident que ce type de visite (visa C) est systématiquement refusé dans les cas où il existe un risque que la personne concernée se maintienne sur le territoire belge, risque qui sera certainement opposé à la requérante au vu de l'introduction de sa demande d'autorisation de séjour pour raisons humanitaires ». À ce sujet, le Conseil souligne qu'en adoptant la décision attaquée et motivant celle-ci par la possibilité de solliciter une demande de visa « *d'un autre type qu'humanitaire* », la partie défenderesse s'est formellement engagée envers la partie requérante à tout le moins à examiner les demandes de visas que, le cas échéant, cette dernière souhaiterait introduire. En application du principe de légitime confiance, la partie défenderesse ne pourra pas arguer de l'existence d'une demande d'autorisation de séjour de longue durée en vue de décliner l'examen d'une demande éventuelle de visa de court séjour ».

CCE arrêt 301504 du 14/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Algérie

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"si la partie défenderesse relativise l'intensité et la visibilité des activités journalistiques et/ou artistiques du requérant (...), force est de relever que la réalité de ces mêmes activités n'est pas remise en cause. (...)

Il y a également lieu de relever que la partie défenderesse ne conteste aucunement l'existence en Algérie d'un climat répressif à l'encontre des personnes qui s'opposent ou critiquent le pouvoir actuellement en place, de surcroît en qualité de journaliste. (...)

(...)

le requérant utilisait un pseudonyme dans ses écrits lorsqu'il résidait encore dans son pays d'origine. Ce n'est en effet qu'à partir de son départ d'Algérie en 2017 que l'intéressé a commencé à utiliser sa propre identité pour publier les textes critiques envers le pouvoir algérien dont il est l'auteur. Ce premier élément est de nature à relativiser la motivation de la décision querellée quant à l'absence de difficultés rencontrées par le requérant lorsqu'il résidait dans son pays d'origine et quant à sa faculté de quitter ce dernier légalement et sans entrave.

Le requérant met par ailleurs en avant, sans être valablement contredit par la partie défenderesse sur ce point, que l'attitude des autorités algériennes a considérablement évolué à partir de 2019 et l'arrivée d'un nouveau chef d'Etat. (...)

Il résulte de tout ce qui précède que le requérant a été en mesure de justifier le fait qu'il n'ait pas été inquiété par ses autorités nationales lorsqu'il était encore présent en Algérie, conclusion qui ne préjuge toutefois aucunement de la situation que l'intéressé rencontrerait s'il devait y retourner aujourd'hui.

A ce dernier égard, la partie défenderesse estime que le requérant ne justifie pas d'un activisme suffisamment intense et visible à l'encontre des autorités algériennes.

Le Conseil ne saurait toutefois accueillir positivement une telle motivation. En effet, force est de relever que le requérant a objectivement établi l'ancienneté de ses prises de position hostiles à l'encontre des autorités algériennes. De même, ce dernier a été en mesure d'établir le fait qu'il est l'auteur de très nombreuses publications dont il n'est aucunement contesté qu'elles sont pour la très large majorité publiques et diffusées par l'intermédiaire d'une multitude de médias différents. L'intéressé a ainsi été en mesure de prouver qu'il est l'auteur de près de septante écrits portant tous sur des sujets d'actualité et de politique algérienne.

Si, effectivement, le requérant n'établit pas concrètement que les autorités de son pays d'origine auraient déjà pris connaissance desdits écrits et plus généralement de son activisme, le Conseil ne peut rejoindre l'analyse de la partie défenderesse qui détaille, publication par publication, la visibilité de chacune d'entre elles sans tenir compte, au final, d'une analyse globale de l'ensemble des publications critiques rédigées par le requérant et signées sous sa propre identité. Le Conseil estime, pour sa part, au terme d'une telle analyse globale, tenant notamment compte de la visibilité des sites internet sur lesquels s'expriment le requérant, aux côtés d'importantes et influentes personnalités politiques algériennes (...), et tenant compte du nombre d'articles et du caractère constamment critique rédigés et publiés par le requérant en personne, que les informations présentes au dossier permettent au contraire de rendre raisonnable la crainte en l'espèce invoquée par l'intéressé pour cette raison comme déjà exposé *supra*.

(...)

En l'espèce, le Conseil estime donc que, dans les circonstances de la présente cause, compte tenu des faits non contestés ou tenus pour établis et eu égard aux déclarations consistantes et constantes du requérant qui sont supportées par les informations disponibles sur son pays d'origine, il y a lieu de tenir la crainte qu'il invoque en raison de ses activités militantes pour fondée."

CCE arrêt 301480 du 13/02/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Burundi

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 26quater

composition du siège

1 juge

pays Dublin

Croatie

26 quater – Croatie – PR avait invoqué dans un courrier le lien de dépendance avec sa sœur et également que « les craintes de persécutions des frères et sœurs sont liées » et que donc, pour une bonne administration du dossier, la même instance (en Belgique), qui a reconnu le statut de réfugié à sa sœur, doit analyser son dossier – AA répond uniquement à la vie familiale alléguée – Conseil relève que la motivation ne répond pas à l'argument selon lequel les craintes sont communes et qu'une bonne administration du dossier impose que le dossier du requérant soit également traité par la Belgique – Le Conseil estime que la motivation selon laquelle « le libre choix du demandeur a été exclu pour la détermination de l'Etat membre responsable [...] la simple appréciation personnelle d'un EM par l'intéressé ou par un tiers ou le fait qu'il souhaite voir sa demande traitée dans un EM particulier ne peut constituer la base pour l'application de la clause de souveraineté » n'est pas une réponse suffisante car PR ne fait pas valoir un simple souhait mais indique une raison précise – Violation motivation formelle - Annulation.

« 2.1. La partie requérante prend un moyen unique de la violation, notamment, « des obligations de motivatio[n] consacrées à l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 relative l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers et aux articles 2 à 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation des actes administratifs ».

A l'appui d'un cinquième grief, elle fait valoir ce qui suit:

« La partie requérante invoque la violation de l'obligation de motivation et du droit à une procédure d'asile équitable, conformément aux articles 18 et 41 de la Charte, ainsi que du principe de proportionnalité, puisque la décision implique que la demande d'asile du requérant soit examinée par d'autres autorités que celles de sa sœur, alors qu'ils sont parents et que les autres membres de sa famille constituent des éléments importants à l'appui de sa propre demande d'asile, et que, bien que le requérant ait fait valoir ces éléments, la partie adverse n'y répond pas.

Le requérant a néanmoins demandé à la partie défenderesse de se déclarer responsable du traitement de sa demande de protection internationale car sa sœur se trouve sur le territoire belge.

Le demandeur a explicitement déclaré :

« De plus, les craintes de persécutions des frères et sœurs sont liées. Il y a donc intérêt, pour une bonne administration du dossier, que la même instance qui a reconnu le statut de réfugié à Madame [X.X.] analyse le dossier du requérant. »

La partie défenderesse analyse la situation au regard du droit au respect de la vie familiale (voir troisième grief) mais pas au regard du droit à une procédure d'asile équitable.

Il faut noter que la partie défenderesse n'a pas justifié sa décision par les violations alléguées du droit à une procédure d'asile équitable et la nécessité que les demandes de protection internationale de la famille soient traitées par les mêmes organes.

En effet, il est essentiel pour la famille que leurs histoires soient analysées par la même autorité : les demandes de l'une appuieront celles de l'autre, ce qui leur permettra de démontrer leur besoin de protection internationale bien mieux que si leurs demandes étaient analysées par deux États membres différents. [...]».

2.2. La motivation des actes attaqués et les dossier administratif montrent que le conseil du requérant a adressé un courriel à la partie défenderesse, le 7 décembre 2022, en vue de compléter la demande de protection internationale.

Il y mentionnait, notamment, que « les craintes de persécutions des frères et sœurs sont liées. Il y a donc intérêt, pour une bonne administration du dossier, que la même instance qui a reconnu le statut de réfugié à Madame [...] analyse le dossier du requérant. [...] ».

2.3. a) La motivation du premier acte attaqué

- relève que la Croatie est l'Etat membre responsable du traitement de la demande de protection internationale du requérant ,

- et indique les motifs pour lesquels la partie défenderesse a estimé ne pas devoir déroger à cette détermination.

Elle y relève également que le requérant déclare ce qui suit:

« En Belgique, [le requérant] retrouve sa sœur, Madame [X.X.], reconnue réfugiée, avec qui il vit et qui le prend en charge. Ils se sont retrouvés après des années de séparation et il existe entre eux un réel lien de dépendance. Le requérant est entièrement à charge de sa sœur et dépend d'elle (voir annexes). Les séparer porterait atteinte de façon disproportionnée à leur droit à la vie familiale. De plus, les craintes de persécutions des frères et sœurs sont liées. Il y a donc intérêt, pour une bonne administration du dossier, que la même instance qui a reconnu le statut de réfugié à Madame [X.] analyse le dossier du requérant. [...] ».

b) La partie défenderesse a motivé le premier acte attaqué à l'égard de la vie familiale, alléguée (voir pages 4 et 5 du présent arrêt).

La motivation du premier acte attaqué montre ainsi que la partie défenderesse a pris en considération la relation familiale du requérant avec sa sœur, mentionnée dans le courriel susmentionné du conseil du requérant.

Elle ne montre toutefois pas que la partie défenderesse a rencontré à suffisance l'argument invoqué par le requérant, dans ledit courrier, tenant aux liens entre les craintes de persécutions du requérant et de sa sœur, reconnue réfugiée, et l'« intérêt, pour une bonne administration du dossier, que la même instance qui a reconnu le statut de réfugié à Madame [X.X.] analyse le dossier du requérant ».

La mention de la partie défenderesse, selon laquelle « le Règlement 604/2013, ses critères et ses mécanismes ont été mis en place pour déterminer l'Etat membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des Etats membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride et [...] la mise en place de ce règlement et son adoption impliquent que le libre choix du demandeur a été exclu pour la détermination de l'Etat membre responsable de sa demande de protection internationale. En d'autres termes, la simple appréciation personnelle d'un Etat membre par l'intéressé ou par un tiers ou le fait qu'il souhaite voir sa demande traitée dans un Etat membre particulier ne peut constituer la base pour l'application de la clause de souveraineté (article 17-1) du Règlement 604/2013 », ne peut suffire à énerver ce constat.

En effet, la partie requérante

- n'a pas fait valoir un simple souhait de voir sa demande traitée en Belgique,

- mais a indiqué la raison précise pour laquelle elle estime qu'« Il y a [...] intérêt, pour une bonne administration du dossier, que la même instance qui a reconnu le statut de réfugié à Madame [X.] analyse le dossier du requérant », à savoir le fait que « les craintes de persécutions des frères et sœurs sont liées ».

Or, le premier acte attaqué n'est nullement motivé à cet égard. L'appréciation de la seule relation de dépendance entre le requérant et sa sœur, n'est pas pertinente sur ce point ».

CCE arrê 301474 du 13/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Niger

dictum arrê

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Het beschermingsverzoek is gebaseerd op verzoekers **vrees voor represailles** door de leden van de **Niger Delta Amnesty groep** in Bayelsa omdat hij **weigerde opnieuw aan te sluiten** bij deze groep toen hij in 2017 naar Nigeria terugkeerde. [...]

In de EUAA, "*Country Guidance: Nigeria*" van oktober 2021 wordt het profiel van leden van militante groepen in de Niger Delta en individuen die gezien worden als personen geanalyseerd. [...]

Volgens de EUAA "*Country Guidance*" hebben **niet alle personen** die onder dit profiel vallen een gegronde vrees voor vervolging en moeten **risico-bepalende factoren**, zoals de graad van betrokkenheid bij de militante organisatie en de activiteiten van de verzoeker in aanmerking genomen worden bij de individuele beoordeling van het risico voor de verzoeker om aan vervolging te worden onderworpen. [...]

Verzoeker dient zijn vrees voor vervolging vanwege leden van deze groep concreet aannemelijk te maken.

In de bestreden beslissing wordt **geen geloof** gehecht aan verzoekers verklaringen dat hij gedurende twee jaar een gedwongen lid was van de Niger Delta Amnesty groepering omdat zijn **verklaringen** over de rekrutering door de groepering en de zijn beschrijving van deze groep in algemeen **dermate vaag** zijn dat aan zijn asielmotieven geen enkel geloof meer kan gehecht worden. Er wordt aangehaald dat hij enkel kon vertellen dat de groepering olie stal van pijpleidingen en daarbij in confrontaties met de politie terecht kwam en dat hij niet duidelijk uiteenzet wie nu juist lid moest worden en hoe ze hem hiertoe dwongen. Over de documenten die hij neerlegde inzake zijn reisweg en studies in Italië wordt in de bestreden beslissing gesteld dat deze documenten "*kunnen geen licht schijnen op in welke context u naar Europa bent gereisd en er gestudeerd heeft*". **De Raad kan** gelet op verzoekers verklaringen tijdens het persoonlijk onderhoud en de informatie opgenomen in het door de commissaris-generaal bijgebrachte EUAA "*Country Guidance*" rapport inzake Nigeria, **deze beoordeling** in de huidige stand van zaken **niet onderschrijven**. Uit de motieven van de bestreden beslissing kan niet blijken dat feit dat verzoeker een opleiding heeft gevolgd aan het Politecnico Calzaturiero in twijfel wordt getrokken, noch de authenticiteit van het document waarvan hij een kopie voorlegt. Zoals reeds aangehaald blijkt uit het document van deze instelling dat verzoeker er een opleiding volgde en dat deze opleiding kaderde in het Presidentiële Amnesty Programma van Nigeria. Verzoeker verklaarde dat zijn studies en reis werden betaald door de overheid en noemde vier andere personen die samen met hem naar Italië gingen (notities PO, p. 16). Hij verklaarde verder ook dat hij om zijn paspoort te bekomen zijn amnesty ID kaart moest afgeven en hierover verklaarde "*met die ID kaart ben je deel van de amnesty groep*" (notities PO, p. 13). Verzoeker verklaarde ook dat hij met ongeveer 100 mensen van de Niger Delta Youth naar de ambassade werd gebracht. Zo uit de documenten van de Italiaanse onderwijsinstelling op zich niet kan worden afgeleid dat verzoeker lid gedwongen lid is geweest van de Niger Delta Amnesty groepering in Bayelsa, blijkt in de huidige stand van zaken wel dat hij in het kader van een Presidentieel Amnesty Programma tot een opleiding van een jaar aan het Politecnico Calzaturiero werd toegelaten, zodat dit minstens als een begin van bewijs kan gelden dat verzoeker in het verleden betrokken was bij een militante groepering in Nigeria die deel uitmaakte van een amnestieprogramma.

[...]

Voormalige leden van militante groeperingen die deelnemen in het DDR-programme hebben volgens de EASO "*Country Guidance*" in het algemeen geen gegronde vrees voor vervolging omwille van hun betrokkenheid bij dergelijk groeperingen in het verleden. De beschikbare landeninformatie bevat **geen informatie over het PAP-programma** waarnaar het voormelde document van de Politecnico Calzaturiero verwijst. Het is in de huidige stand van de procedure niet duidelijk of dit programma al dan niet deel uitmaakt van het DDR-programme waarnaar verwezen worden in de EASO "*Country Guidance*". Om het risico op vervolging of ernstige schade in geval van terugkeer naar Nigeria naar behoren te kunnen inschatten is **verder onderzoek noodzakelijk naar het amnestie programma** in het kader waarvan verzoeker in Italië studeerde.

[Uitgebreide verwijzing naar rechtspraak HvJ, C-756/21, X tegen International Protection Appeals Tribunal, Minister for Justice and Equality, Ierland, Attorney General van 29 juni 2023 mbt de samenwerkingsplicht]

In het verzoekschrift wordt erop gewezen dat de commissaris-generaal zich voor wat betreft de beoordeling van de **veiligheidssituatie in Nigeria** baseert op de EUAA "*Country Guidance Nigeria*" van 21 oktober 2021 en dus op **informatie van ruim twee jaar geleden**. Volgens verzoeker is de veiligheidssituatie in de loop van 2022 aanzienlijk verslechterd en hij verwijst ter staving naar een artikel op de The Cable NG van 27 juni 2022 en een persbericht van 23 januari 2023 van de Amerikaanse ambassade in Nigeria. [...]

De door verzoeker aangehaalde landeninformatie is weliswaar beperkt en laat in geen geval toe om een alomvattende en geactualiseerde beoordeling te maken van de veiligheidssituatie in Nigeria en de vier staten die als mogelijke regio's van bestemming voor verzoeker kunnen gelden, maar is wel een **indicatie** dat de **veiligheidssituatie in deze regio's** mogelijk gevoelig **verslechterd** is. Met name het feit dat volgens het bericht van de Amerikaanse ambassade in januari 2023 sprake was van 2 miljoen ontheemden in Nigeria en van wijdverspreide terroristische activiteiten in onder meer Kogi noopt tot de nodige voorzichtigheid.

De Raad stelt vast dat de commissaris-generaal geen verweernota neerlegt en evenmin recentere informatie bijbrengt met betrekking tot de veiligheidssituatie in Nigeria dan de hierboven besproken informatie bijgebracht door de verzoeker en ter terechtzitting enkel toelicht dat de EASO "*Country Guidance Nigeria*" momenteel geactualiseerd wordt zonder evenwel een concrete indicatie te kunnen geven wanneer de geactualiseerde versie beschikbaar zal zijn. Dit ontslaat de commissaris-generaal, die over een gespecialiseerde documentatiedienst inzake landeninformatie beschikt, evenwel niet van haar **verplichting** om haar beslissingen te baseren op **actuele landeninformatie** overeenkomstig de hoger reeds aangehaalde rechtspraak van het Hof van Justitie. Er dient in dit verband te worden vastgesteld dat de door verzoeker bijgebrachte landeninformatie, die minstens indicaties bevat van een mogelijk aanzienlijke verslechtering van de veiligheidssituatie in de bestemmingsregio's van verzoeker in Nigeria sinds april 2021, dateert van voor de bestreden beslissing. Uit deze beslissing kan niet blijken dat de commissaris-generaal recentere informatie dan de voormelde EASO "*Country Guidance*" van oktober 2021 in aanmerking heeft genomen bij de beoordeling van het verzoek in het licht van artikel 48/4 van de Vreemdelingenwet. Bijgevolg heeft de commissaris-generaal **niet voldaan aan haar zorgvuldigheids- en samenwerkingsplicht**. De Raad is van oordeel dat een verder onderzoek naar de veiligheidssituatie in Nigeria op basis van actuele landeninformatie zich opdringt.

CCE arrêt 301442 du 13/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Albanie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

**CG Exclusion Genève et exclusion protection
subsidaire**

composition du siège

3 juges

Le requérant ne conteste pas avoir commis un homicide volontaire à l'aide d'une arme blanche portée au niveau du cœur ayant entraîné le décès de la victime.

La partie défenderesse exclut le requérant de la protection internationale au motif qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'il s'est rendu coupable de crimes graves de droit commun en dehors du pays d'accueil. Elle estime que des mesures d'éloignement sont compatibles avec les articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

Le Conseil rappelle que l'application d'une clause d'exclusion en matière de protection internationale nécessite de déterminer, d'une part, qu'un acte susceptible d'exclusion a été commis (I) et, d'autre part, qu'il existe des raisons sérieuses de penser que la responsabilité individuelle du requérant est engagée à cet égard (II).

I. Après avoir déterminé les contours des notions de « crime grave » de « droit commun », le Conseil estime que la nature même des faits décrits par le requérant ainsi que les dommages causés suffisent à conclure à la gravité particulière de ces faits. Il relève également le caractère apolitique des faits. Il souligne encore que les faits ont été commis en France avant l'arrivée du requérant en Belgique.

II. Concernant la détermination de la responsabilité individuelle du requérant, le Conseil en rappelle les conditions d'application pour estimer qu'il ressort à suffisance des déclarations du requérant qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'il a directement commis des faits qualifiés de crimes graves de droit commun. L'implication directe du requérant dans la commission du crime de même que son intention de le commettre ressortent à suffisance de sa condamnation pénale et du dossier administratif ; le requérant n'ayant d'ailleurs jamais nié sa responsabilité. Le Conseil considère que les conditions d'application des causes d'exonération alléguées par le requérant, à savoir l'expiation et la légitime défense, ne sont pas remplies ; dès lors, sa responsabilité individuelle est engagée et il existe des raisons sérieuses de penser qu'il a participé à la commission de crimes graves de droit commun.

Au vu de l'ensemble de ces éléments, le Conseil conclut à l'exclusion du statut de réfugié sur la base de l'article 1^{er}, section F, b, de la Convention de Genève et de l'article 55/2 de la loi du 15 décembre 1980 et à l'exclusion du bénéfice de la protection subsidiaire, ainsi que le prévoit l'article 55/4, § 1^{er}, alinéa 1, c, de la loi du 15 décembre 1980.

CCE arrêt 301452 du 13/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Burundi

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

L'identité et la nationalité du requérant sont établies à suffisance.

"Comme le mentionne la décision querellée, les observateurs de la situation au Burundi « font état de la persistance d'attaques systématiques contre les membres de l'opposition – ou ceux considérés comme tels-en application d'une politique d'Etat. »

On peut encore lire dans ladite décision que « les autorités (hauts responsables de l'Etat, armée, force de l'ordre, autorités administratives locales et Imbonerakure) ciblent principalement des personnes qui ne montrent pas leur soutien au CNDD-FDD ou au président (notamment en refusant d'adhérer au parti ou de donner des contributions financières), des membres du CNL et parfois des membres d'autres partis d'opposition, des membres de familles d'opposants réels ou présumés, des personnes soupçonnées d'implication dans les attaques armées ou de collaboration avec des groupes armés. »

Partant, le Conseil estime que ce contexte particulier doit inciter les autorités compétentes à faire preuve d'une grande prudence dans l'examen des demandes de protection internationale des personnes originaires du Burundi.

(...)

A l'instar de la décision attaquée, le Conseil à la lecture du dossier administratif, relève que la requérante est particulièrement imprécise et lacunaire dans ses propos quant aux personnes qu'elle affirme craindre. (...)

(...)

Le Conseil rappelle qu'en vertu du paragraphe 2 de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 les actes considérés comme une persécution au sens de l'article 1 A de la Convention de Genève doivent :

a) être suffisamment graves du fait de leur nature ou de leur caractère répété pour constituer une violation des droits fondamentaux de l'homme, en particulier des droits auxquels aucune dérogation n'est possible en vertu de l'article 15.2 de la Convention Européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales; ou

b) être une accumulation de diverses mesures, y compris des violations des droits de l'homme, qui soit suffisamment grave pour affecter un individu d'une manière comparable à ce qui est indiqué au point a).

Au vu de ces éléments, le Conseil considère que la requérante reste en défaut d'établir l'existence d'une crainte de persécution dans son chef en cas de retour au Burundi.

Dans l'acte attaqué, la partie défenderesse fait encore valoir qu'« à l'aune des informations objectives en sa possession (Cedoca, COI Focus : « Burundi – Le traitement réservé par les autorités nationales à leurs ressortissants de retour dans le pays » du 28 février 2022) que le seul séjour ou passage en Belgique pour un ressortissant burundais et spécifiquement en qualité de demandeur de protection internationale, n'est pas de nature à faire naître une crainte fondée de persécution dans son chef en cas de retour au Burundi ».

Sur ce point, le Conseil, tout comme la partie requérante, considère qu'il y a lieu de tenir compte de l'arrêt n°282 473 du 22 décembre 2022 rendu à trois juges. Dans cet arrêt, le Conseil a estimé, au vu de la situation prévalant au Burundi, des relations entre la Belgique et le Burundi et des informations relatives aux réfugiés burundais et au sort des ressortissants burundais résidant en Belgique, que « dans le contexte qui prévaut actuellement au Burundi, la seule circonstance que la requérante a séjourné en Belgique où elle a demandé à bénéficier de la protection internationale, suffit à justifier dans son chef une crainte avec raison d'être persécutée du fait des opinions politiques qui lui seraient imputées. » Le Conseil estime que les informations reprises dans le Coi Focus du 15 mai 2023 ne permettent pas de tirer une autre conclusion.

Toutefois, ledit arrêt poursuivait en constatant qu'il « ne ressort, par ailleurs, ni de la décision attaquée, ni d'aucun élément du dossier, qu'il existerait des raisons de penser que la requérante pourrait échapper pour un motif quelconque au climat de suspicion évoqué plus haut et au risque qui en découle. »

Le Conseil estime qu'en l'espèce, la question à trancher est d'examiner s'il existe des éléments permettant de penser que la requérante échappe au climat de suspicion évoqué dans cet arrêt et au risque qui en découle.

A cet égard, il y a lieu de tenir compte du profil de la requérante. Comme exposé ci-dessus, cette dernière reste en défaut d'établir qu'elle ait fait l'objet de menaces au Burundi et son comportement, à savoir son retour volontaire dans

ce pays pour y obtenir un passeport, ne correspond pas avec celui attendu d'une personne ayant une crainte de persécution en cas de retour dans son pays.

De plus, elle n'a aucune affiliation politique, et n'a jamais, pris part à la moindre manifestation contre le pouvoir en place.

Par ailleurs, son père est un général, ancien commandant de l'Institut Supérieur des Cadres Militaires (ISCAM), ancien directeur général de la planification et des études stratégiques et a été nommé en avril 2018 comme attaché militaire près de l'ambassade du Burundi au Caire.

A l'audience, la requérante déclare que son père est actuellement en Inde mais n'invoque nullement qu'il ait déserté ses fonctions ou demandé la protection internationale en Inde. Le Conseil suppose dès lors qu'il a été muté dans ce dernier pays pour des raisons professionnelles.

Partant, compte tenu du profil particulier de la requérante et des circonstances de son départ du pays en 2018 pour suivre son père en Egypte dans le cadre de sa carrière militaire, le Conseil considère qu'elle échappe au climat de suspicion évoqué plus haut et au risque qui en découle.

Les considérations qui précèdent suffisent à fonder le constat que la requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte de persécution au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980."

CCE arrêt 301472 du 13/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Turquie

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"Le Conseil constate que, dans la présente affaire, les arguments des parties portent essentiellement sur l'établissement du profil politique du requérant ainsi que des maltraitances alléguées de ce fait et, partant, sur le bienfondé de ses craintes de persécution en raison de son profil politique, couplé à son ethnie kurde.

(...)

quant au profil politique du requérant, le Conseil n'est pas (...) convaincu par le raisonnement de la partie défenderesse. Tout d'abord, le Conseil ne peut pas retenir l'argumentation de celle-ci quant à l'appartenance ou à la sympathie du requérant pour le HDP. En premier, lieu le Conseil relève, à nouveau, que ce « motif » de la décision entreprise, consiste en une énumération des déclarations du requérant sans que la moindre analyse ni la moindre conclusion n'en soit tirée par la partie défenderesse. Or, le Conseil rappelle à celle-ci que l'obligation de motivation qui lui incombe, en vertu des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs implique que la décision doit faire apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur de manière à permettre à son destinataire de connaître les justifications de la mesure prise et à la juridiction compétente d'exercer son contrôle. Tel n'est pas le cas en l'espèce, de sorte que le Conseil estime que la partie défenderesse a manqué, à cet égard, à l'obligation susmentionnée.

(...)

Enfin, le Conseil constate que la partie défenderesse ne semble pas davantage contester que le requérant a subi une détention de deux jours à la suite de sa participation à la célébration du Newroz en 2019. Elle se contente en effet de relever que le requérant ignore avec certitude les motifs de cette arrestation et qu'il affirme qu'il n'y a pas eu de suite. La partie défenderesse, ce faisant, ignore le prescrit de l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980 qui lui impose d'une part, d'examiner si les faits allégués constituent une persécution ou une atteinte grave passée et, d'autre part, d'établir qu'il existe de bonnes raisons de croire qu'elles ne se reproduiront pas. Le Conseil estime, à la lumière des déclarations du requérant et en dépit, à nouveau, de l'instruction minimaliste effectuée par la partie défenderesse, qu'il s'agit d'une privation de liberté arbitraire liée à la manifestation d'opinions politiques, ce qui constitue une persécution passée au sens de l'article 48/7 susmentionné. La partie défenderesse reste ainsi en défaut de démontrer l'existence de bonnes raisons de penser qu'elles ne se reproduiront pas.

(...)

En effet, lorsqu'il est établi qu'un demandeur de protection internationale a été victime de persécution par le passé, il convient de faire application de l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, lequel dispose comme suit : « [l]e fait qu'un demandeur d'asile a déjà été persécuté dans le passé ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de croire que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas ». À cet égard, le Conseil n'aperçoit pas, en l'espèce, de bonnes raisons de penser que des persécutions telles que celles subies par le requérant ne se reproduiront pas.

Enfin, le Conseil estime que la circonstance, en l'espèce, que le persécuteur au sens de l'article 48/5, §1 de la loi du 15 décembre 1980 est l'Etat rend illusoire toute protection effective des autorités. Pour les mêmes raisons, il n'est pas raisonnable d'attendre que la requérante aille vivre dans une autre région de la Guinée pour pouvoir échapper à ses persécuteurs.

Par conséquent, et contrairement à l'analyse livrée par la partie défenderesse dans sa décision, le Conseil estime que les propos du requérant sont suffisamment cohérents, consistants et sincères, ce qui permet de croire à son profil politique ainsi qu'aux persécutions subies et au bien-fondé des craintes invoquées par le requérant à l'appui de sa demande de protection internationale.

(...)

En conséquence, la partie requérante établit qu'elle a quitté son pays d'origine et qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1er, section A, §2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés. Cette crainte s'analyse comme une crainte de persécution en raison des opinions politiques."

CCE arrêt 301485 du 13/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"Le Conseil constate que, dans la présente affaire, les arguments des parties portent essentiellement sur l'établissement de la fonction de militaire du requérant et, partant, sur le bienfondé de ses craintes de persécution par les talibans en raison de cette même fonction.

(...)

Au vu des constats qui précèdent, le Conseil estime que la fonction de militaire au sein de l'armée afghane du requérant est établie.

Or, il ressort du rapport intitulé « Country guidance : Afghanistan » de l'EUAA de janvier 2023 que le fait d'avoir travaillé pour les autorités afghanes constitue un profil à risque en cas de retour sur le territoire afghan contrôlé actuellement par les talibans. Ce constat corrobore le bien-fondé des craintes invoquées et, d'autre part, doit inciter à une extrême prudence dans l'évaluation des demandes de protection internationale émanant de membres de l'armée afghane. Le pouvoir étant actuellement aux mains des talibans en Afghanistan, la question de savoir si le requérant pourrait obtenir une protection effective de ses autorités ne trouve pas à s'appliquer en l'espèce. Pour les mêmes raisons, il n'est pas raisonnable d'attendre que le requérant aille vivre dans une autre région d'Afghanistan pour pouvoir échapper à ses persécuteurs.

Par conséquent, et contrairement à l'analyse livrée par la partie défenderesse dans sa décision, le Conseil estime que les propos du requérant sont suffisamment cohérents, consistants et sincères, ce qui permet de croire à son appartenance à l'armée afghane et au bien-fondé des craintes invoquées à l'appui de sa demande de protection internationale.

(...)

En conséquence, la partie requérante établit qu'elle a quitté son pays d'origine et qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1er, section A, §2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés. Cette crainte s'analyse comme une crainte de persécution en raison des opinions politiques (imputées)."

CCE arrêt 301396 du 13/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Irak

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

Crainte non fondée.

Article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

"c) En ce qui concerne la situation socio-économique et humanitaire dans la province de Ninive

(...)

Il ressort de la lecture combinée du libellé de la directive [2011/95/UE] et de la jurisprudence de la CJUE que les atteintes graves visées à l'article 15, b), « *doivent être constituées par le comportement d'un tiers* » ou encore que ces atteintes graves lui sont « *infligées* » par les acteurs visés à l'article 6 de la directive 2011/95/UE (transposé en droit belge à l'article 48/5, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980) (CJUE, 18 décembre 2014 (GC), C-542/13, *M'Bodj*, pt. 35-36 et 40 ; CJUE, 24 avril 2018 (GC), C-353/16, *M.P.*, pt 51 et 57-58).

Pour ce faire, le requérant doit démontrer de manière plausible qu'il est personnellement exposé à un risque d'atteinte grave, qui ne peut en principe pas ressortir d'une situation générale. En effet, « *les risques auxquels la population d'un pays ou une partie de la population est généralement exposée ne constituent normalement pas, en eux-mêmes, des menaces individuelles à qualifier d'atteintes graves* » (CJUE, 18 décembre 2014 (GC), C-542/13, *M'Bodj*, pt. 36 ; CJUE, 4 octobre 2018, C-652/16, *Ahmedbekova e.a.*, pt. 49).

Il résulte de ce qui précède qu'une situation socio-économique et humanitaire générale précaire ne relève pas (...) du champ d'application de l'article 48/4, §2, b), de la loi du 15 décembre 1980, à moins qu'il n'y ait un comportement délibéré de la part d'un acteur.

Cette position est également adoptée dans les « Country Guidance : Iraq » de l'EUAA de juin 2022 (...).

(...)

La question essentielle est donc de savoir si la situation socioéconomique et humanitaire précaire qui prévaut actuellement dans la province de Ninive est principalement le résultat d'un comportement d'un des acteurs mentionnés à l'article 48/5, §1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, ou si cette situation est plutôt le résultat de facteurs objectifs.

À la lecture des informations objectives et récentes qui figurent aux dossiers administratif et de la procédure, le Conseil estime qu'il est impossible de conclure que les circonstances socio-économiques précaires qui prévalent actuellement dans la province de Ninive en Irak sont principalement dues au comportement intentionnel d'un acteur ou de plusieurs acteurs au sens de l'article 48/5, § 1, de la loi du 15 décembre 1980.

Par conséquent, les conditions socio-économiques et humanitaires générales dans la province de Ninive ne relèvent pas, en soi, du champ d'application de l'article 48/4, §2, b), de la loi du 15 décembre 1980.

En outre, le requérant ne démontre pas qu'il est personnellement visé dans ce contexte ou qu'il appartient à un groupe de personnes visées. Il ne démontre pas qu'à son retour en Irak, il se trouvera dans une situation d'extrême pauvreté dans laquelle il ne pourra pas subvenir à ses besoins vitaux en raison d'un comportement délibéré d'un ou de plusieurs acteurs.

(...)

En raison de la précarité de la situation socio-économique et humanitaire actuelle, le retour d'un requérant en Irak pourrait donner lieu à une violation de l'article 3 de la CEDH.

Bien qu'une violation éventuelle de l'article 3 de la CEDH échappe, en l'espèce, aux particularités du droit d'asile belge actuel, où les articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 prévoient des conditions clairement définies pour la reconnaissance du statut de réfugié ou l'octroi du statut de protection subsidiaire, l'éventuelle violation de l'article susmentionné doit, en tout état de cause, faire l'objet d'un examen approfondi lors de la prise d'une décision d'éloignement (C.E., arrêt n° 239.259 du 28 septembre 2017, arrêt n°240.691 du 8 février 2018, arrêt n°241.623 du 29 mai 2018 et arrêt n°250.723 du 28 mai 2021).

d) *En ce qui concerne la situation sécuritaire dans la province de Ninive*

(...)

Le Conseil rappelle également que cette disposition constitue la transposition de l'article 15, c) de la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte) et que son contenu est distinct de celui de l'article 3 de la CEDH et que son interprétation doit, dès lors, être effectuée de manière autonome tout en restant dans le respect des droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la CEDH (CJUE, 17 février 2009, *Meki Elgafaji et Noor Elgafaji c. Staatssecretaris van Justitie*, C-465/07, § 28).

Dans le cadre de la présente analyse, il convient par conséquent de tenir compte des enseignements de l'arrêt *Elgafaji* précité de la Cour de justice de l'Union européenne (ci-après dénommée la « CJUE »), qui distingue deux situations (...).

(...)

En l'occurrence, le Conseil estime, au vu des informations les plus récentes découlant de plusieurs sources figurant au dossier de la procédure (voir notamment le COI Focus intitulé « *Irak. Veiligheidssituatie* » du 26 avril 2023, le COI Focus intitulé « *Irak Veiligheidsincidenten in de Koerdische Autonome Regio (KRA)* du 28 septembre 2023 (...)), que si le conflit en Irak présente un caractère fluctuant, le niveau de violence aveugle qui sévit actuellement dans la province de Ninive, dont est originaire le requérant, n'atteint pas un degré d'intensité tel que tout civil encourrait, du seul fait de sa présence sur le territoire de cette région, un risque réel de voir sa vie ou sa personne gravement menacée par la violence aveugle qui y sévit, s'il était renvoyé dans cette région.

La question qui se pose dès lors est de savoir si le requérant est « *apte à démontrer qu'il est affecté spécifiquement en raison d'éléments propres à sa situation personnelle* » par un risque réel résultant de la violence aveugle régnant dans sa province d'origine, tenant compte du degré de celle-ci (v. CJUE, *Elgafaji*, *op. cit.*, § 39).

Autrement dit, peut-il invoquer des circonstances personnelles ayant pour effet d'augmenter dans son cas, la gravité de la menace résultant de la violence indiscriminée qui règne dans la province de Ninive, de sorte que bien que cette violence n'atteigne pas un degré tel que tout civil encourrait du seul fait de sa présence sur place un risque réel de subir une menace grave pour sa vie ou sa personne, il faille considérer qu'un tel risque réel existe néanmoins dans son cas. Sur ce point, force est de constater que les circonstances personnelles que le requérant fait valoir, à savoir le fait qu'il a déjà fui son village en 2014, qu'il a quitté son pays en 2016, qu'il réside en Belgique depuis 2019 et qu'il soutient ne plus connaître sa région et son village, n'a pas pour effet d'augmenter, dans son cas, la gravité de la menace résultante de la violence indiscriminée qui règne à Ninive, de sorte que bien que cette violence n'atteigne pas un degré tel que tout civil encourrait du seul fait de sa présence sur place un risque réel de subir une menace grave pour sa vie ou sa personne, il faille considérer qu'un tel risque réel existe néanmoins dans son cas. En effet, le requérant est un homme majeur, qui ne présente pas de vulnérabilité particulière, de sorte que le Conseil peut raisonnablement attendre de lui qu'il puisse se débrouiller seul, et ce d'autant plus que sa famille est retournée vivre dans le village d'Omar Khalid.

(...)

Par conséquent, ces éléments ne permettent pas au Conseil de considérer que le requérant présenterait une situation personnelle particulière l'exposant à un risque réel de subir des menaces graves en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international, visées par l'article 48/4, § 2, c) de la loi du 15 décembre 1980."

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Irak

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

Crainte non fondée.

Article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

"c) En ce qui concerne la situation socio-économique et humanitaire dans la province de Bagdad

(...)

Il ressort de la lecture combinée du libellé de la directive [2011/95/UE] et de la jurisprudence de la CJUE que les atteintes graves visées à l'article 15, b), « *doivent être constituées par le comportement d'un tiers* » ou encore que ces atteintes graves lui sont « *infligées* » par les acteurs visés à l'article 6 de la directive 2011/95/UE (transposé en droit belge à l'article 48/5, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980) (CJUE, 18 décembre 2014 (GC), C-542/13, *M'Bodj*, pt. 35-36 et 40 ; CJUE, 24 avril 2018 (GC), C-353/16, *M.P.*, pt 51 et 57-58).

Pour ce faire, le requérant doit démontrer de manière plausible qu'il est personnellement exposé à un risque d'atteinte grave, qui ne peut en principe pas ressortir d'une situation générale. En effet, « *les risques auxquels la population d'un pays ou une partie de la population est généralement exposée ne constituent normalement pas, en eux-mêmes, des menaces individuelles à qualifier d'atteintes graves* » (CJUE, 18 décembre 2014 (GC), C-542/13, *M'Bodj*, pt. 36 ; CJUE, 4 octobre 2018, C-652/16, *Ahmedbekova e.a.*, pt. 49).

Il résulte de ce qui précède qu'une situation socio-économique et humanitaire générale précaire ne relève pas (...) du champ d'application de l'article 48/4, §2, b), de la loi du 15 décembre 1980, à moins qu'il n'y ait un comportement délibéré de la part d'un acteur.

Cette position est également adoptée dans les « Country Guidance : Iraq » de l'EUAA de juin 2022 (...).

(...)

La question essentielle est donc de savoir si la situation socioéconomique et humanitaire précaire qui prévaut actuellement dans la province de Bagdad est principalement le résultat d'un comportement d'un des acteurs mentionnés à l'article 48/5, §1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, ou si cette situation est plutôt le résultat de facteurs objectifs.

À la lecture des informations objectives et récentes qui figurent aux dossiers administratif et de la procédure, le Conseil estime qu'il est impossible de conclure que les circonstances socio-économiques précaires qui prévalent actuellement dans la province de Ninive en Irak sont principalement dues au comportement intentionnel d'un acteur ou de plusieurs acteurs au sens de l'article 48/5, § 1, de la loi du 15 décembre 1980.

Par conséquent, les conditions socio-économiques et humanitaires générales dans la province de Bagdad ne relèvent pas, en soi, du champ d'application de l'article 48/4, §2, b), de la loi du 15 décembre 1980.

En outre, la requérante ne démontre pas qu'elle est personnellement visée dans ce contexte ou qu'elle appartient à un groupe de personnes visées. Elle ne démontre pas qu'à son retour en Irak, elle se trouvera dans une situation d'extrême pauvreté dans laquelle il ne pourra pas subvenir à ses besoins vitaux en raison d'un comportement délibéré d'un ou de plusieurs acteurs.

(...)

En raison de la précarité de la situation socio-économique et humanitaire actuelle, le retour d'un requérant en Irak pourrait donner lieu à une violation de l'article 3 de la CEDH.

(...) bien qu'une violation éventuelle de l'article 3 de la CEDH échappe, en l'espèce, aux particularités du droit d'asile belge actuel, où les articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 prévoient des conditions clairement définies pour la reconnaissance du statut de réfugié ou l'octroi du statut de protection subsidiaire, l'éventuelle violation de l'article susmentionné doit, en tout état de cause, faire l'objet d'un examen approfondi lors de la prise d'une décision d'éloignement (C.E., arrêt n° 239.259 du 28 septembre 2017, arrêt n°240.691 du 8 février 2018, arrêt n°241.623 du 29

mai 2018 et arrêt n°250.723 du 28 mai 2021).

d) *En ce qui concerne la situation sécuritaire dans la province de Bagdad*

(...)

Le Conseil rappelle également que cette disposition constitue la transposition de l'article 15, c) de la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte) et que son contenu est distinct de celui de l'article 3 de la CEDH et que son interprétation doit, dès lors, être effectuée de manière autonome tout en restant dans le respect des droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la CEDH (CJUE, 17 février 2009, *Meki Elgafaji et Noor Elgafaji c. Staatssecretaris van Justitie*, C-465/07, § 28).

Dans le cadre de la présente analyse, il convient par conséquent de tenir compte des enseignements de l'arrêt *Elgafaji* précité de la Cour de justice de l'Union européenne (ci-après dénommée la « CJUE »), qui distingue deux situations (...).

(...)

En l'occurrence, le Conseil estime, au vu des informations les plus récentes découlant de plusieurs sources figurant au dossier de la procédure (voir notamment le COI Focus intitulé « *IRAK. Veiligheidssituatie* » du 26 avril 2023, (...), et les sources citées par la partie requérante dans la requête et dans sa note complémentaire du 7 novembre 2023, (...)), que si le conflit en Irak présente un caractère fluctuant, le niveau de violence aveugle qui sévit actuellement dans la province de Bagdad, dont est originaire la requérante, n'atteint pas un degré d'intensité tel que tout civil encourrait, du seul fait de sa présence sur le territoire de cette région, un risque réel de voir sa vie ou sa personne gravement menacée par la violence aveugle qui y sévit, s'il était renvoyé dans cette région.

(...)

La question qui se pose dès lors est de savoir si la requérante est « apte à démontrer qu'[elle] est affectée spécifiquement en raison d'éléments propres à sa situation personnelle » par un risque réel résultant de la violence aveugle régnant dans sa province d'origine, tenant compte du degré de celle-ci (v. CJUE, *Elgafaji*, op. cit., § 39).

Autrement dit, peut-elle invoquer des circonstances personnelles ayant pour effet d'augmenter dans son cas, la gravité de la menace résultant de la violence indiscriminée qui règne dans la province de Bagdad, de sorte que bien que cette violence n'atteigne pas un degré tel que tout civil encourrait du seul fait de sa présence sur place un risque réel de subir une menace grave pour sa vie ou sa personne, il faille considérer qu'un tel risque réel existe néanmoins dans son chef.

Sur ce point, la requérante fait valoir son « profil vulnérable » en raison de son statut de « femme, mère d'un enfant mineur, victime de violences conjugales ». Or, d'une part, force est de relever que les faits invoqués par la requérante à l'appui de sa demande de protection internationale n'ayant pas été tenus pour établis (...), son statut de femme victime de violences conjugales ne peut l'être davantage. D'autre part, le Conseil constate, à la lecture des pièces du dossier administratif, que la requérante est titulaire d'un master en dentisterie et que dans son pays d'origine, elle travaillait à la fois en tant que dentiste dans un cabinet médical à son nom et en qualité de professeure de faculté et ce, depuis 2010 à 2016 (...). Il relève, en outre, que la requérante dispose toujours d'un réseau familial en Irak, et qu'elle est actuellement en contact avec sa famille (...). Par conséquent, la requérante ne fait état d'aucun élément qu'elle pourrait faire valoir comme des circonstances personnelles telles qu'elles ont été définies plus haut et n'établit, dès lors, pas en quoi elle pourrait invoquer de telles circonstances personnelles ayant pour effet d'augmenter, dans son cas, la gravité de la menace résultant de la violence indiscriminée qui règne à Bagdad, de sorte que bien que cette violence n'atteigne pas un degré tel que tout civil encourrait du seul fait de sa présence sur place un risque réel de subir une menace grave pour sa vie ou sa personne, il faille considérer qu'un tel risque réel existe néanmoins dans son chef.

Par conséquent, ces éléments ne permettent pas au Conseil de considérer que la requérante présenterait une situation personnelle particulière l'exposant à un risque réel de subir des menaces graves en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international, visées par l'article 48/4, § 2, c) de la loi du 15 décembre 1980.

"

CCE arrêt 301391 du 13/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Guinée

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"Dans son recours, la partie requérante critique la manière dont se sont déroulés les entretiens personnels du requérant. En particulier, elle estime que le profil du requérant n'a pas été suffisamment pris en considération. Elle estime que « [...] la partie adverse a adopté lors de ses entretiens, une attitude complètement contre-productive, voire agressive à l'égard du requérant ».

Tout d'abord, le Conseil observe que le premier entretien du requérant s'est déroulé en français et qu'il ressort des notes d'entretien personnel que le requérant n'avait pas une maîtrise suffisante du français pour que l'entretien puisse être correctement réalisé.

L'Officier de protection a d'ailleurs interrompu l'entretien et le requérant a été reconvoqué à une date ultérieure afin d'être assisté d'un interprète traduisant en peul lors de son deuxième entretien. Cependant, le Conseil constate à la lecture de la décision entreprise que certains motifs se basent en partie sur les déclarations tenues par le requérant lors de son premier entretien (...).

Ensuite, le Conseil estime, à la lecture du deuxième entretien personnel du requérant, que le climat dans lequel il s'est déroulé n'a pas été suffisamment propice à l'établissement d'une relation de confiance de nature à permettre au requérant de s'exprimer pleinement et sereinement sur les faits de persécution qu'il invoque. La partie défenderesse a d'ailleurs reconnu à l'audience que l'Officier de protection avait été « *maladroit* » et qu'il « *a trop cadré les questions* ».

Le Conseil remarque, à l'instar de la partie requérante, que cet entretien personnel s'est déroulé dans un climat de « *suspicion* » et qu'il a été réalisé de manière inadéquate par rapport au profil du requérant. (...).

Enfin, le Conseil observe que le requérant a déclaré à la fin de son deuxième entretien personnel ne pas avoir confiance en l'Officier de protection et que l'entretien ne s'est pas bien déroulé (...).

Ainsi, à la lumière de ces différents constats, le Conseil estime qu'il ne ressort pas de la lecture des notes des entretiens personnels que la partie défenderesse ait tout mis en œuvre afin de permettre au requérant de livrer son récit dans des conditions optimales, compte tenu de son profil vulnérable."

CCE arrêt 301383 du 13/02/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Irak

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

9ter non fondé

composition du siège

1 juge

9ter fondé – PTSD Irak – Le médecin-conseil ne conteste pas le PTSD mais 1) estime que son origine est inconnue => CCE : conteste pas le lien entre la pathologie et le PO, identifié par la psychologue, 2) les chances de récupération sont plus grandes dans le pays d'origine => CCE : les attestations produites par la PR étaient de nature à invalider l'applicabilité de cette théorie d'exposition au requérant + M-C n'a pas examiné le requérant et se réfère à cette théorie comme s'il s'agissait d'un principe absolu => pas d'examen minutieux – 3) peut retourner dans une autre région du PO => CCE : la totalité du PO est visée par les rapports psy qui évoquent aussi le besoin de rester en Belgique => pas répondu - 4) le lien thérapeutique peut être recréé => CCE : **supputations abstraites non étayées, lesquelles ne rencontrent pas les constats posés, de manière concrète, par la psychologue – ccl° : propos du médecin conseil sont en contradiction totale avec les propos tenus par la psychologue traitant le requérant depuis 2019 => La PD devait préciser les raisons pour lesquelles elle entendait s'en écarter, motivation inadéquate + à titre surabondant : dispo et accessibilité recherchées à Bagdad, lieu du traumatisme – annulation.**

« Ensuite, le Conseil relève, s'agissant de la disponibilité du traitement du requérant, que l'avis du fonctionnaire médecin, établi le 2 mai 2023, sur lequel repose l'acte attaqué, mentionne les constats suivants : « [...] En ce qui concerne les événements qui seraient à l'origine de la pathologie du patient, il n'y a aucun élément dans le dossier permettant d'identifier ces événements. Il s'agit d'affirmations non étayées du patient. En outre, dans le livre intitulé « Health, Migration and Return » de Peter J Van Krieken (p.310 – 315) ; il est estimé que les chances de récupération d'un PTSD/PTSS sont plus grandes dans l'environnement propre du pays ou de la région d'origine et que même sans traitement au pays d'origine, les chances de guérison sont meilleures qu'à l'étranger.

Quant au retour au pays d'origine, le retour pourrait se faire dans une autre localité que celle où s'est passé l'évènement traumatisant. Ce n'est pas le pays mais un évènement qui a cause le traumatisme. On peut donc estimer qu'un retour au pays d'origine, en évitant le lieu où se serait passé l'évènement traumatisant est possible.

Quant à lien thérapeutique, relation médecin/patient n'est pas éternelle et peut toujours se créer. Il est évident que si un thérapeute, quel qu'il soit, arrête ses activités pour une raison ou pour une autre (maladie, pension, ...), le patient sera bien forcé de renouer un contact avec un autre thérapeute. C'est au patient, en fonction de la relation de confiance qui s'installera, de faire le choix de celui-ci.

La relation médecin-malade est une relation de confiance qui s'établira entre le patient et son médecin petit à petit, au fil du temps, avec la bonne volonté du patient et l'empathie du médecin. Cette relation peut prendre du temps à se nouer et l'approche psychanalytique ou psychologique dont chaque médecin a fait l'expérience durant ses études permettra de faciliter ce lien. De plus, les équipes soignantes multidisciplinaires avec médecins, infirmières, assistances sociales,... permettent de faciliter davantage ce lien thérapeutique [...] ».

Il en ressort que le syndrome post-traumatique, en tant que tel, n'est pas réellement remis en cause par le médecin conseil de la partie défenderesse, celui-ci s'étant seulement limité à indiquer que le dossier ne permet pas d'identifier les événements qui en sont à l'origine, et relever qu'il s'agit d'affirmations du patient, alors que les chances de récupération d'un PTSD sont plus grandes dans le pays d'origine, que le lien thérapeutique entre un médecin et son patient n'est pas éternel et peut être remplacé.

Par ces critiques, la partie défenderesse n'invalide en rien le fait que le requérant souffrirait effectivement d'un grave PTSD. Par ailleurs, ce n'est pas contesté par la partie défenderesse en termes de note d'observations.

Quant à l'identification des événements qui seraient à l'origine de la pathologie du requérant, le Conseil n'aperçoit pas en quoi l'absence de précisions sur l'évènement vécu en Irak ; à l'origine de la pathologie du requérant, serait de nature à remettre en question le lien, entre sa pathologie et son pays d'origine, clairement mis en évidence par la psychologue qui le suit depuis des années.

Le Conseil rappelle à cet égard, que s'il ne peut substituer son appréciation à celle de la partie défenderesse - d'autant plus dans un cas d'application de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980, qui nécessite des compétences en matière de médecine -, il n'en reste pas moins qu'il appartient à cette dernière de permettre, d'une part, au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et de pouvoir les contester dans le cadre du présent recours, et, d'autre part, au Conseil, d'exercer son contrôle à ce sujet. Cette exigence prend ainsi une signification particulière dans le cas d'une appréciation médicale, dont les conclusions doivent être rendues compréhensibles pour le profane.

Or, la partie défenderesse est tenue de répondre de manière adéquate et suffisante aux éléments présentés par le requérant, et le Conseil n'aperçoit aucun motif qui soit de nature à conclure que les constats des nombreuses attestations produites par le requérant, mentionnant toutes que la pathologie dont il souffre résulte de son vécu dans son pays d'origine, ne seraient pas exacts.

Quant au constat du médecin fonctionnaire de la partie requérante selon lequel « *En outre, dans le livre intitulé « Health, Migration and Return » de Peter J Van Krieken (p.310 – 315) ; il est estimé que les chances de récupération d'un PTSD/PTSS sont plus grandes dans l'environnement propre du pays ou de la région d'origine et que même sans traitement au pays d'origine, les chances de guérison sont meilleures qu'à l'étranger.* », le Conseil estime que la seule référence à cette littérature médicale ne permet pas de s'assurer que la pertinence de la théorie qui y est relatée dans le cas personnel du requérant alors que les rapports d'évolution psychologique déposés par celui-ci sont de nature à invalider son applicabilité au cas d'espèce, ceux-ci mentionnant que « *les risques[...] psychologiques en cas de retour au pays d'origine pourraient être délétères : risques de décompensation psychique* », que le médecin conseil n'a, au demeurant, pas examiné le requérant et qu'il se réfère à cette théorie comme s'il s'agissait d'un principe absolu, de telle manière qu'il ne peut être considéré qu'il aurait été procédé à un examen complet des éléments spécifiques de la cause.

L'allégation selon laquelle le retour du requérant pourrait se faire dans une autre localité que celle où s'est passé l'évènement traumatisant, et que ce n'est pas le pays mais un évènement qui a causé le traumatisme, n'appelle pas d'autre analyse. En effet, le Conseil observe que ces constats sont contredits par les rapports d'évolution psychologique, déposés par le requérant, dans lesquels il était souligné, d'une part, qu'un « *retour au pays d'origine* » (le Conseil souligne) risque d'entraîner une « *décompensation psychique* », et d'autre part, que la Belgique « *est le seul repère de la sécurité pour lui* » en telle sorte que la quitter serait traumatogène pour le requérant et que « *Dans le contexte actuel de précarité, impossible de se projeter dans un avenir sécurisant, condition pour la cicatrisation des blessures psychiques dans un environnement connu et soutenant (la Belgique)* » (le Conseil souligne). A nouveau, la partie défenderesse n'a pas procédé à un examen complet des éléments de la cause. Au surplus, le Conseil renvoie, à cet égard, aux développements qui sont tenus ci-dessous dans le point 3.4.

Enfin, en ce qui concerne le lien thérapeutique entre le requérant et sa psychologue, mis en avant dans les différents rapports d'évolution psychologique produits par le requérant et dans la demande d'autorisation de séjour, le Conseil estime qu'en opposant, en substance, la seule affirmation que la relation médecin/patient « *n'est pas éternelle et peut toujours se créer* », le médecin conseil de la partie défenderesse se limite à une position de principe, voire des supputations abstraites non étayées, lesquelles ne rencontrent pas les constats posés, de manière concrète, par la psychologue du requérant. Ce faisant, il ne motive pas suffisamment son avis au regard de la situation particulière du requérant ainsi que des éléments précis et consistants développés à cet égard.

Dès lors, considérant la teneur des rapports d'évolution psychologique produits par le requérant, sa demande de séjour ainsi que de son complément -dont il apparaît que la partie défenderesse n'a pas tenu compte-, le Conseil ne s'estime pas en mesure de comprendre, à la lecture de l'avis du médecin conseil et de la décision attaquée, les raisons pour lesquelles *in fine* ce dernier conclut, en substance, à la possibilité d'un retour du requérant dans son pays d'origine. Les propos du médecin conseil de la partie défenderesse sont en contradiction totale avec les propos tenus par la psychologue traitant le requérant depuis 2019, en telle sorte qu'il appartenait à la partie défenderesse de préciser, concrètement et de manière plus appropriée, les raisons pour lesquelles elle entendait s'en écarter.

En outre, les déclarations tenues par la psychologue du requérant dans les différentes attestations auraient dû, à tout le moins, être prises en considération au vu des conséquences et complications qu'un retour au pays d'origine pourrait provoquer dans le chef du requérant, à savoir « *quitter la Belgique, qui est le seul repère de la sécurité pour lui, serait traumatogène et risque d'entraîner une décompensation psychotique* » et « *le risque d'entraîner un acte d'autodestruction* ».

Par conséquent, la motivation adoptée par la partie défenderesse sur le fait qu'il n'existe, en substance, aucune contre-indication à un retour au pays d'origine et que le lien thérapeutique entre la psychologue et le requérant est remplaçable n'est pas adéquate/suffisante au vu des éléments contenus dans les différents documents médicaux présentés par le requérant et figurant au dossier administratif.

3.4. Par ailleurs, à titre surabondant, le Conseil note qu'il ressort des termes de la requête et de l'ensemble du dossier administratif, que le requérant a déclaré avoir toujours vécu à Bagdad. Si le médecin conseil estime que le retour du requérant pourrait se faire dans une autre localité que celle où s'est passé l'évènement traumatisant, alors il lui

appartenait, dans les circonstances particulières de la présente affaire, de vérifier si le traitement et le suivi nécessaire à la pathologie du requérant était disponible « dans une autre localité » que cette seule localité, à savoir, Bagdad, unique lieu renseigné dans l'avis médical où les traitements seraient disponibles. En effet, il est, en l'espèce, invoqué par la partie requérante qu'il y a un nombre extrêmement réduit de psychologues (80) et psychiatres (39) exerçant pour l'ensemble du pays, (ce qui avait été souligné par la partie requérante dans sa demande d'autorisation de séjour). »

CCE arrêt 301489 du 13/02/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Russie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 26quater

composition du siège

1 juge

Annexe 26quater - Croatie - Rapport AIDA 2022 ne constate pas d'aggravation de la situation - amélioration partielle s'agissant des push-backs.

"4.4.4. A toutes fins utiles, et en tout état de cause, le Conseil observe que le rapport AIDA le plus récent, à savoir le rapport « update 2022 », actualisé en juin 2023 (voir le lien suivant : <https://asylumineurope.org/wp-content/uploads/2023/06/AIDA-HR-2022-Update.pdf>), ne fait pas état d'une évolution négative des conditions d'accueil des demandeurs d'asile en Croatie par rapport à la situation de 2021. En effet, cette version actualisée atteste tout au plus de la persistance des difficultés ou problèmes déjà relevés dans le précédent rapport AIDA, évoqué dans la première décision attaquée et dans la requête, mais ne démontre pas que ces difficultés se seraient amplifiées au point d'atteindre un seuil de défaillances systémiques ou généralisées à l'égard des « Dublinés », en Croatie, qui placeraient le requérant dans « *un dénuement matériel extrême [...] d'une gravité telle [que sa situation] peut être assimilée à un traitement inhumain ou dégradant* ». Il semble au contraire que, s'agissant notamment des pratiques de push-back, certains des chiffres relevés par la partie requérante et issus du rapport 2021 sont plus élevés que ceux mentionnés dans le rapport 2022 : « According to the Danish Refugee Council (DRC), 3,461 persons were pushed back from Croatia to Bosnia and Herzegovina (BiH) in 2022, compared to 9,114 in 2021. UNHCR data further indicates that 289 persons were pushed back from Croatia to Serbia in 2022, compared to 928 in 2021. [...] Are You Syrious (AYS), as a part of the Border Violence Monitoring Network (BVMN), reported that BVMN collects data on pushbacks. According to their data in 2022, BVMN collected 123 testimonies of expelled groups, which included at least 1,100 victims. The majority of persons (93.5%) were expelled from Croatia to Bosnia and Herzegovina. Among the interviewed groups who experienced pushback, at least 53 groups (43.1%) included minors, and at least 73 groups (59.35%) declared having tried to request asylum » (rapport AIDA update 2022, p.26-27)."

CCE arrêt 301457 du 13/02/2024

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 38

composition du siège

1 juge

acte attaqué

ANNEXE 20

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Rejet

Décision de refus de séjour RF art. 47/1 – Autres membres de la famille – Soeur mineure d'un citoyen UE mineur – AA basé sur deux motifs : ni à charge (non contesté par la PR), ni ménage – PR estime qu'elle faisait bien partie du ménage de son frère dans le pays de provenance – Conseil rappelle CJUE SRS, AA c. Minister for Justice and equality : « faire partie du ménage » = « une relation de dépendance, fondée sur des liens personnels étroits et stables, tissés au sein d'un même foyer, dans le cadre d'une communauté de vie domestique allant au-delà d'une simple cohabitation temporaire, déterminée par des raisons de pure convenance » - Conseil souligne que le seul fait d'avoir cohabité avec le citoyen de l'Union à un moment donné dans le temps n'est pas la seule condition permettant de bénéficier d'un droit de séjour – Conseil estime que la PD a, conformément à l'art. 47/1, al. 1^{er}, 2^o de la Loi, pu considérer qu'avoir été inscrit à la même adresse que son frère n'est pas suffisant - l'argument selon lequel les liens entre la requérante mineure et son grand frère âgé de 7 ans sont étroits n'y change rien - l'unité familiale invoquée non plus vu conditions fixées par l'article 47/1, alinéa 1^{er}, 2^o – Rejet.

« 4.1. Sont considérés comme autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union, notamment :

« les membres de la famille, non visés à l'article 40bis, § 2, qui, dans le pays de provenance, sont à charge ou font partie du ménage du citoyen de l'Union »^[1].

4.2. La motivation du premier acte attaqué est double.

D'une part, la partie défenderesse a relevé que « la qualité « à charge » de la personne concernée par rapport à celle qui lui ouvre le droit au séjour n'a pas été prouvée de manière satisfaisante. En effet, aucun document n'a été produit pour prouver que l'intéressée était à charge de son frère ouvrant le droit au séjour.

Les fiches de paie [du frère de la requérante] ne permettent pas de démontrer que l'intéressée est à charge de son frère ouvrant le droit au séjour ».

Cette motivation n'est pas contestée par les parties requérantes.

4.3.1. D'autre part, la partie défenderesse a estimé que « l'intéressée ne produit pas la preuve valable qu'elle faisait partie du ménage du regroupant dans son pays de provenance.

L'intéressée produit un document d'enregistrement du 24/10/2022 en vue de démontrer qu'elle fait partie du ménage de l'ouvrant droit au séjour dans le pays de provenance. Or, ce document ne permet pas d'établir de manière suffisante que cette dernière condition est remplie ».

Cette motivation n'est pas utilement contestée par les parties requérantes, qui tentent d'amener le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après : le Conseil) à substituer son appréciation des éléments de la cause à celle de la partie défenderesse, mais restent en défaut d'établir une erreur manifeste d'appréciation de celle-ci, à cet égard.

4.3.2. En effet, la Cour de justice de l'Union européenne^[2] (ci-après : la CJUE) a jugé que, pour démontrer faire partie du ménage du citoyen de l'Union, il est nécessaire que le membre de famille entretienne avec celui-ci,

- une relation de dépendance,

- fondée sur des liens personnels étroits et stables, tissés au sein d'un même foyer,

- dans le cadre d'une communauté de vie domestique allant au-delà d'une simple cohabitation temporaire, déterminée par des raisons de pure convenance.

Partant, le seul fait d'avoir cohabité avec le citoyen de l'Union à un moment donné dans le temps, n'est pas la seule condition permettant de bénéficier d'un droit de séjour.

Dans la motivation de l'acte attaqué, la partie défenderesse a considéré que l'existence d'un tel lien personnel entre l'enfant mineur des requérants avec et son frère également mineur, n'était pas démontré par le document d'enregistrement déposé au dossier administratif (« *l'intéressée est mineure et rejoint son frère mineur, le simple fait d'avoir été inscrit à la même adresse que son frère ne prouve pas une relation de dépendance entre les intéressés* »).

En motivant de la sorte le premier acte attaqué, la partie défenderesse a correctement appliqué l'article 47/1, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 15 décembre 1980, et n'a pas donné une interprétation erronée de ladite disposition ou des faits dans le cas d'espèce.

L'argument développé dans le moyen, selon lequel « l'enfant [...] est la petite sœur de l'ouvrant droit, âgé lui-même de 7 ans, que leurs liens sont étroits », ne permet pas de renverser les constats qui précèdent.

De même, l'unité familiale, invoquée, ne peut suffire à justifier la reconnaissance du droit de séjour, étant donné les conditions fixées par l'article 47/1, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 15 décembre 1980.

Il en est d'autant plus ainsi que l'enfant concerné pourra désormais bénéficier du statut de séjour plus favorable, acquis par ses parents (voir point 1.4.).

Au vu de ce qui précède, les parties requérantes restent en défaut de démontrer quels éléments la partie défenderesse n'aurait pas pris en considération, en quoi elle aurait manqué à son devoir de prudence et de minutie, ou aurait commis une erreur manifeste d'appréciation.

Par conséquent, le second motif du premier acte attaqué peut être considéré comme adéquat ».

[1] Article 47/1, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 15 décembre 1980

CCE arrêt 301327 du 12/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Afghanistan verlaten op 15-jarige leeftijd. Heden nog steeds minderjarig. [...]

De Raad stelt vast dat *in casu* niet wordt betwist dat verzoeker aan een **gedeeltelijke gezichtsverlamming** lijdt ten gevolge van een **facialisparese** met een ooglid dat niet volledig kan sluiten alsook met **gehoorverlies**. [...]

In de **bestreden beslissing** wordt concreet gemotiveerd dat in de mate dat verzoekers voogd en advocaat verwijzen naar zijn **medische problematiek**, de beoordeling van deze problematiek een **exclusieve bevoegdheid is van de DVZ** zodat het enkel aan de DVZ toekomt om te oordelen of verzoekers medische problemen aanleiding kunnen geven tot een onmenselijke of vernederende behandeling in Afghanistan en dus al dan niet een schending uitmaakt van het non-refoulementbeginsel vervat in artikel 3 van het EVRM. Verzoeker dient zich volgens verweerder voor de beoordeling van medische elementen te richten tot de geëigende procedure, zijnde een aanvraag voor een machtiging tot verblijf gericht aan de Minister of zijn gemachtigde op basis van **artikel 9ter** van de Vreemdelingenwet. [...]

[Uitgebreide bespreking medische attesten]

Voorts bemerkt de Raad dat verzoekers raadvrouw ter terechtzitting verklaarde dat er nog steeds een tumor aanwezig is aan zijn hersenstam en verzoeker na zes maanden op controle moet. Ook beklemtoont verzoekers voogd ter terechtzitting dat na zijn operatie zijn volledige rechterzijde verlamd geraakte en hij nog een lange revalidatieweg te gaan heeft.

Daarenboven stipt de Raad aan dat bij verzoeker die **ter terechtzitting** aanwezig was, een **duidelijke verlamming over zijn gehele rechterkant zichtbaar was** en hij moeite had met zich duidelijk verstaanbaar te maken in het Pasthou en zich slechts kon voortbewegen met een kruk.

De Raad merkt hierbij op dat, zoals ook verzoeker aanstipt, uit de beschikbare **landeninformatie** blijkt dat de Afghaanse samenleving in het algemeen weinig verdraagzaamheid vertoont ten aanzien van personen die afwijken van de 'norm', bijvoorbeeld wegens hun fysieke of mentale aandoeningen. Daarbij kan aan een verzoeker die duidelijk zichtbare fysieke kenmerken vertoont van zijn medische problematiek een stigma kleven dat hij niet van zich zal kunnen afschudden, te meer de Afghaanse samenleving heden wordt gekenmerkt door een strikte interpretatie van de sharia en een verstrenging van maatschappelijke en religieuze normen opgelegd door het huidige talibanregime en verzoeker afkomstig is uit een conservatief dorp in de provincie Laghman (zie EUAA "Country of Origin Information: Afghanistan Targeting of individuals" van augustus 2022, "Implemented sharia and cultural norms in everyday life", p. 41-49; EUAA Country Guidance Afghanistan, april 2022, "Individuals perceived to have transgressed moral and/or societal norms", p.77- 81; "Persons living with disabilities and persons with severe medical issues", p. 105-106; EUAA, "Country guidance: Afghanistan" januari 2023, p. 27, 102- 103; Verklaring DVZ van 20 september 2022, p. 6; persoonlijk onderhoud van 6 juni 2023, p. 7). Uit de landeninformatie blijkt dat voor **personen met een geestelijke of lichamelijke beperking en met ernstige medische aandoeningen** bij de individuele beoordeling of discriminatie en mishandeling door de samenleving en/of door de familie met vervolging kunnen worden gelijkgesteld, rekening moet worden gehouden met de ernst en/of het repetitieve karakter van de handelingen of met het feit dat zij zich voordoen als een opeenstapeling van verschillende maatregelen. Tot de risicobepalende omstandigheden zouden kunnen behoren: aard en zichtbaarheid van de geestelijke of lichamelijke handicap, negatieve perceptie door de familie, enz...

Uit de bestreden beslissing, waar verweerder zich beperkt tot een verwijzing naar de 9ter-procedure hetgeen ondertussen reeds werd opgestart door verzoeker, en het administratief dossier kan **niet** blijken dat, in het licht van de thans aanwezige stukken in samenhang met verzoekers verklaringen, de verklaringen van zijn voogd en raadvrouw ter terechtzitting en de beschikbare landeninformatie, **afdoende werd gepeild naar mogelijke risicobepalende omstandigheden** in hoofde van verzoeker ten gevolge van zijn medische problemen en de mate waarin verzoeker hierdoor vervolging riskeert, te meer verzoekers medische toestand die zich uit in fysieke beperkingen op heden duidelijk zichtbaar zijn en er geen zekerheid is hoe dit in de toekomst zal evolueren. De Raad kan slechts vaststellen dat hij in de huidige stand van zaken, gelet op het feit dat *in casu* verzoeker hieromtrent **niet werd bevraagd op het CGVS**

en gelet op de grenzen van de ondervraging ter terechtzitting, onvoldoende zicht heeft op de nood naar bescherming wegens een vrees voor vervolging omwille van zijn **fysieke beperkingen** onder het huidige talibanbewind, en is van oordeel dat hierover **verder onderzoek noodzakelijk** is.

Daarnaast stipt de Raad aan dat hij in de huidige fase van de procedure **evenmin voldoende elementen** heeft om de zichtbaarheid van verzoeker bij een terugkeer naar Afghanistan, alwaar hij als minderjarige voor de machtsovername is vertrokken, te beoordelen in het kader van een vrees wegens **gepercipieerde verwestering**. Verzoeker, die als minderjarige toekwam in België en heden nog steeds minderjarig is, werd immers niet afdoende bevraagd naar deze vrees in het licht van zijn medische, fysieke toestand.

Bij de beoordeling of er sprake kan zijn van een (toegeschreven) verwestering die aanleiding kan geven tot een gegronde vrees vervolging is nog steeds een **individueel onderzoek vereist**, waarbij ook rekening moet worden gehouden met verschillende risicobepalende factoren, zoals het geslacht, de gedragingen van de verzoeker, het gebied van herkomst, de conservatieve omgeving, de perceptie van traditionele genderrollen door de familie, de leeftijd, de duur van het verblijf in een westers land en de zichtbaarheid van de persoon.

Afghanen die uit Europa terugkeren naar Afghanistan kunnen door de taliban of de maatschappij met argwaan worden bekeken en kunnen worden geconfronteerd met stigmatisering of uitstoting. Stigmatisering of uitstoting kunnen echter slechts in uitzonderlijke gevallen worden beschouwd als vervolging. Wat de negatieve perceptie betreft ten aanzien van terugkeerders uit het Westen blijkt nergens in de aanwezige informatie dat dit gegeven op zich aanleiding zou geven tot daden van vervolging doch dit dient samen met andere individuele elementen beoordeeld te worden, hetgeen verweerder aldus heeft nagelaten. [...]

Essentiële elementen ontbreken. Vernietiging.

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Guinée

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Mère célibataire

A l'appui de sa DPI, la partie requérant indique notamment "craindre d'être stigmatisée et ostracisée en cas de retour en Guinée, en raison de son statut de mère célibataire. Elle précise à cet égard notamment que le 14 mars 2022, elle a mis au monde, en Belgique, l'enfant F.C. (...)

La requérante a versé des informations relatives à la situation des mères célibataires en Guinée.

"Le Conseil déduit de telles informations (et notamment du COI Focus. Guinée. Le mariage forcé » mis à jour au 15 décembre 2020) que les instances d'asile doivent faire preuve de prudence dans l'analyse des demandes de protection internationale formulées par des femmes qui, telles que la requérante, ont donné naissance à un enfant dans le cadre d'une relation hors mariage. Il considère, sur la base des informations en sa possession, et à l'instar de ce qu'il avait jugé dans son arrêt n° 128 221 rendu à trois juges le 22 août 2014, que la perception par la société guinéenne du phénomène des mères célibataires est très nuancée et suscite des réactions contrastées allant de la tolérance à l'exclusion sociale. Si la situation générale de ces femmes reste dans l'ensemble délicate, il conviendra de tenir compte dans chaque cas d'espèce de la perception de cette naissance hors mariage par la famille et la communauté de la jeune fille et ce, selon le degré d'ouverture au mode de vie moderne, selon l'origine ethnique, selon la prégnance de la religion et selon la région de provenance.

(...)

En l'espèce, la requérante est issue d'une famille d'origine ethnique sousou et de confession musulmane. Son père, polygame, est imam de la mosquée de la Cité de l'air, dans la commune de Matoto. Si la requérante a pu être scolarisée jusqu'à ses 19 ans, il ressort néanmoins de ses déclarations qu'elle évoluait dans un environnement traditionnel et conservateur (...)"

Opposition à l'excision

"Il convient également de tenir compte, en l'espèce, de l'opposition à l'excision dont fait preuve la requérante (...) alors qu'elle évolue dans un milieu familial où la pratique est largement répandue. La partie défenderesse ne s'y trompe d'ailleurs pas, dans la mesure où elle a reconnu à la fille de la requérante la qualité de réfugié en raison des craintes exprimées par sa mère quant à une possible excision en cas de retour en Guinée. Son opposition à une telle pratique traditionnelle renforce dans son chef la possibilité qu'elle puisse être mise au ban de sa famille."

Rejet par la communauté - grande vulnérabilité - groupe social des femmes

"Au vu de l'ensemble des éléments relevés ci-avant, le Conseil considère qu'il ne peut être exclu que la requérante, en cas de retour en Guinée, soit maltraitée et/ou rejetée par les membres de sa famille et de sa communauté en raison du fait qu'elle a mis au monde une enfant hors mariage, alors même qu'elle se trouve dans une situation de grande vulnérabilité psychologique, avec un enfant en très bas âge dont l'état de santé nécessite des soins réguliers, sans la moindre ressource ni le moindre appui familial ou social solide qui lui permettrait d'échapper à une telle situation.

La requérante établit donc à suffisance qu'il existe dans son chef des craintes fondées d'être persécutée en cas de retour en Guinée en raison de son appartenance à un groupe social déterminé, en l'occurrence le groupe des femmes guinéennes, le Conseil estimant que, dans certaines sociétés, les personnes d'un même sexe, ou certaines catégories de personnes d'un même sexe, peuvent être considérées comme formant un groupe social."

Pas de protection effective des autorités

"Le Conseil rappelle que la Commission permanente de recours des réfugiés et le Conseil de céans ont déjà jugé dans des dossiers similaires que la société guinéenne est une société inégalitaire dans laquelle une femme seule disposant d'un niveau d'instruction modeste risque d'être placée dans une situation de grande précarité et ne peut espérer trouver une protection adéquate auprès de ses autorités nationales (v. notamment CPRR, arrêt 02-0579/F2562 du 9 février 2007 ; CCE, arrêt n° 963 du 25 juillet 2007 ; CCE arrêt 49 893 du 20 octobre 2010).

Cette jurisprudence est confirmée en l'espèce par les constats posés dans les informations présentes au dossier administratif et de la procédure.

Il apparaît ainsi des informations présentes au dossier – voir Asylos, « Situation des enfants nés hors mariage et des mères célibataires en Guinée Conakry », avril 2013 ; ainsi que le COI Focus « Guinée - Le mariage forcé » du 15 décembre 2020, annexé à la requête - qu'il existe de très fortes difficultés pour une femme en termes d'accès à la

justice et que les autorités, tant policières que judiciaires, n'interviennent pas ou peu dans ce qui, dans la société guinéenne, est considéré comme une affaire de famille.

(...)

Au vu de ces éléments, et eu égard, en outre, au profil objectivement vulnérable de la requérante en tant que femme isolée, sans ressources et établissant une grande fragilité psychologique, le Conseil considère que cette dernière ne dispose d'aucun recours effectif en cas de retour en Guinée.

Dès lors, le Conseil estime que la requérante démontre à suffisance qu'elle n'aurait pas accès à une protection effective auprès de ses autorités nationales au sens de l'article 48/5 § 2 de la loi du 15 décembre 1980."

CCE arrêt 301310 du 12/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Burundi

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

" En l'espèce, la nationalité burundaise du requérant n'est pas remise en cause dans la décision querellée.

Comme le mentionne la décision querellée, les observateurs de la situation au Burundi « *font état de la persistance d'attaques systématiques contre les membres de l'opposition – ou ceux considérés comme tels-en application d'une politique d'Etat.* »

On peut encore lire dans ladite décision que « *les autorités (hauts responsables de l'Etat, armée, force de l'ordre, autorités administratives locales et Imbonerakure) ciblent principalement des personnes qui ne montrent pas leur soutien au CNDD-FDD ou au président (notamment en refusant d'adhérer au parti ou de donner des contributions financières), des membres du CNL et parfois des membres d'autres partis d'opposition, des membres de familles d'opposants réels ou présumés, des personnes soupçonnées d'implication dans les attaques armées ou de collaboration avec des groupes armés.* »

Partant, le Conseil estime que ce contexte particulier doit inciter les autorités compétentes à faire preuve d'une grande prudence dans l'examen des demandes de protection internationale des personnes originaires du Burundi.

(...)

Au vu de ces observations, le Conseil considère que le COI Focus du 15 mai 2023 ne contient pas d'informations de nature à justifier une appréciation différente de celle posée par lui dans son arrêt n° 282 473 du 22 décembre 2022 rendu à 3 juges.

Cela étant, en l'espèce, le Conseil ne peut faire une application pure et simple des développements énoncés ci-dessus dès lors que l'identité du requérant n'est pas établie à suffisance. En effet, même si ce dernier a produit l'original de sa carte d'identité et une copie d'un acte de mariage, le Conseil ne peut faire abstraction du fait qu'il a introduit une demande de protection internationale au Royaume Uni sous une autre identité et une autre date de naissance. Et ce d'autant plus que la partie défenderesse, dans la décision, souligne que la carte d'identité est aisément falsifiable et fait état d'un haut degré de corruption au Burundi. Par ailleurs, les informations contenues au dossier administratif ne permettent pas au Conseil de savoir si le requérant avait produit des pièces d'identité devant les autorités du Royaume Uni.

Au vu de ce qui précède, le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires portant sur des éléments essentiels de la présente demande de protection internationale."

CCE arrê^t 301288 du 08/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Irak

dictum arrê^t

Rejet

acte attaqué

CG Retrait Genève

composition du siège

3 juges

Bestreden beslissing: **intrekking vluchtelingenstatus** - artikel 55/3/1, §1 - **gevaar voor de samenleving** wegens definitief veroordeeld voor bijzonder ernstig misdrijf + artikel 55/3/1, §3: advies verwijderingsmaatregel: niet verenigbaar met artikelen 48/3 en 48/4

Bij vonnis van 27 april 2020 door de rechtbank van eerste aanleg West-Vlaanderen afdeling Brugge, veroordeeld tot een gevangenisstraf van drie jaar en een ontzetting uit de rechten voor een termijn van vijf jaar, wegens **verkrachting en aanranding van de eerbaarheid met geweld of bedreiging jegens een meerderjarige persoon**. Bij arrest van 7 mei 2021 door het hof van beroep te Gent veroordeeld tot een definitieve gevangenisstraf van vijf jaar en een ontzetting uit de rechten voor een termijn van tien jaar.

[...]

Het **Hof van Justitie** van de Europese Unie (hierna: het Hof van Justitie) heeft in arrest XXX/Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen van **6 juli 2023** in de zaak C-8/22, ECLI:EU:C:2023:542 – en hernomen in arrest Staatssecretaris van Justitie en Veiligheid/M.A. van 6 juli 2023 in de zaak C-402/22, ECLI:EU:C:2023:543 en arrest Bundesamt für Fremdenwesen und Asyl/A.A. in de zaak C-663/21, ECLI:EU:C:2023:540 beiden van diezelfde datum – geoordeeld dat de vluchtelingenstatus op grond van artikel 14, lid 4, onder b) van de Kwalificatierichtlijn alleen kan worden ingetrokken wanneer aan **twee afzonderlijke, cumulatieve voorwaarden** is voldaan. Zo moet de verzoeker **definitief zijn veroordeeld voor een bijzonder ernstig misdrijf én** dient te worden aangetoond dat deze een **gevaar vormt voor de samenleving van de lidstaat waar hij zich bevindt**. De omstandigheid dat aan één van deze twee voorwaarden is voldaan volstaat aldus niet om aan te tonen dat ook aan de tweede voorwaarde is voldaan. Het enkele feit dat de verzoeker definitief is veroordeeld voor een bijzonder ernstig misdrijf volstaat niet om aan te tonen dat er sprake is van een bedreiging voor de samenleving van de lidstaat waar deze zich bevindt (punt 43-45).

Verder verduidelijkt het Hof van Justitie in voormeld arrest van 6 juli 2023 dat de verwerende partij, respectievelijk de Raad voor de toepassing van artikel 14, lid 4, onder b) van de Kwalificatierichtlijn moeten vaststellen dat de **bedreiging** die de verzoeker vormt in de zin van dat artikel **reëel, actueel en voldoende ernstig** is. Het Hof voegt hieraan toe dat het aan de bevoegde autoriteit toekomt om voor elk individueel geval alle omstandigheden van het specifieke geval te onderzoeken. Bovendien moet de intrekking van de vluchtelingenstatus een aan die bedreiging **evenredige maatregel** zijn.

In casu ligt de **bewijslast** bij de **verwerende partij** die zich op een uitzonderingssituatie beroept. Hierbij dient de commissaris-generaal een **zorgvuldig onderzoek** te voeren.

[...]

De eerste voorwaarde van de definitieve veroordeling voor een 'bijzonder ernstig misdrijf'

[Uitgebreide bespreking arrest Hof van Justitie arrest Staatssecretaris van Justitie en Veiligheid/M.A. van 6 juli 2023, in de zaak C-402/22, ECLI:EU:C:2023:543 mbt de vraag wat verstaan moet worden onder een definitieve veroordeling voor een 'bijzonder ernstig misdrijf' in de zin van artikel 14, lid 4, onder b) van de Kwalificatierichtlijn en aan de hand van welke criteria een misdrijf als zodanig, te weten 'bijzonder ernstig', kan worden aangemerkt...]

Gelet op hetgeen voorafgaat dient de eerste, afzonderlijke Unierechtelijke voorwaarde om de vluchtelingenstatus te kunnen intrekken, conform voornoemd arrest van het Hof van Justitie van 6 juli 2023 in de zaak C-8/22 aldus te worden opgevat dat er sprake moet zijn van een definitieve veroordeling voor een bijzonder ernstig misdrijf dat gezien de kenmerken ervan van **uitzonderlijke ernst** is, in die zin dat het behoort tot de misdrijven die de rechtsorde van de betrokken samenleving het meest aantasten. Om te beoordelen of een misdrijf waarvoor de betrokken definitief is veroordeeld van een dergelijke ernst is moet **rekening gehouden worden** met de op dat misdrijf **gestelde straf** en de **daadwerkelijk daarvoor opgelegde straf**, de **aard van het misdrijf**, eventuele **verzwarende of verzachtende omstandigheden**, de vraag of het misdrijf **al dan niet opzettelijk** is gepleegd, de **aard en de omvang** van de door het misdrijf **veroorzaakte schade** alsmede met de **voor de bestraffing** van het misdrijf **gevolgde procedure**. (punt 48 en HvJ 6 juli 2023, Bundesamt für Fremdenwesen und Asyl/A.A, nr. C-663/21, ECLI:EU:C:2023:540, punt 30)

Aangezien, zo weze herhaald, bij de beoordeling van het betrokken misdrijf rekening moet worden gehouden met alle specifieke omstandigheden van het betrokken geval zijn de hiervoor weergegeven beoordelingscriteria niet uitputtend en kunnen zij in voorkomend geval worden aangevuld met verdere criteria (punt 46).

[Uitgebreide bespreking gegevens van de zaak en toepassing rechtspraak HvJ]

Gelet op hetgeen voorafgaat, meer bepaald op de op het misdrijf gestelde straf en de daadwerkelijk opgelegde straf, de aard van het misdrijf, de opzet en de aard en omvang van de veroorzaakte schade, is de Raad van oordeel dat het misdrijf waarvoor verzoeker definitief veroordeeld is **bijzonder ernstig** is, in die zin dat het behoort tot de misdrijven die de rechtsorde het meest aantasten. Aan de **eerste, afzonderlijke voorwaarde** om overeenkomstig artikel 55/3/1, § 1 van de Vreemdelingenwet te kunnen overgaan tot de intrekking van de vluchtelingenstatus is bijgevolg **voldaan**. Dit wordt bovendien ook niet betwist door verzoeker.

De tweede voorwaarde van het 'gevaar voor de samenleving' van de lidstaat waarin de verzoeker zich bevindt

Noch de Kwalificatierichtlijn, noch de Vreemdelingenwet definiëren het begrip 'gevaar voor de samenleving'.

De rechtspraak van het Hof van Justitie geeft echter aan dat het begrip 'gevaar voor de samenleving' veronderstelt dat er sprake is van een **reële (werkelijke), actuele en voldoende ernstige bedreiging** die **een fundamenteel belang van de samenleving** aantast. Aldus dient rekening te worden gehouden met het **persoonlijk gedrag** van de verzoeker. Bij de beoordeling of er sprake is van een dergelijke bedreiging dienen de verwerende partij en de Raad rekening te houden met **alle omstandigheden** van het betrokken individuele geval (HvJ 6 juli 2023, XXX/commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, C-8/22, ECLI:EU:C:2023:542, punt 47-65; HvJ 6 juli 2023, Staatssecretaris van Justitie en Veiligheid/M.A., C-402/22, ECLI:EU:C:2023:543, punt 54; HvJ 6 juli 2023, Bundesamt für Fremdenwesen und Asyl/AA, C-663/21, ECLI:EU:C:2023:540, punt 32).

Voorts impliceert in het algemeen de vaststelling van een reële (werkelijke), actuele en voldoende ernstige bedreiging voor een fundamenteel belang van de samenleving weliswaar dat bij verzoeker een neiging bestaat om het gedrag dat die bedreiging vormt in de toekomst te handhaven, maar het kan ook zo zijn dat het enkele feit van het gedrag in het verleden voldoet aan de voorwaarden voor een dergelijke bedreiging (HvJ 6 juli 2023, XXX/tegen commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, C-8/22, ECLI:EU:C:2023:542, punt 63; HvJ 2 mei 2018, K./Staatssecretaris van Veiligheid en Justitie en H. F./Belgische Staat, gevoegde zaken C-331/16 en C-366/16, ECLI:EU:C:2018:296, punt 56). Hieromtrent heeft het Hof van Justitie in eerdere rechtspraak geoordeeld dat dit onder meer het geval is wanneer het gedrag van de verzoeker aantoont dat hij van een houding getuigt die de in de artikelen 2 en 3 van het Verdrag van de Europese Unie bedoelde fundamentele waarden als de menselijke waardigheid en de mensenrechten aantast, wat op zich een reële, actuele en voldoende ernstige bedreiging voor een fundamenteel belang van de samenleving kan opleveren (*mutatis mutandis* HvJ 2 mei 2018, C-331/16 en C-366/16, punt 60). Deze rechtspraak heeft het Hof van Justitie ontwikkeld in het kader van de Burgerschapsrichtlijn, doch kan voor de toepassing van de interpretatie van de Kwalificatierichtlijn hiernaar verwezen worden, daar het Hof van Justitie eveneens verwijst naar voormeld arrest in punt 67 van C-8/22. Echter, motiveringen die los staan van het individuele geval of die verband houden met algemene preventieve redenen mogen niet worden aangevoerd. Aldus dient er in principe een **inschatting** gemaakt te worden van een **toekomstig gedrag van de verzoeker**. Het feit dat de verzoeker definitief is veroordeeld voor een bijzonder ernstig misdrijf is van bijzonder belang, aangezien de Uniewetgever specifiek heeft verwezen naar het bestaan van een dergelijke veroordeling en deze, afhankelijk van de omstandigheden rond het plegen van dat misdrijf, kan bijdragen tot de vaststelling van het bestaan van een reële en voldoende ernstige bedreiging voor een fundamenteel belang van de Belgische samenleving (HvJ 6 juli 2023, XXX/commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, C-8/22, ECLI:EU:C:2023:542, punt 63). Het bestaan van een strafrechtelijke veroordeling doet bijgevolg slechts ter zake voor zover uit de omstandigheden die tot deze veroordeling hebben geleid, blijkt dat er sprake is van persoonlijk gedrag dat een actuele bedreiging voor de samenleving vormt.

Wat in het bijzonder het **actuele karakter** van een dergelijke bedreiging betreft, volgt uit de rechtspraak van het Hof dat deze gevolgtrekking niet automatisch, louter op basis van het strafblad van de verzoeker, kan worden gemaakt (HvJ 6 juli 2023, XXX/commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, C-8/22, ECLI:EU:C:2023:542, punt 64; HvJ 13 september 2016, Secretary of State for the Home Department/CS, C-304/14, ECLI:EU:C:2016:674, punt 41). Er kan **geen stelselmatige en automatische koppeling** worden gemaakt **tussen een strafrechtelijke veroordeling** tot een bijzonder ernstig misdrijf **en de intrekking van de vluchtelingenstatus**. Wanneer de verzoeker geen redenen aandraagt waarom hij niet langer een bedreiging voor de samenleving vormt, mag de verwerende partij niet zonder meer aannemen dat uit het bestaan van een definitieve veroordeling voor een bijzonder ernstig misdrijf blijkt dat de verzoeker een reële, actuele en voldoende ernstige bedreiging vormt voor een fundamenteel belang van de Belgische samenleving (HvJ 6 juli 2023, XXX/commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, C-8/22, ECLI:EU:C:2023:542, punt 65).

Bovendien, hoe meer tijd er is verstreken tussen het tijdstip van de definitieve veroordeling voor een bijzonder ernstig misdrijf en de beslissing tot intrekking, des te meer moeten de verwerende partij, respectievelijk de Raad rekening houden met **ontwikkelingen** die zich **na het plegen van een dergelijk misdrijf** hebben voorgedaan, om te bepalen of

er op de dag waarop er uitspraak wordt gedaan over de eventuele intrekking van de vluchtelingenstatus sprake is van een reële en voldoende ernstige bedreiging (HvJ 6 juli 2023, XXX/commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, C-8/22, ECLI:EU:C:2023:542, punt 64). Zo kunnen elementen die betrekking hebben op de strafuitvoering van belang zijn bij de inschatting van de bedreiging (*mutatis mutandis* HvJ 13 september 2016, Alfredo Rendón Marín/Administración del Estado, C-165/14, ECLI:EU:C:2016:675, punt 65). De eventuele uitzonderlijke ernst van de betrokken handelingen kan echter, ook na een betrekkelijk lang tijdsverloop, het voortbestaan van een reële, actuele en voldoende ernstige bedreiging voor een fundamenteel belang van de samenleving inhouden (*mutatis mutandis* HvJ 2 mei 2018, K./Staatssecretaris van Veiligheid en Justitie en H. F./Belgische Staat, gevoegde zaken C-331/16 en C-366/16, ECLI:EU:C:2018:296, punt 58).

[Uitgebreide bespreking gegevens van de zaak en toepassing rechtspraak HvJ]

Gelet op hetgeen voorafgaat en in het bijzonder de recente verklaringen van verzoeker afgelegd in het kader van het persoonlijk onderhoud van 23 maart 2023, waaruit blijkt dat hij nog steeds **geenszins de ernst van de door hem gepleegde feiten lijkt te beseffen**, is de Raad van oordeel dat verzoeker een gevaar voor de Belgische samenleving vormt. Aan de **tweede, afzonderlijke voorwaarde** om overeenkomstig artikel 55/3/1, § 1 van de Vreemdelingenwet te kunnen overgaan tot de intrekking van de vluchtelingenstatus is bijgevolg **voldaan**.

De toepassing van het evenredigheidsbeginsel

Nadat de verwerende partij heeft aangetoond dat aan de twee cumulatieve voorwaarden om tot intrekking van de vluchtelingenstatus te kunnen overgaan is voldaan, dient ten slotte het evenredigheidsbeginsel in acht te worden genomen. Immers dient te worden vastgesteld dat uit de bewoordingen van artikel 14, lid 4, onder a) van de Kwalificatierichtlijn blijkt dat de lidstaat de mogelijkheid heeft om over te gaan tot de intrekking van de vluchtelingenstatus, doch dat hij er niet toe gehouden is van deze mogelijkheid gebruik te maken (zie naar analogie HvJ 24 juni 2015, H. T./Land Baden-Württemberg, C-373/13, ECLI:EU:C:2015:413, punt 72 en HvJ 22 september 2022, G.M./O.I.F. ea, C-159/21, ECLI:EU:C:2022:708, punt 81).

De Belgische wetgever heeft ervoor geopteerd om te voorzien in een tweeledig systeem, waarbij enerzijds de commissaris-generaal, overeenkomstig artikel 55/3/1, § 1 van de Vreemdelingenwet, de vluchtelingenstatus kan intrekken en anderzijds de minister/staatssecretaris of zijn gemachtigde, overeenkomstig artikel 49, § 3 van de Vreemdelingenwet, een einde kan stellen aan het verblijfsrecht van de verzoeker en hem, met inachtneming van het beginsel van non-refoulement, kan verwijderen. De loutere intrekking van de vluchtelingenstatus houdt derhalve niet in dat de verzoeker kan worden beschouwd als iemand die niet langer rechtmatig verblijft op het grondgebied. De verzoeker behoudt zijn verblijfsrecht en de daarmee samenhangende rechten en voordelen, zolang de minister of zijn gemachtigde niet heeft beslist er een einde aan te maken.

[...]

Het Hof van Justitie heeft aangegeven dat wanneer de verwerende partij op grond van artikel 14, lid 4 van de Kwalificatierichtlijn beslist de **vluchtelingenstatus in te trekken** dit inhoudt dat de verzoeker die status wordt ontzegd, zodat hij niet of niet langer alle rechten en voordelen geniet, waarin hoofdstuk VII van die richtlijn voorziet, aangezien deze rechten en voordelen verbonden zijn aan die status. Het Hof van Justitie verduidelijkt hierbij dat de toepassing van artikel 14, lid 4 van voormelde richtlijn tot gevolg heeft dat de verzoeker de **verblijfstitel wordt ontzegd**, die artikel 24 van voormelde richtlijn verbindt aan de vluchtelingenstatus en zodoende kan worden beschouwd als iemand die niet langer rechtmatig op het grondgebied verblijft (HvJ 14 mei 2019, M./M. en XX/Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen, gevoegde zaken C-391/16, C-77/17 en C-78/17, ECLI:EU:C:2019:403, punt 90 en 103-104).

Overeenkomstig artikel 14, lid 6 van de Kwalificatierichtlijn dient de **lidstaat** aan de verzoeker, niettegenstaande het verlies van zijn status, wel **nog steeds verplicht** ten minste de in voormelde bepaling vermelde **rechten van het Verdrag van Genève** toe te kennen, evenals de rechten uit dit Verdrag waarvoor geen rechtmatig verblijf vereist is (HvJ 6 juli 2023, XXX/commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, C-8/22, ECLI:EU:C:2023:542, punt 67). De in artikel 14, lid 6 van de Kwalificatierichtlijn uitdrukkelijk opgesomde rechten uit het Verdrag van Genève hebben betrekking op non-discriminatie (artikel 3), vrijheid van godsdienst (artikel 4), bescherming van de eigendom van roerende en onroerende goederen (artikel 13), rechtsingang (artikel 16), distributie (artikel 20), toegang tot openbaar onderwijs (artikel 22), administratieve bijstand (artikel 25), verstrekking van identiteitspapieren (artikel 27), non-discriminatie op fiscaal gebied (artikel 29), het niet-opleggen van strafsancities wegens onrechtmatige binnenkomst of verblijf (artikel 31) en bescherming tegen uitzetting (artikel 32) en het verbod op refoulement (artikel 33). Wat betreft de rechten uit het Verdrag waarvoor geen rechtmatig verblijf vereist is, kan worden verwezen naar het gestelde door de advocaat-generaal in de gevoegde zaken C-391/16, C-77/17 en C-78/17 M./M. en XX/Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen, die hiervoor verwijst naar artikel 13 (roerende en onroerende goederen), artikel 20 (openbaar onderwijs), artikel 25 (administratieve bijstand), artikel 27 (identiteitspapieren) en artikel 29 (gelijke fiscale lasten), voor zover de betreffende lidstaat uit hoofde van artikel 42, lid 1, hiervan geen voorbeholden heeft gemaakt ten aanzien van de betreffende artikelen (zie HvJ 14 mei 2019, M./M. en XX/Commissaris-generaal voor de

Vluchtelingen en de Staatlozen, gevoegde zaken C-391/16, C-77/17 en C-78/17, ECLI:EU:C:2019:403, advies Adv. Gen., punten 112, 128, 130 en UNHCR, Comments on the European Commission Proposal for a Qualification Regulation – COM (2016) 466, februari 2018, blz. 23, beschikbaar op <http://www.refworld.org/docid/5a7835f24.html>, waarnaar wordt verwezen in voetnoot 70). Aan de Kwalificatierichtlijn mag ook in geen geval een uitlegging worden gegeven, die de lidstaten ertoe zouden aanzetten zich te onttrekken aan hun uit het Verdrag van Genève voortvloeiende internationale verplichtingen. Tevens doet de intrekking van de vluchtelingenstatus **geen afbreuk** aan de verplichting van de betrokken lidstaat om de **relevante bepalingen van het Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie na te leven**, waarbij het onder meer gaat om de verplichtingen die zijn neergelegd in artikel 7, dat ziet op de eerbiediging van het privéleven en het familie- en gezinsleven, artikel 15, dat ziet op de vrijheid van beroep en het recht te werken, artikel 34, dat ziet op sociale zekerheid en sociale bijstand, en artikel 35, dat ziet op gezondheidszorg (HvJ 14 mei 2019, M./M. en XX/Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen, gevoegde zaken C-391/16, C-77/17 en C-78/17, ECLI:EU:C:2019:403, punt 108-109). Nergens wordt bepaald dat deze rechten en voordelen uitsluitend kunnen worden of dienen te worden gevrijwaard door de commissaris-generaal.

Het Hof van Justitie heeft verder aangegeven dat, niettegenstaande het feit dat de intrekking van de vluchtelingenstatus inhoudt dat de verzoeker de verblijfstitel wordt ontzegd die is verbonden aan de vluchtelingstatus, de verzoeker mogelijk op een andere rechtsgrondslag legaal op het (Belgisch) grondgebied van de lidstaat in kwestie mag verblijven (zie HvJ 24 juni 2015, H. T./Land Baden-Württemberg, C-373/13, ECLI:EU:C:2015:413, punt 94). Artikel 14, lid 6 van de Kwalificatierichtlijn staat er in dergelijk geval geenszins aan in de weg dat die lidstaat waarborgt dat de verzoeker alle rechten geniet die het Verdrag van Genève aan de hoedanigheid van vluchteling verbindt (HvJ 14 mei 2019, M./M. en XX/Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen, gevoegde zaken C-391/16, C-77/17 en C-78/17, ECLI:EU:C:2019:403, punt 106).

Deze omkadering in acht genomen, verduidelijkt het Hof van Justitie in zijn **arrest van 6 juli 2023** in de zaak C-8/22 dat het **evenredigheidsbeginsel** inhoudt dat de **bedreiging** die de verzoeker vormt voor de samenleving van de lidstaat waar hij zich bevindt moet worden **afgewogen tegen de rechten die**, overeenkomstig de Kwalificatierichtlijn, **moeten worden gewaarborgd aan personen die voldoen aan de materiële voorwaarden van artikel 2, onder d) van voormelde richtlijn, met name aan vluchtelingen** (HvJ 6 juli 2023, XXX/commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, C-8/22, ECLI:EU:C:2023:542, punt 67). Bij de beoordeling van het evenredigheidsbeginsel dient tevens rekening te worden gehouden met de door het Unierecht gewaarborgde **grondrechten**, waarbij de betrokken lidstaat met name moet nagaan of het mogelijk is om andere maatregelen vast te stellen, die de aan vluchtelingen gewaarborgde rechten en grondrechten minder aantasten, maar even doeltreffend zijn om de bescherming van de samenleving te waarborgen (*ibid.*, punt 68). Het Hof van Justitie geeft hierbij aan dat de bevoegde autoriteit rekening zal moeten houden met het feit dat de intrekking van de vluchtelingenstatus inhoudt dat aan de verzoeker deze status wordt ontnomen, zodat hij niet langer over alle rechten en voordelen van de Kwalificatierichtlijn zal beschikken, maar dat de lidstaat nog steeds verplicht is om de betrokken derdelander ten minste de in artikel 14, lid 6 van voormelde richtlijn vermelde rechten toe te kennen, evenals de rechten uit het Verdrag van Genève waarvoor geen rechtmatig verblijf vereist is.

Aldus heeft de **Belgische wetgever** ervoor geopteerd om te voorzien in een systeem, waarbij de intrekking van de vluchtelingenstatus – omdat de verzoeker definitief werd veroordeeld voor een bijzonder ernstig misdrijf en omdat de verzoeker een gevaar vormt voor de samenleving van de lidstaat waar hij zich bevindt – de aan vluchtelingen gewaarborgde rechten en grondrechten minder aantast, dan zoals voorzien in artikel 14, lid 4 en 6 van de Kwalificatierichtlijn. Tevens heeft de Belgische wetgever voorzien dat, wanneer de staatssecretaris alsnog overgaat tot het beëindigen van het verblijf van de verzoeker, er een belangenafweging dient te worden gemaakt (zie *supra*).

Gelet op het voormelde, kan **niet worden vastgesteld dat in casu het evenredigheidsbeginsel onvoldoende in acht werd genomen**. De Raad herhaalt dat huidige bestreden beslissing geenszins tot gevolg heeft dat verzoekers verblijfsrecht wordt beëindigd, zodat hij verder met zijn moeder en broer op regelmatige wijze op het Belgische grondgebied kan verblijven.

[...]

Rekening houdend met het voorgaande, heeft de commissaris-generaal terecht geoordeeld dat zich een intrekking van verzoekers vluchtelingenstatus, overeenkomstig artikel 55/3/1, § 1 van de Vreemdelingenwet, opdringt omdat hij een gevaar vormt voor de samenleving en omdat hij definitief veroordeeld is voor een bijzonder ernstig misdrijf. *In casu* werd verzoeker definitief veroordeeld voor een 'bijzonder ernstig misdrijf' en vormt hij een reëel, actueel en voldoende ernstige bedreiging voor de samenleving. Er wordt niet aangetoond dat het evenredigheidsbeginsel *in casu* onvoldoende in acht werd genomen.

CCE arrêt 301250 du 08/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Liban

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

Bestreden beslissing: niet-ontvankelijk volgend verzoek

De **bevoegdheid van de steller van de akte** is een aangelegenheid die de **openbare orde** raakt en die de Raad in elke stand van het geding zo nodig ambtshalve dient op te werpen en te onderzoeken (zie RvS 26 februari 2002, nr. 104.005; RvS 19 juni 2007, nr. 172.416 en RvS 20 juli 2012, nr. 220.348).

[...] Luidens **artikel 57/9, eerste lid van de Vreemdelingenwet** kunnen beslissingen aangaande de ontvankelijkheid van een volgend verzoek om internationale bescherming worden genomen door de commissaris-generaal of, bij delegatie, door zijn adjuncten of personeelsleden van het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen (hierna: het CGVS) die minimaal tot de A3-klasse behoren of door de commissaris-generaal zijn aangesteld om tijdelijk een functie van niveau A3 waar te nemen, en dit onder gezag en leiding van de commissaris-generaal. In dat geval ondertekenen de adjuncten en de hiervoor bedoelde personeelsleden met de formule "*Bij delegatie*".

Aldus wordt vastgesteld dat de wetgever de bevoegdheid voor het treffen van beslissingen inzake de ontvankelijkheid van volgende verzoeken om internationale bescherming heeft toevertrouwd aan de commissaris-generaal en zijn adjuncten en die personeelsleden van het CGVS die (al dan niet tijdelijk) minimaal een A3-functie uitoefenen.

In de administratieve dossiers bevindt zich **geen gehand- en gedagtekend exemplaar** van de **eerste bestreden beslissing**, genomen in hoofde van de eerste verzoekende partij, mevrouw E. S. Z. De beslissing aanwezig in het administratief dossier van de eerste verzoekende partij blijkt een niet-ondertekende kopie te zijn die verder geen aanwijzing bevat met betrekking tot de persoon die ze genomen heeft (administratief dossier eerste verzoekende partij, stuk 3).

Zoals *supra* reeds aangeduid is de bevoegdheid van de steller van de akte een kwestie die de openbare orde raakt. Hieraan kan men verbinden dat op grond van de vermeldingen van de akte moet kunnen worden nagegaan of zij getroffen werd door een bevoegd persoon aangezien er geen vermoeden bestaat dat de akte uitgaat van een bevoegd persoon.

Hoewel geen enkele wettelijke bepaling in het algemeen voorschrijft dat een administratieve rechtshandeling dient ondertekend te zijn om rechtsgeldig te zijn, moet aan de hand van de getroffen beslissing kunnen worden nagegaan of zij werd genomen door een daartoe bevoegd persoon.

In casu werd de eerste bestreden beslissing niet ondertekend, noch bevat ze enige vermelding waardoor ze kan worden toegerekend aan een bepaalde persoon. Derhalve **staat niet vast of** de eerste bestreden **beslissing** werd **genomen door** een daartoe **bevoegd persoon**.

Hierop gewezen ter terechtzitting, repliceert de vertegenwoordigster van de verwerende partij dat een getekende versie van de eerste bestreden beslissing gevoegd is bij het verzoekschrift. Uit nazicht van de stukken gevoegd bij het verzoekschrift blijkt evenwel dat de beslissing die aan de eerste verzoekende partij aangetekend werd verzonden evenmin gedag- en gehandtekend is (stukkenbundel verzoekende partijen, stuk 1).

De Raad besluit dat niet blijkt dat de eerste bestreden beslissing werd genomen door de hiertoe bevoegde overheid. Deze beslissing is aangetast door een **substantiële onregelmatigheid** die door de Raad niet kan worden hersteld en dient aldus overeenkomstig artikel 39/2, § 1, tweede lid, 2° van de Vreemdelingenwet te worden vernietigd. Daar in de tweede bestreden beslissing, die op 20 juni 2023 door de adjunct-commissaris werd genomen in hoofde van de tweede verzoekende partij, ter motivering verwezen wordt naar de eerste bestreden beslissing, waaruit de relevante motieven integraal worden hernomen, dient ook deze beslissing te worden vernietigd.

CCE arrêt 301237 du 08/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Teneinde een gedegen beoordeling te kunnen maken van verzoekers nood aan internationale bescherming, is het in dit kader essentieel om eerst een **duidelijk zicht** te krijgen op verzoekers reële **regio van herkomst, levensloop, profiel, achtergrond, familiale netwerk, situatie en problemen**. De nood aan internationale bescherming moet namelijk steeds *in concreto* en aan de hand van de voormelde elementen worden aangetoond en onderzocht. Een verwijzing naar (informatie over) de situatie in verzoekers zelfverklaarde land en regio van herkomst is *an sich* dan ook niet dienstig en kan niet volstaan om in hoofde van verzoeker te besluiten tot het bestaan of de afwezigheid van een nood aan internationale bescherming. Er moet tevens een band voorhanden zijn en worden aangetoond tussen deze situatie en verzoekers persoon.

Dient in dit kader vooreerst te worden opgemerkt dat er een **aantal elementen** voorliggen die ernstig **afbreuk** doen aan de **algehele geloofwaardigheid** van verzoekers verklaringen.

[Uitgebreide bespreking]

Voor het overige blijkt uit de stukken van het dossier dat **verzoeker nauwelijks of niet werd bevraagd** inzake verscheidene van de hoger aangehaalde, ter beoordeling van zijn nood aan internationale bescherming en het onderhavige verzoek om internationale bescherming nochtans **cruciale en elementaire elementen**, dat hij vage, ontoereikende en niet te verifiëren verklaringen aflegde op de weinige momenten waarop hierover wel werd doorgevraagd en dat er geen informatie in het dossier is opgenomen aan de hand waarvan verzoekers werkelijke regio van herkomst, levensloop, profiel, achtergrond, familiale netwerk, situatie en problemen nader kunnen worden geverifieerd en onderzocht.

Gelet op het voorgaande, is het op grond van de inhoud van de stukken zoals opgenomen in het administratief dossier **onmogelijk** een **duidelijk zicht** te krijgen op verzoekers reële **regio van herkomst, levensloop, profiel, achtergrond, familiale netwerk, situatie en problemen**.

[...]

Essentiële elementen ontbreken. Vernietiging.

CCE arrêt 301259 du 08/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Rwanda

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"Les parties requérantes développent, dans leur note complémentaire du 20 décembre 2023, un nouveau moyen de droit qu'elles présentent comme suit : « Argument d'ordre public : violation de l'obligation de confidentialité du CGRA ». Elles font valoir, en substance, que la partie défenderesse a violé le principe de confidentialité s'attachant aux demandes de protection internationale en communiquant des éléments du dossier du requérant dans la décision ainsi que l'entretien personnel de la requérante sans avoir obtenu l'autorisation préalable explicite du requérant. Elle fait valoir que cette argumentation, d'ordre public, peut être soulevée à tout moment.

Indépendamment de la question de savoir si le moyen pouvait ou non être soulevé tardivement en raison de son caractère d'ordre public, le Conseil constate que les requérants ne démontrent pas en l'espèce qu'il y a effectivement eu une violation du principe de confidentialité. Si une demande de protection internationale est, par essence, individuelle, il n'est toutefois pas interdit de traiter de manière commune des demandes qui s'avèrent connexes. En ce qui concerne la procédure devant le Conseil, cela relève d'une bonne administration de la justice, ainsi qu'il a été rappelé *supra*. Quant à la procédure devant la partie défenderesse, cela relève du principe de bonne administration. De telles demandes pourraient toutefois être traitées de manière distincte, entièrement ou partiellement, si des circonstances particulières le justifiaient. Tel est le cas notamment lorsque l'un des requérants invoque des faits personnels qu'il ne souhaite pas voir divulgués, y compris à son partenaire. Ainsi, ce n'est que si une telle situation se présentait qu'il serait question d'une violation du principe de confidentialité. Plusieurs éléments du dossier administratif et du dossier de la procédure permettent au Conseil de conclure que tel n'est pas le cas en l'espèce.

Tout d'abord, dans un cas particulier comme celui de l'espèce, c'est-à-dire où le requérant est le demandeur « principal », dont le récit sert de fondement à la demande de protection internationale des deux requérants et où la requérante n'invoque pas de faits propres particuliers justifiant une crainte personnelle dans son chef autres que ceux relatés par son époux, il n'apparaît pas fondamentalement incompatible avec le principe de confidentialité énoncé à l'article 13/1 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 que les déclarations du requérant soient utilisées dans le cadre de l'examen de la demande de protection internationale de la requérante. Prétendre le contraire, comme semble le soutenir le conseil des requérants, aboutirait à la situation absurde où la requérante verrait sa demande de protection internationale traitée de manière distincte de celle de son mari, contrairement à ce qu'elle a demandé, sans qu'elle puisse faire valoir le moindre élément émanant du récit de son époux alors qu'il s'agit du fondement de sa crainte à elle également.

Par ailleurs, les requérants ne font état d'aucun grief sérieux et convaincant qui résulterait de la divulgation reprochée. Dans la note complémentaire du 20 décembre 2023, ils se contentent en effet de faire valoir la violation du principe de confidentialité, *in abstracto*, sans jamais indiquer en quoi cela leur a porté préjudice. Invités à s'exprimer à cet égard lors de l'audience du 21 décembre 2023, les requérants n'apportent pas d'explication plus convaincante, laissant le soin à leur conseil de supposer que le requérant n'avait peut-être pas envie que tous les problèmes financiers de leur couple soient divulgués à son épouse, sans cependant préciser davantage le préjudice concret qui leur aurait été causé par une telle divulgation. Les requérants eux-mêmes n'ont pas développé davantage ce grief, qui ne convainc dès lors nullement le Conseil. Le Conseil observe, en outre, que les requérants ont introduit une requête unique contre les décisions entreprises, alors qu'ils avaient pourtant la possibilité d'en introduire deux séparées – comme le prescrit d'ailleurs la loi du 15 décembre 1980 – et de faire valoir leurs arguments de manière confidentielle dans chacun de leur recours. Ce faisant, les requérants se présentent ainsi comme une entité agissant de concert dans le cadre de leur demande de protection internationale : il ne peut dès lors pas être question de violation du principe de confidentialité vis-à-vis d'eux-mêmes. De plus, si la confidentialité des problèmes du requérant était à ce point cruciale, les requérants avaient la possibilité prévue par l'article 39/64, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, de demander que soit ordonné un huis-clos, afin que le requérant et son conseil puissent s'exprimer en l'absence de la requérante. Ils n'en ont toutefois rien fait, confirmant ainsi qu'il n'est en réalité nulle question d'une quelconque confidentialité des déclarations du requérant vis-à-vis de son épouse en l'espèce. Enfin, les requérants ont attendu la veille de l'audience, à 23h49, pour invoquer cette violation. Ils justifient cette invocation tardive par la circonstance que l'examen de ce moyen nécessitait la consultation des notes de l'entretien personnel, lesquelles n'ont été transmises, selon eux, que trois semaines après les décisions, soit postérieurement à leur recours. (...) En tout état de cause, à supposer même que la communication aux requérants n'a eu lieu qu'à ce moment également, le Conseil rappelle qu'ils n'ont toutefois pas soulevé le moindre

grief avant la note complémentaire susmentionnée, soit huit mois plus tard. Le Conseil déduit de cette extrême tardiveté, de surcroît non valablement expliquée, que la divulgation des déclarations du requérant dans la décision de son épouse et dans le dossier administratif de celle-ci ne leur a, dans les faits, causé aucun problème ni grief et qu'ils ne s'en sont saisis que dans l'espoir de prolonger indûment la procédure en cours par le biais d'une pure manœuvre dilatoire.

À titre surabondant, le Conseil rappelle que l'exigence d'un intérêt à l'action est une condition du recours devant le Conseil, formulée explicitement par l'article 39/56 de la loi du 15 décembre 1980. L'irrégularité invoquée par la partie requérante, à la supposer avérée, *quod non*, ne peut être réparée ni par le Conseil, ni par la Commissaire générale, les effets du manquement au principe de confidentialité étant définitivement consommés à l'égard du requérant. En conséquence, force est de constater que la présente demande en annulation est dépourvue de tout effet utile dès lors qu'à supposer même qu'une annulation de la décision litigieuse intervienne, la partie requérante resterait en tout état de cause touchée par les effets de ce manquement, devenus définitifs, de sorte que l'éventuelle annulation de l'acte attaqué ne lui procurerait aucun avantage. A cet égard, le Conseil rappelle d'une part que l'intérêt tient dans l'avantage que procure, à la suite de l'annulation postulée, la disparition du grief causé par l'acte entrepris (P. LEWALLE, Contentieux administratif, Bruxelles, Ed. Larcier, 2002, p. 653, n°376) et d'autre part que [la demande en annulation] n'est recevable que si l'annulation est susceptible de profiter personnellement à la partie requérante. Sa situation, de fait ou de droit, doit s'en trouver améliorée (M. Leroy, Contentieux administratif, 3ème éd., Bruxelles, Bruylant, 2004, p. 479). Par conséquent, il convient de constater que, même à considérer que la violation invoquée est établie, quod non en l'espèce, la partie requérante ne justifie pas d'un intérêt à l'annulation de la décision litigieuse en raison d'une irrégularité qui ne saurait être réparée par le Conseil."

[1] A.R. du 11.07.2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides ainsi que son fonctionnement

[2] Note complémentaire du 20 décembre 2023, pièce 7 du dossier de la procédure

[3] Note complémentaire du 20 décembre 2023, document n°4, pièce 7 du dossier de la procédure

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Congo (RDC)

dictum arrêt

Protection subsidiaire

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Sous 48/3 :

" le Conseil constate que la partie requérante ne développe aucune argumentation pertinente et convaincante de nature à rétablir la crédibilité de son récit et le bienfondé des craintes de persécution qu'elle allègue.

Les constatations qui précèdent rendent inutile un examen plus approfondi des motifs de la décision querellée et de l'argumentation développée dans le recours, semblable examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion quant au fond de la demande, à savoir l'absence de crédibilité des faits invoqués, l'absence de fondement des craintes alléguées et le fait que le requérant répond au nom de B. M. F. et provient de la ville de Goma."

Sous 48/4 : analyse de 48/4, § 2, c

" le Conseil considère que le requérant est un civil au sens de l'article 48/4, § 2, c) de la loi du 15 décembre 1980, qu'il est de nationalité congolaise et qu'il est originaire de la ville de Goma qui est ville située [dans] la région du Nord Kivu, en République démocratique du Congo."

Conflit armé :

" Interpellée lors de l'audience (...), la partie défenderesse informe le Conseil qu'elle considère que la situation prévalant actuellement dans la région du Nord Kivu, en ce compris Goma, peut être qualifiée de conflit armé interne au sens de l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980.

De son côté, la partie requérante confirme ce point de vue de sorte que le Conseil constate qu'il n'y a plus débat entre les parties sur cette question. Pour sa part, il n'aperçoit aucune raison de se départir de cette appréciation. A l'instar des deux parties, (...), il estime que la région d'origine du requérant, soit la région du Nord Kivu, est actuellement en proie à une situation de conflit armé interne au sens de l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980 dès lors qu'elle se caractérise par la présence de nombreux groupes armés qui s'affrontent entre eux ou qui affrontent les forces armées nationales et/ou d'autres pays."

Violence aveugle :

" En l'espèce, interpellée lors de l'audience (...), la partie défenderesse fait explicitement valoir que la situation prévalant actuellement dans la région du Nord Kivu, en ce compris à Goma, est caractérisée par un contexte de violence aveugle « d'intensité exceptionnelle ». Invitée à préciser son propos, elle confirme que la violence qui sévit dans cette région de la RDC y prend actuellement un caractère généralisé et aveugle au point de pouvoir affirmer qu'un civil, du seul fait de sa présence, y court un risque réel de subir une atteinte grave telle que visée à l'article 48/4 §2 c) de la loi du 15 décembre 1980.

Ce point de vue rejoint celui que la partie requérante défend dans sa note complémentaire (...). Dès lors, le Conseil ne peut que constater qu'il n'y a donc pas débat entre les parties sur cette question. Dans un souci d'exhaustivité, il précise qu'au terme d'un examen *ex nunc* de la situation sur la base des informations qui lui ont été communiquées par la partie requérante, il estime, lui aussi, qu'il existe des indications convergentes que la violence aveugle qui existe actuellement dans la région du Nord Kivu, en ce compris à Goma, atteint désormais une intensité de nature exceptionnelle de sorte qu'il existe des motifs sérieux et avérés de croire qu'un civil originaire de la région du Nord Kivu en RDC encourt, du seul fait de sa présence sur le territoire de celle-ci, un risque réel de voir sa vie ou sa personne gravement menacée par la violence aveugle qui y sévit et ce, sans qu'il soit nécessaire de procéder, en outre, à l'examen d'autres circonstances qui lui seraient propres.

En l'espèce, le requérant est un civil originaire de Goma, chef-lieu de la région du Nord Kivu. Au vu des développements qui précèdent, il est donc établi qu'en cas de retour dans sa région d'origine, il serait exposée à un risque réel d'atteintes graves au sens de l'article 48/4, § 2, c) de la loi du 15 décembre 1980."

CCE arrêt 301258 du 08/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Mali

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

3 juges

Le requérant est un civil au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980, il est de nationalité malienne et a principalement vécu à Bamako (Sud du Mali), avant son départ du pays.

La partie défenderesse examine le bienfondé de la crainte et de la réalité du risque allégués à l'égard de Bamako. Elle considère que le requérant n'établit pas qu'il a des raisons de craindre d'être persécuté en cas de retour à Bamako. Concernant l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980, la partie défenderesse considère qu'une situation de violence aveugle prévaut actuellement dans tout le pays, à l'exception de Bamako où il n'existe pas de violence aveugle, ni de conflit armé.

En particulier, la partie défenderesse estime qu'il existe actuellement une situation de violence aveugle - certes d'intensité non exceptionnelle - dans les trois régions voisines de Bamako, à savoir celles de Sikasso, Koulikoro et Kayès.

Sans se prononcer sur 48/3, le Conseil estime, s'agissant de l'examen de la demande de protection internationale sous l'angle de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980, qu'il existe un conflit armé interne à Bamako. Il appuie son analyse sur l'enseignement de l'arrêt *Diakité* de la CJUE concernant la notion de conflit armé interne au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980 (CJUE, 30 janvier 2014, Aboubacar Diakité c. Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, C-285/12, § 35).

A la lecture des informations présentes aux dossiers, le Conseil constate que c'est depuis Bamako que la junte militaire actuellement au pouvoir et partie au conflit armé qui sévit sur le reste du territoire, agit et prend ses décisions. Le Conseil estime que la ville de Bamako est concernée, comme l'ensemble du Mali, par une situation de conflit armé interne, au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980, dès lors qu'elle se caractérise par la présence de nombreux groupes armés et groupes terroristes djihadistes qui s'affrontent entre eux ou qui affrontent les forces armées nationales et/ou internationales.

Ensuite, le Conseil estime qu'il ne dispose pas d'informations suffisantes pour se prononcer sur l'existence d'une violence aveugle à Bamako.

Il rappelle que la CJUE s'est récemment exprimée sur l'étendue du devoir de coopération auquel les autorités des Etats membres sont tenues en vertu de l'article 4 de la directive 2011/95/UE (CJUE, arrêt du 29 juin 2023, affaire C-756/21, X c. *International Protection Appeals Tribunal, Minister for Justice and Equality, Ireland, Attorney General*)

Il constate que la partie défenderesse n'a pas déposé d'« informations précises et actualisées » afin d'éclairer sur la situation existante à Bamako en particulier, en dépit de l'ordonnance l'invitant à fournir de telles informations prise en application de l'article 39/62 de la loi du 15 décembre 1980 .

A la lecture des informations présentes au dossier, il ne décèle par ailleurs pas d'éléments qui permettraient d'affirmer que la situation à Bamako est différente de celle qui prévaut sur le reste du territoire. Ces informations ne fournissent en outre aucune indication de nature à l'éclairer sur ce que recouvre pour la partie défenderesse le terme de « Bamako », notamment en ce qui concerne la surface et la population considérées, ce qui prive de signification les comparaisons réalisées avec les autres régions du pays.

Le Conseil souligne que le nombre d'incidents et de morts résultant d'un conflit armé ne peut pas constituer le seul indicateur susceptible de déterminer s'il existe une violence aveugle dans la région examinée. Si de telles données constituent un indicateur important, il convient d'y ajouter d'autres indicateurs, notamment qualitatifs (arrêt n° 297 386 du 21 novembre 2023 et CJUE, CF et DN, 10 juin 2021, affaire C-901/19).

Or, en l'espèce, le Conseil n'aperçoit pas d'indications suffisantes à cet égard.

Par conséquent, après examen des pièces de la procédure et du dossier administratif, il apparaît qu'il manque au présent dossier des éléments essentiels qui impliquent que le Conseil ne peut pas conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée, sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires.

En conclusion, le conseil estime qu'il y a lieu d'annuler la décision attaquée.

CCE arrêt 301261 du 08/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Niger

dictum arrêt

Protection subsidiaire

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

Sous 48/3 :

Le Conseil conclut à l'absence de crédibilité des faits invoqués ainsi que de bienfondé de la crainte de persécution alléguée.

Sous 48/4 :

"il ressort des informations déposées au présent dossier et de la jurisprudence récente du Conseil, se fondant notamment sur les mêmes informations, que la ville de Niamey n'est pas actuellement sous l'emprise d'une violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international, tel que visé à l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980 (voir en ce sens l'arrêt du Conseil n°297 386 du 21 novembre 2023, rendu à trois juges). La région de Tillabéry, par contre, fait l'objet d'une violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé atteignant une intensité exceptionnelle de sorte que tout civil originaire de ces régions est exposé de manière indiscriminée à un risque réel d'atteinte grave (voir en ce sens l'arrêt du Conseil n°293 313 du 25 juillet 2023, rendu à trois juges).

Le Conseil rappelle également la particularité de la ville de Niamey, qui se trouve enclavée dans la région de Tillabéry et dont la situation sécuritaire fait donc figure d'exception à la lumière de la situation de la région dans laquelle elle se trouve. Il rappelle aussi qu'il ressort des informations qui lui sont communiquées que l'instabilité au Niger s'étend de plus en plus à plusieurs régions du pays et que ce contexte particulier doit inciter les autorités d'asile à faire preuve d'une grande prudence et d'une vigilance certaine dans l'examen des demandes de protection internationale des personnes originaires de ces parties du pays. Enfin, il ressort de la jurisprudence précitée du Conseil que, s'agissant de Niamey, les constats qui sont posés concernent exclusivement la ville de Niamey, à l'exception donc de la zone qui l'entoure et se nomme « communauté urbaine de Niamey ». Ainsi le Conseil estime que le village d'origine du requérant, Liboré, qui se situe dans la « communauté urbaine de Niamey », laquelle se trouve elle-même dans la région de Tillabéry, doit être considéré comme situé dans la région de Tillabéry."

CCE arrêt 301223 du 08/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Kosovo

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Irrec.-Mineur

composition du siège

1 juge

Bestreden beslissing: VIB niet-ontvankelijk - minderjarige zonder eigen feiten die apart VIB rechtvaardigen.

Wat betreft haar verklaring geen Kosovaarse identiteitsdocumenten te hebben, merkt de Raad voorts, in navolging van de commissaris-generaal, dat **het loutere gegeven dat verzoekende partij (nog) niet over Kosovaarse identiteitsdocumenten beschikt niet volstaat om te besluiten tot een nood aan internationale bescherming**. Immers haalt zij geen overtuigende redenen aan waaruit moet blijken dat zij mits het stellen van de nodige **administratieve stappen** dergelijke documenten niet zou kunnen krijgen.

Waar zij in haar verzoekschrift desbetreffend aanvoert dat ook haar vader niet beschikt over Kosovaarse identiteitsdocumenten en niet in staat is om verblijfsdocumenten voor verzoekende partij en zichzelf te bekomen aangezien hij in Kosovo nog steeds vreest voor zijn leven, onderstreept de Raad dat in het kader van de verzoeken van haar vader reeds werd vastgesteld dat geen enkel geloof kon worden gehecht aan diens beweerde problemen in Kosovo. Uit niets blijkt dan ook dat de vader van verzoekende partij niet in staat zou zijn om de nodige administratieve stappen te stellen om deze documenten te bekomen voor zichzelf en verzoekende partij.

Het gegeven dat zij niet beschikt over Kosovaarse identiteitsdocumenten, kan derhalve evenmin worden beschouwd als een eigen feit dat een apart verzoek rechtvaardigt. Daar waar verzoekende partij in haar verzoekschrift lijkt te ontkennen dat zij de Kosovaarse nationaliteit heeft, duidt de Raad er nog op dat verzoekende partij bij het indienen van haar verzoek zelf verklaarde dat zij de Kosovaarse nationaliteit heeft (zie verklaring DVZ, vragen 6 en 10). Het is dan ook geenszins ernstig dat zij dit thans ontkent, zonder hierbij de minste duiding te geven. Bovendien geeft zij ook in de hoofding van haar verzoekschrift en in de samenvatting van de "feiten en voorgaanden" aan dat zij de Kosovaarse nationaliteit heeft. Het plots ontkennen van de eerder door haar voorgehouden Kosovaarse nationaliteit, zonder meer, is geenszins van aard om afbreuk te doen aan de vaststelling dat zij in het kader van haar verzoek geen eigen feiten aanhaalt die een apart verzoek rechtvaardigen.

CCE arrêt 301289 du 08/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Chine

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Retrait Genève

composition du siège

3 juges

Bestreden beslissing: artikel 55/3/1, §1: **intrekking vluchtelingenstatus**: gevaar voor de samenleving wegens definitief veroordeeld voor bijzonder ernstig misdrijf (5 jaar gevangenisstraf, gewelddadige overval - '*home invasion*') + artikel 55/3/1, §3: advies verwijderingsmaatregel: niet verenigbaar met artikelen 48/3 en 48/4.

Begrippen 'bijzonder ernstig misdrijf' en 'gevaar voor de samenleving' > verwijzing naar voorbereidende werken bij gebrek aan definitie in de wet + artikel 14, lid 4 en lid 6 Kwalificatierichtlijn.

Het Hof van Justitie heeft (...) geoordeeld dat de vluchtelingenstatus op grond van artikel 14, lid 4, onder b) van de Kwalificatierichtlijn alleen kan worden ingetrokken wanneer aan **twee afzonderlijke, cumulatieve voorwaarden** is voldaan.

Zo moet de verzoeker definitief zijn veroordeeld voor een bijzonder ernstig misdrijf én dient te worden aangetoond dat deze een gevaar vormt voor de samenleving van de lidstaat waar hij zich bevindt. De omstandigheid dat aan één van deze twee voorwaarden is voldaan volstaat aldus niet om aan te tonen dat ook aan de tweede voorwaarde is voldaan. Het enkele feit dat de verzoeker definitief is veroordeeld voor een bijzonder ernstig misdrijf volstaat niet om aan te tonen dat er sprake is van een bedreiging voor de samenleving van de lidstaat waar deze zich bevindt.

In casu ligt de **bewijslast** bij de verwerende partij, die zich op een uitzonderingssituatie beroept. Hierbij dient de commissaris-generaal een **zorgvuldig onderzoek** te voeren.

Eerste voorwaarde: 'bijzonder ernstig misdrijf':

Er moet volgens de rechtspraak van het HvJ sprake zijn van een definitieve veroordeling voor een bijzonder ernstig misdrijf, dat gezien de kenmerken ervan van uitzonderlijke ernst is, in die zin dat het behoort tot de misdrijven die de rechtsorde van de betrokken samenleving het meest aantasten. Om te beoordelen of een misdrijf waarvoor de betrokken definitief is veroordeeld van een dergelijke ernst is moet rekening gehouden worden met de op dat misdrijf gestelde straf en de daadwerkelijk daarvoor opgelegde straf, de aard van het misdrijf, eventuele verzwarende of verzachtende omstandigheden, de vraag of het misdrijf al dan niet opzettelijk is gepleegd, de aard en de omvang van de door het misdrijf veroorzaakte schade alsmede met de voor de bestraffing van het misdrijf gevolgde procedure.

In casu werd verzoeker veroordeeld tot een effectieve gevangenisstraf van vijf jaar wegens diefstal met geweld en bedreiging met verzwarende omstandigheden, wederrechtelijke en willekeurige gevangenhouding met verzwarende omstandigheden en bedreigingen onder gebaren.

De op het misdrijf gestelde straf en de daadwerkelijk opgelegde straf zijn van aard de bijzondere ernstige aard van het misdrijf te ondersteunen. (...) Wat de aard van het misdrijf betreft, blijkt uit het uitgebreid gevoerde strafonderzoek dat verzoeker zonder enige twijfel mededader was aan de bijzonder ernstige *home-invasion*, en dat er sprake was van opzet.

Gelet op de op het misdrijf gestelde straf en de daadwerkelijk opgelegde straf, de aard van het misdrijf, de meerdere verzwarende omstandigheden, de opzet en de aard en omvang van de veroorzaakte schade, betreft het misdrijf waarvoor de verzoekende partij definitief werd veroordeeld een **bijzonder ernstig misdrijf**, in die zin dat het behoort tot de misdrijven die de rechtsorde het meest aantasten.

Tweede voorwaarde: 'gevaar voor de samenleving'

Rechtspraak HvJ: er moet sprake zijn van een **reële (werkelijke), actuele en voldoende ernstige bedreiging** die een fundamenteel belang van de samenleving aantast. Aldus dient rekening te worden gehouden met het persoonlijk gedrag van de verzoeker. Dit impliceert dat de neiging bestaat om het gedrag dat die bedreiging vormt in de toekomst te handhaven, maar het kan ook zo zijn dat het enkele feit van het gedrag in het verleden voldoet aan de voorwaarden voor een dergelijke bedreiging.

Het bestaan van een strafrechtelijke veroordeling doet slechts ter zake voor zover uit de omstandigheden die tot deze veroordeling hebben geleid, blijkt dat er sprake is van **persoonlijk gedrag dat een actuele bedreiging voor de samenleving vormt**.

Wanneer de verzoeker geen redenen aandraagt waarom hij niet langer een bedreiging voor de samenleving vormt, mag de verwerende partij niet zonder meer aannemen dat uit het bestaan van een definitieve veroordeling voor een

bijzonder ernstig misdrijf blijkt dat de verzoeker een reële, actuele en voldoende ernstige bedreiging vormt voor een fundamenteel belang van de Belgische samenleving.

Hoe meer tijd er is verstreken tussen het tijdstip van de definitieve veroordeling voor een bijzonder ernstig misdrijf en de beslissing tot intrekking, des te meer moet de Raad rekening houden met ontwikkelingen die zich na het plegen van een dergelijk misdrijf hebben voorgedaan, om te bepalen of er op de dag waarop er uitspraak wordt gedaan over de eventuele intrekking van de vluchtelingenstatus sprake is van een reële en voldoende ernstige bedreiging.

Uit het geheel van de thans voorliggende stukken (o.a. aanvangs- en evolutieverslagen van de justitieassistent mbt elektronisch toezicht en tewerkstelling; aanvraag voorlopige invrijheidstelling) blijkt dat de **strafuitvoering** van verzoeker tot op heden een **gunstig** verloop kent. Evenwel, aangezien er op heden nog geen beslissing van de strafuitvoeringsrechtbank inzake de door verzoeker aangevraagde voorwaardelijke invrijheidstelling voorligt, blijft de Raad in het ongewisse of verzoeker deze modaliteit zal worden toegekend, laat staan hoe verzoeker zich bij eventuele toekenning hiervan in de praktijk zal gedragen.

Gelet op het geheel van voorliggende elementen in verband met de strafuitvoering van verzoeker dringt een **verder onderzoek** en desnoods een nieuw persoonlijk onderhoud zich op, ten einde te kunnen bepalen of verzoeker een reële, actuele en voldoende ernstige bedreiging voor de samenleving vormt.

CCE arrêt 301290 du 08/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Palestine

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Retrait Genève

composition du siège

3 juges

Bestreden beslissing: artikel 55/3/1, §1: **intrekking vluchtelingenstatus**: gevaar voor de samenleving wegens definitief veroordeeld voor bijzonder ernstig misdrijf (effectieve gevangenisstraf van 37 maanden voor opzettelijke slagen en verwondingen; huiselijk geweld)

+ artikel 55/3/1, §3: advies verwijderingsmaatregel: niet verenigbaar met artikelen 48/3 en 48/4.

Begrippen 'bijzonder ernstig misdrijf' en 'gevaar voor de samenleving' > verwijzing naar voorbereidende werken bij gebrek aan definitie in de wet + artikel 14, lid 4 en lid 6 Kwalificatierichtlijn.

Het Hof van Justitie heeft (...) geoordeeld dat de vluchtelingenstatus op grond van artikel 14, lid 4, onder b) van de Kwalificatierichtlijn alleen kan worden ingetrokken wanneer aan **twee afzonderlijke, cumulatieve voorwaarden** is voldaan.

Zo moet de verzoeker definitief zijn veroordeeld voor een bijzonder ernstig misdrijf én dient te worden aangetoond dat deze een gevaar vormt voor de samenleving van de lidstaat waar hij zich bevindt. De omstandigheid dat aan één van deze twee voorwaarden is voldaan volstaat aldus niet om aan te tonen dat ook aan de tweede voorwaarde is voldaan. Het enkele feit dat de verzoeker definitief is veroordeeld voor een bijzonder ernstig misdrijf volstaat niet om aan te tonen dat er sprake is van een bedreiging voor de samenleving van de lidstaat waar deze zich bevindt.

In casu ligt de **bewijslast** bij de verwerende partij, die zich op een uitzonderingssituatie beroept. Hierbij dient de commissaris-generaal een **zorgvuldig onderzoek** te voeren.

Eerste voorwaarde: 'bijzonder ernstig misdrijf':

Er moet volgens de rechtspraak van het HvJ sprake zijn van een definitieve veroordeling voor een bijzonder ernstig misdrijf, dat gezien de kenmerken ervan van uitzonderlijke ernst is, in die zin dat het behoort tot de misdrijven die de rechtsorde van de betrokken samenleving het meest aantasten. Om te beoordelen of een misdrijf waarvoor de betrokken definitief is veroordeeld van een dergelijke ernst is moet rekening gehouden worden met de op dat misdrijf gestelde straf en de daadwerkelijk daarvoor opgelegde straf, de aard van het misdrijf, eventuele verzwarende of verzachtende omstandigheden, de vraag of het misdrijf al dan niet opzettelijk is gepleegd, de aard en de omvang van de door het misdrijf veroorzaakte schade alsmede met de voor de bestraffing van het misdrijf gevolgde procedure.

In casu werd verzoeker veroordeeld voor feiten van ernstig fysiek en psychisch geweld ten aanzien van zijn partner en kinderen: verzoeker verstoorde herhaaldelijk, doelbewust en ernstig de rust van zijn echtgenote, zelfs na de uitdrukkelijke voorwaarde dit niet te doen en gedroeg zich zeer agressief.

Verwijzing naar strafrechtelijke bescherming + rechtspraak EHRM + Verdrag van de Raad van Europa inzake het voorkomen en bestrijden van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld.

Gelet op de op het misdrijf gestelde straf en de daadwerkelijk opgelegde straf, de aard van het misdrijf, de strafverzwarende omstandigheden, de opzet en de aard en omvang van de veroorzaakte schade, betreft het misdrijf waarvoor de verzoekende partij definitief werd veroordeeld een **bijzonder ernstig misdrijf**, in die zin dat het behoort tot de misdrijven die de rechtsorde het meest aantasten.

Tweede voorwaarde: 'gevaar voor de samenleving'

Rechtspraak HvJ: er moet sprake zijn van een reële (werkelijke), actuele en voldoende ernstige bedreiging die een fundamenteel belang van de samenleving aantast. Aldus dient rekening te worden gehouden met het persoonlijk gedrag van de verzoeker. Dit impliceert dat de neiging bestaat om het gedrag dat die bedreiging vormt in de toekomst te handhaven, maar het kan ook zo zijn dat het enkele feit van het gedrag in het verleden voldoet aan de voorwaarden voor een dergelijke bedreiging.

Het bestaan van een strafrechtelijke veroordeling doet slechts ter zake voor zover uit de omstandigheden die tot deze veroordeling hebben geleid, blijkt dat er sprake is van **persoonlijk gedrag dat een actuele bedreiging voor de samenleving vormt**.

Wanneer de verzoeker geen redenen aandraagt waarom hij niet langer een bedreiging voor de samenleving vormt, mag de verwerende partij niet zonder meer aannemen dat uit het bestaan van een definitieve veroordeling voor een bijzonder ernstig misdrijf blijkt dat de verzoeker een reële, actuele en voldoende ernstige bedreiging vormt voor een fundamenteel belang van de Belgische samenleving.

Hoe meer tijd er is verstreken tussen het tijdstip van de definitieve veroordeling voor een bijzonder ernstig misdrijf en de beslissing tot intrekking, des te meer moet de Raad rekening houden met ontwikkelingen die zich na het plegen van een dergelijk misdrijf hebben voorgedaan, om te bepalen of er op de dag waarop er uitspraak wordt gedaan over de eventuele intrekking van de vluchtelingenstatus sprake is van een reële en voldoende ernstige bedreiging.

De verzoekende partij betwist dat zij een gevaar blijft voor de Belgische samenleving, daar zij **vervroegd in vrijheid werd gesteld** op 18 augustus 2022.

Ten tijde van het schriftelijk horen van de verzoekende partij over de eventuele intrekking van de vluchtelingenstatus had deze vervroegde invrijheidstelling nog niet plaatsgevonden.

Op heden liggen er echter elementen voor inzake de **strafuitvoering** van de verzoekende partij waarmee in het kader van een *ex nunc* beoordeling rekening dient te worden gehouden. Daarenboven had de verzoekende partij voor het nemen van de bestreden beslissing aan de verwerende partij een bemiddelingsovereenkomst van 23 mei 2022 tussen haar en haar ex-echtgenote voorgelegd. Uit deze overeenkomst blijkt dat de ex-echtgenote van de verzoekende partij een uitzondering op het contactverbod had aangevraagd met het oog op bemiddeling. Daar de verzoekende partij **enkel** door middel van het invullen van een **vragenlijst** voor het nemen van de bestreden beslissing gehoord werd, werden omtrent dit document en het verdere verloop van de bemiddeling geen vragen gesteld (...), hoewel de verwerende partij ruimschoots de mogelijkheid had om de verzoekende partij hieromtrent bijkomend te horen. Ter terechtzitting kan de verwerende partij ook niet verklaren waarom de verzoekende partij door middel van een vragenlijst gehoord werd, en er geen gehoor in persoon heeft plaatsgevonden.

Gelet op het geheel van voorliggende elementen in verband met de strafuitvoering van de verzoekende partij dringt een **verder onderzoek** en desnoods een nieuw persoonlijk onderhoud zich op, ten einde te kunnen bepalen of de verzoekende partij een reële, actuele en voldoende ernstige bedreiging voor de samenleving vormt. Bovendien stelt de verwerende partij ter terechtzitting zich te schikken naar de wijsheid van de Raad inzake de vraag of de verzoekende partij een reële, actuele en voldoende ernstige bedreiging voor de samenleving vormt.

CCE arrêt 301242 du 08/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Somalie

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

Bestreden beslissing: volgend VIB niet-ontvankelijk

In haar aanvullende nota van 5 december 2023 deelt verzoekster mee dat zij een **hersteloperatie** voor haar **VGV** heeft ondergaan in het UZ Gent. Verzoekster legt ter staving hiervan verschillende medische attesten voor.

Er moet rekening worden gehouden met deze nieuwe gegevens in het licht van het algemeen **hoge VGV-prevalentiepercentage** in de Somalische cultuur, het over het algemeen **ontbreken van bescherming** en het feit dat verzoekster **al zelf vrouwelijke genitale verminking type 3 ondergaan** heeft, waarvoor zij in België een hersteloperatie onderging.

Het **risico op vrouwelijke genitale verminking** bij een terugkeer naar Somalië is **reëel**, kan nog steeds bijzonder verontrusten, zeker voor een vrouw als verzoekster die problemen kent binnen de Somalische gemeenschap die worden gestaafd. De objectieve informatie in het administratief dossier en bij het verzoekschrift en de aanvullende nota's kunnen dit enkel bevestigen.

Rekening houdend met voormelde **nieuwe informatie**, die mee in overweging dient te worden genomen teneinde de situatie van verzoekster te kunnen inschatten, noopt dit tot de vaststelling dat verzoekster wordt bijgetreden dat haar mentaliteit, gedrag en handelingen indruisen tegen de Somalische gewoonten. De argumentatie in de nota met opmerkingen en de landeninformatie en richtlijnen van UNHCR en EUAA in de aanvullende nota van de commissaris-generaal leiden geenszins tot een andere beoordeling. Minstens ontwaart de Raad geen concreet verweer tegen de vrees van verzoekster om opnieuw het slachtoffer te worden van VGV, omdat in de nota met opmerkingen wordt uitgegaan van het gegeven dat *"verzoekster tot op heden geen attest neerlegt waaruit kan blijken dat dergelijke hersteloperatie is gepland (geweest), zoals in het verzoekschrift wordt geopperd, of reeds is uitgevoerd."* In de aanvullende nota van 8 december 2023 gaat de commissaris-generaal enkel in op de algemene veiligheidssituatie in Mogadishu in het licht van de toepassing van artikel 48/4, § 2, c), van de Vreemdelingenwet.

Gelet op het een en ander, de **hersteloperatie** die verzoekster onderging, de talrijke bewijzen die verzoekster voorlegt van haar relaas en mede in acht genomen verzoeksters **kwetsbare profiel**, in het bijzonder de **jonge leeftijd** waarop zij samen met haar zoontje wordt geconfronteerd met problemen die voortvloeien uit de levensbeschouwelijke keuzes die verzoekster thans heeft gemaakt, verzoeksters **familiale situatie** en de huidige **psychologische problemen** waarmee zij te kampen hebben en waarvoor zij nog steeds in behandeling zijn, is de Raad van oordeel dat in hoofde van verzoekster en haar zoon een **gegronde vrees voor vervolging** in de zin van artikel 1 van het Vluchtelingenverdrag, zoals bepaald in artikel 48/3 van de Vreemdelingenwet kan worden aangenomen in geval van een terugkeer naar Somalië, omwille van een **(toegedichte) politieke of godsdienstige overtuiging**, en dat er voor hen in Somalië **geen redelijke bescherming** voorhanden is.

Gelet op het voorgaande werden *in casu* wel degelijk nieuwe elementen heeft bijgebracht, die de kans op internationale bescherming aanzienlijk verhogen. Verzoekster en haar zoon hebben derhalve de toepassing door de commissaris-generaal van artikel 57/6/2 van de Vreemdelingenwet weerlegd.

[...]

Erkenning.

CCE arrêt 301285 du 08/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Irak

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Verzoeker voeren aan dat de commissaris-generaal geen rekening heeft gehouden met het feit dat eerste verzoeker als vluchteling werd erkend in Griekenland en daarmee het beginsel van wederzijds vertrouwen tussen EU-lidstaten naast zich heeft neergelegd.

De commissaris-generaal had volgens hen vertrouwen moeten stellen in de beslissing van de Griekse autoriteiten, dan wel een onderzoek moeten voeren naar de beëindiging of de intrekking van de vluchtelingenstatus. Bij dat onderzoek diende de commissaris-generaal na te gaan of de verandering van omstandigheden die geleid hebben tot de erkenning van eerste verzoeker in Griekenland een voldoende ingrijpend en niet-voorbijgaand karakter hebben om de gegronde vrees voor vervolging in zijn hoofde weg te nemen.

De Raad wijst er vooreerst op dat de artikelen 11 en 14 van de richtlijn 2011/95/EU en de artikelen 55/3 en 55/3/1 van de Vreemdelingenwet, waarvan verzoekers de schending aanvoeren, specifieke regels bevatten voor de beëindiging en de intrekking van de vluchtelingenstatus, doch dat deze bepalingen de lidstaten van de Europese Unie niet de bevoegdheid geven om de vluchtelingenstatus die door een andere lidstaat is toegekend in te trekken of te beëindigen. Die bevoegdheid komt uitsluitend toe aan de lidstaat die de vluchtelingenstatus heeft verleend. **Uit deze bepalingen kan dan ook niet worden afgeleid dat positieve asielbeslissingen van een lidstaat, in casu Griekenland, bindende werking hebben in andere lidstaten.** Ook uit artikel 2 van de richtlijn 2011/95/EU, dat een aantal definities bevat, of uit het interstatelijk vertrouwensbeginsel, kan een dergelijke bindende werking niet worden afgeleid. Daarnaast wijst de Raad er op dat eerste verzoeker bij de Dienst Vreemdelingenzaken verklaarde dat hij de documenten in zijn bezit die verband houden met zijn eerdere verzoek om internationale bescherming in Griekenland had weggegooid omdat hij niet van Griekenland houdt en er niet naar wil terugkeren (...). Eerste verzoeker verklaarde tevens op het CGVS niet te weten welk statuut – de vluchtelingenstatus of de subsidiaire beschermingsstatus – hij in Griekenland had gekregen (...). Er blijkt dan ook niet dat eerste verzoeker zelf veel belang hechtte aan de beslissing van de Griekse asielautoriteiten.

Het is in dit opzicht niet ernstig dat verzoekers de commissaris-generaal verwijten geen rekening te hebben gehouden met de beslissing van de Griekse asielautoriteiten ten aanzien van eerste verzoeker. Uit het feitenrelaas van de bestreden beslissingen blijkt overigens dat de commissaris-generaal wel degelijk rekening heeft gehouden met het gegeven dat eerste verzoeker in Griekenland erkend werd als vluchteling. De door verzoekers geschonden geachte bepalingen beletten de commissaris-generaal evenwel niet om na te gaan of verzoekers voldoen aan de materiële voorwaarden om voor de vluchtelingenstatus in aanmerking te komen, wat uit de hierboven aangehaalde motieven, waartegen door verzoekers niet een enkel concreet argument wordt aangevoerd, blijkt te zijn gebeurd. Verzoekers tonen niet *in concreto* aan dat daarbij onvoldoende rekening werd gehouden met het gegeven dat eerste verzoeker in Griekenland erkend werd als vluchteling en dat daaraan zonder meer werd voorbijgegaan

CCE arrêt 301221 du 08/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Arménie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Irrec.-Mineur

composition du siège

1 juge

Vrees voor verplichte **legerdienst** in Armenië - vervolging op grond van **dienstweigering** ressorteert slecht onder bepaalde voorwaarden onder de criteria van het Verdrag van Genève. *In casu* niet van toepassing. [...]

Daar waar in het verzoekschrift aangevoerd wordt dat verzoekende partij wegens haar weigering om haar legerdienst te vervullen strafrechtelijk zal worden vervolgd en dat ook haar ouders strafrechtelijk zullen worden vervolgd omdat zij hun zoon aan zijn legerdienst hebben onttrokken, bemerkt de Raad evenwel dat deze **vrees louter hypothetisch** is. Blijkens de informatie waarnaar in het verzoekschrift verwezen wordt (zie bijlage 3 van het verzoekschrift, "**Thematisch ambtsbericht militaire dienst en mobilisatie in Armenië**" d.d. januari 2023) geldt in Armenië immers een dienstplicht voor mannen tussen 18 en 27 jaar, terwijl verzoekende partij thans nog maar zestien jaar oud is en aldus **actueel nog niet dienstplichtig** is. Uit niets blijkt dan ook dat verzoekende partij en/of haar ouders reeds een strafbaar feit hebben gepleegd. Daarenboven dient te worden herhaald dat de vervolging of de straf van wie zich onttrekt aan de dienstplicht, aan de mobilisatie van reservisten of van wie deserteert, in het kader van de reglementering waaraan alle ingezetenen zijn onderworpen, in principe niet kan worden beschouwd als vervolging in de zin van het Verdrag van Genève betreffende de status van vluchtelingen, noch als een reëel risico op ernstige schade in de zin van subsidiaire bescherming. **Internationale bescherming omwille van weigering** tot het vervullen van de **dienstplicht** kan **slechts toegekend worden omwille van** een ernstige discriminatoire behandeling, een gegronde vrees voor het inzetten in een door de internationale gemeenschap veroordeelde militaire actie, of onoverkomelijke gewetensbezwaren. *In casu* worden door verzoekende partij evenwel geen dergelijke elementen aangehaald. [...]

Daar waar verzoekende partij in haar verzoekschrift onder verwijzing naar verschillende internetartikelen alsook voormeld ambtsbericht d.d. januari 2023 (bijlage 3 van het verzoekschrift) nog duidt op "*de actuele zware vijandelijkheden die plaatsvinden tussen Armenië en Azerbeidzjan*", onderstreept de Raad dat verzoekende partij evenwel niet aantoot of aannemelijk maakt dat er sprake is van een oorlogssituatie in Armenië. Uit de door haar bijgebrachte informatie blijkt weliswaar dat er geïsoleerde **incidenten in Nagorno-Karabach** en in de grensstreek van Armenië met Azerbeidzjan plaatsvinden, doch van een **algemene oorlog op Armeens grondgebied is geen sprake**. Verzoekende partij, die afkomstig is uit Gyumri (en niet uit voormelde regio's), toont dan ook niet aan dat er heden in Armenië een situatie heerst van willekeurig geweld ingevolge van een internationaal of binnenlands gewapend conflict die een ernstige bedreiging van haar leven of haar persoon impliceert in de zin van artikel 48/4, § 2, c) van de Vreemdelingenwet.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Annexe 20 avec OQT – art. 47/1, 1° L1980 – AA : qualité d'autre membre de famille citoyen UE « ayant une relation durable » telle qu'exigée par l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980 n'a pas été valablement étayée – valeur déclarative lettres et témoignages – cohabitation effective depuis moins d'un an – CCE : pour démontrer existence relation avec citoyen UE + caractère durable la PR a produit un formulaire « modèle 2 » établi et délivré par l'Officier de l'Etat Civil de sa commune (fixation résidence principale avec son partenaire) – date formulaire indique que les partenaires se connaissent depuis au moins 16 mois avant introduction demande et 2 ans avant prise AA – PD ne s'est pas livrée à un examen aussi rigoureux que possible de la cause, en fonction des circonstances dont elle a ou devait avoir connaissance au moment de prendre AA – ANNULATION

« 3.2.1. Le Conseil rappelle également que l'article 47/1, 1°, de la loi du 15 décembre 1980 sur lequel se fonde l'acte attaqué, est libellé comme suit :

« *Sont considérés comme autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union :*

1° le partenaire avec lequel le citoyen de l'Union a une relation durable dûment attestée, et qui n'est pas visé par l'article 40bis, § 2, 2° ».

3.2.2. Le Conseil rappelle que l'article 47/3, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, quant à lui, dispose comme suit :

« *Les autres membres de la famille visés à l'article 47/1, 1°, doivent apporter la preuve de l'existence d'une relation avec le citoyen de l'Union qu'ils veulent accompagner ou rejoindre ainsi que de son caractère durable.*

Le caractère durable de la relation peut être prouvé par tout moyen approprié.

Lors de l'examen du caractère durable de la relation, le ministre ou son délégué tient compte notamment de l'intensité, de l'ancienneté et de la stabilité des liens entre les partenaires ».

3.2.3. Il résulte de ces deux dispositions que l'étranger qui sollicite, sur la base de l'article 47/1, 1°, de la loi du 15 décembre 1980, une carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union, non visé à l'article 40bis, § 2 de la même loi, doit démontrer qu'il remplit les conditions cumulatives suivantes :

- apporter la preuve de l'existence d'une relation avec le citoyen de l'Union qu'il veut accompagner ou rejoindre ;
- apporter la preuve du caractère durable de sa relation avec le citoyen de l'Union.

3.2.4. Le Conseil entend rappeler que, conformément à l'article 47/3, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, la preuve du caractère durable de la relation de l'étranger avec le citoyen de l'Union peut se faire par tout moyen approprié.

A cet égard, le Conseil relève que si le mode de preuve de la relation durable n'est pas explicitement prévu par la loi, il n'en reste pas moins que l'appréciation des éléments fournis par l'étranger relève du pouvoir d'appréciation souverain de la partie défenderesse. En effet, l'article 47/3, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 dispose que « *lors de l'examen du caractère durable de la relation, le ministre ou son délégué tient compte notamment de l'intensité, de l'ancienneté et de la stabilité des liens entre les partenaires* ».

3.3. En l'espèce, la partie défenderesse a considéré que la qualité d'autre membre de famille « ayant une relation durable », telle qu'exigée par l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980, n'a pas été valablement étayée par la requérante. La partie défenderesse a estimé qu'il ne ressort pas des documents produits qu'il existe entre les intéressés une relation durable entre la requérante et le citoyen de l'Union qu'elle rejoint.

La partie défenderesse a indiqué que les lettres de témoignages de tiers n'ont qu'une valeur déclarative et ne peuvent être prises en considération que si elles sont accompagnées d'éléments probants permettant d'établir que les intéressés se connaissent depuis deux années auparavant. La partie défenderesse a conclu qu'aucun autre document n'a été produit à cet effet.

Par ailleurs, la partie défenderesse a relevé que d'après leur registre national, les deux personnes cohabitent de manière effective depuis le 21 octobre 2022, soit depuis moins d'un an, ce qui ne permet pas d'attester de l'intensité, de l'ancienneté et de la stabilité des liens entre ces dernières.

3.4. Or, à la lecture du dossier administratif, le Conseil observe que, pour démontrer l'existence de sa relation avec le citoyen de l'Union qu'elle rejoint, ainsi que le caractère durable de cette relation, la requérante a notamment produit à l'appui de sa demande de carte de séjour, un formulaire « modèle 2 », établi et délivré par l'Officier de l'Etat Civil de la commune de Martelange en date du 10 juin 2021.

Il ressort de ce formulaire « modèle 2 », établi conformément à l'article 7, par. 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers, que « *l'Officier de l'Etat Civil de la commune de Martelange a reçu [en date du 10 juin 2021] la déclaration par laquelle le nommé [...] [L. J.-P.] [...] a fixé sa résidence principale, venant de l'étranger dans la commune de Martelange à l'adresse suivante [...], ainsi que [T. T. C.]* ».

A cet égard, le Conseil reste sans comprendre, à la suite de la requérante, la raison pour laquelle le formulaire « modèle 2 » produit à l'appui de sa demande de carte de séjour, indiquant notamment que les partenaires se connaissent depuis au moins le 10 juin 2021, soit seize mois avant l'introduction de la demande de carte de séjour du 21 octobre 2022, et deux ans avant la date de la prise de l'acte attaqué, le 20 juin 2023, ne permettait pas de démontrer l'existence de la relation de la requérante avec le citoyen de l'Union qu'elle souhaite rejoindre, ainsi que son caractère durable.

Dès lors qu'il ressort du dossier administratif que la partie défenderesse avait connaissance du formulaire « modèle 2 » précité, et qu'elle ne l'a aucunement contesté, le Conseil estime qu'elle ne s'est pas livrée, en l'espèce, à un examen aussi rigoureux que possible de la cause, en fonction des circonstances dont elle a ou devait avoir connaissance au moment de prendre l'acte litigieux.

3.5. En conséquence, en tant qu'il dénonce la violation de l'obligation de motivation, ainsi que la violation des articles 47/1, 1^o et 47/3, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, le moyen unique est, dans cette mesure, fondé et suffit à justifier l'annulation de la décision litigieuse. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres développements de la requête qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation de cet acte aux effets plus étendus ».

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

AUTRE

composition du siège

1 juge

« **Décision d'octroi d'une autorisation de séjour temporaire, en application de l'article 61/1/9 de la loi du 15.12.1980** » - **Faits** : autorisé séjour étude – demande changement statut en vue de trouver un emploi après fin études – plusieurs retraits successifs décisions – **AA** : PR autorisé au séjour temporaire du 15/07/2022 au 31/10/2022 – notifié le 12/09/2022 – **CCE** : art. 61/1/9 L1980 + art. 25 Directive 2016/801 + travaux préparatoires – PD a accordé l'autorisation de séjour pour une durée de 3 mois 1/2 (moins délai notification) – art. 61/1/9 L1980 ne prévoit pas de délai minimum durant lequel l'autorisation de séjour à des fins de recherche d'emploi ou de création d'entreprise peut être accordée, mais seulement un délai maximum **MAIS art. 25 de la Directive 2016/801 mentionne expressément un délai de neuf mois minimum laissé aux étudiants – dispositions visent à permettre à l'étudiant diplômé de bénéficier d'une période suffisamment longue pour trouver un emploi – ANNULATION**

« 5.1.1. Sur l'ensemble du moyen unique, le Conseil rappelle tout d'abord que l'article 61/1/9, de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que « § 1^{er}.

Après l'achèvement de ses études sur le territoire du Royaume, l'étudiant peut introduire une demande afin de séjourner sur le territoire du Royaume pendant 12 mois au maximum en vue de trouver un emploi ou de créer une entreprise dans le but d'obtenir un titre de séjour à des fins de travail.

A cette fin, il introduit une demande à l'administration communale de son lieu de résidence sur le territoire du Royaume au plus tard quinze jours avant l'expiration de la durée de validité de son autorisation de séjour.

Dans le cas visé à l'article 61/1/15, par dérogation à l'alinéa 2, la demande est introduite selon les modalités prévues à l'article 60, §§ 1^{er} et 2, au plus tard dans les trois mois suivant l'obtention du diplôme.

§ 2.

A l'appui de sa demande, l'étudiant produit les documents suivants:

1° un passeport ou un titre de voyage en tenant lieu en cours de validité;

2° la preuve de l'obtention d'un diplôme d'un établissement d'enseignement supérieur en Belgique ou, lorsque l'étudiant fait ou a fait usage de son droit à la mobilité, la preuve de l'obtention d'un diplôme obtenu dans un établissement d'enseignement supérieur dans le premier ou dans le deuxième Etat membre, autre que la Belgique;

3° la preuve qu'il dispose d'une assurance maladie couvrant les risques en Belgique;

4° la preuve qu'il dispose de moyens de subsistance suffisants, conformément à l'article 61;

5° dans le cas visé à l'article 61/1/15: la preuve qu'il a séjourné ou séjourne en Belgique en tant que deuxième Etat membre dans le cadre d'une mobilité ».

L'article 25 de la Directive 2016/801 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, de formation, de volontariat et de programmes d'échange d'élèves ou de projets éducatifs et de travail au pair (ci-après : la Directive 2016/801), se lit quant à lui comme suit : « *Séjour à des fins de recherche d'emploi ou de création d'entreprise par les chercheurs et les étudiants*

1. Après avoir achevé leurs recherches ou leurs études, les chercheurs et les étudiants ont la possibilité de rester sur le territoire de l'Etat membre qui a délivré une autorisation en application de l'article 17, sur la base du titre de séjour visé au paragraphe 3 du présent article, pendant au moins neuf mois afin d'y chercher du travail ou d'y créer une entreprise.

2. Les États membres peuvent décider de fixer un niveau minimal de diplôme que les étudiants doivent avoir obtenu afin de bénéficier de l'application du présent article. Ce niveau n'est pas supérieur au niveau 7 du cadre européen des certifications (1).

3. Aux fins du séjour visé au paragraphe 1, les États membres délivrent au chercheur ou à l'étudiant ressortissant de pays tiers qui le demande un titre de séjour conformément au règlement (CE) no 1030/2002 dès lors que les conditions fixées à l'article 7, paragraphe 1, points a), c), d) et e), à l'article 7, paragraphe 6, et, le cas échéant, à l'article 7, paragraphe 2, de la présente directive sont toujours remplies. Les États membres exigent, pour les chercheurs, une confirmation par l'organisme de recherche de l'achèvement des travaux de recherche et, pour les étudiants, la preuve qu'ils ont obtenu un diplôme, un certificat ou tout autre titre de formation de l'enseignement supérieur. Le cas échéant, et s'il est toujours satisfait aux dispositions de l'article 26, le titre de séjour prévu audit article est renouvelé en conséquence.

4. Les États membres peuvent rejeter une demande en vertu du présent article lorsque:

a) les conditions fixées au paragraphe 3 et, le cas échéant, aux paragraphes 2 et 5 ne sont pas remplies;

b) les documents présentés ont été obtenus par des moyens frauduleux, falsifiés ou altérés d'une quelconque manière.

5. Les États membres peuvent exiger que la demande au titre du présent article du chercheur ou de l'étudiant et, le cas échéant, des membres de la famille du chercheur soit introduite au moins trente jours avant l'expiration de l'autorisation délivrée en application de l'article 17 ou 26.

6. Si la preuve de l'obtention d'un diplôme, certificat ou autre titre de formation de l'enseignement supérieur ou la confirmation par l'organisme de recherche de l'achèvement des travaux de recherche n'est pas disponible avant l'expiration de l'autorisation délivrée en application de l'article 17 et si toutes les autres conditions sont remplies, les États membres autorisent le ressortissant de pays tiers à séjourner sur leur territoire afin de présenter cet élément probant dans un délai raisonnable conformément au droit national.

7. Trois mois au minimum après avoir délivré le titre de séjour au titre du présent article, l'État membre concerné peut demander aux ressortissants de pays tiers de prouver qu'ils ont de réelles chances d'être recrutés ou de créer une entreprise.

Les États membres peuvent exiger que l'emploi que le ressortissant de pays tiers recherche ou l'entreprise qu'il est en train de créer corresponde au niveau des recherches ou des études qu'il a accomplies.

8. Si les conditions prévues au paragraphe 3 ou 7 ne sont plus remplies, les États membres peuvent retirer le titre de séjour du ressortissant de pays tiers et, le cas échéant, celui des membres de sa famille conformément au droit national.

9. Les deuxièmes États membres peuvent appliquer le présent article aux chercheurs et, le cas échéant, aux membres de la famille du chercheur ou aux étudiants qui séjournent ou ont séjourné sur le territoire du deuxième État membre concerné conformément à l'article 28, 29, 30 ou 31. »

Le Conseil relève également qu'il ressort des travaux préparatoires de la loi du 11 juillet 2021 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les étudiants, ayant inséré les articles 61/1/9 à 61/1/15 de la loi précitée du 15 décembre 1980, relatifs au séjour après les études en vue de trouver un emploi ou de créer une entreprise, que « Les articles 61/1/9 à 61/1/15 concernent la transposition de l'article 25 de la directive 2016/801 qui prévoit la possibilité, pour l'étudiant autorisé à étudier en Belgique, d'introduire une demande de séjour après ses études afin de chercher un emploi en Belgique ou d'y créer une entreprise. Les articles susmentionnés sont regroupés dans une nouvelle section 3 "Séjour après les études en vue de trouver un emploi ou de créer une entreprise". Ce statut laisse à l'étudiant diplômé douze mois pour chercher un emploi en Belgique ou créer sa propre entreprise, dans l'optique d'obtenir un titre de séjour à des fins de travail (par exemple, un permis unique ou une carte professionnelle) [...] Si intéressé remplit toutes les conditions, il recevra l'autorisation de séjourner (ou de prolonger son séjour) en Belgique pour une durée de douze mois au maximum. Ce délai ne peut être prolongé » (Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2020-2021, n° 1980/001, p.16-17).

[...]

5.1.2. En l'espèce, il ressort de la décision attaquée qu'en date du 15 juillet 2022, la partie défenderesse a autorisé la partie requérante au séjour jusqu'en date du 31 octobre 2022, indiquant à cette occasion que « La personne est autorisée à séjourner sur le territoire du Royaume pour une durée maximale de 12 mois afin de rechercher un emploi ou de créer une entreprise, en application de l'article 61/1/9 de la même loi.

L'autorisation de séjour temporaire est explicitement limitée à une durée maximale de 12 mois, non renouvelable.

Pendant la durée de l'autorisation de séjour limitée, la personne doit soit

- rechercher activement un emploi permettant de demander un permis unique en qualité de travailleur salarié ;
- entreprendre les démarches nécessaires pour remplir toutes les obligations légales pour exercer une activité indépendante

L'accès temporaire au marché du travail est subordonné à l'année de recherche et a pour seul but de permettre à l'intéressé(e) de subvenir à ses besoins (et à ceux des membres de sa famille) dans l'attente de l'obtention des autorisations requises et d'introduire dans les meilleurs délais une demande d'autorisation de séjour en tant que travailleur salarié ou indépendant.

Trois mois après la délivrance de la carte A actuelle, l'Office des étrangers peut vérifier si la personne a des chances réelles de trouver un emploi ou de démarrer une entreprise. Il sera tenu compte de la preuve d'inscription auprès d'un service régional de l'emploi (VDAB, ACTIRIS, FOREM, ADG) ainsi que des preuves attestant que la personne a de réelles chances d'obtenir un permis unique prochainement ou de remplir les obligations légales pour exercer une activité indépendante ».

Dans sa requête, la partie requérante fait, notamment, valoir que « la durée minimum de l'autorisation de séjour doit être délivrée pour une période de neuf mois [...] En ce que la décision de l'Office des étrangers, datée du 15.07.2022, précise qu'une carte de séjour valable jusqu'au 31.10.2022 doit être délivrée, tout en précisant qu'elle ne peut être renouvelée, la partie adverse a violé les dispositions reprises au moyen. En effet, une autorisation de séjour couvrant une période minimum de neuf mois et maximum de douze mois doit être accordée aux étudiants qui en font la demande [...] La décision d'octroi de séjour temporaire ne permettant pas au requérant de séjourner légalement sur le territoire belge pendant au minimum neuf mois, et au maximum douze mois, force est de constater qu'elle viole les dispositions reprises au moyen et qu'il y a lieu de l'annuler [...] Ceci vaut d'autant plus que limiter à un mois et demi la validité de l'autorisation de séjour après les études en vue de trouver un emploi ou de créer une entreprise n'est manifestement pas le vœu du législateur [...] ».

A cet égard, le Conseil relève qu'il ne ressort ni de l'acte entrepris ni du dossier administratif, au terme de quel raisonnement et sur la base de quels éléments la partie défenderesse est parvenue à cette conclusion quant à la durée de l'autorisation de séjour accordée à la partie requérante. La partie défenderesse reste en effet en défaut d'apporter la moindre explication quant à la circonstance selon laquelle elle a accordé une autorisation de séjour à la partie requérante du 15 juillet 2022 au 31 octobre 2022, soit pour une durée de trois mois et demi, la décision attaquée n'ayant, pour le surplus, été notifiée qu'en date du 12 septembre 2022. Or, il convient d'observer que, si le texte de l'article 61/1/9 de la loi du 15 décembre 1980, constituant la transposition partielle de l'article 25 de la Directive 2016/801, prévoit la possibilité « de séjourner sur le territoire du Royaume pendant 12 mois au maximum en vue de trouver un emploi ou de créer une entreprise » (le Conseil souligne), l'article 25 susmentionnée prévoit quant à lui qu' « Après avoir achevé leurs recherches ou leurs études, les chercheurs et les étudiants ont la possibilité de rester sur le territoire de l'État membre qui a délivré une autorisation en application de l'article 17, sur la base du titre de séjour visé au paragraphe 3 du présent article, pendant au moins neuf mois afin d'y chercher du travail ou d'y créer une entreprise » (le Conseil souligne). Dès lors, force est de constater que si l'article 61/1/9 de la loi du 15 décembre 1980 ne prévoit pas de délai minimum durant lequel l'autorisation de séjour à des fins de recherche d'emploi ou de création d'entreprise peut être accordée, mais seulement un délai maximum, il n'en va pas de même pour l'article 25 de la Directive 2016/801, lequel mentionne expressément un délai de neuf mois minimum laissé aux étudiants ou aux chercheurs en vue de trouver un emploi ou de créer une entreprise.

Par ailleurs, le Conseil constate que tant les articles susmentionnés, que les travaux préparatoires visés au point 5.1.1. du présent arrêt, visent à permettre à l'étudiant diplômé de rester sur le territoire durant plusieurs mois dans le but de « chercher un emploi en Belgique ou créer sa propre entreprise, dans l'optique d'obtenir un titre de séjour à des fins de travail », et, dès lors, de bénéficier d'une période suffisamment longue en vue de trouver un emploi. Tel n'est manifestement pas le cas en l'occurrence.

Le Conseil estime par conséquent qu'*in casu*, la motivation de la décision attaquée ne permet pas de comprendre à suffisance sur quel(s) élément(s) la partie défenderesse se fonde pour décider que la partie requérante n'est autorisée au séjour que pour une durée de trois mois et demi, soit entre le 15 juillet 2022 et le 31 octobre 2022.

5.2. L'argumentation développée par la partie défenderesse dans sa note d'observations, selon laquelle « Il ressort très clairement de la loi et de la directive que, après leurs études, les étudiants peuvent rester sur le territoire pour chercher un emploi pendant une durée déterminée. La loi belge prévoit un délai maximum de 12 mois, ce qui est parfaitement conforme à la directive, qui impose uniquement aux Etats de prévoir un délai d'au moins 9 mois. Le titre de séjour « Etudiant » de la partie requérante ayant expiré le 31 octobre 2021, c'est à juste titre et conformément à l'article 61/1/9 de la loi que la partie défenderesse a autorisé la partie requérante au séjour jusqu'au 31 octobre 2022, soit pour un délai maximum de 12 mois après ses études. La décision attaquée ne viole pas l'article 61/1/9 de la loi [...] Quant à la violation alléguée du principe général de la confiance légitime, la partie défenderesse rappelle que tout citoyen doit, par application du principe de confiance légitime, pouvoir se fier à une ligne de conduite constante de l'autorité ou à des concessions ou des promesses que les pouvoirs publics ont faites dans des cas concrets; que s'agissant d'un acte individuel, dans le cadre duquel l'administration dispose d'un pouvoir d'appréciation, la possibilité de réclamer la protection de la confiance

légitime suppose une situation dans laquelle l'autorité a fourni au préalable à l'intéressé des assurances précises susceptibles de faire naître dans son chef des espérances fondées. En l'espèce, il n'y a aucun élément au dossier administratif permettant de conclure que la partie défenderesse aurait, in specie, fourni au préalable à la partie requérante des assurances précises susceptibles de faire naître dans son chef des espérances fondées. 8 6. *L'acte attaqué ne viole aucunement la sécurité juridique. Au contraire, il ne saurait être reproché à la partie défenderesse d'avoir appliqué l'article 61/1/9 de la loi », constitue manifestement une tentative de motivation a posteriori qui aurait dû figurer dans la décision querellée, et ne saurait dès lors renverser les constats qui précèdent.*

En tout état de cause, il convient de souligner que la partie requérante a introduit la demande de changement de statut en application de l'article 61/1/9 de la loi du 15 décembre 1980 en date du 17 septembre 2021, que le 12 décembre 2021, la partie défenderesse a pris une décision de refus de la demande d'autorisation de séjour en application de l'article 61/1/9 de la loi du 15 décembre 1980, ainsi qu'un ordre de quitter le territoire lesquels ont été retirés en date du 17 janvier 2022, et que le 17 janvier 2022, la partie défenderesse a pris une nouvelle décision de refus de la demande d'autorisation de séjour en application de l'article 61/1/9 de la loi du 15 décembre 1980, ainsi qu'un ordre de quitter le territoire lesquels ont de nouveau été retirés en date du 2 février 2022. Le 15 juillet 2022, la partie défenderesse a finalement autorisé la partie requérante au séjour temporaire jusqu'au 31 octobre 2022. Par conséquent, en l'espèce, la durée de la procédure ne saurait être imputable à la partie requérante. Dès lors, en considérant que « *Le titre de séjour « Etudiant » de la partie requérante ayant expiré le 31 octobre 2021, c'est à juste titre et conformément à l'article 61/1/9 de la loi que la partie défenderesse a autorisé la partie requérante au séjour jusqu'au 31 octobre 2022, soit pour un délai maximum de 12 mois après ses études », la partie défenderesse procède en l'espèce à un examen partiel du dossier, résultant d'une interprétation trop restrictive et, partant, erronée du délai laissé aux étudiants et aux chercheurs en vue de trouver un emploi ou de créer une entreprise et visé à l'article 61/1/9 de la loi du 15 décembre 1980, lequel ne vise manifestement pas à instaurer un délai strict de douze mois maximum à compter de la fin de l'autorisation de séjour en tant qu'étudiant, mais bien à laisser un délai raisonnable à l'étudiant diplômé en vue de trouver un emploi ».*

CCE arrêt 301196 du 08/02/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Albanie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

9ter CIRE

composition du siège

1 juge

9ter BIVR - verwerping - VP heeft in 2021 samen met zijn vrouw een verzoek op grond van 9ter ingediend in functie van zijn zieke, minderjarige dochter - op 25 oktober 2021 werden VP, zijn vrouw en hun kinderen gemachtigd tot verblijf onder bepaalde voorwaarden - in 2023 wordt de verlenging aan VP geweigerd - in bb wordt gemotiveerd dat VP niet meer samenwoont met zijn vrouw en hun kinderen en dat er geen bewijs voorligt waaruit blijkt dat hij financieel instaat voor de zorg van het zieke kind en de andere kinderen - meerdere maanden in hechtenis gezeten wegens intra-familiaal geweld t.o.v. zijn vrouw - contactverbod t.a.v. vrouw en kinderen - VP wist dat hij, in geval van scheiding waarbij één van de ouders verblijft op een ander adres dan het zieke kind, bewijs van financiële en/of affectieve banden met het zieke kind moest voorleggen

Uit de bestreden beslissing blijkt dat de gemachtigde motiveert dat verzoeker niet meer samenwoont met zijn echtgenote en zieke kind en dat er geen bewijzen voorliggen dat hij financieel instaat voor de zorg van zijn zieke kind en de andere kinderen. Bijkomend wijst de gemachtigde erop dat verzoeker verschillende maanden in hechtenis heeft gezeten omwille van intrafamiliaal geweld tegenover zijn echtgenote en een contactverbod werd opgelegd ten aanzien van zijn vrouw en kinderen.

De Raad kan enkel vaststellen dat dit op het ogenblik van de bestreden een zorgvuldige en redelijke beoordeling was op grond van de informatie waarover de gemachtigde beschikte.

Uit de beslissing waarin een tijdelijk verblijf werd toegekend, blijkt dat als voorwaarden werden gesteld voor de verlenging: voor het kind K.J. een recent medisch getuigschrift indienen en een geldig internationaal erkend paspoort voorleggen. Voor de andere familieleden: wat betreft de ouders het bewijs van een effectieve en recente tewerkstelling of aantonen dat het gezin niet ten laste valt van de Belgische staat. De nog schoolgaande kinderen K.E. en K.D. moeten een attest voorleggen van regelmatig schoolgaan of het bewijs van het volgen van een stage. Een geldig internationaal paspoort, een samenwoningverslag van de hele familie, of in geval van scheiding waarbij een van de ouders verblijft op een ander adres dan het zieke kind: bewijs van financiële en/of affectieve banden met het zieke kind.

Verzoeker wist bijgevolg dat het tijdelijk verblijf werd toegekend, maar dat hij "om een nieuwe verblijfsverlenging te verkrijgen, (...) men tussen de 45ste en 30ste dag voor de vervaldatum van de verblijfsvergunning een aanvraag (dient) te richten tot (de) het gemeentebestuur van de verblijfplaats en (...) men volgende bewijsstukken (dient) voor te leggen" zoals supra vermeld. Bijgevolg volgt de Raad niet dat de gemachtigde zich beter moest informeren over de situatie van het gezin op het ogenblik van de bestreden beslissing. Verzoeker wist wat hij allemaal in het kader van de aanvraag tot verlenging diende voor te leggen aan de gemachtigde en kreeg op die manier de mogelijkheid om op nuttige wijze voor zijn belangen op te komen. Volgens de stukken van het administratief dossier bleek dat er een recent "attest van gezinssamenstelling" voorlag waaruit blijkt dat verzoeker bij zijn moeder woonachtig was en dus inderdaad niet meer samen met zijn gezin en zieke kind woonde. Daarnaast blijkt eveneens dat het dossier een vonnis bevat van de rechtbank van eerste aanleg van Antwerpen van 21 december 2022 waaruit blijkt dat de rechter de feiten afdoende bewezen acht, zijnde belaging, opzettelijke slagen met verzwarende omstandigheden ten aanzien van Mw. O.D. en overtreding van een door de familierechtbank verlengd bevel tot huisverbod als gevolg van huiselijk geweld. Daarin stelde de rechter vast "(b)eklaagde hield geen rekening met de fysieke en psychische integriteit van zijn partner en kinderen. Feiten van slagen aan partner getuigen van een ernstige normvervaling, een gebrek aan frustratietolerantie en een agressieproblematiek. (...) Beklaagde is zich onvoldoende bewust van de nefaste invloed die de confrontatie met geweld ten aanzien van minderjarige kinderen kan hebben op hun ontwikkeling." Verzoeker werd veroordeeld tot een gevangenisstraf van 18 maanden en een boete van 400 euro, waarbij uitstel van tenuitvoerlegging van de gevangenisstraf werd toegekend voor een termijn van 5 jaar en waarbij probatievoorwaarden werden opgelegd, zoals het volgen van gedragstraining intra-familiaal geweld.

CCE arrêt 301176 du 07/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Werk voor NGO KRC wordt niet betwist maar verzoeker maakt niet concreet aannemelijk dat hij persoonlijk werd geïdoleerd.

Concrete vervolgingsfeiten niet aannemelijk gemaakt.

VIB in Oostenrijk verzwegen. Schending medewerkingsplicht

Verzoeker verklaart dat neven werkzaam waren voor ANSF, maar foto's en video's tonen verwantschapsband niet aan + verzoeker maakt niet concreet aannemelijk dat hij persoonlijk geïdoleerd werd om deze reden.

Met betrekking tot (toegeschreven) verwestering: verzoeker was 21 bij vertrek uit Afghanistan, onvoldoende concrete elementen, familie nog in Afghanistan.

CCE arrêt 301163 du 06/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Bijna **13** bij verlaten Afghanistan; thans 15; 1,5 jaar in België. Getuigenissen traject school.

Moeder werkzaam voor verschillende **non-profit organisaties** die zich inzetten voor **onderwijs** voor onder meer meisjes en vrouwen. Reeds afkomstig uit een gezin waarbinnen bepaalde keuzes werden gemaakt die ingaan tegen de waarden en normen zoals vormgegeven door de taliban.

CCE arrêt 301073 du 05/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Colombie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

De homoseksuele geaardheid van verzoekende partij en het feit dat zij een **dragqueen**-alter ego heeft worden niet in twijfel getrokken.

Bespreking landeninfo Colombia situatie homoseksuele minderheden en transgenders.

Bespreking individuele situatie verzoekende partij: geaardheid werd in zekere mate openlijk beleefd; publiek gekend als homoseksueel en dragqueen; geen aanwijzingen dat zij in de toekomst opnieuw problemen zou ondervinden; bescherming Colombiaanse autoriteiten in geval van nieuwe problemen; ...

Wat betreft de medische situatie van verzoekende partij: HIV-positief. Vrees om te worden gediscrimineerd en de nodige medische zorgen te worden ontzegd.

COI Focus februari 2023 - discriminatie, vooral tegenover transgenders.

Op basis van het geheel van de door de partijen aangebrachte informatie en hoewel er nog sprake kan zijn van discriminatie ten aanzien van personen met HIV, kan niet *a priori* worden aangenomen dat ieder lid van de LGBT-gemeenschap in Colombia, die lijdt aan HIV, met een redelijke mate van waarschijnlijkheid het risico loopt om het slachtoffer te worden van vervolging in vluchtelingenrechtelijke zin. Dat homoseksuelen met HIV anders behandeld worden, vindt geen steun in de meest recente landeninformatie die voorligt.

Verzoekende partij toont ook geen persoonlijk risico aan.

CCE arrêt 301086 du 05/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"le requérant, de par le caractère imprécis et contradictoire de ses déclarations, reste en défaut d'établir la réalité de sa nationalité afghane ainsi que de sa provenance récente du Pakistan et de l'Afghanistan, et met le Conseil dans l'incapacité de déterminer le pays par rapport auquel l'examen de sa demande doit s'effectuer, mais également de procéder à l'examen du bien-fondé de sa demande de protection internationale en elle-même, c'est-à-dire des faits invoqués à l'appui de sa demande.

(...)

En conséquence, le requérant n'établit pas qu'il a une crainte fondée de persécution au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, ou qu'il existe des sérieux motifs de croire qu'il encourrait un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980."

CCE arrêt 300986 du 05/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Guinée

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"En ce qui concerne la protection subsidiaire, le Conseil constate que la partie défenderesse ne remet pas en cause le fait que le requérant a été maltraité par son oncle entre 2006 et 2013."

Après avoir rappelé l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil souligne que: "Cette disposition instaure ainsi une présomption de crainte fondée en faveur du demandeur qui démontre qu'il a déjà subi une persécution, une atteinte grave ou une menace directe de celles-ci, au sens des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980, à charge pour la partie défenderesse de la renverser en établissant qu'il y a de bonnes raisons de penser que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas.

L'utilisation spécifique des termes « cette persécution » et « ces atteintes graves » implique que cette présomption ne vaut que pour autant que la persécution ou les atteintes graves redoutées pour le futur présentent, quand bien même elles se présenteraient sous une autre forme, un rapport certain avec la persécution ou les atteintes graves subies par le passé.

En l'espèce, la partie défenderesse a exposé plusieurs bonnes raisons de penser que les atteintes graves que le requérant a subies par le passé ne se reproduiront pas :

- le fait que le requérant est retourné volontairement dans son pays d'origine en 2015, sans avoir de contacts ni de problèmes avec son oncle ;
- la circonstance que les maltraitances remontent il y a plus de dix ans et que le requérant n'a fourni aucun élément probant quant à l'actualité de sa crainte (...);
- le fait que le profil du requérant a changé depuis : le requérant est aujourd'hui un jeune adulte qui fait preuve d'autonomie dans sa vie, de sorte qu'on peut raisonnablement supposer qu'il peut rentrer dans son pays d'origine sans devoir retourner chez son oncle paternel ;
- le fait que les enfants de cet oncle n'ont plus rencontré de problèmes avec celui-ci après leur fuite de son domicile (...).

Partant, la présomption prévue à l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980 a valablement été renversée."

CCE arrêt 301051 du 05/02/2024

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

acte attaqué

AUTRE

nationalité

Madagascar

dictum arrêt

Annulation

Décision séjour étudiant dont la portée est incompréhensible : la motivation contient les termes de « refuser », « annuler » et « retirer » à situations différentes avec des conséquences différentes – 2 dispositions visées : art.74/20 (fraude) et 61/1/4 (situation de l'étudiant) à PR ne peut comprendre dans quelle situation elle se trouve + PD précise pas quel alinéa de ces articles est visé alors qu'ils visent des hypothèses de « fin de séjour », de « refus de séjour » ou encore de « retrait de séjour » - motivation contradictoire.

« En l'occurrence, il ressort effectivement du premier acte attaqué que les termes utilisés dans ladite décision prêtent à confusion et ne permettent pas au requérant de comprendre la motivation adoptée par la partie défenderesse ni, à tout le moins, sa portée. En effet, les termes « refuser », « annuler » ou « retirer » une autorisation de séjour visent des situations différentes avec des conséquences différentes de sorte que le requérant n'est pas en mesure de comprendre quelle situation est expressément visée par la partie défenderesse.

Par ailleurs, il apparaît également que la partie défenderesse utilise, dans le même acte attaqué, deux dispositions légales différentes, à savoir l'article 61/1/4 de la loi précitée du 15 décembre 1980 qui vise la situation de l'étudiant, d'une part, et, d'autre part, l'article 74/20 de cette même loi qui vise expressément la situation de fraude, en telle sorte que le requérant ne peut comprendre dans quel cas de figure il se trouve. En outre, la partie défenderesse ne précise pas expressément, quel paragraphe ou alinéa de ces dispositions est visé ce qui rend d'autant plus incompréhensible la base légale sur laquelle le premier acte attaqué a été adopté puisqu'il est, à nouveau, question dans ces deux dispositions d'hypothèses de « fin de séjour », de « refus de séjour » ou encore de « retrait de séjour ».

Dès lors, au vu de cette motivation contradictoire et de l'utilisation de dispositions légales différentes, le premier acte attaqué n'est pas motivé de manière adéquate en ce qu'il ne permet pas au requérant de comprendre l'acte attaqué.

Les explications fournies en termes de note d'observations par la partie défenderesse ne sont pas de nature à lever le flou de la motivation du premier acte attaqué mais démontrent que les dispositions sur lesquelles celle-ci se fondent prévoient divers cas de figure qui méritaient qu'une attention particulière soit apportée tant dans le choix des termes employés qu'à la mention complète de la disposition applicable. »

CCE arrêt 300947 du 02/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

In het verzoekschrift wijst verzoeker erop dat *"hoewel hij als minderjarige en niet-Pashtoen verklaarde in Pashahi gehoord te willen worden, hoewel er een beëdigd Pashahi-tolk werkzaam is op het CGVS en hoewel zowel zijn voogd als advocaat wezen op het belang om het interview in zijn moedertaal te voeren, zijn verzoek niet werd ingewilligd"*.

Verzoeker had bij de Dienst Vreemdelingenzaken aangegeven dat hij voor het onderhoud bij het CGVS een **tolk** Pashai verkoos. Voor de aanvang van het persoonlijk onderhoud bij het CGVS gaf verzoekers advocaat aan dat verzoeker geen Pasjtoe spreekt en het onderhoud aldus niet kon doorgaan met een tolk Pasjtoe.

In de notities van het persoonlijk onderhoud van 17 maart 2023 wordt hierover vermeld: *"Bij het onthaal beweert de advocaat dat verzoeker geen Pasjtoe spreekt en het onderhoud aldus niet kan plaatsvinden met een folk Pasjtoe. PO verifieert met VZ of hij de tok begrijpt, of hij het interview bij de DVZ in het Pasjtoe heeft afgelegd en hij de tolk daar goed had begrepen, hetgeen VZ allemaal bevestigde. PO beslist vervolgens het onderhoud aan te vatten aangezien VZ had aangegeven dat hij in het Pasjtoe gehoord kon worden, met de nadruk dat hij in geval hij iets niet begrijpt, dit direct dient aan te geven."* (...).

Ter terechtzitting wordt vastgesteld dat verzoeker tot in een zekere mate Pasjtoe verstaat, in die zin dat hij voor zijn komst naar België niet bekend was met Pasjtoe en het door sociale interactie met andere Afghanen in het opvangcentrum heeft geleerd. Verzoekers voogd benadrukt hierbij dat de mate waarin verzoeker het Pasjtoe beheerst ondermaats is in het kader van een persoonlijk onderhoud, hetgeen gevolgd wordt door de Raad. Uit lezing van de bestreden beslissing blijkt dat deze onder meer steunt op de verklaringen van verzoeker zoals gedaan tijdens het persoonlijk onderhoud met behulp van een tolk Pasjtoe.

Gelet op de verschillen tussen het Pashai en het Pasjtoe, verzoekers ontoereikende beheersing van het Pasjtoe, de herhaalde en aanhoudende verzoeken om een tolk Pashai te voorzien tijdens het persoonlijk onderhoud op het CGVS en verzoekers minderjarige leeftijd was het in casu in hoofde van verweerder zorgvuldig geweest een tolk Pashai te voorzien voor verzoeker. Verzoeker voert terecht de schending van de **zorgvuldigheidsplicht** aan. **Substantiële onregelmatigheid.**

CCE arrê^t 300942 du 02/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Nigeria

dictum arrê^t

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Eerder vernietigingsarrest: A 279674

Wat betreft de **bijzondere procedurele noden**: Verzoeker betoogt in het verzoekschrift dat verweerder ten onrechte stelt dat hij ervoor heeft gekozen om niet begeleid te worden door een **vertrouwenspersoon** tijdens het derde **persoonlijk onderhoud**. Hij legt uit dat hij vragende partij was om te worden bijgestaan door zijn **psychologe**, maar dat deze zich niet kon vrijmaken op de dag van het gehoor en dat het niet mogelijk bleek om de datum nog te veranderen.

Hoewel hieruit naar voor komt dat het inderdaad niet verzoekers keuze was om niet te worden bijgestaan door een vertrouwenspersoon tijdens het derde persoonlijk onderhoud, doet dit geen afbreuk aan de vaststelling dat verzoeker wel degelijk in de mogelijkheid was om zich te laten bijstaan door een vertrouwenspersoon, alsook dat verzoeker en zijn advocaat op de hoogte waren van deze mogelijkheid.

Ten overvloede kan dienaangaande worden opgemerkt dat, krachtens artikel 19, § 1, derde lid van het KB van 11 juli 2003 (...), de afwezigheid van de vertrouwenspersoon de protection officer niet belet om de verzoeker om internationale bescherming persoonlijk te horen.

Verder herneemt verzoeker in het verzoekschrift dat zijn advocaat per e-mail van 24 januari 2023 (stuk 3, bij verzoekschrift) omstandig heeft uiteengezet aan verweerder waarom verzoeker niet in staat was om een gehoor te ondergaan en dat deze dit tijdens het gehoor nogmaals heeft herhaald. Verzoeker verwijst andermaal naar het attest van zijn psychologe waarin zij stelt dat *"een persoonlijk onderhoud dat de persoonlijke aanwezigheid van mijnheer O. vereist, niet adequaat zou zijn en hem alleen maar verder zou doen stabiliseren."*

Zoals uit het door verzoeker in het verzoekschrift geciteerde EASO-rapport *"Practical Guide: Personal Interview"* blijkt, dient de protection officer na te gaan of de verzoeker het noodzakelijke mentale vermogen heeft om deel te nemen aan een interview. Blijkens de hierboven geciteerde motivering uit de bestreden beslissing heeft verweerder de e-mail van verzoekers advocaat evenals het bijgevoegde psychologisch attest van 17 januari 2023 van mevrouw U. wel degelijk in rekening genomen. Daarnaast blijkt dat verweerder eveneens de overwegingen van de Raad in het **vernietigingsarrest** van 28 oktober 2022 heeft meegenomen in zijn beslissing om **verzoeker opnieuw te horen**. Verweerder kon op basis van het geheel aan informatie die op dat moment voorhanden was terecht besluiten om verzoeker te horen op 6 maart 2023. Voor zover verzoeker in het verzoekschrift verwijst naar het attest van de centrumarts Dr. W. van 16 maart 2023 (stuk 5, bij verzoekschrift), waaruit had dienen te worden opgemaakt dat verzoeker een afspraak met een psychiater heeft op 20 juni 2023, kan slechts worden vastgesteld dat het attest pas na het plaatsvinden van het persoonlijk onderhoud van 6 maart 2023 werd opgesteld. Bijgevolg was het, in tegenstelling tot wat verzoeker beweert, geenszins mogelijk om dit attest mee te nemen in de beslissing om verzoeker te horen.

Ten overvloede kan worden opgemerkt dat het attest in kwestie geen uitspraak doet over verzoekers vermogen om deel te nemen aan onderhavige procedure.

Waar verzoeker in het verzoekschrift poneert dat verweerder zelf een psychiater had kunnen aanstellen in toepassing van **artikel 48/8** van de Vreemdelingenwet, dient opgemerkt dat dit een loutere **mogelijkheid** betreft waartoe de commissaris-generaal kan beslissen indien dit door haar relevant wordt geacht voor de beoordeling van het verzoek. Geenszins betreft het een wettelijke verplichting om dergelijk (bijkomend) medisch onderzoek te gelasten. Verweerder nam op basis van de op dat moment voorliggende informatie een weloverwogen beslissing om verzoeker voor een derde maal te horen. Bovendien werden aan verzoeker tijdens het derde persoonlijk onderhoud, zoals ook tijdens het eerste en tweede onderhoud, steunmaatregelen verleend.

Verzoeker licht in het verzoekschrift niet toe op welke wijze de hem geboden steunmaatregelen zouden hebben tekortgeschoten.

Uit een lezing van de notities van de respectievelijke persoonlijke onderhouden (notities van het persoonlijk onderhoud van 13 januari 2022 blijkt dat de dossierbehandelaar **rekening heeft gehouden met verzoekers toestand en hiermee op zorgvuldige wijze is omgesprongen**. (...). De door verzoeker voorgelegde psychologische, medische en psychiatrische **attesten** tonen niet aan dat verzoekers psychische problemen van die aard zijn dat hij helemaal niet zou kunnen deelnemen aan de onderhavige procedure, noch dat de hem geboden steunmaatregelen niet toereikend waren.

Verzoeker stelt dat zijn psychologische toestand niet alleen van belang is om te bepalen of hij een nood heeft aan bijzondere procedurele voorzieningen, maar dat dit eveneens een doorslaggevende impact heeft op de **beoordeling ten gronde** van zijn verklaringen in het licht van de aangehaalde vervolgingsvrees. De Raad erkent dat de door

verzoeker bijgebrachte psychologische, psychiatrische en medische attesten wel degelijk een bewijs vormen van verzoekers psychische problemen, meer bepaald dat verzoeker lijdt aan de psychotische stoornis schizofrenie, en dat hier op voldoende zorgvuldige wijze rekening mee moet worden gehouden op het niveau van de verschillende relevante aspecten van de procedure. Uit lezing van de bestreden beslissing blijkt dat verweerder ook bij de beoordeling inzake de gegrondheid van verzoekers verzoek om internationale bescherming rekening heeft gehouden met de bijzondere kwetsbaarheid van verzoekers psychologisch profiel. Verweerder was echter terecht – zo blijkt *infra* – van oordeel dat verzoekers ernstige psychische problemen, waaronder paranoïde schizofrenie met hallucinaties en verlies van de realiteit, noch de laattijdigheid van zijn verzoek en het laattijdig aanbrenge van zijn asielmotieven, noch de vastgestelde tegenstrijdigheden, vaagheden en onaannemelijkheden in zijn verklaringen inzake zijn relaas en zijn voorgehouden **homoseksuele geaardheid** konden verklaren of verschonen. (...)

Volledigheidshalve wordt benadrukt dat geenszins kan gesteld worden dat de geloofwaardigheid van verzoekers relaas louter omwille van de laattijdigheid van zijn verzoek of omwille van de laattijdige melding van zijn vrees omwille van zijn geaardheid werd afgewezen. Te dezen blijkt dat het geheel van de in de bestreden beslissing opgesomde motieven verweerder heeft doen besluiten tot de ongegrondheid van verzoekers verzoek om internationale bescherming. De bestreden beslissing moet worden gelezen als een geheel en niet als van elkaar losstaande zinnen.

Uitgebreide bespreking psychologische attesten. (...)

De Raad herneemt dat niet wordt betwist dat verzoeker aan ernstige psychische problemen lijdt, zoals ook blijkt uit de door verzoeker bijgebrachte **psychologische attesten**.

Waar in het psychologische attest van 10 januari 2022 wordt gesteld dat er geen twijfel bestaat dat verzoeker de homoseksuele geaardheid heeft, kan slechts worden opgemerkt dat het niet de bevoegdheid noch competentie van een psycholoog is om iemands seksuele geaardheid vast te stellen. De bijgebrachte psychologische attesten kunnen dan ook geenszins gelden als bewijs van verzoekers voorgehouden homoseksuele geaardheid. Daarenboven kunnen medische en psychologische rapporten niet als alleenstaand worden gezien binnen een verzoek om internationale bescherming. Ze maken deel uit van het geheel van de elementen die voorliggen ter beoordeling van de nood aan internationale bescherming en het gewicht dat hieraan wordt gegeven dient dan ook bepaald te worden binnen dit geheel. De attesten moeten dus steeds beoordeeld worden in samenhang met de verklaringen van een verzoeker.

CCE arrêt 300920 du 01/02/2024

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

acte attaqué

9ter non fondé

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

9ter non fondé – PR reproche à la PD de ne pas avoir examiné la disponibilité au PO d'un hôpital proposant une hospitalisation en urgence en psychiatrie invoqué dans sa demande et attesté par certificat médical (risque de passage à l'acte de suicide) – Conseil expose les conclusions du médecin conseil sur la disponibilité et considère qu'il n'en ressort pas la disponibilité d'une hospitalisation en urgence – Conseil expose les conclusions du médecin conseil sur l'accessibilité et relève qu'elles ne renversent pas le constat qui précède – Annulation.

« 3.2. En termes de recours, la partie requérante reproche en outre au médecin-conseil de la partie défenderesse de ne pas avoir examiné la disponibilité au pays d'origine d'un hôpital avec possibilité d'une hospitalisation en urgence en psychiatrie.

Le Conseil observe que la nécessité de ce suivi a bien été invoquée à l'appui de la demande compte tenu du risque de passage à l'acte suicidaire et que le certificat médical daté du 26 février 2018 fourni à l'appui de la demande fait mention entre autres, à propos des besoins spécifiques en matière de suivi médical, d'une « Réhospitalisation en unité psychiatrique résidentielle si urgence ».

Le Conseil remarque ensuite que la décision attaquée repose sur un avis du médecin-conseil de la partie défenderesse daté du 26 janvier 2023 dont il ressort, en substance, que la requérante est atteinte de pathologies pour lesquelles le traitement et les suivis requis sont disponibles et accessibles au pays d'origine.

S'agissant de la « Disponibilité des soins et du suivi au pays d'origine », le médecin-conseil de la partie défenderesse a indiqué que « [...] • Les consultations de psychiatrie sont disponibles au Maroc (cf. BMA-12142); • Les consultations d'orthopédie sont disponibles au Maroc (cf. BMA-11408); • Le suivi en physiothérapie est disponible au Maroc (cf. BMA-11636). [...] ».

Ainsi, ce médecin n'a nullement garanti la disponibilité au Maroc d'un hôpital avec possibilité d'une hospitalisation en urgence en psychiatrie, alors pourtant que cela est nécessaire à la requérante.

Par ailleurs, le Conseil estime que les considérations du médecin attaché à la partie défenderesse, dans le cadre de l'« Accessibilité des soins et du suivi dans le pays d'origine », selon lesquelles « Concernant la prise en charge des maladies psychiatriques, notons que les choses changent en ce qui concerne la santé mentale. Le ministre de la Santé, le professeur [L.], entend remédier à toutes les lacunes. Il a pris sur lui de procéder au développement des infrastructures psychiatriques, à renforcer les services en ressources humaines (médecins-infirmiers[]), à doter les établissements psychiatriques en médicaments, des actions qui visent à redorer le blason de santé mentale au Maroc sans oublier bien entendu le regard que porte notre société sur les malades atteints de troubles psychiques. Notons qu'actuellement, la psychiatrie marocaine est axée sur le maintien des malades dans leur environnement familial, la création de petites unités psychiatriques ou des services de psychiatrie rattachés aux hôpitaux généraux et le développement des consultations ambulatoires Parmi les structures de prise en charge : on peut citer le Centre psychiatrique et d'addictologie du CHU Cheikh Khalifa Ibn Zaid de Casablanca,. Celui-ci accueille des personnes sujettes à des burn-out, des dépressions ou des addictions. Ce centre s'occupe de la simple consultation à l'hospitalisation, tous les âges et les milieux sociaux s'y côtoient. Notons que le centre psychiatrique, autrefois appelé 36, dispose actuellement d'une capacité de 104 lits et accueille une centaine de patients hospitalisés. Il dispense en moyenne 40 à 50 consultations par jour. Les familles sont aujourd'hui devenues un maillon important dans la chaîne de soins du patient atteint de troubles mentaux. Les malades y viennent spontanément, amenés par leurs familles ou bien sont adressés par des confrères du secteur privé ou public. Le centre reçoit aussi des personnes en détresse sociale (des SDF ou des personnes en errance atteintes d'Alzheimer). Selon les responsables du centre, 95% des patients sont des bénéficiaires du régime de l'assistance médicale pour les économiquement démunis (RAMED). Pour le reste, concernant le relatif faible nombre de psychiatre dans le pays d'origine, la disponibilité de ce type de suivi ayant été démontrée (cf supra), l'intéressée reste en défaut de démontrer qu'elle n'aurait pas accès à un traitement chez l'un de ceux-ci. (Arrêt CCE 243882 du 10.11.2020). Le médecin de l'OE précise aussi qu'il n'est nullement démontré que l'intéressée nécessite un encadrement médicalisé particulier. En Belgique, la requérante n'est non plus en habitation protégée. Que pour ce type de suivi, qu'il ne s'agit pas d'une hospitalisation, mais de mesures sociales et ou le contact avec le psychiatre se limite en général à la prescription de médicaments une fois par mois, l'intéressée pourrait se rendre dans un centre de santé ou un hôpital

public ou encore un établissement psychiatrique public le plus proche pour recevoir son traitement », ne remettent pas en cause valablement la nécessité au pays d'origine d'un hôpital avec possibilité d'une hospitalisation en urgence en psychiatrie et ne peuvent pas non plus suffire à attester de la disponibilité de celui-ci.

3.3. En conséquence, le médecin-conseil de la partie défenderesse ne s'est pas assuré que le suivi dont a besoin la requérante, à tout le moins un hôpital avec possibilité d'une hospitalisation en urgence en psychiatrie, est disponible au pays d'origine ».

CCE arrêt 300916 du 01/02/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Érythrée

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-P.I. autre état membre UE

composition du siège

1 juge

dictum arrêt

Rejet

Bestreden beslissing: VIB niet-ontvankelijk - reeds **IB in Duitsland**.

Gelet op (i) het gebrek aan actuele landeninformatie over de situatie van statushouders in Duitsland; (ii) het medisch-psychologisch attest waaruit een ernstig psychische problematiek blijkt, alsook (iii) het gebrek aan informatie over verzoekers specifieke situatie in Duitsland, met name zijn socio-economische leefomstandigheden, dringt zich een verder en gedegen onderzoek op naar de door hem aangevoerde elementen in het licht van een mogelijke bijzondere kwetsbaarheid die hem desgevallend zou (kunnen) verhinderen zijn rechten te doen gelden, verbonden aan zijn vluchtelingenstatus toegekend in Duitsland, en/of waardoor hij wordt blootgesteld aan een risico op een behandeling die strijdig is met artikel 4 van het Handvest. Daarbij moet worden nagegaan of verzoeker, gelet op zijn ernstige psychische problematiek, in staat zal zijn om bij terugkeer naar en in Duitsland te voorzien in zijn meest elementaire behoeften alsook een beroep zal kunnen doen op noodzakelijke medische/psychologische behandeling en medicatie om zo te vermijden dat hij een reëel risico loopt te worden onderworpen aan onmenselijke of vernederende behandelingen in de zin van artikel 4 van het Handvest, met name om terecht te komen in een situatie van zeer verregaande materiële deprivatie die hem niet in staat stelt om te voorzien in zijn meest elementaire behoeften en negatieve gevolgen zou hebben voor zijn reeds precaire mentale gezondheid of die hem in een toestand van achterstelling zou brengen die onverenigbaar is met de menselijke waardigheid. Tevens moet worden nagegaan of een terugkeer van verzoeker naar Duitsland, gelet op zijn geattesteerde mentale gezondheidstoestand waarbij sprake is van zelfmoordgedachten, op zich niet reeds een reëel risico op onmenselijke of vernederende behandeling in de zin van artikel 4 van het Handvest kan inhouden (zie naar analogie HvJ 16 februari 2017, C.K. e.a. t. Slovenië, C-578/16).

CCE arrêt 300912 du 01/02/2024

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13quinquies

composition du siège

1 juge

acte attaqué

9bis irrecevable

nationalité

Irak

dictum arrêt

Annulation

9bis onontvankelijk + 3x B13QQ – vernietiging- buitengewone omstandigheden - Belang schoolomgeving in beoordeling sociale relaties middelbare scholier- Belang vormende jaren in België - meerdere getuigenverklaringen - sociale identiteit - Arabische moedertaal betekent niet dat hij kan aansluiten in schoolsysteem Irak want betekent niet dat hij in deze taal kan lezen en schrijven (onderwijs in BE sinds 1^e leerjaar + nu 15,5 jaar) - kennelijk onredelijk en onzorgvuldig geoordeeld over hoger belang van het kind

Daargelaten de situatie van de twee jongste kinderen, moet worden vastgesteld, zoals de ouders benadrukken, dat niet wordt betwist dat zoon S. op zeer jonge leeftijd – toen hij acht was- in 2015 naar België is gekomen. Evenmin wordt betwist dat hij al die tijd in België school heeft gelopen, meer bepaald vanaf het eerste leerjaar. De verwerende partij stelt dan wel dat geen bewijs wordt voorgelegd van intense sociale banden die een normale binding met België zouden overstijgen, maar zij gaat eraan voorbij dat de jongen, die op het moment van het nemen van de bestreden beslissing 15,5 jaar oud was zijn vormende jaren in België heeft doorgebracht, zoals dat overigens ook in de aanvraag om machtiging werd gesteld, en waarbij in alle redelijkheid mag worden aangenomen dat de schoolomgeving het leeuwendeel vormt

van de sociale context van de middelbare scholier die hij inmiddels is. Bovendien wijst de verwerende partij er verkeerdelijk op dat er weliswaar 27 getuigenverklaringen voorliggen maar dat daarvan slechts 1 betrekking zou hebben op zoon S. Niets is minder waar: in verschillende van de verklaringen wordt gewezen op de inspanningen die S. heeft geleverd op het vlak van het leren van de taal, op het feit dat hij inmiddels vlot Nederlands spreekt, op de vele vrienden die hij heeft op school, op zijn integratie en op het feit dat de kinderen van het gezin onderling Nederlands spreken. Verder wordt in verschillende verklaringen -ook nog in 2021- erop gewezen dat zoon S. voetbalt bij de voetbalclub in A., waar hij, samen met zijn oudere broer, ook veel vrienden heeft gemaakt. Niet alleen getuigt de beoordeling van de door verzoekers bijgebrachte stukken niet van de vereiste zorgvuldigheid, ook moet worden vastgesteld dat in het licht van de geschetste omstandigheden -en meer in het bijzonder de leeftijd waarop S. in België is aangekomen, zijn ononderbroken verblijfsduur sedert 2015, zijn ononderbroken scholing in België sedert het eerste leerjaar en de vele getuigenverklaringen waarin wordt gewezen op zijn integratie, het kennelijk onredelijk is te stellen dat niet wordt aangetoond dat de banden die hij heeft opgebouwd met de Belgische gemeenschap dermate intens zijn dat zij deel uitmaken van zijn sociale identiteit.

Verder, wat zijn scholing betreft, kan de verwerende partij weliswaar worden bijgetreden waar zij vaststelt dat S. het gehoor inzake zijn verzoek om internationale bescherming in het Arabisch heeft afgelegd, maar uit de stukken van het administratief dossier blijkt dat hij, als minderjarige, werd bijgestaan door zijn moeder, hetgeen wellicht één en ander verklaart. Bovendien staat deze vaststelling er niet aan in de weg dat, zelfs indien Arabisch zijn moedertaal is, moet worden herhaald dat S. in België school loopt sedert het eerste leerjaar en thans al enige jaren een middelbare scholier is. Zoals in het verzoekschrift wordt gesteld, impliceert het feit dat hij Arabisch spreekt in de gegeven omstandigheden niet dat hij het kan

lezen en schrijven op een niveau dat hem toelaat aan te sluiten bij het schoolsysteem in Irak. Het gegeven dat het zou gaan om een tijdelijke terugkeer, doet daar geen afbreuk aan. Het feit dat zijn ouders de keuze hebben gemaakt om hun hoogstens precaire verblijf voort te zetten, kan uiteraard niet aan hun minderjarige zoon S. worden verweten. Gelet op al deze vaststellingen is het kennelijk onredelijk van de verwerende partij om ervan uit te gaan dat S. thans nog het vermogen heeft om zich aan te passen aan de omstandigheden in zijn land van herkomst, zelfs al heeft hij via zijn ouders nog een band met Irak, kan hij terugkeren met zijn gezin, spreekt hij de taal en is er nog een netwerk aanwezig in het land van herkomst. Nu de jongen op het moment van de bestreden beslissing 15,5 jaar oud was en gelet op zijn scholing die sedert zijn achtste levensjaar in het Nederlands heeft plaatsgevonden, is het motief dat zijn ouders er destijds voor hebben geopteerd om zijn scholing in Irak te onderbreken zodat niet valt in te zien waarom dat nu ook niet zou kunnen, niet van aard om daar anders over te doen denken.